Ordres et désordres au Caucase

édité par

AUDRE MERLIN
SILVIA SERRANO
Ordres et désordres au Caucase

EDITE PAR

AUDE MERLIN
SILVIA SERRANO
SPORT ET UNION EUROPÉENNE, ÉDITÉ PAR JEAN-MICHEL DE WAELLE ET ALEXANDRE HUSTING, 2001
LES FÉDÉRATIONS EUROPÉENNES DE PARTIS, ÉDITÉ PAR PASCAL DELWIT, EROL KÜLAHCI ET CÉDRIC VAN DE WALE, 2001
UN DIAGNOSTIC GÉOPOLITIQUE DE L’EUROPE DU CENTRE, NICOLAS BÁRDOS-FÉLTORONYI, 2001
FASCISTES, COMMUNISTES, PAYSANS. SOCIOLOGIE DES MOBILISATIONS IDENTITAIRES ROUMAINES (1921-1989), ANTOINE ROGER, 2002
LIBÉRALISMES ET PARTIS LIBéraUX EN EUROPE, ÉDITÉ PAR PASCAL DELWIT, 2002
LE PARTI SOCIAL CHRÉTIEN. MUTATIONS ET PERSPECTIVES ?, ÉDITÉ PAR PASCAL DELWIT, 2002
DÉMOCRATIES CHRÉTIENNES ET CONSERVATISMES EN EUROPE. UNE NOUVELLE CONVERGENCE ?, ÉDITÉ PAR PASCAL DELWIT, 2003
LA POLOGNE ET L’INTÉGRATION EUROPEENNE, ÉDITÉ PAR JEAN-MICHEL DE WAELLE, 2003
LE GOUVERNEMENT DES COLONIES, REGARDS CROISÉS FRANCO-BRITANNIQUES, VÉRONIQUE DIZIER, 2004
LES PARTIS POLITIQUES ROUMAINS APRÈS 1989, SORÎNA SOARE, 2004
LES CLIVAGES POLITIQUES EN EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE, ÉDITÉ PAR JEAN-MICHEL DE WAELLE, 2004
EXPERTISE ET ACTION PUBLIQUE, ÉDITÉ PAR STEVE JACOB ET JEAN-LOUIS GENARD, 2004
LES SYSTÈMES ÉLECTORAUX AUX PRÉSIDENTIELLES ET AUX LÉGISLATIVES, THANASSIS DIAMANTOPOULOS, 2004
SOCIAL DEMOCRACY IN EUROPE, EDITED BY PASCAL DELWIT, 2005
EUROPEAN UNION ACCESsion REFERENDUMS, ÉDITÉ PAR JEAN-MICHEL DE WAELLE, 2005
PARLEMENT PUissant, ÉLECTeurs ABsENTS ? LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES DE JUIN 2004, ÉDITÉ PAR PASCAL DELWIT ET PHILIPPE POIRIER, 2005
LES PARTIS RÉGIONALISTES EN EUROPE. DES ACTEURS EN DÉVELOPpEMENT ?, ÉDITÉ PAR PASCAL DELWIT, 2005
SPORT, POLITIQUES ET SOCIÉTÉS EN EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE, ÉDITÉ PAR JEAN-MICHEL DE WAELLE ET ALEXANDRE HUSTING, 2005
FAIRE ET VIVRE LE POSTCOMMUNISME. LES FEMMES ROUMAINES FACE À LA « TRANSITION », IOANA CÎRSTOCEA, 2006
LE POSTCOMMUNISME DANS L’HISTOIRE, ÉDITÉ PAR SANDRINE KOTT ET MARTINE MESPOULET, AVEC LA COLLABORATION D’ANTOINE ROGER, 2006
CHANGER POUR GAGNER ? LES RÉFORMES DES LOIS ÉLECTORALES EN BELGIQUE, JEAN-BENOÎT PILET, 2007
BUREAUX DE PARTIS, BUREAUX DU POUVOIR. CINQANTE ANS D’HISTOIRE, ÉDITÉ PAR WILFRIED DEWACHTER ET SAM DEPAUW, 2007
FOOTBALL ET IDENTITÉS, ÉDITÉ PAR JEAN-MICHEL DE WAELLE ET ALEXANDRE HUSTING, 2008
LE VOTE DES BELGES (BRUXELLES – WALLONIE, 10 JUIN 2007), ÉDITÉ PAR PASCAL DELWIT ET EMILIE VAN HAUDE
LA SOCIAL-DÉMOCRATIE ET LE CHÔMAGE, EROL KÜLAHCI, 2008
LES PARTIS AGRARIENS ET PAYSANS EN EUROPE, ÉDITÉ PAR JEAN-MICHEL DE WAELLE ET DANIEL-LOUIS SEILER, 2009
POLITIQUE ET RELIGION EN FRANCE ET EN BELGIQUE, ÉDITÉ PAR FRANÇOIS FORET, 2009
L’ABSENCE DE PARTIS NATIONAUX : MENACE OU OPPORTUNITÉ ?, ÉDITÉ PAR JEAN-BENOÎT PILET, JEAN-MICHEL DE WAELLE ET SERGE JAUMAIN, 2009
RÉFORMER LA JUSTICE DANS UN PAYS POST-COMMUNISTE. LE CAS DE LA ROUMANIE, RAMONA COMAN, 2009
LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE ROUMAINE (1990-2006), RUXANDRA IVAN, 2009
ADHÉRER À UN PARTI. AUX SOURCES DE LA PARTICIPATION POLITIQUE, EMILIE VAN HAUDE, 2009
L’ISLAM À BRUXELLES, CORINNE TORREKENS, 2009
LES VOIX DU PEUPLE. LE COMPORTEMENT ÉLECTORAL AU SCRUTIN DU 10 JUIN 2009, ÉDITÉ PAR KRISS DESCHOUWER, PASCAL DELWIT, MARC HOOGHE ET STEFAAN WALTGRAVE, 2010
Ordres et désordres au Caucase

ÉDITE PAR

AUDRE MERLIN
SILVIA SERRANO
PRÉFACE

Etats et conflits au Caucase

Aude Merlin et Silvia Serrano


---

1 Cet accord précipitait l’éclatement de l’Union soviétique et la naissance de quinze nouvelles républiques indépendantes reconnues par la communauté internationale et dont les contours épousaient à l’identique les frontières administratives qui les dessinaient à l’intérieur de l’Union.
Tchétchénie, dotée à l’époque soviétique d’un statut inférieur de République autonome intégrée à la Russie, restait au sein de la Russie devenue, elle, indépendante.


Une des caractéristiques du Caucase postsoviétique est la globalisation des enjeux et, sur le versant Sud du moins, la multiplication des acteurs en présence. Les dernières années ont ainsi été marquées par l’activisme accru des États-Unis, la volonté de la Russie de réaffirmer ses ambitions et un engagement plus fort de l’Union européenne dans son voisinage oriental 4. Nombre d’ouvrages récents consacrés au Caucase abordent, souvent avec beaucoup de pertinence et de précisions, les dimensions géopolitiques et géostratégiques, faisant une large place à la question des hydrocarbures, du Grand Jeu, des influences américaines, russes, européennes ou de celles des puissances régionales (Iran, Turquie), dans le contexte de l’« après-Kosovo ». Parce que moins souvent étudiées, ce sont les dynamiques internes qui font l’objet ici, prioritairement, de notre attention.

La littérature existante sur les dimensions internes des évolutions au Caucase a surtout, jusqu’à présent, mis l’accent sur les identités et les mobilisations nationales des années 1980 et 1990, dont le rôle a été fondamental dans l’effondrement de l’URSS. Critiquant les interprétations essentialistes des conflits vus comme le jeu d’antagonismes ethniques, de nombreux auteurs ont étudié l’impact des discours, des représentations, mais aussi des pratiques adossées à l’ethnicité 5. Le propos

---


n'est donc pas de négliger l’importance des mobilisations identitaires, qui restent incontestablement un élément clef des scènes politiques caucasiennes, mais de porter ici l’attention sur d’autres logiques qui se sont développées en parallèle ces quinze dernières années, et dont l’importance s’est sensiblement accrue.

On a en effet assisté, si ce n’est à une érosion, du moins à une transformation des nationalismes liée, dans certains cas (Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie), à l’accession à l’indépendance, et dans d’autres (Tchéchénie), à l’échec des projets politiques qu’ils portaient. Au Caucase du Nord, la faillite des aspirations nationales débouche sur une islamisation et une régionalisation de l’affrontement armé. Dans tous les cas, les logiques de construction, reconstruction, consolidation des États, aujourd’hui déterminantes, méritent d’être interrogées plus directement, tant la donne a changé.

Le questionnement classique de science politique sur l’articulation entre guerre et formation de l’État a peu à peu quitté le terrain européen pour nourrir l’analyse des États postcoloniaux et périphériques. Le Caucase, et plus généralement, l’ensemble de l’espace postsoviétique ont longtemps été marginalisés dans les réflexions sur le postcolonial, notamment en raison des spécificités de l’URSS et du prisme idéologique qui a présidé à son étude durant la guerre froide. Les débats ne sont d’ailleurs pas tranchés sur la nature du projet « impérial », tandis que la qualification de « colonial » pour définir l’empire tsariste et plus encore l’URSS reste discutable. L’originalité très forte des États issus de l’ancienne seconde puissance mondiale et patrie du socialisme ne doivent toutefois pas interdire d’utiliser, dans une visée heuristique, les questionnements nés de l’étude des trajectoires étatiques des États issus de la décolonisation. Et ce d’autant que les processus de formation des entités stato-


8 La continuité territoriale, le mode d’administration des populations autochtones, les possibilités de promotion et d’intégration des élites, distinguent fortement l’Empire tsariste des empires coloniaux européens ; l’énoncé du projet idéologique, le système d’exploitation économique sont quant à eux des spécificités fortes de l’URSS. Voir par exemple M. BUTTINO,
nationales au Caucase, y compris à certains égards de la Russie, présentent plus de similitudes avec les États non occidentaux qu’avec la formation des États-nations européens. Quelques questions méritent ainsi d’être posées.

La première est celle des élites portées au pouvoir dans un contexte où la guerre a coïncidé avec l’émergence des structures étatiques indépendantes. Les hostilités, puis l’ombre de la guerre ont fourni – et continuent à fournir – non seulement des ressources de légitimation politique interne, mais aussi les conditions du contrôle des moyens de la violence. Le cas le plus notoire est celui de l’Arménie, où les deux derniers présidents sont originaires du Haut-Karabagh, où ils ont participé aux combats contre les Azéris. En Tchétchénie en revanche, l’ancien commandant en chef de l’armée indépendantiste Aslan Maskhadov qui accède au pouvoir à l’issue de la première guerre n’a jamais détenu le monopole de la coercition, tandis que la centralisation de l’appareil répressif qui se fait sous l’égide de Ramzan Kadyrov est imputable à d’autres ressources que le passé d’ancien combattant indépendantiste qu’il met en avant.

La deuxième question porte justement sur la centralisation de l’appareil répressif, de la « rationalité de la sous-traitance ». Incontestablement, dans l’ensemble des États de la région étudiée ici, des armées nationales se sont constituées, parfois par dissolution, parfois par intégration et cooptation des formations privées, sans toutefois que disparaîsse la sous-traitance de la coercition. Est-ce à dire que consolidation de l’État et (re)centralisation des instruments de la contrainte iraient nécessairement de pair ? Les exemples caucasiens, dans leur diversité, illustrent le caractère simplificateur de l’adéquation entre les deux. Au Caucase du Nord, en Tchétchénie notamment, la délégation assumée de la violence à des élites locales a pu être une condition du redéploiement de l’État fédéral. La Géorgie paraît l’exemple a contrario où la consolidation et la rationalisation de l’appareil répressif, en encourageant l’affrontement armé, ont entraîné un affaiblissement de l’État.

La troisième question touche à l’importance des facteurs exogènes. Alors que le rôle joué par la guerre dans le sens de la formation des États-nations européens tient également à la centralisation de la collecte de l’impôt, dans le cas des États périphériques, la guerre n’occupe qu’une place marginale, car c’est l’exportation des biens ou l’aide internationale, et non la fiscalité, qui permet de la financer. La Géorgie, l’Azerbaïdjan, mais aussi la Fédération de Russie, où la consolidation des appareils militaires dépend principalement des programmes d’exportation d’hydrocarbures, ou de liens de clientèle avec les grandes puissances, présentent différents visages de cette « militarisation dépendante » dont parle C. Tilly 10. La diversité des entités étatiques au Caucase priverait-elle alors de pertinence une approche globale ? Que de dissymétries en effet entre, d’une part, la Fédération de Russie, ancienne métropole ayant hérité de l’essentiel de la seconde armée au monde, et des arsenaux stratégiques – et, d’autre part, les États nouvellement indépendants du Caucase du Sud. Que de dissymétries encore entre les Républiques fédérées

---

du Caucase du Nord dont certaines, comme la Tchétchénie, ont longtemps espéré l’indépendance, et les États de facto abkhaze et sud-ossète, aux agendas d’ailleurs parfois dissemblables et qui se trouvent aujourd’hui dans une voie d’intégration avec la Fédération de Russie.

Il nous a néanmoins semblé indispensable d’étudier le Caucase dans son ensemble, pour plusieurs raisons. L’interrogation sur les parcours étatiques (même quand ils n’ont pas abouti à l’indépendance) nous a amenées à intégrer dans une même réflexion des entités jouissant de statuts très différenciés au regard du droit international (non reconnus, reconnus, reconnus par un nombre très restreint d’États), justement parce que les conflits sont l’une des variables explicatives des logiques aboutissant à ces statuts.

En outre, la guerre de l’été 2008, en mettant en cause la frontière internationale russo-géorgienne, a fragilisé la délimitation entre Caucase du Nord et du Sud. Plus que jamais, le Caucase dans sa globalité forme un système de sécurité. Les liens entre les évolutions à l’œuvre sur les deux versants sont multiples et anciens : flux licites ou illicites, passerelles entre combattants (participation de Tchèches aux opérations en Abkhazie ou en Ossétie du Sud à plusieurs reprises, et encore à l’été 2008), peuples présents de part et d’autre de la chaîne de montagnes (Ossètes, Lezguines, Circassiens). La Fédération de Russie, après être intervenue en Géorgie au prétexte de défendre ses citoyens – Ossètes du Sud et Abkhazes s’étant vu distribuer des passeports russes –, installe aujourd’hui des bases à quelques dizaines de kilomètres de Tbilissi. L’interdépendance mérite certes d’être questionnée. L’embrasement général du Caucase, régulièrement annoncé par les Cassandre, ne s’est toutefois pas réalisé, et la reconnaissance par Moscou des indépendances abkhaze et sud-ossète n’a pas créé un précédent fortifiant les aspirations séparatistes d’autres peuples de la région comme certains l’avaient craint… ou espéré.

Mais le fait que la frontière caucasienne de la Fédération de la Russie soit la seule à avoir été si fortement contestée n’est dû ni au hasard, ni exclusivement au contexte postsoviétique. Les évolutions actuelles invitent à repenser le regard porté sur la longue durée et à reconsidérer les legs présoviétiques, voire prétsaristes. Si l’importance des constructions soviétiques et l’effet performatif des statuts administratifs différenciés ne sont pas à négliger, les ordres politiques précoloniaux et les conditions de l’intégration à l’empire tsariste – qui a commencé la conquête par le Sud avant de s’attaquer au Caucase du Nord – pèsent aussi sur la fragilité de la construction étatique géorgienne ou sur la légitimité des revendications politiques nord-caucasiennes.

Face à ces passerelles incertaines entre Nord et Sud, ces enchevêtrements de l’histoire, cette pluralité de groupes ethniques, cette conflictualité et les aléas imprévisibles de ces débris d’Empire, le chercheur se trouve confronté à une série de défis. Le Caucase reste en effet un terrain sur lequel il est difficile de travailler. L’une des difficultés tient au paysage linguistique. Les langues vernaculaires se comptent par dizaines (plus de trente idiomes sont ainsi comptabilisés au seul Daghestan),

---

et le russe, *lingua franca* depuis des décennies, est en net recul, notamment – mais pas exclusivement – au Caucase méridional. La connaissance des langues locales devient donc nécessaire pour avoir accès aux sources, qu’il s’agisse d’entretiens ou de publications originales. Si les procédures administratives d’accès à la région se sont globalement simplifiées après la chute de l’URSS, de nouveaux obstacles sont apparus, et les déplacements internes sont désormais entravés par les nouvelles frontières interétatiques ou administratives, parfois militarisées et/ou infranchissables. A ces obstacles s’ajoutent, certes à des degrés différents, les préoccupations en matière de sécurité pour les chercheurs eux-mêmes et pour tous ceux qui les accueillent, en raison des conflits, mais aussi et surtout des contextes politiques sensibles.


Cet ouvrage ne vise pas à dresser un tableau synthétique et exhaustif des conflits au Caucase, mais à apporter quelques éclairages féconds, en regroupant des études approfondies et originales sur certains aspects peu documentés et en croisant les approches disciplinaires (science politique, géographie, histoire).

Une première partie est ainsi consacrée à la question des frontières et à l’impact de la construction territoriale sur les conflits récents. Arsène Saparov, en étudiant les logiques qui amènent à créer *ex-nihilo* un district autonome d’Ossétie du Sud, montre la complexité de la construction des territoires par les bolcheviks, ici nullement réductible à une volonté de diviser pour régner. Cela n’exclut pas les effets performatifs de la fabrication de territoires, comme le montre Thorniké Gordadzé qui analyse l’utilisation par les élites locales des ressources fournies par l’autonomie et les opportunités de manipulation par Moscou. La guerre d’août 2008 redessine-t-elle finalement la frontière Nord-Sud ? Alexeï Malachenko revient sur le potentiel de déséquilibre du Caucase du Nord.

La deuxième partie, centrée sur l’analyse des cas nord-caucasiens en particulier tchétchène et daghestanais, se penche sur les mobilisations et modes de transformation de la violence. A l’ordre de la terreur kadyrovienne répond la persistance de la violence dans les régions avoisinantes de la Tchétchénie. Depuis plusieurs années, le Caucase du Nord est caractérisé par trois grands types d’évolutions : un élargissement géographique des opérations armées, une mobilisation plus forte de l’islam, une radicalisation des modes d’action. Les projets de « libération nationale » qui s’énonçaient, dans le sillage de la perestroïka, en termes d’aspiration à l’autonomie politique, culturelle ou à l’indépendance, se sont, avec l’échec sanglant des revendications tchétchènes,
commués en projets transnationaux articulés autour du religieux. L’absence d’espace de contestation politique ne fait que faciliter ou accélérer le recours à la violence armée. Maïrbek Vatchagaev montre que cette triple évolution s’est appuyée sur l’apparition de nouvelles structures militantes, les *djamaats*. Mais, comme le souligne Anna Zelkina, il ne faut toutefois pas réduire l’islam à sa dimension politique et guerrière.

En dépit de la forte visibilité de la mobilisation politique du religieux au Daghestan, la majorité de ceux qui se tournent vers l’islam sont mus par des motivations qui peuvent être éloignées du combat armé. Aude Merlin quant à elle pose la question de la transformation de la violence en Tchétchénie même et de la difficulté de dater la fin d’un conflit en l’absence de négociations politiques et de règlement, et alors que la résistance armée, désormais dépourvue de perspective politique, n’a pas complètement cessé et connaît même des périodes de regain. Moussa Basnoukaev donne, lui, des éléments de compréhension de ce nouvel « ordre tchétchène », en particulier à travers l’analyse des relations entre élites locales et élites fédérales et de la mobilisation des ressources budgétaires fédérales dans le contexte de la reconstruction d’une République qui, il y a peu, n’était encore que ruines.


C’est donc à travers ces trois grands axes que cet ouvrage se propose d’articuler une réflexion sur les conflits dans une région souvent méconnue ou réduite à des rivalités de post-guerre froide, au détriment d’analyses fines et documentées. Et c’est en tant que chercheurs de terrain mais aussi enseignantes passionnées que nous espérons proposer au lecteur – qu’il soit étudiant, voyageur, diplomate, journaliste, membre d’ONG – une nourriture stimulante.

12 Nous remercions pour leurs critiques et commentaires Amandine Regamey et Alain Blum, ainsi que deux lecteurs anonymes. Enfin, nous remercions la Région de Bruxelles-Capitale et le ministère des Affaires étrangères du Royaume de Belgique pour l’aide financière apportée aux traductions.
Le Caucase, Etats et conflits
Roberto Gimeno et Atelier de cartographie de Sciences Po, avril 2009
© La Documentation française
Le conflit de l’été 2008 entre la Géorgie et la Russie a de nouveau posé de façon frontale une série de questions sur la position du chercheur face à l’actualité la plus brûlante. Peut-on valablement effectuer des travaux de recherches en sciences humaines dans des régions en guerre ou durablement meurtries par des conflits actifs ? Quels types de recherches peuvent y être menés, sans tomber dans des positions partisanes quelles qu’elles soient, et quelles précautions doit-on prendre pour éviter ce risque ? Peut-on y dépasser le niveau de réflexion que présentent les bons comptes rendus journalistiques ou les rapports présentés dans le cadre des centres d’analyses diplomatiques ou stratégiques, ou encore ceux des organisations internationales, voire de certaines ONG, souvent biaisés par les nécessités du « politiquement correct » ?

Autrement dit, le chercheur familier d’une région où surgit un conflit armé actif peut-il encore exercer ses talents sans risquer de tomber dans le commentaire journalistique ou le soutien militant d’une cause ?

La réflexion menée dans le cadre de la préparation d’un *Atlas géopolitique du Caucase* par un collectif regroupant les efforts de chercheurs de l’ensemble du Caucase Nord et Sud, expérience riche d’embûches et d’enseignements aussi bien sur le plan scientifique que diplomatique ², a été réactualisée par la détérioration accélérée de la situation en Géorgie et le conflit de 2008 autour de l’Ossétie du Sud.

---

¹ Ce travail s’insère dans le projet de l’Agence nationale pour la recherche française (ANR), « Caucase et Asie centrale post-soviétiques : un autre Sud ? ».

1. De la cartographie en zone de conflits…

La carte et tous les types de documents utilisant des représentations cartographiques ont toujours fait partie de la panoplie de base d’une grande partie des recherches ayant un fondement territorial. Fait un peu nouveau, ils sont devenus à la mode ces dernières années. La vogue des atlas géopolitiques et thématiques, la multiplication dans tous les médias de cartes plus ou moins précises confirment bien cette tendance. Le Caucase échappe d’autant moins à cette vague qu’il présente la particularité, outre sa réputation de mosaïque ethnique (« la montagne des langues »), de contenir un nombre important de territoires et de frontières contestées, de conflits territoriaux où les revendications croisées et de ce fait les mobilisations nationalistes autour des enjeux territoriaux sont dans tous les esprits. Et du même coup, le travail du chercheur en sciences humaines est soumis à de multiples pressions.


Lors de la première ébauche de cet Atlas, nous avions reçu les critiques acérées de nos collègues azéris et géorgiens pour avoir mentionné les régions du Karabagh et d’Ossétie en dépit de leur dissolution officielle en août et décembre 1990.
respectivement par les Parlements d’Azerbaïdjan et de Géorgie. Or la représentation de ces entités se complique quand on sait que ces deux pays ont procédé après cette dissolution à une reconfiguration administrative de ces territoires, regroupant les anciens districts des régions autonomes avec d’autres districts proches (comme la reconfiguration des districts de Barda, Agdereg et Kelbadjar par les Azéris), histoire de gommer encore mieux leur souvenir. Outre l’aspect proprement cartographique, ce redécoupage territorial fait disparaître des cartes les petits districts dans lesquels des groupes non titulaires étaient majoritaires. C’est le cas en Géorgie, où le nouveau niveau administratif régional regroupe les districts hérités de la période soviétique, permettant de renforcer la part de la population éponyme (l’ethnie « titulaire »). Ainsi, le rattachement, dans le cadre de la nouvelle région de Samtskhé-Djavakhétie, du district de Bordjomi à ceux d’Akhaltsikhe et de Ninotsminda, peuplés majoritairement d’Arméniens, permet aux Géorgiens d’y être majoritaires.

« La géographie, ça sert d’abord à faire la guerre »6. Cette affirmation souvent répétée du fondateur de la nouvelle géopolitique française Yves Lacoste peut être prise au sens le plus matériel. En août 2008, quelques jours après le début de l’attaque de l’Ossétie du Sud par les forces géorgiennes et de la riposte russe, GoogleEarth faisait disparaître de son site toute une série de photographies satellites à haute définition d’une partie des villes et des infrastructures du Sud Caucase. Il est clair que et les Géorgiens et les Russes disposaient de couvertures satellitaires à jour de leurs positions respectives (même si le retard constaté dans la mise en œuvre du système GLONAS, équivalent russe du GPS, a été critiqué dans la presse russe) mais, indépendamment de l’usage possible de certaines de ces images pour des actions militaires ou terroristes, le géographe peut songer à bien d’autres utilisations. Depuis quelques années, divers organismes ou centres de recherches utilisent de façon systématique les images satellites pour évaluer les dégâts consécutifs aux conflits dans lesquels l’évaluation de terrain est rendue difficile7. Lors du conflit d’août 2008, on a vu se multiplier les tentatives d’évaluation de ce type sans éviter des polémiques quant à leurs résultats, chaque camp cherchant à trouver dans ces images la confirmation de ses thèses8. Or l’évaluation du nombre de victimes ou les dégâts réels sont difficiles à déduire simplement de ces documents. Les calculs publiés en terme de pourcentages de maisons détruites ne permettent pas forcément d’en inférer des nombres de morts (les chiffres de 2 000 puis de 1 400 morts, invoqués hâtivement par l’ambassadeur de Russie à Tbilissi puis par E. Kokoïty, le président ossète du sud9, seront contredits par l’évaluation publiée par le Parquet général russe faisant état de 162 victimes.

8 Voir la série d’images interprétatives de l’UNOSAT sur le conflit ossète : http://unosat.web.cern.ch/unosat/Georgia maps.
9 Voir la chronologie publiée par le site du Monde les 9 et 10 août 2008.
civiles ossètes identifiées 10) ou l’ampleur réelle des dégâts : les vitres soufflées des immeubles ou les actions de pillage des maisons ou de viols de leurs habitants n’apparaissent évidemment pas sur les images satellites.

Il demeure que lors de ce conflit comme pour la plupart des guerres récentes, les médias ont multiplié les documents cartographiques de tous types et l’observateur attentif demeure confondu devant l’approximation fréquente de ces images qui contribuent assurément à créer un sentiment diffus d’insécurité et de peur par l’usage répété de symboles agressifs, explosions, flèches menaçantes alors que les éléments les plus simples (rivières, routes et oléoducs principaux) sont indiqués sans aucun souci de véracité. Un exemple fréquent de ces approximations est la localisation souvent fantaisiste du fameux oléoduc BTC (Bakou-Tbilissi-Ceyhan, mais qui ne passe justement pas par Tbilissi), alors même qu’il est considéré à juste titre comme un élément d’infrastructure majeur et qu’il n’a volontairement pas fait l’objet de bombardement russe pendant cette guerre 11.

2. Batailles de dates

L’établissement d’une chronologie est souvent fort précieux pour mettre en lumière les différents facteurs qui expliquent le surgissement d’un conflit et son déroulement 12. Mais comment dater le début d’un conflit ? Longtemps, cette question trouvait une réponse simple quand une déclaration de guerre en bonne et due forme était signifiée par un belligérant à son adverse. La logique des nouveaux conflits à la fin du XXe siècle est bien différente. Certes, l’entrée en guerre de la Russie en Tchétchénie le 11 décembre 1994 peut s’inscrire dans cette catégorie, même si le président B. Eltsine ne l’annonça pas à l’avance par un geste médiatique analogue à celui du président Bush lors de l’attaque de Bagdad par l’aviation américaine en mars 2003. Mais dans bien des cas, non seulement la datation du déclenchement d’une guerre pose question, mais elle se trouve au cœur de longues polémiques, chaque camp belligérant s’efforçant de démontrer qu’il répondait à une agression extérieure et n’a fait que se défendre. C’est par exemple le cas pour la guerre du Karabagh, les Arméniens se référant souvent aux pogroms anti-arméniens de Soumgaït de février 1988 comme élément déclencheur, alors que les deux parties font état de premiers incidents meurtriers au Karabagh même, attribués à l’un et l’autre camp 13.

On le sait, la polémique est encore plus vive dans le cas du conflit d’août 2008, les Géorgiens, qui ont lancé dans la nuit du 7 au 8 août une attaque nocturne massive contre Tskhinvali, capitale d’Ossétie du Sud, s’efforçant de démontrer qu’ils répondaient ainsi à l’entrée de troupes russes sur le territoire d’Ossétie du Sud par

---

13 Voir les ouvrages de P. Donabedian et A. Tabrizli, cités à la note 5.
le tunnel de Roki\textsuperscript{14}. Pourtant, on peut légitimement rechercher les causes directes de ce conflit dans toute une série d’événements antérieurs, de décisions politiques, militaires ou économiques qui s’inscrivent dans une spirale de mesures et contre-mesures dont l’historien tentera de déduire les responsabilités réciproques des uns et des autres. Le recours aux souvenirs pris sur le vif ou à la mémoire des témoins est, on le sait bien, à la fois un élément précieux et incertain tant les perceptions sont soumises au vécu nécessairement subjectif de chacun. Comment dater avec certitude le premier tir de sniper ou de roquette entre les villages géorgiens et ossetes autour de Tskhinvali quand les deux communautés sont aussi enchevêtrées ? Dans ce cas précis, on sait que les tensions sur le terrain s’exacerbaient depuis le printemps 2008, avec la multiplication des tirs de mortiers de part et d’autre, rendant bien illusoire la question de savoir qui a tiré le premier\textsuperscript{15}.

Dans bien des cas, il n’y a pas de réponse simple à l’interrogation de l’observateur qui cherche à établir l’élément crucial permettant de définir à la fois la date de début d’un conflit et son responsable, si tant est qu’il n’y en ait qu’un. De mesure en contre-mesure, on peut ainsi remonter à l’envi le fil chronologique, et le risque est grand, en cherchant à chaque étape le geste, petit ou grand de telle partie qui explique la réponse de l’adversaire, de diluer indéfiniment les responsabilités des différents acteurs. Et encore faut-il, dans cette quête des origines, ne pas oublier des intervenants apparemment plus éloignés du théâtre des opérations mais qui peuvent jouer un rôle majeur et sur lesquels les sources d’information réelles ne seront sans doute pas ouvertes avant longtemps : le State Department américain ou le Pentagone affirment avoir tenté de dissuader le président géorgien de cette attaque sur Tskhinvali le 7 août\textsuperscript{16}. Mais en est-il de même pour d’autres conseillers américains très nombreux dans l’entourage immédiat du président géorgien et du ministère de la Défense, membres des think-tanks néo-conservateurs, ONG, groupes d’influence, jusqu’à des organismes de sécurité comme Blackwater, société militaire privée américaine très active en Afghanistan et en Irak\textsuperscript{17} et dont on connaissait la présence à Tbilissi\textsuperscript{18} ?

La plupart des conflits caucasiens ont comme base l’établissement de territoires nationaux sous Staline\textsuperscript{19} sous la tutelle de telle ou telle république et on sait combien de polémiques ont rejailli, à partir de la perestroïka, quant aux origines et dates réelles de leur création, sans que les documents d’époque soient souvent cités. Aussi faut-

\textsuperscript{15} Le quotidien russe Nezavissimaïa Gazeta titre « Terreur en Ossétie du Sud » le 4 juillet 2008 puis « La Russie et la Géorgie ont été à deux doigts d’un conflit armé » le 14 juillet 2008 et « La guerre reportée » le 4 août…
\textsuperscript{16} Source diplomatique française.
\textsuperscript{17} Voir par exemple J. Scahill, Blackwater, l’ascension de l’armée privée la plus puissante du monde, Arles, Actes sud, 2008.
\textsuperscript{18} Interview de correspondants de guerre présents en Géorgie avant et durant le conflit.
il saluer l’ouvrage de C. Hille qui éclaire d’un jour nouveau ce dossier grâce aux documents d’archives  

3. Chiffres distordus…

L’analyse de situations complexes implique en permanence l’utilisation de données chiffrées, démographiques, économiques ou autres. Et, là encore, le chercheur soucieux d’objectivité qui travaille sur les conflits caucasiens se trouve confronté à des situations inconfortables. Même des données aussi simples en apparence que la surface des territoires semblent sujette à caution : ainsi les autorités de Bakou affirment-elles depuis 1994 que les forces arméniennes contrôlent 20 % du territoire de l’Azerbaïdjan, chiffre souvent repris y compris dans des rapports internationaux, alors que tous les calculs qu’on peut effectuer à partir des données de surface des districts n’indiquent que 13 à 15 %.

Ce n’est là qu’un exemple éclairant de l’enjeu médiatique et polémique que représentent bien des données proposées concernant ces territoires sensibles. Et pour chacune d’entre elles, le chercheur se doit de s’interroger sur le degré de fiabilité des chiffres qu’il utilise. Sans revenir sur les polémiques surgies à propos du chiffrage des victimes du récent conflit en Ossétie du Sud et en Géorgie, il faut souligner l’intérêt des véritables enquêtes menées par certains organismes qui ne se contentent pas de reprendre témoignages incertains et rumeurs, mais se sont interrogées sur ces données à partir d’un véritable travail d’observation sur le terrain.

Il paraît de même nécessaire d’attirer l’attention sur d’autres séries de données massivement utilisées dans toutes sortes d’études caucasiennes et dont on ne soulève pas assez, me semble-t-il, les spécificités : les données démographiques et économiques. En ordre dispersé, les quatre Etats de la région (Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan et Russie) ont conduit les opérations de recensement de leurs populations et une grande partie de ces données a été publiée. Or l’interprétation de ces recensements et plus généralement l’utilisation d’une partie des données chiffrées fournies par les offices statistiques nationaux doit être revisitée à partir de quelques remarques préalables. Deux des Etats du Caucase du Sud, l’Arménie et la Géorgie, sont concernés par un mouvement d’exode massif de leurs populations. Ces mouvements migratoires, liés dans un premier temps aux conflits du début des années 1990, Haut-
Karakabagh, Abkhazie et Ossétie du Sud, puis à la crise économique, sont d’autant plus difficiles à mesurer que les migrants conservent le plus souvent une résidence au pays d’origine et ne savent pas eux-mêmes la durée de leur séjour ou, dans certains cas, s’ils reviendront ou non au pays. En Arménie, ce phénomène amplifié par le blocus des frontières appliqué dès le début de la guerre au Karabagh par les autorités azéries et turques, a conduit les autorités à continuer d’enregistrer comme résidents des migrants absents parfois depuis des années, entraînant une évidente distorsion entre les chiffres de population annoncés et l’observation sur le terrain. Au recensement arménien de 2001, le comité statistique s’est ainsi fixé sur le seuil symbolique des trois millions d’habitants, au dessous duquel il n’était pas question de descendre (la population de l’Arménie était, lors du dernier recensement soviétique de 1989, de 3 440 000 habitants). Quoique avec moins d’ampleur, ce problème de surestimation existe aussi en Géorgie.

La situation en Azerbaïdjan, pays connu pour son dynamisme démographique, est très différente, mais un autre choix vient perturber l’utilisation des statistiques régionales. Les autorités de Bakou ne reconnaissent pas l’occupation par les forces arméniennes d’une partie de leur territoire. Mais curieusement, cela les a conduites à fournir pour la région concernée des ensembles de séries statistiques de population et de données économiques pour des districts qu’ils ne contrôlent plus depuis 1992-1994. Fait plus préoccupant encore, les populations concernées, « réparties » statistiquement dans leur ancien district d’origine, ne sont donc pas correctement comptabilisées dans les districts où elles se sont réfugiées depuis le conflit, introduisant un facteur d’incertitude majeur pour l’ensemble des statistiques de population de ce pays.

Si l’on n’observe pas, globalement, de semblables distorsions en Russie, le cas des républiques nord-caucasiennes soulève plusieurs questions. La tenue très expéditive du recensement de 2002 en Tchétchénie sous contrôle militaire, et dans une partie seulement du territoire, a été critiquée tant il est clair que la volonté de « normalisation » et les pressions exercées sur les réfugiés afin qu’ils se réinstallent dans la république ont conditionné les chiffres publiés. Au Daghestan, on se heurte à d’autres séries de problèmes qui tiennent aux pratiques héritées de la période soviétique consistant à inciter les populations montagnardes à s’installer sur le piémont avec, à l’intérieur d’un même kolkhoze ou sovkhoze et donc d’une communauté villageoise, une répartition complexe des activités et des habitants entre plusieurs points de peuplement : l’aoul de montagne et le village de plaine sur le piémont voire la capitale Makhatchkala. Le résultat est aujourd’hui une confusion totale, les membres d’un même foyer familial pouvant être enregistrés sur plusieurs localités de districts différents, pratique renforcée par le désir de bénéficier dans chaque lieu d’habitation de partages éventuels de terres et de propriété. Ces pratiques entretiennent une tendance aux doubles comptes qui

s’ajoute à la généralisation de l’économie de l’ombre et des comptabilités parallèles très courantes ici comme dans toutes les républiques nord-caucasiennes 25.

Un dernier point sensible concerne la fiabilité des données économiques disponibles. Il est plus souvent souligné dans la littérature ; contentons-nous alors d’en rappeler les spécificités. La statistique soviétique était, on le sait, souvent faussée soit par la dissimulation de données, soit par l’usage d’estimations planifiées en roubles non convertibles qui permettaient toutes sortes de manipulations 26. La statistique russe postsoviétique, comme d’ailleurs celle des autres États de l’ex-URSS intègre, peu à peu, les normes de présentation des comptabilités occidentales et l’on dispose apparemment de nombreuses données chiffrées. Mais leur fiabilité est désormais fragilisée par d’autres travers, bien connus d’ailleurs dans les pays occidentaux : tentation, pour les différents acteurs économiques, de dissimuler une partie de leurs activités réelles, part plus ou moins grande des économies parallèles, de la corruption etc. Ces défauts sont connus partout et les statisticiens ou les services fiscaux ont depuis longtemps mis au point des méthodes d’évaluation de ces zones d’ombre qui permettent d’en corriger partiellement les effets. Mais que faire dans des régions où ces économies de l’ombre atteignent, selon les estimations les plus souvent citées, 50, 60 voire 70 % des économies réelles comme dans certains États du Sud- Caucase ou au Daghestan 27 ?

4. Conclusion

Il n’y a pas de réponse unique à cet ensemble de questions. La prudence est de mise dans tous les cas, que l’on soit confronté à la fiabilité relative des sources ou aux pressions de discours officiels qui tendent à soutenir leur version, leur lecture d’une réalité qui est souvent présentée de façon mythifiée, réinterprétée dans le cadre d’un discours national construit. La question n’est pas tant de rejeter ce discours en tant que tel, mais bien de l’intégrer pour ce qu’il est comme un des éléments d’une analyse globale, un des facteurs explicatifs permettant de comprendre à la fois les politiques suivies et les réactions d’opinions mobilisées par ces campagnes médiatiques. L’autre aspect de cette question est l’absolue nécessité, dans ces situations complexes, d’une fréquentation assidue, régulière et raisonnée du terrain. Sans égayer le facteur subjectif de cette approche (chaque chercheur aborde son terrain par un nombre limité d’entrées, dans un contexte spatio-temporel déterminé par son propre cheminement), c’est à mon sens la seule méthode qui permette d’évaluer le poids relatif des différents facteurs explicatifs. Et c’est donc dans la confrontation des différentes expériences de terrain que l’on peut espérer

dégager les éléments de cette analyse d’une région conflictuelle, en laissant au temps le délai nécessaire pour que tous les facteurs impliqués soient mis en lumière.
PREMIÈRE PARTIE

Frontières et reconstruction des territoires :
le cas sud-ossète
La création de l'Ossétie du Sud à partir des provinces de Tiflis et Kutais
Composition ethnographique et divisions administratives à la fin du 19ème - début du 20ème siècle

LEGENDE
Frontières administratives tsaristes:
Gouvernements
Districts de police
Communautés

Frontière soviétique de l'Ossétie du Sud

Lignes de chemin de fer et routes:
Chemin de fer
Route militaire géorgienne

GROUPES ETHNIQUES:
Géorgiens
Arméniens
Imeréli
Juifs
Mtieli
Grecs
Ossètes
Russes

DIVISIONS ADMINISTRATIVES
Gouvernement de Kutaisi: Gouvernement de Tiflis:
A - ouezd de Ratcha
B - ouezd de Chorapan
C - ouezd de Gori
D - ouezd de Douchet

LEGEND:
Frontières administrative tsaristes:
Gouvernements
Ouezd
District de police
Communautés

Frontière soviétique de l'Ossétie du Sud

Lignes de chemin de fer et routes:
Chemin de fer
Route militaire géorgienne

GROUPES ETHNIQUES:
Géorgiens
Arméniens
Imeréli
Juifs
Mtieli
Grecs
Ossètes
Russes

DIVISIONS ADMINISTRATIVES
Gouvernement de Kutaisi: Gouvernement de Tiflis:
A - ouezd de Ratcha
B - ouezd de Chorapan
C - ouezd de Gori
D - ouezd de Douchet

A. Saparov 2008
Dans la nuit du 7 au 8 août 2008, l’armée géorgienne bombardait et prenait d’assaut Tskhinvali, capitale de l’Ossétie du Sud, ainsi que plusieurs villages environnants. Il sembla même un moment que cette opération militaire éclair avait réussi à venir à bout de la petite république autoproclamée. Le conflit s’intensifia quand la Russie, soutien traditionnel des Ossètes, s’y impliqua directement en envoyant son armée régulière en Géorgie. Après quelques jours de combat et de bombardements, l’armée russe bouta les troupes géorgiennes hors d’Ossétie du Sud. Elle ne s’arrêta toutefois pas à la frontière sud-ossète, poussa l’avantage, occupant de grandes portions du territoire géorgien en dehors de l’Ossétie du Sud. Le conflit prit un tournant quand la Russie reconnut formellement l’indépendance de l’Abkhazie et de l’Ossétie du Sud le 26 août, décision dont on ne mesure pas encore toutes les conséquences pour l’ordre international.

Ce conflit n’est pas nouveau. Dix-sept ans plus tôt, la Géorgie et l’Ossétie du Sud ont déjà été en guerre. Dans les dernières années de l’Union soviétique, le Caucase a été la scène de violents conflits ethniques, certaines libertés démocratiques introduites par la perestroïka permettant l’expression publique de problèmes jusqu’ici refoulés et en particulier, les griefs mutuels entre les différents groupes ethniques. Alors que les Ossètes du Sud, confrontés à la montée du nationalisme géorgien, craignent une remise en cause de leur statut, le Parlement d’Ossétie du Sud demande le 10 novembre 1989 à voir son statut rehaussé, du niveau d’« Oblast autonome » (OA), à celui, plus élevé, Avtonomnaia Oblast : Région autonome ; RSSA : République soviétique socialiste autonome.

A l’issue du conflit, les Ossètes contrôlent une grande partie de l’entité autonome, tandis que les autorités géorgiennes gardent le contrôle de territoires peuplés de Géorgiens. Selon les Nations unies, le nombre total de personnes déplacées à la suite du conflit s’élève à 60 000, dont 10 000 Géorgiens expulsés d’Ossétie du Sud et 50 000 Ossètes expulsés du reste du territoire géorgien 7.

De nombreuses études ont été consacrées à ce conflit, certaines mettant l’accent sur le dilemme de sécurité et les mécanismes de l’engrenage 8, d’autres montrant en quoi il était une conséquence de la construction soviétique d’identités rivales qui, avec l’affaiblissement du pouvoir central, ont débouché sur des violences 9. Le rôle des institutions autonomes dans la définition de ces identités durant l’ère soviétique a été souligné par certains chercheurs qui ont mis en évidence la corrélation directe entre

---

conflit et existence d’une « autonomie ethnique » \(^{10}\). En effet, là où les minorités ethniques ne disposaient pas d’autonomie, les conflits potentiels n’ont pas éclaté \(^{11}\). Ces études examinent les rouages d’un mécanisme à l’œuvre, mais ne se demandent pas dans quelles conditions et à quelles fins celui-ci fut instauré.

Ce chapitre vise à revenir sur certains aspects peu étudiés du conflit, et notamment sur les raisons qui ont poussé les bolcheviks à la création d’une autonomie sud-ossète \(^{12}\). Les origines de cette autonomie permettent d’expliquer la façon dont celle-ci a été perçue par les Géorgiens durant la période soviétique et les motivations des différentes parties lors de l’effondrement de l’URSS. En ce sens, elles ont eu des conséquences directes, y compris sur le conflit actuel.

Nombreux sont les auteurs à partager la vision de S. Cornell :

« (...) plus de trente régions autonomes qui furent créées en Union soviétique dans les années vingt et trente ne le furent pas en raison de revendications ethniques. La structure même de l’État soviétique était bâtie sur le fédéralisme ethnique ; les groupes minoritaires étaient cartographiés, évalués, et un certain statut leur était assigné, souvent selon les caprices des décideurs au plus haut niveau, notamment de Staline lui-même. On ne connaîtra sans doute jamais toutes les raisons pour lesquelles certaines minorités furent dotées d’une autonomie et d’autres non ; on peut cependant avancer sans grand risque d’erreur que ces décisions avaient assez peu à voir avec de réelles revendications ethniques » \(^{13}\).

Pourquoi les autorités soviétiques ont-elles jugé nécessaire d’accorder une autonomie là où aucun découpage administratif propre n’existait auparavant, et sur la base de quelles considérations politiques ? Nous étudierons les relations entre Géorgiens et Ossètes de 1918 à 1921, puis entre la soviétisation de la Géorgie en février 1921 et l’octroi de l’autonomie ossète en avril 1922, et nous nous intéresserons enfin au tracé des frontières.

1. Géorgiens et Ossètes pendant la guerre civile (1918-1921) : les prémices du conflit

Différentes interprétations ont été faites des relations entre Géorgiens et Ossètes durant la guerre civile de 1918-1921. La version soviétique officielle y voyait un avatar de la lutte révolutionnaire des ouvriers et paysans contre le régime bourgeois des mencheviks \(^{14}\). Selon une autre version, largement répandue durant la guerre...

\section*{A. Les rébellions ossètes de 1918-1919}

Le conflit débute fin 1917 ou début 1918, selon l’événement retenu comme point de départ, par ce qui apparaît comme un conflit social, alors dénué de toute connotation révolutionnaire ou nationaliste. Même les sources soviétiques, d’ordinaire promptes à exagérer toute activité révolutionnaire, sont bien incapables d’y voir la moindre logique ou inspiration de cette nature.\footnote{Le mouvement révolutionnaire de cette période est défini comme « semi-spontané », « semi-organisé », « souffrant d’une direction pas assez précise » et « de plans mal aboutis ». Voir V. A. Sanakoev, « Grajdanskaïa voina v Iougo-Ossetii v 1917-1921 gg. v vospominaniakh i dokoumentakh », Izvestiia Iougo-Ossetinskogo NII, 2, Stalinir, 1935, p. 11-12.}

À la suite de la Révolution d’octobre 1917, l’armée du tsar se désintegra rapidement. Inspirées par la proclamation par les bolcheviks de la fin de la guerre impérialiste et par le slogan « la terre aux paysans », les soldats désertèrent en masse. C’est dans cette atmosphère d’euphorie, à l’automne 1917, à la veille de changements sociaux majeurs qu’apparurent des bandes de déserteurs ossètes\footnote{V. D. Tskhovrebov, Iz istorii Iougo-Osetinskoi organizatsii KP Grouzii (1917-1925) (sozdanie oblastnoi organizatsii, ee bor’ba za oustanovlenie i uprochnenie Sovetskoi vlasti), Tskhinvali, Iryston, 1981, p. 39 ; P. Butyrina, « Iz natsional’no-osvoboditel’noi bor’by Ioujnoi Ossetii », Bor’ba Klassov, 4, 1934, p. 32.} qui empêchèrent les propriétaires de collecter les taxes. La tension s’amplifia en février 1918 quand les habitants du village ossète de Kornis, dans l’ouezd de Gori, menés par des déserteurs, assassinèrent trois princes géorgiens de la famille des Kherkheluidze\footnote{B. Z. Pliev et I. N. Tskhovrebov, op. cit., p. 40.} et s’approprièrent leurs terres\footnote{Bor’ba trudiaushchikhsia Iugo-Osetii za Sovetskuiu vlast’ 1917-1921. Dokumenty i materialy, 8, Stalinir, 1957, p. 18-19.}.

Le gouvernement menchevique, scandalisé par ce meurtre, fit tout pour désarmer et punir les bandes ossètes ; il envoya donc une unité de la garde nationale géorgienne dans le village ossète où le meurtre avait eu lieu. Les gardes nationaux géorgiens combattirent les bandes ossètes, mais furent défaites. Après de lourds combats, les rebelles ossètes avancèrent vers Tskhinvali et en prirent le contrôle le 15 mars 1918.\footnote{Ibid., 13, p. 28.} La ville resta quatre jours aux mains des Ossètes jusqu’à l’arrivée des troupes géorgiennes qui matèrent la rébellion.\footnote{Ibid., 16, 17, 19, p. 34-37.}

Ce n’est en revanche pas le cas de la seconde rébellion ossète, qui éclate en octobre 1919. Celle-ci est planifiée et organisé avec le soutien évident des bolcheviks.
Elle commence dans le district de Roki, adjacent au Caucase du Nord russe\textsuperscript{22}. Les rebelles, soutenus par les bolcheviks, en prennent le contrôle et y proclament le pouvoir soviétique. La rébellion dure près d’un mois mais est finalement matée début décembre 1919, par les troupes régulières géorgiennes\textsuperscript{23}. Les rebelles et leurs chefs bolcheviques fuient alors vers l’\textit{oblast} du Terek, en Russie, où ils établissent un comité du district d’Ossétie du Sud en exil. Après le départ des troupes géorgiennes d’Ossétie en janvier 1920, certains des fuyards bolcheviques ossètes retournent en Ossétie du Sud pour y reprendre leurs activités révolutionnaires\textsuperscript{24}.

\textbf{B. La situation internationale à la veille de la rébellion ossète de 1920}


Après le renversement du gouvernement de l’Azerbaïdjan le 28 avril 1920 et la proclamation d’une République soviétique d’Azerbaïdjan, S. Ordjonikidze est désireux de poursuivre ses conquêtes\textsuperscript{26}. Cependant, les plans de soviétisation de l’Arménie et de la Géorgie sont contrariés par le cours de la guerre civile. Les armées polonaises de Jozef Piłsudski lancent en effet une offensive en Ukraine le 25 avril 1920 et en moins de deux semaines, prennent Kiev, qui tombe les 6-7 mai. Cela reporte à plus tard la soviétisation du Caucase, d’où les troupes sont redéployées vers le front polonais. En même temps, face à l’avancée de la Russie soviétique vers le Caucase, le gouvernement géorgien envoie à Moscou une mission diplomatique, fin avril 1920, dont l’objectif est de conclure un traité de paix, souhaité également par Moscou en raison de la poursuite de l’offensive polonaise. Les négociations russo-géorgiennes débouchent sur la signature d’un traité de paix le 7 mai : la Russie soviétique y reconnaît l’indépendance de la Géorgie dans ses frontières incluant l’Abkhazie et le territoire de l’Ossétie du Sud\textsuperscript{27}. Parallèlement à la mission diplomatique à Moscou, le gouvernement géorgien, inquiet des plans bolcheviques au Caucase du Sud, envoie

\begin{itemize}
  \item\textsuperscript{23} \textit{Bor’ba troudiashchikhsia lougo-Ossetii za sovetskouiou vlast’1917-1921. Dokoumenty i materialy}, 44, Stalinir, 1957, p. 70-75.
  \item\textsuperscript{24} V. D. Tskhovrebov, \textit{op. cit.}, 1981, p. 99.
  \item\textsuperscript{25} V. I. Lenin, \textit{Polnoe sobranie sotchinenii}, 5e éd., vol. 51, Moscou, 1965, p. 163-164.
  \item\textsuperscript{27} A. Beichman, \textit{The long Pretence : Soviet treaty diplomacy from Lenin to Gorbachev}, New Brunswick, Londres, Transaction, 1991, p. 165.
\end{itemize}
des troupes bloquer les cols de montagne débouchant vers l’oblast du Terek à partir de l’Ossétie du Sud, et désarmer les Ossètes.

Ordjonikidze, furieux du recul de Moscou, envoie un télégramme : « Nous aurions pu être prêts ; [nous aurions ainsi] lancé l’offensive le 8 mai, et dès le 11-12 nous pouvions être à Tiflis » 29. Les plans de soviétisation de la Géorgie étaient en effet prêts depuis longtemps. Dès mars 1920 par exemple, un Revkom (comité révolutionnaire) ossète, prêt à intervenir en Géorgie, était sur pied au Caucase du Nord. Lors d’une session du Kavkazii Kraevoi Komitet RKP(b) (KKK, comité caucasien) 30 du 23 mars 1920, la décision est adoptée

« d’organiser un Revkom en Ossétie du Sud (...) dans le but de :
1. dissoudre l’ancien Soviet national [ossète] 31 ;
2. proclamer l’autorité soviétique et, temporairement, donner tout pouvoir au Revkom ;
3. former immédiatement un détachement armé ;
4. établir le contact avec l’Ossétie du Nord et les villages de l’ouezd de Gori [en Géorgie]. Il est souhaitable d’installer le quartier général du mouvement à Tskhinvali. [A ces fins], allouer 100 000 roubles au Revkom » 32.

Ce document montre clairement que la rébellion ossète était planifiée en Géorgie et qu’elle faisait partie d’un plan plus large visant à soviétiser toute la Géorgie. Cependant, la situation se complique quand des Ossètes du district de Roki se rebelleront spontanément fin avril 1920, en réaction à la tentative géorgienne de couper les communications avec le Caucase du Nord, ce qui a précipité la révolte planifiée. Les bolcheviks ossètes de Vladikavkaz, surpris, envoient d’abord deux membres du Revkom ossète dans le district de Roki 33. Les rebelles, menés par la nouvelle direction bolchevique, arrêtent le représentant géorgien menchevique et proclament le 8 mai l’instauration du pouvoir soviétique dans le district de Roki 34. Lors d’une réunion est lue la déclaration suivante :

« Au vu des rapports des camarades locaux, et du rapport des représentants du KKK [les deux membres du Revkom mentionnés supra – A.S.] il a été décidé à l’unanimité :
En raison de l’évolution de la situation, où, d’une part, la population s’est – partiellement – rebellée, et, d’autre part, considérant l’avancée de troupes géorgiennes dans les cols de montagne, qui renforcent par là considérablement leurs positions, et conformément à l’ordre du KKK, nous jugeons nécessaire de ne proclamer

---

28 B. Z. Pliev et I. N. TsKhovrebov, op. cit., p. 66.
29 A. V. Kvachonkine, op. cit., p. 168.
30 KKK était le principal centre de décision politique au Caucase. Il fut remplacé le 8 avril 1920 par le tristement célèbre Kavbiuro.
31 Les Ossètes de Géorgie avaient leur propre Conseil national (Soviet) où les bolcheviks n’étaient pas majoritaires en 1920, d’où la décision bolchevique de le démanteler.
33 P. Butyrina, « Iz natsional’no-osvoboditel’noi bor’by Ioujnoi Ossetii », Bor’ba klassov, 4, 1934, p. 33.
34 Bor’ba troudiashchikhsia Iougo-Ossetii za sovetskoiu vlast’ 1917-1921. Dokoumenty i materialy, 52, Stalinir, 1957, p. 79.
pour le moment l’instauration du pouvoir soviétique que dans le district de Roki, (...), de rejoindre la [RSFSR], et de notifier cette décision à Moscou et à la Géorgie démocratique » 35.

Les auteurs de ce document assimilent révolte spontanée (« l’évolution de la situation ») et rébellion planifiée. La référence à l’ordre du KKK révèle en réalité clairement la nature planifiée de l’intervention bolchevique. On peut également relever l’aspiration à rejoindre la Russie, et, en particulier, la référence à la « Géorgie démocratique », pour désigner la Géorgie devenue bolchevique. Il est également significatif que c’est le 8 mai que le pouvoir soviétique a été proclamé dans le district de Roki, c’est-à-dire le jour même où échouait la tentative de coup d’État bolchevique à Tiflis 36. Les bolcheviks de Tiflis prévoyaient de recourir au même scénario que celui mis en œuvre avec succès en Azerbaïdjan : une révolte de communistes locaux qui proclament l’instauration du pouvoir soviétique puis réclament une aide militaire.

La révolte ossète dans le district de Roki, fin avril, coïncide avec un changement d’état d’esprit à Moscou. Le traité de paix signé avec la Géorgie et l’abandon provisoire du projet de soviétisation immédiate de la Géorgie voulu par Ordjonikidze 37 permet au gouvernement menchevique géorgien d’envoyer des troupes contre les Ossètes pour réprimer la révolte en cours dans le district de Roki 38. Les rebelles ossètes se trouvent donc menacés par les troupes géorgiennes. C’est dans ce contexte politique complexe que les bolcheviks d’Ossétie du Nord décident finalement de soutenir les rebelles, non sans avoir hésité à intervenir directement dans le conflit. Le 28 mai 1920, le comité du district sud-ossète exilé dans le Caucase du Nord ordonne à la brigade ossète 39 de marcher immédiatement sur l’Ossétie du Sud 40. Cette décision va, semble-t-il, à l’encontre les instructions de Moscou de ne pas intervenir en Géorgie et constitue de fait une initiative purement locale.

C. La rébellion ossète de 1920

Les rebelles ossètes du district de Roki, désormais soutenus par des renforts bolcheviques fraîchement arrivés, remportent un premier succès contre les troupes régulières géorgiennes et elles prennent Tskhinvali le 7 juin. Le lendemain, le Revkom ossète proclame le pouvoir soviétique sur toute l’Ossétie du Sud :

« Les troupes mencheviques ont été expulsées d’Ossétie du Sud par les paysans rebelles qui proclament le pouvoir soviétique sur le territoire s’étendant d’Oni à

36 Certains de ses participants seront capturés et exécutés, voir A. V. KVACHONKINE, op. cit., p. 170.
37 Ibid., en particulier les pages 169-171.
40 Ibid., p 105.

Les Ossètes semblent avoir conscience de la fragilité de leur position politique, et mettent l’accent sur les revendications territoriales ainsi que sur leur désir de se séparer de la Géorgie pour rejoindre la Russie. Ce succès militaire ossète est cependant de courte durée. Une fois passé le danger d’une soviétisation imminente, la situation à la frontière entre la Géorgie et l’Azerbaïdjan stabilisée, les Géorgiens peuvent redéployer davantage de troupes régulières face aux Ossètes. La contre-offensive géorgienne commence le 12 juin 1920 et aboutit dès le lendemain à la prise de Tskhinvali. Le lien entre la rébellion et la tentative de soviétisation de la Géorgie accroît la perception, par le gouvernement géorgien, des Ossètes comme traîtres et l’opération contre les rebelles se transforme en une véritable expédition punitive. Lors de la contre-offensive, la population ossète s’enfuit en masse, près de quarante villages sont entièrement brûlés 42. Le nombre de morts est estimé entre 5 000 43 et 20 000 44, et quelque 35 000 45 réfugiés sont forcés de fuir vers l’Ossétie du Nord. Qui plus est, l’image de la population ossète comme « non fiable », renforcée de révolte en révolte, pousse le gouvernement géorgien à expulser la quasi-totalité de la population ossète des districts rebelles. L’ordre initial d’expulsion concerne le district de Djava, mais d’autres parties de l’ouezd de Gori sont aussi touchées 46. Une commission spéciale de repeuplement est établie pour organiser le départ des Ossètes et installer des Géorgiens à leur place 47. Les conséquences désastreuses de la rébellion de 1920 laissent donc un souvenir amer aux Ossètes 48.

41 Izvestiia Iougo-Ossetinskogo NII, 2, Stalinir, 1935, p. 125.
43 Istoritcheskii vestnik, 7, Tbilissi, 1958, p. 147, cite 4 812 victimes mentionnées dans un rapport de la commission qui enquêta sur les événements après la soviétisation de la Géorgie.
D. Les revendications politiques ossètes de 1918 à 1921


La première revendication politique ossète apparaît peu après la première révolte spontanée quand, en décembre 1918, le Congrès des députés d’Ossétie du Sud décide de « créer en Ossétie du Sud une entité [okroug] politico-administrative autonome » \(^{49}\). Le document ne précise pas si celle-ci devait faire ou non partie de la Géorgie. Ce congrès élit un Conseil national ossète dominé par les bolcheviks qui explicite son attitude vis-à-vis de l’État géorgien en refusant de participer aux élections locales géorgiennes et aux élections à l’Assemblée constituante de Géorgie. Le Conseil prévoit en revanche ses propres élections pour mai 1919. Le gouvernement menchevique géorgien réplique en envoyant des troupes, en démembrant le Conseil national ossète dominé par les bolcheviks, et en tenant de nouvelles élections justement en mai 1919 \(^{50}\). Cependant, le nouveau Conseil national ossète manifeste lui aussi des signes de séparatisme et avance des revendications d’autonomie nationale, désormais sous la forme d’un canton sud-ossète \(^{51}\).

L’avenir politique du Caucase et de la Russie est à l’ordre du jour de la Conférence de paix de Paris en 1919. Les bolcheviks russes sont sur la défensive, et la branche ossète du parti socialiste révolutionnaire adresse la lettre suivante à la mission de l’Entente au Caucase :

« Au cas où il serait décidé à la Conférence de paix que la Russie soit organisée selon des principes fédéraux, l’Ossétie (...) souhaite rejoindre l’État russe nouvellement reconstitué en tant que membre autonome de la fédération.

Au cas où le Caucase deviendrait un territoire sous mandat d’une des puissances alliées, l’Ossétie devrait l’intégrer directement en tant qu’entité fédérée au sein de la sphère d’influence de cette puissance alliée.

Au cas où les Etats alliés décideraient de modifier les divisions politiques des peuples du Caucase, du fait des conditions historiques et économiques, l’Ossétie unie devrait être incluse dans une entité nord-caucasienne » \(^{52}\).

Quelle que soit la solution adoptée, les projets prévoient que l’Ossétie du Sud soit en dehors de la Géorgie. Tandis que les socialistes révolutionnaires ossètes s’adressent à l’Entente, les bolcheviks ossètes regardent, eux, dans une autre direction. Les communistes ossètes exilés dans l’oblavst du Terek, en Russie, adoptent un mémorandum lors de la deuxième conférence, en mai 1920. Ce document définit approximativement le territoire de l’Ossétie du Sud tel qu’il est revendiqué, et déclare :

« 1. L’Ossétie du Sud est indépendante de la Russie soviétique.


\(^{52}\) Ibid., p. 93-94. Souligné par l’auteur.
2. L’Ossétie du Sud rejoint la Russie soviétique sur la même base que les autres entités \(^{53}\).

A cette époque, les communistes ossètes envoient deux représentants au congrès du *Komintern* à Moscou, chargés de présenter le mémorandum au Comité central, de le transmettre personnellement à Lénine et « d’insister fermement sur le caractère inséparable de l’Ossétie du Sud et de la Russie ». L’émisssaire ossète évoque sa rencontre avec Lénine dans les termes suivants : « Je lui ai parlé de notre rébellion et de la décision des masses laborieuses sud-ossètes d’intégrer la Russie soviétique » \(^{54}\). Socialistes révolutionnaires et bolcheviks ossètes désirent donc les uns comme les autres se séparer de la Géorgie.

Le conflit a ainsi commencé comme un mouvement social spontané pour la redistribution des terres, prioritairement auprès des paysans ossètes. Cependant, très vite, il s’est ethnicisé dans la mesure où les propriétaires terriens étaient traditionnellement des nobles géorgiens, et s’est transformé en antagonisme entre Géorgiens et Ossètes. Les Ossètes du Sud trouvent alors un soutien de l’autre côté de la chaîne de montagnes, auprès des Ossètes du Nord qui, eux, soutiennent les bolcheviks contre les armées blanches du général Denikine. Ainsi les Ossètes de Géorgie épousent-ils le combat bolchevique car leur situation politique (des paysans luttant contre des propriétaires terriens aristocratiques) les y pousse.

2. *La solution bolchevique au conflit : soviétisation de la Géorgie et création de l’autonomie de l’Ossétie du Sud*


---


55 *Okroujnoi Komitet* : Comité de district.
Ainsi, à la veille de l’invasion de la Géorgie par les bolcheviks, l’Okroujkom sud-ossète basé à Vladikavkaz, en Ossétie du Nord, adopte une résolution appelant « l’établissement d’une entité autonome sud-ossète (...) ayant Tskhinvali comme chef-lieu » et demandant que « cette décision soit mise en œuvre par des moyens révolutionnaires et soumise ensuite à validation finale par le Congrès des Soviets d’Ossétie du Sud 56.

Cette résolution, qui présente des similarités avec de nombreuses autres déclarations typiques de cette époque, replacée dans le contexte décrit plus haut, témoigne clairement de l’inquiétude des Ossètes quant au statut futur de l’Ossétie du Sud. Primo, l’expulsion de la quasi-totalité de la population ossète et, par la suite, leur incapacité à contrôler les territoires revendiqués les force à revoir leurs exigences à la baisse. Les Ossètes n’exigent plus explicitement le rattachement à la Russie soviétique, mais demandent un statut autonome, sans préciser si celui-ci devait être au sein de la Géorgie ou de la Russie. Secundo, avec la perspective que la Géorgie devienne république « socialiste », il devient plus difficile pour les Ossètes d’invoquer l’oppression bourgeoise de la part des Géorgiens. La seule solution possible est donc l’autonomie 57.

La mention de Tskhinvali comme capitale potentielle n’a rien d’accidentel, car cette ville se trouvait au cœur d’un âpre conflit entre Ossètes et Géorgiens. Les Ossètes vivaient dans des villages de montagnes et non en centre urbain. Une autre raison était idéologique : sans ville, point de prolétariat, ce qui posait problème aux bolcheviks. Tskhinvali était la seule ville suffisamment proche des territoires peuplés d’Ossètes pour faire office de capitale et ce, bien que les Ossètes y fussent minoritaires 58.

Finalement, examinons ce que l’expression « mis en œuvre par des moyens révolutionnaires » signifie. Un Revkom sud-ossète est établi 59. Quelques jours plus tard, les unités ossètes entrent en Ossétie du Sud et, en moins d’une semaine, sans rencontrer de forte résistance, prennent le territoire d’Ossétie du Sud, Tskhinvali

56 Bor’ba trudiachtchikhsia Iougo-Ossetii za Sovetskoiou vlast’, 125, p. 194-195.
58 Par exemple, selon le recensement de 1926, la composition nationale de Tskhinvali était la suivante : 1 152 Ossètes ; 1 920 Géorgiens ; 1 739 Juifs (les Juifs étaient recensés comme nationalité) ; 827 Arméniens ; 114 Russes. La population totale de la ville était de 5 818 personnes. Voir Vsesoiouznaïa perepis’ nasseleniia 1926 goda. Zakavkazskaïa Sotsialisticheskaïa Federativnaïa Sovetskaïa Respublika, XIV, Moscou, 1929, p. 105.
59 Revkom : Comité révolutionnaire, autorité extraordinaire responsable pour l’établissement du pouvoir soviétique dans la République.
comprise, le 5 mars 1921 60. La prise de l’Ossétie du Sud par les troupes bolcheviques ossètes et l’établissement du Revkom sud-ossète à Tskhinvali créent une situation curieuse. Il existait déjà une formation autonome auto-proclamée en Ossétie du Sud avec un Revkom qui fonctionnait, même si son existence n’était pas formellement reconnue par le Revkom géorgien. Les Ossètes contrôlent donc de facto le territoire sud-ossète, ce qui leur permettait de défendre leur projet d’autonomie. L’existence de deux Revkoms à Tskhinvali au début de la période de domination soviétique fournit un bon exemple du statut confus de l’Ossétie du Sud à cette époque : un Revkom gère les questions concernant les Géorgiens, tandis que l’autre traite des questions relatives aux populations ossètes 61. La soviétisation de la Géorgie permet le retour des Ossètes expulsés, qui reçoivent alors des subsides et peuvent récupérer les biens qui leur avaient été confisqués 62.

Une fois l’entité politique d’Ossétie du Sud proclamée, la population rentrée et le contrôle sur le territoire établi de facto, se pose la question de la reconnaissance des frontières. A la fin de la période tsariste, le territoire habité par les Ossètes n’était limité par aucune frontière administrative et la plus grande partie était comprise dans les deux ouezds de la goubernia (province) de Tiflis. Un petit nombre d’Ossètes résidait également dans la goubernia de Koutaïssi. La seule exception fut l’existence, entre 1842 63 et 1859, d’une unité administrative appelée « ossetinskii okroug » (arrondissement ossète) qui fut finalement incorporée dans l’ouezd de Gori de la goubernia de Tiflis 64. A l’exception de ces dix-sept années, il n’y avait jamais eu d’entité administrative portant le nom d’Ossétie au Caucase du Sud. Ceci retarda et compliqua le tracé des frontières ossètes et la reconnaissance de l’Ossétie du Sud en tant qu’entité politique et administrative.

Les revendications ossètes avaient peu de légitimité du fait de l’absence de toute entité politique et administrative antérieure. En outre, aucune frontière nettement définie ne pouvait être revendiquée, à la différence des deux autres autonomies géorgiennes d’Abkhazie et d’Adjarie – ce qui compliqua les choses. Après tout, le territoire qui allait devenir la région (oblast) autonome d’Ossétie du Sud était réparti sur deux goubernias et quatre ouezds 65. Enfin, la composition ethnique de la population était très complexe. Bien que les Ossètes fussent majoritaires, ils n’étaient pas répartis de façon compacte et homogène sur le territoire qu’ils revendiquaient. De

63 « Iz predpissaniia glavnogo oupravleniia Zakavkazskogo kraia grouzino-imeretinskou grazhdanskou goubenatorou ob obrazovanii Ossetinskogo okrouga », Istoriiia Iougo-Ossetii v dokumentakh i materialakh (1800-1864), 2, Stalinir, 1960, p. 67-68.
64 A. P. BERGE (éd.), AKAK (Akty, sobrannye Kavkazkoi Arkheologicheskoi komissiei), 1-12, Tiflis, 1866-1904, p. 85.
65 La Région (oblast) autonome d’Ossétie du Sud comprenait des parties des ouezds de Gori et Douchet, de la goubernia de Tiflis, et des petites parties des ouezds de Ratcha et Chorapan de la goubernia de Koutaïssi.
larges enclaves peuplées de Géorgiens se trouvaient au milieu de la population ossète. Même Tskhinvali, envisagée pour être la capitale, était entourée de villages géorgiens (voir carte). De plus, les communistes géorgiens répugnaient à créer des frontières pour un groupe ethnique, surtout là où il n’y en avait jamais eu.

La reconnaissance de l’entité ossète et de ses frontières passa par un grand nombre de commissions bureaucratiques créées par les parties géorgienne et ossète. Une première commission, établie le 13 mai 1922 dans l’ouezd de Gori sur ordre du Revkom géorgien, devait déterminer les caractéristiques géographiques et ethnographiques du district 66. A cette époque, la population ossète du district de Tchassavala dans l’ouezd de Ratcha, de la gourneria de Koutaïssi, adresse une pétition demandant le rattachement de son district au « district » sud-ossète en cours de création (voir la partie nord de l’OA d’Ossétie du Sud sur la carte). Certains arguments utilisés pour justifier cette requête méritent qu’on s’y attarde :

« Nous, soussignés, habitants ossètes des 394 foyers de la communauté de Tchassavala, (…) avons discuté du rattachement de notre communauté au district d’Ossétie du Sud en création et considérons que :

La communauté de Tchassavala forme, d’un point de vue historique, économique, et géographique, une partie intégrante du district d’Ossétie du Sud. Si notre communauté a pu être sous administration de l’ouezd de Ratcha, c’est parce que cela nous avait été imposé par le régime de Nicolas [II].

Dès le début de la révolution, nous avons exprimé notre souhait de nous séparer de l’ouezd de Ratcha, et nous nous sommes rattachés au Conseil national sud-ossète (…) et nous avons participé à tous les congrès des peuples d’Ossétie du Sud. Nous avons fait partie du comité de district du parti communiste de Russie et nous demandons donc catégoriquement :

A être détachés de l’ouezd de Ratcha et à rejoindre l’entité autonome d’Ossétie du Sud, et donc, à entrer dans la famille sud-ossète soudée (sic) » 67.

Si les arguments ethnographique et politique sont solides, l’argument économique est quant à lui totalement injustifié : la raison pour laquelle cette région avait été placée à l’intérieur de l’ouezd de Ratcha n’était pas liée à un complot tsariste mais à sa position géographique. La région de Tchassavala avait plus de relations économiques avec l’ouezd de Ratcha qu’avec le reste de ce qui allait devenir l’OA d’Ossétie du Sud. Il y avait une route directe menant à Oni, chef-lieu de l’ouezd, alors que la route reliant la région de Tchassavala au reste de l’Ossétie du Sud (Tchassavala – Kemoulta – Goufta) ne serait construite que dans les années 1930 68.

Par la suite, la question est prise en charge par le Commissariat géorgien aux affaires intérieures qui, à l’une des propositions, répond : « l’Ossétie du Sud

68 V. D. Abaev, Ekonomitcheskoe razvitie Iougo-Ossetii. Tchast’ tret’ia Sotsialism (1921-1940), Stalinir, 1956, p. 120. A l’époque de la guerre civile, le village de Goupta s’appelait Goufta.
ne représente pas une entité géographique et ne remplit [donc] pas les conditions
pour l’octroi d’un statut d’autonomie » 69. Une autre source résume assez bien les
arguments invoqués contre l’autonomie : « les districts habités par les Ossètes n’ont
pas d’unité géographique, et du point de vue géographique et économique, font partie
de provinces différentes ; la création d’une entité administrative artificielle à partir de
ces bandes de terre est donc impossible » 70.

Les discussions sur le statut et les frontières de l’Ossétie du Sud continuent
pendant plusieurs mois sans beaucoup avancer. Face à la forte réticence côté géorgien,
les Ossètes se lancent en septembre 1921 dans une manœuvre politique : au lieu de
négocier directement avec les Géorgiens, ils décident de faire appel à un organe
politique supérieur.

Les Revkom et Partkom ossètes préparent plusieurs propositions communes à
l’appui de leur revendication d’autonomie, et comprenant un plan détaillé des frontières
envisagées. C’est la première fois depuis l’instauration du pouvoir soviétique que les
Ossètes mentionnent leur rattachement à la Géorgie : « l’Ossétie du Sud noue
volontairement des relations fédératives avec la RSS de Géorgie » 71. Cette clause
indique le changement substantiel de la position ossète en quelques mois. Si les
Ossètes demandaient auparavant l’unification avec l’Ossétie du Nord, en septembre,
ils sont finalement prêts à accepter un rattachement à la Géorgie. La raison de cette
modération tient à l’impossibilité de légitimer une revendication séparatiste en se
référant à un statut administratif antérieur. En se montrant prêts au compromis, ils
espèrent alors obtenir au moins une autonomie au sein de la Géorgie. La conférence
conjointe des Partkom et Revkom d’Ossétie désigne une délégation spéciale chargée
de transmettre directement ces propositions au plus haut organe politique du Sud-
Caucase, le Kavbióouro 72, espérant ainsi forcer les Géorgiens à reconnaître les
frontières sud-ossètes. Ces propositions sont aussi envoyées au Comité central et au
Revkom géorgiens, mais le destinataire principal restait bien le Kavbióouro.

Le Kavbióouro décide le 31 octobre 1921 d’accorder l’autonomie à l’Ossétie du Sud
et ordonne au Revkom géorgien de coopérer avec le Revkom ossète pour déterminer
les frontières :

70 Cité dans L. Toidze, Obrazovanie ossetinskoi avtonomii v Grouzii, Tbilissi, 1994,
p. 307.
71 Bor’ba troudiaczhikhhsia Iougo-Ossetii za Sovetskoiu vlast’, 1917-1921. Dokoumenty
i materialy, 132, Stalinir, 1957, p. 203. La liste détaillée des propositions ossètes et des projets
de frontières figure aux p. 203-213.
72 Kavbióouro : le Bureau caucasien représentait le TsKa RKP(b) au Caucase. Il fut créé sur
décision du TsKa RKP(b) le 8 avril 1920 pour remplacer le KKK (Kavkazkii Kraevoi Komitet).
A l’origine, ses membres incluaient Ordjonikidze, Kirov, Nazarpetian, Opakhelachvili, Smilga
puis Staline. Il fonctionna jusqu’au 22 février 1922, jour où il transféra ses pouvoirs au
Zakavkazskii kraevoi komeit (Comité régional transcaucasiens) qui fut élu au premier congrès
des organisations communistes du Caucase du Sud. Pendant son existence, il fut au Caucase
le corps décisionnaire du plus haut niveau, et avait le dernier mot dans toutes les décisions
importantes concernant l’organisation politique de la région.
« [Après] avoir entendu le rapport du camarade Eliava sur l’Ossétie du Sud, [il a été] décidé :

1. d’accorder les attributions d’une région autonome à l’Ossétie du Sud ;
2. de proposer [que] le Revkom géorgien et l’Ispolkom sud-ossète déterminent ensemble les frontières de la Région autonome d’Ossétie du Sud.

Une commission conjointe est créée à cet effet, après avoir résolu quelques questions litigieuses ; les frontières sud-ossètes sont finalement approuvées le 20 décembre 1921.75

Dans les dix jours qui suivent, un semblant de référendum est organisé dans plusieurs villages peuplés de Géorgiens qui se retrouvent dans les frontières de l’autonomie d’Ossétie du Sud. Une réunion générale se tient le 31 décembre 1922 dans les villages géorgiens d’Eredvi et Prissi, et le 1er janvier 1923 dans la ville de Tskhinvali, durant laquelle la direction communiste locale informe la population de la décision de l’autorité centrale soviétique de créer une région autonome d’Ossétie du Sud, avec pour centre Tskhinvali et incluant le village d’Eredvi.76 La population, sans surprise, adopte une résolution approuvant la mesure « unilatéralement », et visant à démontrer le soutien de la population géorgienne à l’inclusion de leurs villages dans l’autonomie ossète. Les bolcheviks, attachés aux apparences, avaient besoin de donner un fond de légitimité à leur décision.

Dans son discours au premier congrès du parti communiste de Géorgie à Tbilissi en janvier 1922, Sergo Ordjonikidze lui-même aborde brièvement la question ossète :

« (...) il y eut de petites frictions, mais les petites frictions sont-elles importantes quand il s’agit de résoudre une question si complexe ! (...) Finalement, vous avez offert une large autonomie à l’Ossétie du Sud, et les Ossètes épris de liberté [qui] ont encore et encore fait flotter la bannière de la rébellion contre les mencheviks, entretiennent maintenant des relations étroites et des plus fraternelles avec la Géorgie des ouvriers et des paysans » 77.

73 Ispolkom : comité exécutif.
Il fallut cependant encore quatre mois pour que l’Oblast autonome ossète soit finalement déclarée par un décret du Comité exécutif central géorgien, le 20 avril 1922.78

3. Les principes de découpage des frontières de l’Ossétie du Sud

Quels principes présidèrent à l’établissement des frontières ? Nous allons tenter de répondre à cette question en juxtaposant les frontières d’Ossétie du Sud créées par les Soviétiques et la carte administrative et ethnographique de la période tsariste.

Il s’agit d’une carte administrative tsariste de la fin du XIXe siècle, mais les divisions administratives sont celles de l’année 1903 et l’échelle est d’une verste par pouce et d’un kilomètre par centimètre. La distribution ethnographique est fondée sur les données de 1886. Les noms de lieux sont ceux utilisés à l’époque, qui diffèrent souvent des toponymes modernes. En outre, un certain nombre de villages qui ont été détruits durant la guerre civile de 1918-1921 n’existent plus. De plus, il y a des erreurs. De nombreux villages, en particulier dans les zones de montagnes les plus reculées sont mal situés, parfois à plusieurs kilomètres de leur emplacement réel, de même que le cours des rivières.

La carte contient de nombreux groupes ethniques catégorisés comme tels par les ethnographes tsaristes, tels les groupes appelés Imérétiens et Mtiouls, des Géorgiens qui parlant un dialecte géorgien79 et dont certains ne furent pas considérés comme des groupes ethniques distincts par les gouvernements soviétiques ultérieurs et ne furent donc plus inclus dans les recensements.

De plus, le géographe du XIXe siècle utilisait les données de population pour un district dans son ensemble et en colorait uniformément le contenu. A l’évidence, cette démarche était erronée, surtout dans les districts montagneux faiblement peuplés. Les zones directement attenantes à la chaîne de montagnes étaient de toute évidence dépeuplées.

Cette carte permet cependant de bien comprendre la répartition de la population et les frontières administratives avant la soviétisation de la Géorgie. En superposant à cette carte tsariste la frontière soviétique de l’autonomie d’Ossétie du Sud, on peut percevoir quels sont les facteurs géographiques, ethnographiques ou administratifs, qui ont joué un rôle dans le choix des tracés.

A. La goubernia de Koutaïssi : les ouezds de Ratcha et Chorapan

La frontière de l’autonomie sud-ossète pour la partie nord-ouest se trouve dans ce qui était auparavant l’ouezd de Ratcha de la goubernia de Koutaïssi. Elle comprend une petite bande de montagne inhabitée et incorpore presque entièrement le district de Tchassavala, où la frontière suit les lignes de peuplement ethnique, excluant la partie du district peuplée de Géorgiens.

---

La frontière passe ensuite dans l’ouezd de Chorapan de la gubernia de Koutaïssi où elle incorpore le village ossète de Tedeïleti, situé dans le district d’Arghveti. La frontière suit ensuite sur une courte distance l’ancienne frontière entre les gubernias de Koutaïssi et de Tiflis. Elle coïncide ici avec la chaîne de montagnes et suit également une ligne ethnique, séparant la partie de la gubernia de Tiflis peuplée d’Ossètes, de la gubernia de Koutaïssi peuplée d’Imérétiens (Géorgiens).

B. La gubernia de Tiflis : l’ouezd de Gori

La frontière de l’autonomie traverse ensuite l’ouezd de Gori de la gubernia de Tiflis. Au début, elle suit de près le principe ethnique dans le district d’Okona, où elle sépare les populations géorgienne et ossète jusqu’à soigneusement exclure le village d’Atotsi, peuplé de Géorgiens, mais la frontière néglige ensuite ce principe : on peut voir de larges parties peuplées de Géorgiens incluses dans l’autonomie. Cependant, les gros villages géorgiens de Tseronissi, Dirbi, Dvani et Khviti en sont exclus. Ensuite, elle approche la capitale Tskhinvali, passant par les quartiers sud de la ville. Ce tronçon de la frontière est probablement le plus contesté car la population ossète était alors minoritaire à Tskhinvali. L’inclure signifiait englober également une grande enclave géorgienne au nord de la ville. Ainsi les principaux villages géorgiens de Kemerti, Tamaracheni, Kekhvi, Kheiti, Vanati, Eredvi et Koulebiti sont-ils intégrés à l’autonomie sud-ossète. Ensuite, la frontière suit de très près le principe ethnique en séparant les populations géorgiennes et ossètes jusqu’à la frontière de l’ouezd de Douchet, non loin du village géorgien d’Odzissi.

C. La gubernia de Tiflis : l’ouezd de Douchet

Dans l’ouezd de Douchet, la frontière suit précisément l’ancienne limite tsariste de l’entité administrative de l’ouachastok de Ksani, comprenant trois districts. L’intégralité de cet ouachastok, à l’exception du village le plus au sud (Odzissi) fut incluse dans l’entité, ce qui créa une situation curieuse, comme on peut le voir sur la carte, la frontière suivait le peuplement ethnique, à l’exception d’une petite zone peuplée d’Ossètes. Ceci créait une autre enclave géorgienne au sein de l’entité sud-ossète, ce qui pouvait en quelque sorte compenser le fait que la partie nord de l’ouachastok de Ksani restait en dehors. Ce territoire fut en effet à l’origine d’une vive dispute entre Ossètes et Géorgiens, ces derniers justifiant leur opposition à l’inclusion de cette région dans l’autonomie par son éloignement géographique. Cependant, la vraie raison semble avoir été que la route militaire géorgienne, hautement stratégique, traversait cette zone, comme on le voit sur la carte. Le camp géorgien était en effet très opposé au contrôle par les Ossètes des cols de montagnes menant au Nord-Caucase.

Cette courte étude des frontières de l’autonomie sud-ossète montre que si le tracé des frontières ne fut pas fondé sur un seul principe, les considérations ethniques l’ont en général emporté sur les frontières historiques ou géographiques. Cependant,

80 Il faut noter que ce village est mal positionné sur la carte. Il se trouve presque sur la frontière de l’autonomie et non pas dans l’autonomie proprement dite.
81 Son nom moderne est Koulibiti.
à certains endroits les considérations politiques, comme le souhait de voir incluse Tskhinvali, ou le souci des Géorgiens de maintenir leur contrôle sur la route militaire ont été déterminantes. Dans certains cas, des compensations territoriales ont entravé le principe ethnique. Ainsi la large enclave ossète de la partie sud de l’ouezd de Gori n’a-t-elle pas été incluse car elle était séparée de la zone autonome par une large étendue peuplée de Géorgiens.

4. Conclusion

Alors qu’un conflit social entre Ossètes et Géorgiens s’était mué en conflit ethnique et que les Ossètes avaient recherché un appui auprès des Bolcheviks, la soviétisation de la Géorgie en février 1921 mit ces derniers face à un dilemme. Il paraissait de toute évidence impossible de résoudre le problème en donnant satisfaction aux deux parties, mais il n’était pas non plus possible de l’ignorer. Les bolcheviks avaient deux options. Ils pouvaient récompenser pleinement les Ossètes en leur accordant d’être séparés de la Géorgie. Cependant, cette ligne de conduite était impossible pour plusieurs raisons. Les Ossètes contrôlèrent rarement l’intégralité du territoire d’Ossétie du Sud, voire n’en contrôlèrent rien à la veille de la soviétisation. Séparer l’Ossétie de la Géorgie aurait sans aucun doute aliéné cette dernière, alors que son importance était plus grande aux yeux des bolcheviks que l’Ossétie du Sud.

Les Géorgiens auraient préféré qu’aucun statut spécial ne soit donné aux Ossètes, d’autant qu’ils ne pouvaient s’appuyer sur l’existence d’aucun royaume antérieur pour fonder leurs revendications. La férocité du conflit et le fait que dans le bouleversement qui suivit la soviétisation de la Géorgie, les Ossètes reprirent le territoire d’Ossétie du Sud et établirent de facto une entité autonome avec un Revkom indépendant imposait l’octroi d’un statut aux Ossètes. La seule solution possible était donc de leur accorder une autonomie au sein de la Géorgie. Celle-ci n’est donc pas le produit de manipulations délibérées de la part de Staline, comme on le crut longtemps. Les frontières de l’entité sud-ossète ne furent pas dessinées arbitrairement.

Cette solution ne satisfit bien sûr aucun des deux camps. Les Ossètes demeurèrent mécontents de leur statut de subordonnés, et ne renoncèrent pas à leur projet, comme le prouverait leur tentative de rejoindre l’Ossétie du Nord en 1925. Parallèlement, les Géorgiens étaient insatisfaits d’une autonomie qui leur avait été imposée par les autorités centrales, d’autant que le gouvernement géorgien menchévique renversé avait été prêt à accorder l’autonomie à l’Abkhazie et l’Adjarie, mais jamais à l’Ossétie.

---


85 Deux jours avant que Tbilissi ne tombe aux mains de l’Armée rouge en février 1921, le gouvernement menchévique géorgien adoptait une nouvelle constitution pour la République géorgienne, qui mentionnait en termes très ambigus une autonomie pour l’Adjarie et l’Abkhazie, mais rien pour l’Ossétie du Sud. Voir Constitution de la République de Géorgie, Paris, Edition
Le conflit qui a éclaté au début des années 1990 puis de nouveau en 2008 trouve donc son origine dans la création de l’autonomie ossète au début des années 1920. Durant la période soviétique, la confrontation se poursuivit dans les milieux intellectuels, les deux camps invoquant l’histoire pour valider et défendre leur point de vue. Il n’est donc pas surprenant que les réformes de Gorbatchev donnant libre cours à l’expression publique de questions trop longtemps refoulées, les Ossètes aient tenté d’améliorer leur statut puis de se séparer de la Géorgie, tandis que les Géorgiens avaient eux cherché à réparer « l’injustice » bolchevique et donc à abolir complètement l’autonomie ossète.

Traduit de l’anglais par David Ranc
L’Empire contre l’État-nation
L’Ossétie du Sud au cœur du conflit russo-georgien
(1922-2008)

Thorniké Gordadzé


1 Ce travail s’insère dans le projet de l’Agence nationale pour la recherche française (ANR), « Caucase et Asie centrale post-soviétiques : un autre Sud ? ».
2 Voir « Bitva za Tskhinval » (La Bataille de Tskhinvali), Kommersant, 10 août 2008, p. 5.
3 Le président géorgien d’alors, Zviad Gamsakhourdia, fut renversé par l’opposition soutenue et armée par la Russie.

« Nous avons été faibles et les faibles sont tabassés », déclarait le président russe à la télévision nationale au soir du dénouement sanglant du drame de Beslan en septembre 2004. La Russie forte devait être celle qui punit et la Géorgie avait tout du coupable idéal. Dirigé par une élite politique farouchement pro-occidentale, affichant sa volonté d’adhérer à l’OTAN et à l’UE dès que ses portes s’entrouvriraient, ce petit État verrou du Caucase fragilisait en prime l’une des cartes majeures de la nouvelle puissance russe : la tendance monopolistique sur la livraison des hydrocarbures à l’Occident par le contrôle des gisements de l’Eurasie et de ses moyens de transport. Le Bakou-Tbilissi-Ceyhan, oléoduc permettant d’acheminer les hydrocarbures de la Caspienne vers l’Ouest sans passer par la Russie, le projet européen de gazoduc Nabucco et autres projets derrière lesquels se profilaient les intérêts des pays importateurs et de transit de l’énergie, nuisaient en réalité davantage aux intérêts russes que le fameux élargissement de l’OTAN, il est vrai symboliquement plus difficile à digérer.

Dans ce contexte, il est tentant d’analyser le conflit en Ossétie du Sud selon la grille de lecture instrumentaliste : le conflit communautaire osséto-géorgien serait uniquement du ressort du clivage russo-georgien. Ce paradigme n’est sans doute pas dénué d’intérêt, mais il n’explique qu’une partie de l’histoire. Il existe en effet plusieurs niveaux d’analyse possibles. L’instrumentalisation du conflit sud-ossète par la Russie est indéniable, mais c’est la conséquence d’un long processus dans lequel la
seule volonté « impériale », consciente et machiavélique, ne peut pas tout expliquer. Il est donc pertinent de se demander dans quelle mesure le conflit en Ossétie du Sud peut avoir des racines propres. Quel eût été le clivage dans cette région si le pouvoir soviétique n’était pas intervenu en créant la Région autonome d’Ossétie du Sud en 1922 et n’y avait pas appliqué sa politique ethnofédéraliste, et quelle eût été la suite du conflit si l’abolition par Tbilissi du statut autonome de l’Ossétie du Sud en 1991 avait été entérinée par la Russie ? Et enfin, comment aurait évolué la situation si la Géorgie n’avait pas tenté de se joindre à l’Alliance atlantique, ravivant l’intérêt de la Russie pour l’Ossétie du Sud après douze ans de « ni paix, ni guerre » ? Nous ne pouvons évidemment pas donner les réponses à ces questions, la politique-fiction n’étant pas du ressort de la recherche. Nous pouvons seulement affirmer avec assurance que le scénario eût été différent. En revanche, l’étude des phénomènes qui ont mené à la formation du conflit sud-ossète, du processus politique qui l’a transformé en une crise internationale majeure est l’objectif de ce texte.

1. De la lutte des classes à la formation des ethnocraties : l’expérience soviétique


7 Voir par exemple Z. DOGOZOV, Revolioutsionnoe Dwijenie v Ioujnoi Ossetii v kontse XIX, nachale XX-ogo veke (Le mouvement révolutionnaire en Ossétie du Sud à la fin du XIXe et au début du XXe siècle), Staliniri, 1960.

8 Dans le système soviétique, la région autonome ne disposait pas de constitution propre. Son statut était réglé par la Loi organique de la République socialiste soviétique de Géorgie (RSSG) à propos de l’Ossétie du Sud (sa dernière version fut adoptée par le Soviet suprême de la RSSG en 1980).
disposait de son Soviet des députés du peuple, composé de 140 membres (pour une population de moins de 100 000 personnes), élu pour deux ans et demi. Le Soviet élisait parmi ses membres le comité exécutif, qui faisait office de gouvernement local. Les districts et les communes avaient leurs soviets respectifs. Les structures du parti communiste et du *Komsomol* doublaient toutes les structures du pouvoir : l’*Obkom* (le comité régional), les *raikoms* et le *gorkom* (quatre comités de district et un comité de la ville du PCUS), avaient chacun des centaines d’adhérents, qui formaient ensemble la société bureaucratique locale, entièrement intéressée au maintien du statut autonome de la région.


D’autres institutions, comme l’Union des écrivains, les organes de presse 11, le théâtre 12, les « collectifs d’art populaire » (chant et danse folkloriques) 13, les

---

9 A partir de 1944, l’Institut est devenu l’un des centres de recherche de l’Académie des sciences de la RSS de Géorgie.


11 Plusieurs journaux et magazines en ossète paraissaient dans la région autonome : du *Sveton Iriston* (Ossétie soviétique), créé en 1924 à *Dzaou* (l’organe du district de Djava, dont le tirage était de 3 000 exemplaires dans les années 1980 pour une population de 11 000 habitants), le tirage total des publications avait atteint 104 000 exemplaires en 1980 (pour une population de l’Ossétie du Sud de 98 000 habitants). Quant aux livres publiés par la maison d’édition Iriston (la seule en Ossétie du Sud de 1930 à 1990), leur tirage total en 1978 avait atteint 170 000 exemplaires (*Kartouli Sabtchota Entsiklopedia* (Encyclopédie soviétique géorgienne), 1979, p. 388).


13 Une troupe de danse d’Etat (*gossoudarstvenyi ansambl’*), ainsi qu’une troupe vocale et instrumentale d’Etat (musique folklorique) étaient les attributs inévitables de toute formation
musées, les palais de pionniers, l’institut pédagogique (formation des maîtres) de Tskhinvali, participaient pleinement au processus d’identification de la population sud-ossette à son territoire et à son statut autonome, en vertu duquel tous ces organismes existaient et fonctionnaient.

La politique des nationalités soviétique a eu comme conséquence la territorialisation de l’identité ossète en Géorgie. La population ethniquement ossète était relativement éparsillée sur tout le territoire de la Géorgie centrale et orientale. D’après le recensement de 1989, seuls 39 % des Ossètes de Géorgie vivaient sur le territoire qui leur avait été alloué en qualité de « nationalité titulaire », mais c’est bien sur ce territoire que s’est formée l’élite politique, bureaucratique, intellectuelle et culturelle des Ossètes. Ainsi, il n’est pas sans intérêt de souligner qu’à l’époque soviétique quasiment toutes les publications (livres et journaux) en langue ossète publiées en Géorgie, le furent sur le territoire de la région autonome, tandis qu’au XIXe siècle, le centre de la culture ossète en Géorgie était Tbilissi. C’est ainsi dans la capitale géorgienne que fut publié, en 1907 le premier journal en ossète du pays – Nog Tsard, Vie nouvelle. Tout comme la presse, les débuts du théâtre ossète en Géorgie eurent également lieu à Tbilissi. Le premier spectacle en langue ossète fut joué à Tbilissi en 1906 par la troupe ossète de la ville, tandis qu’à Tskhinvali, avant que la ville devienne le centre administratif de la région autonome, les pièces jouées étaient exclusivement en géorgien. Le théâtre de la ville, à sa fondation en 1909, était également géorgien 14.


14 Les spectacles publics ont commencé à être présentés à Tskhinvali dans les années 1870 à l’initiative de l’Amicale de la scène géorgienne, soutenue par l’auteur dramaturge de renom, Ivane Matchabeli. Les spectacles sont devenus réguliers à partir de 1895 et étaient joués en langue géorgienne. Voir N. Lachkhia, Th. Meshvilde, Tskhinvalis Kartouli Theatri (Le théâtre géorgien de Tskhinvali), Tbilissi, Khelovneba, 1980 ; V. TsaBaeV, Iougo-Ossetinskii Gossoudarstvennyi Dramatitcheskii Teatr imeni Kosta Khetagourova (Le théâtre dramatique d’Ossétie du Sud Kosta Khetagourov), Staliniri, 1957

2. Le problème de l’Ossétie du Sud et la marche de la Géorgie vers l’indépendance.
Des maladies infantiles d’un jeune État face au conflit armé

Le legs de la période de la présidence de Zviad Gamsakhourdia (octobre 1990-décembre 1991) dans le champ politique géorgien n’a pas encore été sérieusement inventorié. La plupart des analyses existantes dans la littérature scientifique russe et européenne sont univoques et qualifient tour à tour le premier président géorgien de nationaliste extrême ou de dirigeant incompétent, l’accusant en général d’être à l’origine de tous les conflits géorgiens. Ces assertions comportent des éléments de vérité, mais une analyse minutieuse des sources et données de terrain devrait montrer une réalité plus complexe, tandis qu’une enquête comparative minimale des idéologies politiques ayant cours dans l’espace soviétique et postsoviétique devrait nous inciter à relativiser l’exceptionnalité de l’extrémisme politique du premier président postsoviétique de la république géorgienne.

Ainsi est-il essentiel de distinguer les faits historiques de la lecture a posteriori de la période Gamsakhourdia, essentiellement politique et souvent utilisée à usage commémoratif, notamment par les leaders des groupes « victimes ». C’est dans ce contexte que doit être appréhendée par exemple l’insistance de Kokoïty à qualifier l’ère Gamsakhourdia de « second génocide » ossète.

Ces mises en garde faites, il ne faut pas sous-estimer la portée des événements qui ont marqué l’Ossétie du Sud durant les premiers mois de l’indépendance géorgienne. Pour Gamsakhourdia et la plupart des nationalistes géorgiens, les Ossètes représentaient une population essentiellement non autochtone, arrivée en Géorgie tardivement, même s’il était admis que ce « tardivement » correspondait au moins à un siècle de peuplement dans la région autour de Tskhinvali, et à plusieurs siècles s’agissant de la région septentrionale de Djava. En soi, la qualité de « non-

---


17 Dans certains cas, Gamsakhourdia fut très pragmatique, acceptant des concessions importantes pour prévenir les conflits. Ce fut notamment le cas en Abkhazie, où non seulement l’autonomie ne fut pas supprimée, mais où un accord politique intercommunautaire permit à la minorité abkhaze (17,7 % de la population) d’avoir la majorité au parlement local. En contrepartie, les leaders abkhazes avaient renoncé à la déclaration unilatérale de sécession.


Les mouvements politiques géorgiens sentant le danger du séparatisme et pour souligner la « géorgianité » de la région, tentèrent d’organiser une manifestation de masse à Tskhinvali en novembre 1989. Plusieurs dizaines de milliers de Géorgiens y affluèrent à Tskhinvali en provenance de toutes les régions du pays, mais ils furent empêchés d’entrer dans la ville par les manifestants ossètes et les cordons de blindés


20 L’exemple caractéristique des publications qui faisaient autorité à l’époque est le livre de R. Toptchichvili Osta tchamosakhleba Sakartveloche (L’établissement des Ossètes en Géorgie), Tbilissi, Metsniereba, 1990.

Les événements de novembre 1989 ont illustré plusieurs tendances importantes du moment. Tout d’abord, ils ont démontré que le mouvement indépendantiste géorgien sous-estimait le problème ossète, surtout par rapport à l’Abkhazie que l’opinion publique considérait comme le problème numéro un. L’Ossétie du Sud était pensée comme un problème mineur, facile à régler compte tenu de sa taille réduite, de sa pauvreté économique et de son faible poids démographique. De plus, le différend osséo-géorgien paraissait moins chargé d’un passif historique « négatif ». De ce face-à-face de trois jours à l’entrée de Tskhinvali, les leaders géorgiens auraient dû tirer l’enseignement selon lequel le problème ossète n’allait pas être aisé à régler et qu’il fallait pour cela faire preuve de souplesse. Il fallait également agir avec prudence afin de ne pas creuser le fossé entre les communautés, alors encore peu profond. Ensuite, le territoire compris entre Ergneti et Tskhinvali était devenu une barrière entre Géorgiens et Ossètes, symboliquement parlant, qui ne fit que se renforcer au fil des années, alors qu’à l’époque soviétique la frontière de l’Ossétie du Sud avec le reste de la Géorgie était tout à fait formelle et imperceptible. L’autre point significatif de ce premier affrontement fut le fait que les manifestants ossètes qui bloquaient l’accès aux manifestants venus des différentes régions du pays, le faisaient derrière des drapeaux rouges, ou de banderoles arborant slogans favorables à l’Union soviétique et photos de Lénine. Cela montrait une société locale orientée par ses élites en faveur de la légalité soviétique et méfiante vis-à-vis d’une Géorgie indépendante. L’organisation par les autorités locales, quelque dix-huit mois plus tard (en mars 1991), du référendum au sujet du maintien de l’Union soviétique et du nouveau « traité de l’Union », contrairement au boycott déclaré en Géorgie, confirmait cette tendance.

Enfin, ce premier face-à-face illustra l’engagement du Kremlin dans la région et démontra que ce dernier entendaient s’appuyer sur les provinces autonomes de Géorgie pour garder une influence sur la totalité du pays. La direction soviétique a même officiellement envisagé, dès l’hiver 1990, d’élever le statut des autonomies au rang des républiques fédérées de l’Union (soiouznye Respoubliki). Cette menace fut mise à exécution par l’adoption le 26 avril 1990 de la loi soviétique sur la « répartition des compétences entre l’Union des RSS et les sujets de fédération ». L’alinéa 2 de l’article 6 de cette loi établissait les procédés d’adhésion à l’Union des nouvelles provinces autonomes.

Les autorités communistes géorgiennes (Guivi Goumbaridzé et Chota Gorgodzé, respectivement premier secrétaire du PC géorgien et ministre de l’Intérieur) tentèrent de désamorcer la crise en se rendant sur place. Néanmoins, les violences éclatèrent après la fin de la manifestation, notamment dans les villages géorgiens autour de Tskhinvali, où plusieurs personnes trouvèrent la mort.

républiques fédérées et ceux de la création des nouvelles formations autonomes. 
Pou la Géorgie, la loi était censée diminuer la tutelle de Tbilissi sur ses autonomies, leur donnant la possibilité d’adhérer à l’URSS en cas d’indépendance géorgienne. Il faut souligner que cette loi, bien que ne mentionnant jamais explicitement la Géorgie, la visait néanmoins au premier chef, car aucune république parmi les six refusant le nouveau « traité de l’Union » ne comportait d’« autonomies à problèmes ».

Par l’intervention du ministère de l’Intérieur soviétique, qui supplanta le ministère de l’Intérieur géorgien dans la gestion de cette crise, Moscou inaugura une pratique qui allait se renforcer les années qui suivirent l’incident.


Cette décision fut cassée quatre mois plus tard, toujours par le même Soviet, qui déclara la décision du 4 mai « nulle et non avenue », car elle aurait été adoptée « pour satisfaire l’insistance et suivre les indications de l’ex-président du Soviet suprême de l’URSS Anatoli Loukianov et du groupe parlementaire « Soiouz ». De ce fait, la motion votée le 1er septembre 1991 restaurait le statut antérieur au 4 mai.


---


25 Nous pouvons également parler de l’Azerbaïdjan et de sa région autonome du Haut-Karabagh, mais à l’époque l’Azerbaïdjan figurait parmi les républiques de l’Union les plus loyales vis-à-vis de Moscou.

26 Aucun des deux militants nationalistes n’était alors membre du parlement local, mais ils étaient néanmoins présents à la session.

27 Le texte de cette déclaration est paru dans **Sovetskaïa Ossetia** (L’Ossétie soviétique) de 22 septembre 1990.

28 **Sovetskaïa Ossetia**, 5 décembre 1990.


31 **Ioujnaïa Ossetia – Naveki s Rossiei. Istoriko-pravovoe obosnovanie vkhodjdenia respoublik Ioujnaïa Ossetia v sostav Rossii** (Ossétie du Sud : avec la Russie pour des siècles !


33 Ibid., 12, 1990, p. 150-151.

34 Ibid., p. 152-157 ; il est intéressant de rappeler que le président de l’URSS, M. Gorbatchev, par le décret présidentiel daté du 7 janvier 1991, déclara à son tour illégales ces deux décisions du parlement géorgien (la dissolution de l’autonomie sud-ossète et l’introduction de l’état d’urgence à Tskhinvali et Djava), s’engageant dans le bras de fer aux côtés des sud-Ossètes.

35 L’un des tués était un proche de Gamsakhourdia, Merab Ouridia.


37 Dès le 31 mars, le parlement de la Fédération de Russie demande au parlement géorgien la restauration de l’autonomie ossète. Le ton s’est fait de plus en plus belliqueux à partir de l’automne 1991.


38 Le référendum sur l’indépendance fut accompagné d’autres irrégularités et faits curieux. Ainsi, le protocole final de la Commission électorale centrale ossète établit le taux de participation à 100 % (53 441 votants sur 53 441 « bulletins distribués »), et le pourcentage de « oui » à la question de l’indépendance à 99,75 %. Le protocole numéro 2 (concernant les chiffres du vote relatifs à la seconde question du référendum, au sujet de « l’unification avec la Russie ») établit le pourcentage de « oui » à 99,73 %. Ces résultats font naître un doute sérieux quant à leur fiabilité. Voir Ioujnaïa Ossetia..., op. cit., p. 94 et s.


40 La zone de guerre ne s’arrêtait pas aux frontières de la région autonome, car les villages de Zemo Nikozi, Kvemo Nikozi, Ergneti, situés dans le district de Gori furent également sur la ligne de front.

41 Les deux parties commirent des crimes de guerre. Pour les Ossètes, une attaque contre un bus de civils aux environs du village de Dzari en mai 1992 dans laquelle une trentaine de personnes furent tuées, constitue le crime le plus abominable, commémoré tous les ans. Les Géorgiens ont leur lot de martyrs : tous se souviennent notamment des larmes du président
constituées d’habitants des villages voisins se fassent des micro-guerres, avec leur lot d’expropriations, de kidnappings et de vengeances personnelles. Au total, un millier de personnes furent tuées, mais le nombre de déplacés et de réfugiés fut beaucoup plus important. Les villages mixtes, qui jusqu’en 1991 représentaient le tiers du nombre total des villages de la région, devinrent quasiment tous mono-ethniques à l’exception du district d’Akhalgori, où malgré le départ de quelques Ossètes, la mixité fut maintenue jusqu’en août 2008. Tskhinvali est ainsi devenue pour la première fois de son histoire une ville exclusivement ossète : les Géorgiens (environ 10 000 personnes) quittèrent la ville en direction des enclaves géorgiennes ou de Gori 42, tandis que les villages à majorité géorgienne de la vallée de la Grande et de la Petite Liakhvi (Tamaracheni, Atchabeti, Kourta, Dzartsemi, Kermerti, Kekhvi, Sveri, Eredvi, Beroula, Beloti, etc.) furent vidés de leur population ossète. Le conflit alla aussi de pair avec une importante émigration des Ossètes vivant dans les différentes régions géorgiennes (de la Kartlie intérieure, du district de Bordjomi, de la Kakhétie et de TbiliSSI) vers l’Ossétie du Nord 43. La nette diminution du nombre des Géorgiens vivant en Ossétie du Nord (notamment à Vladikavkaz) fut aussi l’une des conséquences de cet « échange des populations » à la caucasienne.

3. La paix des braves contrebandiers : criminalisation de la politique et de l’économie de la région, et constitution d’un espace d’intégration

La paix fut signée en juin 1992 à Dagomys (près de Sotchi) sans que le statut de la région soit défini. L’Ossétie du Sud se transforma depuis cette date en une zone indépendante de facto de Tbilissi, mais sans aucune reconnaissance internationale et sans continuité territoriale : certains villages et vallées reconnaissaient le pouvoir central géorgien et, par conséquent, ignoraient les autorités sécessionnistes installées à Tskhinvali. Trois bataillons de forces de paix (un russe, un géorgien et un nord-

Gamsakhourdia devant le cadavre d’un nourrisson tué par balles dans un village géorgien près de Tskhinvali.


43 Les sources ossètes parlent de près de 100 000 réfugiés ossètes en Fédération de Russie originaires de Géorgie. Les Géorgiens considèrent comme injuste de qualifier tous les émigrés de « réfugiés » et refusent le qualificatif « d’épuration ethnique », car presque tous ceux qui décidèrent de partir eurent la possibilité de vendre leurs biens immobiliers (chose impossible en cas de « nettoyage ethnique »). La différence est évidente avec les nouveaux réfugiés de 2008, qui virent leurs habitations détruites délibérément par les troupes de E. Kokoïty. D’autre part, une proportion non négligeable des Ossètes aurait quitté la Géorgie dans les années 1990 pour des raisons économiques (au total près d’un million de personnes ont émigré entre 1990 et 1997). Néanmoins, les cas de discriminations et de terreur sur une base communautaire furent légion dans les régions contrôlées par les deux antagonistes.
Pendant les années Chevardnadze (1992-2003), les rapports entre communautés se sont relativement apaisés et ont été beaucoup moins problématiques qu’en Abkhazie. Contrairement à cette dernière, le territoire de l’Ossétie du Sud était totalement perméable aussi bien à partir de l’intérieur de la Géorgie, que d’Ossétie du Nord et de Russie. L’absence d’affrontements armés, la relative liberté de circulation et le développement le long de l’autoroute transcaucasienne (le transkam) des divers trafics illicites auxquels participaient Ossètes et Géorgiens, sécessionnistes et loyalistes confondus, avaient fini par créer un *modus vivendi* provisoire fondé sur la stratégie de l’évitement de la guerre. Le président sud-ossète Ludvig Tchibirov, historien de profession, converti aux idées nationalistes dès le début des années 1990, se montrait relativement peu porté à rattacher sa république autoproclamée à la Russie. Réaliste et pragmatique, Tchibirov profitait pleinement du *status quo*. Cela ne signifie pas que la question de la réunification était tombée dans l’oubli. Elle revenait régulièrement, ne fût-ce que pour faire pression sur la Géorgie. Néanmoins, la conjoncture n’y était pas favorable, car les Ossètes du Nord, avec leurs propres problèmes territoriaux non réglés, notamment avec les Ingouches, n’étaient pas très enclins à entamer un nouveau conflit avec la Géorgie à propos de l’Ossétie du Sud. Rappelons que, bien que présent dans la région, notamment via des agences répressives du pouvoir, le centre fédéral russe n’avait pas la même maîtrise des régions caucasiennes jusqu’aux années 2000 qu’à partir du second mandat de Poutine débutant en 2004. Par conséquent, la direction politique d’Ossétie du Nord (le président Alexandre Dzassokhov) avait une certaine marge de manœuvre et jouait un rôle non négligeable dans le règlement du conflit. Ainsi, à la différence de l’Abkhazie, qui était déjà du ressort direct du Kremlin et des militaires russes, la présidence de l’Ossétie du Nord se voyait déléguer par Moscou la compétence de traiter avec les Géorgiens dans le conflit sud-ossète. A cause de la politique relativement modérée de Dzassokhov, qui préconisait une solution négociée pour l’Ossétie du Sud au sein de la Géorgie et n’insistait pas sur l’unification du peuple ossète, les Géorgiens ne tentaient pas de résoudre le problème par la force. Néanmoins, A. Dzassokhov militait pour les liens particuliers entre les deux Ossétie, qui d’après lui ne devaient pas être séparées par une frontière trop

---

44 La zone de sécurité comportait le territoire situé dans un rayon de quinze kilomètres autour de Tskhinvali. Une zone de restriction des armements lourds fut également constituée.


étanche. A. Dzassokhov fut à l’origine d’un projet qui supposait la réalisation d’un grand couloir de transport Nord-Sud (Russie-Caucase-Turquie, Iran et Moyen-Orient), dans lequel les deux Ossétie devaient jouer un rôle déterminant. Ce projet avait l’aval du gouvernement russe, qui tentait de cette façon de concurrencer les couloirs Est-Ouest (Asie centrale-Caucase-Turquie-Europe), dont faisait partie le pipeline Bakou-Tbilissi-Ceyhan et qui échappait au contrôle russe.

Si les projets présentés par A. Dzassokhov sont restés lettre morte, le flou juridique et statutaire qui régnait dans cette zone en attendant la résolution du conflit fournissait de nombreuses possibilités d’y privatiser les fonctions régaliennes de l’Etat et assurait des revenus illicites aux élites politiques locales. Jusqu’en 2004, près de 70% du commerce russo-géorgien relevait de la contrebande. La majeure partie de ces marchandises transitait à travers le territoire d’Ossétie du Sud et était écoulée sur le marché d’Ergneti. D’après plusieurs experts, le budget national perdait entre 2,5 et 10 millions de dollars de recettes par mois à cause de ces trafics. De l’aveu même des séparatistes, en 2004 près de deux tiers des revenus des autorités de Tskhinvali provenaient des sommes prélevées sur le transit des marchandises entre la Russie et la Géorgie. Le président autoproclamé Ludvig Tchibirov, dont le propre fils, Alexeï, responsable de l’OMON (régiment spécial de la police) d’Ossétie du Sud était le principal bénéficiaire des flux commerciaux illicites, demeurait en somme favorable au maintien du statu quo. Mais les autorités de facto n’étaient pas seules à profiter de ce véritable couloir de contrebande. De nombreux officiels géorgiens participaient pleinement aux trafics. Certains d’entre eux avaient « des parts » du marché sauvage d’Ergneti. La fraction majeure des marchandises de contrebande était constituée de l’essence importée en Géorgie (parfois cette essence était doublement illicite puisqu’elle était illégalement extraite et raffinée dans la Tchétchénie en guerre). L’alcool à destination de la Russie était l’autre « produit phare ».

Voici un exemple de la « coopération » entre les deux administrations corrompues : la police géorgienne tolérait que les voitures importées en Géorgie soient dédouanées et immatriculées en Ossétie du Sud, alors qu’officiellement aucune administration géorgienne ne reconnaissait son existence. En effet, en accord illicite avec la police des routes géorgienne, les autorités sud-ossètes avaient mis en place des procédures de dédouanement et d’immatriculation des véhicules beaucoup moins chères qu’ailleurs en Géorgie. Ces plaques étant tolérées, de nombreux automobilistes résidant dans les régions géorgiennes limitrophes d’Ossétie du Sud affluaient à Tskhinvali pour s’y immatriculer. Les profits ainsi dégagés étaient partagés entre les autorités policières sud-ossètes et géorgiennes.

Plusieurs dizaines de citernes d’alcool pur transitaient tous les jours par le Transkam vers le nord. La proximité avec le territoire non contrôlé d’Ossétie du Sud a transformé l’Ossétie du Nord en centre de production d’alcool le plus important de la Fédération de Russie. Les « rois de l’alcool » dominèrent la vie politique et économique de l’Ossétie du Nord tout au long des années 1990. Influencant la direction sud-ossète et constituant des réseaux au sein de l’administration géorgienne, les trafiquants et fabricants d’alcool participèrent à la création d’un « espace d’intégration » par le recours à la contrebande.
confiseries et beurre à destination de la Géorgie, fruits, légumes et produits maraîchers à destination du marché russe étaient également échangés à Ergneti. Profitant de la confusion juridique, en plus de produits licites, Tskhinvali était également devenue une plaque tournante de drogues et de voitures volées en Géorgie.


Sans jamais lui reconnaître la légitimité, les Géorgiens s’accommodèrent néanmoins de L. Tchibirov, qui avait aussi le soutien des clans puissants et de la direction politique de l’Ossétie du Nord. Tbilissi le préférait aux autres dirigeants ossètes, jugés plus anti-géorgiens et, de ce fait, il était devenu l’interlocuteur incontournable des autorités géorgiennes, notamment d’Irakli Matchavariani, qui fut le représentant personnel de Chevardnadze dans les négociations avec les Ossètes et d’Eldar Chenguélaia, vice-président du parlement, chargé par le législatif du conflit ossète.

A plusieurs reprises, les négociateurs géorgiens et ossètes, réunis sous l’égide de l’OSCE, furent près de signer un accord qui eût réglé le conflit tout en maintenant l’unité de l’Etat géorgien. Une occasion particulièrement favorable fut gâchée en 2000, lors des pourparlers de Baden, près de Vienne : les Ossètes avaient quasiment accepté le principe d’un statut de large autonomie au sein de la Géorgie, mais les négociateurs avaient achoppé sur le statut des forces armées sécessionnistes et sur la question de la double citoyenneté (russe et géorgienne) des habitants de la région. Le gouvernement Chevardnadze n’a pas saisi l’occasion, estimant que la partie ossète allait, avec le temps, finir par accepter d’autres concessions.


52 La distribution de passeports russes dans les régions sécessionnistes de Géorgie a commencé dans les années 1990, mais le Kremlin a officiellement décidé d’étendre la citoyenneté russe à ces régions à partir de l’été 2002.

53 Interview avec l’un des participants des négociations, Tbilissi, mai 2005.
frontièreS et conStruction deS territoireS


4. Kokoïty et l’annexion rampante par Moscou


54 Elu sur la liste du parti communiste de la Fédération de Russie, il fut vice-président de la commission de la Douma chargée des affaires de la CEI.

55 F. Sanakoev était membre de « l’équipe Chevardnadze » dans les années 1970-1980, quand ce dernier était premier secrétaire du PC géorgien. La loi qu’a fait voter L. Tchibirov quand il avait encore la majorité au parlement local interdisait les candidatures de tous ceux qui n’avaient pas vécu sur le territoire de la région durant les cinq années précédant le scrutin. Etant donnée la vie économique et politique de l’Ossétie du Sud et l’émigration massive de sa population, ce dispositif limitait considérablement le choix des candidats potentiels.

56 E. Kokoïty déclara à la Komsomol’skaïa Pravda qu’il faisait également du travail social afin que les « mecs costauds » qui avaient fait la guerre ne tourment pas mal. Voir l’interview de
l'Ossétie du Sud en Fédération de Russie » dès 1997, E. Kokoïty se lança dans les affaires à Moscou avec d’autres anciens lutteurs reconvertis.

La surprise fut grande lorsque E. Kokoïty arriva en tête du premier tour avec plus de 47 % des voix aux élections de 2001. L. Tchibirov n’alla même pas au second tour, puisqu’il fut distancié par S. Kotchiev qui avait obtenu 24 %. Selon la réglementation en vigueur, le second tour devait donc opposer E. Kokoïty et S. Kochiev. Ainsi la question du départ de L. Tchibirov s’est posée sans que ce dernier soit préparé à cette éventualité. Disposant d’un grand capital intimement lié à l’exercice du pouvoir, ce dernier ne pouvait accepter la défaite, qui allait remettre en cause la suprématie de son clan. Les Tchibirov étaient un clan au sens familial et lignager du mot : le fils, Alexeï, était chef des forces spéciales de la police sud-ossète ; la famille de son épouse et les personnes issues de son village contrôlaient l’essentiel des postes à rendement important. Loudvig Tchibirov et son Premier ministre, Dmitri Sanakoev (plus tard chef de l’administration provisoire d’Ossétie du Sud pro-géorgienne), essayèrent d’empêcher l’arrivée au pouvoir de E. Kokoïty par tous les moyens.

Voyant que le gouvernement géorgien n’était pas prêt à intervenir en leur faveur, les Tchibirov tentèrent un coup de force le 21 novembre 2001, lorsque plus de deux cents policiers de la brigade spéciale d’Alexeï Tchibirov firent irruption au parlement de Tskhinvali, réuni en séance. Les mutins exigèrent du parlement l’annulation des résultats du premier tour et la convocation de nouvelles élections. Le danger


59 Alors que Tchibirov n’obtient que 20 %

60 Ils tentèrent d’abord de révéler les liens de E. Kokoïty avec le crime organisé. Ensuite, ils ont tenté de persuader S. Kochiev de démissionner du second tour, ce qui aurait permis l’organisation des nouvelles élections (d’après le règlement, deux candidats étaient nécessaires au second tour). S’il n’y avait qu’un seul prétendant, plus de 50 % des électeurs inscrits devaient voter pour lui. S. Kotchiev, bien que sachant qu’il n’avait aucune chance de l’emporter au second tour, n’a pas renoncé à sa candidature, en scellant le sort des Tchibirov qu’il considérait comme ses ennemis jurés.

61 L’un des témoins oculaires de la scène nous raconta en janvier 2002 que le jeune Tchibirov accompagné de ses gardes aurait surgi dans la salle de réunion en criant : « les jeux...»
d’affrontement fut réel, puisque E. Kokoïty commença à rassembler sur la place centrale de Tskhinvali ses alliés armés. Il déclara au ministre de l’Intérieur sud-ossète Alan Goutchmazov que la responsabilité de la « guerre civile » allait être imputée à la famille Tchibirov, déjà responsable selon lui de la disparition et de l’assassinat de 160 militants de l’opposition depuis 1994

L. Tchibirov n’a pas obtenu l’aide qu’il pensait obtenir de A. Dzassokhov (D. Sanakoev s’était immédiatement rendu à Vladikavkaz) et E. Chevardnadze préféra rester neutre, même si E. Kokoïty galvanisait les foules en vociférant que l’armée géorgienne était à deux doigts d’intervenir à Tskhinvali. Ayant obtenu les garanties d’intouchabilité et de liberté, les fidèles de L. Tchibirov s’étaient retirés du centre-ville. Le second tour que E. Kokoïty emporta avec près de 60 % des voix, eut lieu le 6 décembre. L. Tchibirov déclara qu’il allait quitter la politique et revenir à son métier de chercheur.


L’autre facteur de détérioration de la situation fut la mise en place dans les régions russes de la « fameuse verticale du pouvoir » chère à Vladimir Poutine. Ainsi, la direction nord-ossète – qui, jusqu’aux années 2000, apparaissait comme l’un des principaux facteurs de stabilisation en Ossétie du Sud, modérant notamment les ardeurs des politiciens de Tskhinvali au sujet de l’Ossétie unifiée, s’est transformée en fidèle exécutante de la politique du Kremlin. Le nouveau président nord-ossète Taimouraz

sont faits ! Croyez-vous que les Tchibirov vont partir comme ça ? ! ». Interview à Tskhinvali, janvier 2002.

62 E. Kokoïty n’a jamais présenté une quelconque preuve de ses affirmations.

63 Peu de temps après la publication des résultats, le député de la chambre basse du parlement russe (la Douma), Anatoli Tchékhoev, originaire d’Ossétie du Sud, a déclaré à la chaîne de la télévision russe NTV que les milieux criminels venant de toute la Fédération de Russie se dirigeaient vers l’Ossétie du Sud, puisqu’ils avaient « flairé la nouvelle redistribution des richesses liée au changement de la direction politique ».
Mamsourov s’est empressé de faire une déclaration commune avec Edouard Kokoïty en appelant de ses vœux la réunification de deux Ossétie dès septembre 2005. Avec la détérioration des relations russo-géorgiennes, la politique de rapprochement des deux Ossétie comme tentative de déstabilisation du régime géorgien est devenue la politique officielle de Moscou, plus confiante dans la région après l’écrasement de la résistance tchétchène.


Avec la démission d’Alexandre Dzassokhov, à l’époque président d’Ossétie du Nord, critiqué à cause de la faillite de l’opération, E. Kokoïty apparaissait comme le leader possible de l’Ossétie unifiée et les spéculations allaient bon train à propos d’une intronisation éventuelle et de facto de E. Kokoïty – l’homme des siloviki russes, à la tête des deux Ossétie. A l’époque, ce scénario fut écarté pour éviter de...

D’autres mesures relevant de l’annexion rampante consistaient en un processus pudiquement appelé « intégration » économique de la région séparatiste. Ces mesures comprenaient la construction d’une nouvelle route à travers le tunnel de Roki 70 et l’installation d’une nouvelle ligne à haute tension pour transmettre le courant électrique vers la région de Tskhinvali directement depuis la Russie. En septembre 2005, le géant Gazprom avait annoncé le projet de construction d’un gazoduc en direction de l’Ossétie du Sud, pour pallier la dépendance gazière de la région séparatiste à l’égard du gazoduc géorgien en provenance de Gori 71. Le nouveau projet de gazoduc était censé faire pression sur les Géorgiens, en leur montrant que la Russie était en train d’envisager sérieusement le rattachement de l’Ossétie du Sud et se préparait à parer aux éventuelles coupures du gaz en provenance de Tbilissi. Commercialement parlant, ce projet estimé à 650 millions de dollars, qui prévoyait la construction d’un gazoduc

68 Boukaev est lourdement intervenu lors des élections abkhazes de novembre 2004, en sommant les Abkhazes d’élire un candidat fidèle à Moscou au détriment de celui qui venait d’être désigné par les urnes. Il a également apporté le soutien russe au régime sécessionniste de Smirmov en Transnistrie en réaction au durcissement du régime de contrôle à la frontière de cette république non reconnue imposé par l'Union européenne et l’Ukraine.

69 Cette déclaration était censée servir de ballon d’essai au gouvernement russe afin de tester la réaction des pays occidentaux. Même si elle n’a pas été reprise à son compte par le ministère des Affaires étrangères russe, un pas supplémentaire fut franchi en direction de l’annexion de l’Ossétie du Sud.

70 La route du col de Roki (situé à 2 950 mètres d’altitude) est la seule route carrossable qui lie l’Ossétie du Nord et la Russie à l’Ossétie du Sud. Toutefois, avant d’arriver à Tskhinvali, cette route devait traverser les villages ethniquement géorgiens de la vallée de la Grande Liakhvi (aujourd’hui entièrement détruits et vidés de leurs habitants), qui n’étaient pas contrôlés par les autorités sécessionnistes.

long de 160 kilomètres à travers plusieurs cols du Grand Caucase pour seulement 7 à 8 000 foyers, était une absurdité économique : il était uniquement politique.


En plus de la distribution massive de passeports russes à partir de 2002 à la population ossète vivant sur le territoire contrôlé par les sécessionnistes, l’implication

72 Après la proclamation de l’indépendance de l’Ossétie du Sud par la Russie en août 2008, la construction du gazoduc est devenue très urgente, car le gaz n’arrivait plus de Gori. Malgré les déclarations tonitrantes, le gazoduc n’a pas pu être construit à temps et des doutes sérieux planent sur sa faisabilité, étant donné les détournements de fonds et la crise financière et économique à laquelle la Russie doit faire face. Le président de la compagnie chargée des travaux, M. Djoussoev, et E. Kokoïty s’accusent de crimes économiques dans la presse russe. Ce projet aurait un sens économique seulement si en cas d’issue politique « favorable » du conflit russo-géorgien (c’est-à-dire en cas de retour de toute la Géorgie dans l’orbite russe), la Géorgie et avec elle l’Arménie et l’Iran se raccorderaient à ce gazoduc. Dans ce cas, la Russie réaliserait son rêve de sabordage des projets Est-Ouest (BTC, Bakou-Erzurum, Nabucco) et prendrait également sous son contrôle les exportations du gaz iranien vers l’Europe.


74 Après la reconnaissance de l’indépendance par la Russie, le nombre des bureaucrates détachés de l’administration russe augmente. La présence de cadres originaires d’Oulianovsk (région de la Volga) est particulièrement remarquable. En effet, les entreprises de cette région russe sont « pressenties » pour la privatisation de la seule entreprise sud-ossète pouvant dégager des profits, les mines de zinc et de cuivre de Kvaissi.

75 Interview en mai 2008 avec un officier supérieur géorgien en poste dans la région.


77 Ce rapport fut présenté par le ministre Khaindrava au parlement géorgien au printemps 2006.

78 Ce ministère était illégal selon les termes des accords de Dagomys de 1992, qui concédait le monopole de la sécurité dans la zone du conflit au contingent du maintien de la paix mixte.


80 Les « militaires » sud-ossètes, agissant sur instruction de A. Barankevitch, avaient réalisé plusieurs attentats contre les objectifs stratégiques (barrages, lignes à haute tension) situés sur le territoire contrôlé par les autorités géorgiennes. D’après le gouvernement géorgien, les Forces de paix russes servaient également de couverture aux agissements des groupes de diversion du GRU (services de sécurité de l’armée russe), dont les officiers planifiaient des attentats et actes de sabotage à partir du territoire ossète. Le général Anatoli Syssoev (l’un des quatre espions russes arrêtés à Tbilissi en octobre 2006) était notamment impliqué dans la préparation et la réalisation de l’attentat contre le bâtiment de la police à Gori en 2004 qui a causé la mort de plusieurs personnes.
seulement logistique. Les unités de la 58e armée de la Fédération de Russie déployées sur le territoire de l’Ossétie du Nord avaient plusieurs fois démontré leur capacité à franchir la frontière géorgienne, si l’ordre en était donné : à chaque regain de tension au sud, les manœuvres militaires de grande envergure étaient lancées à proximité immédiate du passage de Roki. Ce fut également le cas lors des manœuvres qui se tinrent en juillet 2008, quelques semaines avant le début de la guerre.

5. **Les aléas de la politique géorgienne vis-à-vis de l’Ossétie du Sud**


---

81 Samatchablo se traduit du géorgien comme « le domaine des (princes) Matchabéli ». Ce terme s’est répandu à partir de la fin des années 1980 et la montée en puissance des mouvements indépendantistes en Géorgie. Voulu comme « nationalement correct », contre l’Ossétie du Sud, « invention des communistes », il est néanmoins anachronique et mal ciblé. En effet, le domaine des princes Matchabéli ne couvrait pas la totalité du territoire de l’Ossétie du Sud, mais seulement les environs de la ville de Tskhinvali et son district.

82 Intervention du président géorgien à la télévision nationale le 15 février 2005.

proposé le contrôle commun (avec les autorités sud-ossètes et russes) du tunnel de Roki, lieu de passage de tous les trafics et des produits illicites.

L’une des premières mesures adoptées par le gouvernement issu de la « révolution des roses » fut le démantèlement des réseaux de contrebande et du vaste marché à ciel ouvert d’Ergneti, situé entre la ville de Tskhinvali et le territoire sous contrôle des autorités centrales. En fermant le trou béant d’Ergneti, le gouvernement pensait faire d’une pierre deux coups : renflouer les caisses de l’État et faire fondre les revenus de E. Kokoïty. Les Géorgiens escomptaient la chute rapide de la légitimité du régime sécessionniste, qui au bout de deux ans et demi de pouvoir à Tskhinvali, ne bénéficiait plus de la confiance de la majorité des Ossètes. Ces actions, couplées avec « l’assaut humanitaire » des villages ossètes, c’est-à-dire l’envoi de denrées alimentaires de base et d’engrais pour les paysans, étaient censées faire pencher la population ossète dans le camp des autorités centrales. En réalité, les mesures géorgiennes furent accueillies par la population ossète d’une façon plus que mitigée. Non seulement elles montraient que les autorités géorgiennes ne prenaient pas la mesure du fossé qui séparait Ossètes et Géorgiens, mais la démarche était aussi très maladroite, elle donnait en effet l’impression que les Ossètes pouvaient être « achetés » à bas prix. E. Kokoïty et les forces russes, en jouant sur la « menace géorgienne » réussirent à mobiliser l’opinion contre M. Saakachvili et le président autoproclamé se présenta comme « le sauveur de la nation ». La lutte contre la contrebande dégénéra vite en affrontements armés. La tentative de Tbilissi eut des conséquences plutôt négatives : la fragile confiance intercommunautaire qui s’était instaurée en douze années de « ni guerre, ni paix » s’était brisée, et les forces les plus hostiles au règlement du conflit, Edouard Kokoïty et ses alliés, se retrouvèrent confortées dans leur position. Les affrontements qui suivirent la fermeture du marché de la contrebande à Ergneti en août 2004 firent plusieurs dizaines de victimes et marquèrent le début d’une période de tension et d’accélération de la militarisation de la région.

Le gouvernement géorgien a néanmoins marqué un point important depuis 2006. Par sa politique active et volontariste, il avait réussi à attirer une partie de l’élite ossète locale dans son camp. L’élite sud-ossète, malgré sa taille relativement réduite (il s’agit en effet de la classe dirigeante des quelque 35 000 Ossètes qui demeuraient dans l’ex-région autonome) n’avait jamais été monolithique – les clivages claniques, sectoriels et les conflits d’intérêt y existaient même sous la présidence de L. Tchibirov. Mais en 2006, pour la première fois depuis le début du conflit en 1991, une partie de cette élite était apparue comme ouvertement pro-géorgienne, ou du moins favorable à la réintégration au sein de la Géorgie de l’Ossétie du Sud gratifiée d’un statut de large autonomie. L’apparition de ce courant était en grande partie la conséquence de la politique rigide et prédatrice de E. Kokoïty à l’intérieur de l’Ossétie du Sud, à l’accaparement de la plupart des ressources de la région par ses fidèles, avec la protection de Moscou. Les mécontents de la politique de la direction sécessionniste furent habilement récupérés par Tbilissi, qui semblait avoir retenu la leçon des

84 Cette proposition a également été faite à la Fédération de Russie. Après leur refus, les Géorgiens avaient tenté de lier cette question à celle de leur accord pour l’accession de la Fédération de Russie à l’OMC.
événements de l’été 2004 et ne privilégiait plus une action volontariste de reprise en
main de la région. Les plus ardents partisans de la solution militaire de la question
sud-ossète, à l’instar du ministre de la Défense Irakli Okrouachvili, furent remerciés
en novembre 2006 85. D’ailleurs, plus qu’un faucon véritable, I. Okrouachvili jouait
le rôle d’ épouvantail au sein du gouvernement de M. Saakashvili, rôle qui s’est avéré
inutile à la fin de l’année, tant le soutien des pays occidentaux, qui exigeaient son
départ, parut indispensable.

La nouvelle stratégie du gouvernement géorgien misait sur l’isolement de
E.Kokoïty sur la scène ossète. Le but de la manœuvre était de démontrer que celui-
ci ne représentait nullement l’Ossétie du Sud, mais seulement un groupe politico-
économique agissant sur ordre de la Russie. M. Saakashvili tenta de montrer
egalement qu’il ne s’agissait pas d’un conflit géorgiano-ossète, mais d’un conflit entre
les autorités centrales géorgiennes et un représentant des intérêts russes, donc avec la
Russie.

Tbilissi soutint la constitution d’une « administration provisoire sud-ossète »
composée d’hommes politiques et de notables opposés à E. Kokoïty. Significativement,
les leaders « alternatifs » ossètes – Dimitri et Vladimir Sanakoev, Djemal, Ianek
et Ourouzmag Karkoussov, étaient issus de l’ancien camp « séparatiste ». En effet,
Dimitri Sanakoev était Premier ministre et ministre de la Défense du gouvernement
sécessionniste de L. Tchibirov, tandis que Djemal Karkoussov 86 était ministre de
l’Intérieur et président du « comité de la sécurité nationale » de E. Kokoïty. De même,
Alan Parastaev, l’ex-ministre de la Justice de la république autoproclamée, avait
également déserté Tskhinvali 87. Ainsi, les chefs du Mouvement du salut national
ossète, adversaires de E. Kokoïty et alliés de Tbilissi, quelques années, voire quelques
mois avant leur ralliement, étaient parmi les tenants principaux de la séparation de
l’Ossétie du Sud. La facilité avec laquelle les dirigeants sud-ossètes passèrent de
l’option « indépendantiste », à l’option « pro-géorgienne » laissait penser que la
République indépendante de l’Ossétie du sud ne fut jamais prise au sérieux, y compris
par ses propres dirigeants 88.

85 Originaire de Tskhinvali, I. Okrouachvili a fait scandale en déclarant son intention de
fêter l’arrivée de la nouvelle année 2007 dans sa ville natale. Dans la même interview, l’ex-
ministre déclarait qu’il était partisan de la résolution pacifique du conflit ossète, mais c’est
surtout sa « menace » qui attira l’attention, comme preuve qu’au moins une partie de l’équipe
gouvernementale géorgienne était en faveur de l’action musclée en Ossétie du Sud.

86 Les frères Karkoussov étaient les plus fidèles alliés de E. Kokoïty. Ce sont eux qui
ont permis à ce dernier de se dégager de l’emprise du clan des Tedeev. Lorsque E. Kokoïty
s’est trouvé des patrons puissants à Moscou, il s’est débarrassé à son tour des Karkoussov, en
les emprisonnant à Tskhinvali. Au début 2006, les Karkoussov, aidés par les services secrets
géorgiens se sont évadés et se sont réfugiés dans la zone contrôlée par Tbilissi. Ils ont vite
rejoint le Mouvement du salut national ossète dirigé par D. Sanakoev.

87 La police de Kokoïty a obtenu les aveux de Parastaev, qui déclara que les Géorgiens lui
avaient versé 220 000 dollars pour assassiner E. Kokoïty. Plus tard, Parastaev (par l’intermédiaire
de son avocat Mikheev) a porté plainte auprès du Tribunal européen des droits de l’homme à
Strasbourg contre Kokoïty, accusant ce dernier d’avoir obtenu les « aveux » sous la torture.

88 E. Kokoïty confirma cette tendance, lorsque quelques jours après la reconnaissance de
l’indépendance de l’Ossétie du Sud par Moscou (le 26 août 2008), il déclara que sa région ne

Les autorités géorgiennes investissaient autant d’espions que de moyens matériels dans le gouvernement provisoire de D. Sanakoev. Ainsi, les locaux du gouvernement furent aménagés et reconstruits à la place de l’hôpital de Kourta par les soins du gouvernement central. Tbilissi y avait financé la construction d’écoles, d’hôpitaux, souhaitait nullement l’indépendance, mais un rattachement à la Russie. Voir « L’Ossétie du Sud veut intégrer la Russie », Le Figaro, 11 septembre 2008. Ce type de déclaration anééhile aux yeux de la communauté internationale l’argument russe selon lequel le Kremlin fit la guerre à la Géorgie pour aider le peuple ossète à obtenir l’indépendance.

La campagne électorale, et les élections furent couvertes par les chaînes de télévision russe dans de longs reportages, occupant parfois la moitié du journal télévisé. Les reportages étaient soigneusement préparés pour créer chez le citoyen russe « lambda » l’impression qu’il s’agissait d’un « pays » relativement important, de quelques millions d’habitants au moins (aucun reportage n’a pris le soin de donner les chiffres démographiques ou économiques de l’Ossétie du Sud), ami et allié fidèle de la Russie qui luttait contre le colonisateur géorgien à la solde de l’impérialisme américain.

Le même Sapojnikov était chargé de la mise en place du même type de « centre de presse internationale » à Tiraspol, lors du référendum pour l’indépendance de la Transnistrie.

Voir la dépêche d’Interfax du 10 novembre 2006.

Voir I. Starkov, « Molotchnoe bratstvo » (Frères de lait), Ogoniok, 20-26 novembre 2006, ainsi que l’article de A. Tsoukhourbaev paru sur le site www.gazeta.ru le 9 novembre 2006.

Les résultats des élections parallèles sont également sujets à caution, notamment à cause du gonflement artificiel du nombre des votants.
d’installations sportives et même de discothèques, censées attirer la jeunesse ossète à qui le gouvernement Kokoïty promettait comme seul emploi rémunéré le service dans les milices armées. Il n’est pas sans intérêt de souligner que l’appui apporté par l’équipe de Saakachvili au gouvernement de D. Sanakoev était critiqué par l’opposition géorgienne, plus nationaliste que le pouvoir, qui considérait que les zones sous contrôle géorgien (district d’Akhalgori, vallées de la Grande et de la Petite Liakhvi), étaient à tort officiellement reconnues comme faisant partie de l’Ossétie du Sud.

L’apparition sur la scène ossète d’un gouvernement alternatif, non sans l’aide de Tbilissi, et son installation sur le territoire de l’Ossétie du Sud devaient servir de refuge et de protection à tous les mécontents du régime de E. Kokoïty. Cette opportunité n’était pas négligeable, puisque de par la forte collusion des intérêts russes avec E. Kokoïty, l’opposition sud-ossète n’avait que peu de chances de trouver une oreille attentive à Moscou ou à Vladikavkaz. De son côté, E. Kokoïty s’était retrouvé de plus en plus otage des cadres directement envoyés de Russie, généralement issus du FSB, du GRU ou de l’armée, ce qui ne pouvait que mécontenter les cadres locaux. Ce mécontentement croissant rendait ces cadres et ces notables mobilisables par les autorités alternatives. Les Géorgiens décidèrent également de donner leur feu vert à ce que les dix millions d’euros dégagés pour constituer un fonds de réhabilitation de l’Ossétie du sud par la conférence des donateurs réunie à Bruxelles en juin 2006, soient alloués à « l’administration alternative », dont on escomptait le renforcement de la légitimité, comparée à celle de E. Kokoïty, grâce aux succès dans la reconstruction. Dans ce contexte, E. Kokoïty comptait uniquement sur l’aide russe qui, en plus d’offrir gratuitement l’énergie, versait les pensions et les retraites et transférait des sommes non négligeables pour financer les forces armées sud-ossètes et les campagnes de propagande.

Sans pouvoir entièrement éliminer E. Kokoïty, la reconnaissance de facto de Tbilissi ouvrit à l’administration Sanakoev les portes des organisations internationales, ce qui n’était pas négligeable, puisque E. Kokoïty s’isolait de plus en plus de la scène internationale. Ses rapports avec les organisations multilatérales présentes dans la zone du conflit (OSCE) et avec les représentations diplomatiques des pays occidentaux en Géorgie se détérioraient rapidement. Son agressivité vis-à-vis des acteurs

94 Suite à l’occupation d’Akhalgori par les forces russes en 2008, l’opposition géorgienne s’est souvenue de cette décision de M. Saakachvili et lui a adressé une avalanche de critiques.


96 En plus d’un incident avec l’ambassadeur français, le Premier ministre du gouvernement Kokoïty avait publiquement émis les propos des plus grossiers à l’égard de la délégation de l’assemblée parlementaire de l’OTAN (son président français fut traité de « coq gonflé et
international semblait faire partie d’une stratégie délibérée qui ne profitait à terme qu’à la Russie, dont le but stratégique était bel et bien l’élimination des organisations internationales de la région. L’objectif majeur des Géorgiens était logiquement inverse : mobiliser la communauté internationale dans les conflits abkhazes et sud-ossètes et internationaliser les conflits pour ôter à la Russie son monopole dans la gestion des crises.


Après la guerre de 2008 et le déploiement des observateurs de l’UE, la Russie leur interdit l’accès aux régions occupées et elle sabota le fonctionnement de la mission de l’OSCE en Géorgie, qui s’arrêta le 1er janvier 2009 à cause du véto russe.

La politique géorgienne vis-à-vis de l’Ossétie du sud entre 2004 et 2008 a été marquée par plusieurs vecteurs parfois contradictoires. Cela rendit difficile l’élaboration d’une stratégie à long terme. Durant ces quatre années, la politique géorgienne se décidait sur le coup et au fur et à mesure que les dirigeants réalisaient l’inefficacité des politiques précédentes. Si au début du mandat Saakachvili, Tbilissi pensait que le problème principal était E. Kokoïty et que sa neutralisation rapide allait résoudre le problème avant même que Moscou puisse intervenir efficacement, à partir de 2006-2007 l’implication russe était devenue tellement évidente que le facteur strictement local était passé au second plan : il fallait désormais lutter contre la machine militaire et politique russe. Il en va de même pour le choix des instruments de cette politique. Voulant à tout prix attirer les sympathies de la population ossète et la bienveillance occidentale, les Géorgiens tentaient des opérations de séduction et de dialogue avec la société située de l’autre côté des barricades. Mais réalisant que ces efforts étaient voués à l’échec de par le sabordage systématique par E. Kokoïty et Moscou de toute initiative, ils recouraient à la rhétorique musclée et participaient à la militarisation de la région.

6. Conclusion

En plus du conflit communautaire qui avait sa propre dynamique, l’Ossétie du Sud était devenue au fil des années l’un des leviers principaux à la disposition des occupants successifs du Kremlin, de la direction de l’URSS aux présidents de la Fédération de Russie, dans leurs tentatives de soumettre la Géorgie à leur influence. Avec la rivalité russo-américaine accrue dans la région à partir des années 2000, l’Ossétie du Sud, dirigée par les officiers russes et militarisée à outrance, fut utilisée pour déstabiliser le régime de M. Saakachvili et empêcher le rapprochement de la Géorgie avec l’OTAN. La carte des « Etats autoproclamés » est devenue la pièce maîtresse de la politique russe du maintien de son influence dans l’espace postsoviétique. Après la reconnaissance de l’indépendance du Kosovo par les États-Unis et certains pays de l’UE, la Russie entama le processus de « dégel » des conflits séparatistes géorgiens en opérant un changement important par rapport à sa politique traditionnelle qui consistait à soutenir l’‘indépendance de facto de ces deux régions et les efforts en vue d’empêcher Tbilissi de rétablir le contrôle, y compris par le sabordage des négociations internationales. Pressentant


99 Voir le texte de Bruno COPPIETERS dans cet ouvrage.


L’intervention grandissante de la Russie en Géorgie visait des objectifs plus globaux : ils allaient de la réponse au Kosovo jusqu’au renversement des régimes installés suite aux « révolutions de couleurs », analysées à Moscou comme le résultat d’un « complot américain ». Le conflit sud-ossète devenait otage de la grande politique. Dans ce contexte, les Occidentaux ne furent pas à la hauteur de la compétition, car ils n’étaient pas prêts à s’engager militairement en Géorgie, alors que la Russie prit cette décision après avoir perdu sur le terrain du soft power. N’ignorant pas les divisions entre la « vieille Europe » et les États-Unis, sachant les États-Unis quasiment paralysés par les élections présidentielles et la Géorgie hors du bouclier de l’OTAN, à l’approche de l’été 2008 la guerre apparaissait comme une véritable aubaine pour Moscou, un moyen « rationnel » de continuer sa politique par d’autres moyens.
Les répercussions du conflit d’Ossétie du Sud d’août 2008 sur le Caucase du Nord

Alexeï MALACHENKO

La guerre russo-géorgienne, dite « guerre des cinq jours », a ouvert une nouvelle ère et pèse sur les évolutions au Caucase du Nord. Elle a en effet affecté les deux versants de la chaîne de montagnes ; pour la première fois, le Caucase apparaît comme un système géopolitique unique, et il est pratiquement impossible d’envisager séparément Caucase du Nord et Caucase du Sud. Nous traiterons de l’impact du conflit sur la région dans son ensemble, mais en mettant l’accent sur le Caucase du Nord, c’est-à-dire sur les conséquences tant pour le Caucase que pour la Russie.

Début septembre 2008, le député russe à la Douma d’État Konstantin Zatouline déclarait que « le conflit entre l’Ossétie du Sud et la Géorgie avait permis de stabiliser le Caucase du Nord » 2. C’était là prendre ses désirs pour la réalité. Mais il est vrai que la force a prévalu (au Caucase, ce n’est cependant pas une nouveauté datant de l’été 2008), si bien que tous ceux qui auraient pu avoir des velléités de s’opposer à l’Etat russe savent désormais à quoi ils s’exposent. Une fois passée la phase proprement militaire du conflit, toutes les forces armées de la région sont restées en alerte et ce sont elles qui contrôlent la situation aujourd’hui.

La démonstration de force de Moscou a pu refroidir certaines têtes brûlées au Caucase du Nord. A plus long terme, il n’est pas impossible que cette guerre, dans la mesure où elle s’est conclue par la reconnaissance par la Fédération de Russie de l’indépendance de l’Ossétie du Sud et de l’Abkhazie, ait des conséquences inverses. En effet, la plupart des républiques du Caucase du Nord, et tout particulièrement la

1 Ce texte est une version remaniée d’un article paru en russe, « Kogda vojna zakonchilas » (Quand la guerre s’est terminée), Pro i Contra, 2009, www.carnegie.ru.

1. Une nouvelle donne : la reconnaissance des indépendances abkhaze et sud-ossète


---


agissements illégaux des forces de l’ordre et les kidnappings se sont d’ailleurs tenus à plusieurs reprises à Makhatchkala.

S’il n’y a pas de lien direct entre le conflit russo-géorgien et l’aggravation de la situation au Caucase du Nord en 2008, des effets indirects se font en revanche sentir, et l’on peut craindre un effet domino déstabilisateur pour toute la région.

Deux nouvelles entités politiques sont apparues simultanément sur la carte du Caucase. Leur statut juridique est encore incertain mais, quel que soit leur avenir – qu’elles obtiennent réellement leur souveraineté, qu’elles intègrent une union russo-biélorusse ou qu’elles deviennent officiellement des sujets de la Fédération de Russie –, elles seront de facto intégrées à la Russie ou, plus exactement, elles constitueront des extensions « naturelles » de l’okrug fédéral du Sud. Si l’Ossétie du Sud était rattachée à la Fédération de Russie, la Russie posséderait alors un « sujet » politique au cœur du Sud-Caucase.

L’attitude des républiques du Caucase du Nord envers ces nouvelles « entités étatiques » est ambivalente. Une fois l’euphorie retombée, tout le monde se rendra compte que l’Abkhazie et surtout l’Ossétie du Sud constituent des « sujets » informels de la Fédération, financièrement dotés par le pouvoir central russe à l’instar de l’Ingouchie, du Daghestan, etc. Certes, elles étaient déjà financées par Moscou avant la guerre, mais cela apparaissait alors comme un soutien en faveur de mouvements nationaux (ou, pour reprendre la terminologie soviétique, de « mouvements de libération nationale »). Depuis que l’Abkhazie et l’Ossétie du Sud ont vu leur indépendance reconnue par Moscou, il est difficile de considérer qu’elles sont « humiliées et offensées ».

D’autres facteurs sont déterminants dans les rapports que les républiques du Caucase du Nord entretiendront avec elles. Les fonds ponctionnés sur le budget de la Fédération de Russie pour la reconstruction de l’Ossétie du Sud, soit 25,5 milliards de roubles, sont comparables au budget de la Tchétchénie par exemple. On sait à quel point le président tchétchène Ramzan Kadyrov est sensible aux relations financières qu’il entretient avec Moscou ; il voit ainsi d’un très mauvais œil la relative indépendance dont jouit la compagnie Rosneft dans sa république. Comme le fait remarquer l’économiste Mikhaïl Deliaguine, les sommes octroyées à l’Ossétie du Sud

---


7 12,5 milliards de roubles furent dépensés directement pour les actions militaires d’août. Le volume global du Programme fédéral de financement du Développement économique et social de développement de la République de Tchétchénie pour 2008-2011, ponctionné sur le budget fédéral, est de 110,8 milliards de roubles.
ne représentent que quelques « kopecks » pour le budget fédéral. Toutefois, aux yeux des autres sujets nord-caucasiens, ces kopecks sont la preuve que Moscou a des « protégés » avec qui elle entretient des liens privilégiés. Or il n’est aujourd’hui pas exclu que les priorités du pouvoir central vis-à-vis du Caucase du Nord se modifient. Ainsi le président d’Ossétie du Sud, Edouard Kokoïty, considère-t-il de plus en plus sa république comme l’allié « exclusif » de Moscou, ce qui n’est pas sans irriter le président tchétchène, lui-même habitué à ce statut spécifique.

Un autre aspect est souvent occulté, délibérément ou non, dans les analyses sur l’Ossétie du Sud : l’aspect confessionnel. Dès les premiers jours de la guerre, les médias russes ont insisté sur le fait que la Russie venait en aide à ses frères orthodoxes, alors que les Géorgiens eux aussi sont orthodoxes. Cette dimension ne pouvait de toute façon pas passer inaperçue auprès des musulmans du Caucase du Nord.

2. Le séparatisme, une idée obsolète au Caucase du Nord ?


L’aspiration au séparatisme est si profondément ancrée au Caucase du Nord qu’elle est susceptible de réapparaître. De plus, depuis la désintégration de la Yougoslavie et la reconnaissance de l’indépendance du Kosovo, une question lancinante flotte, tel un nuage menaçant, dans le ciel géopolitique du Caucase : « Pourquoi eux et pas nous ? » L’attitude de la Russie a renforcé ces interrogations.

Cependant, dans les conditions actuelles, certains facteurs font obstacle à l’émergence de revendications séparatistes : la dépendance des républiques du Caucase du Nord envers le pouvoir central, le risque qu’elles ne conduisent à la guerre civile, l’hétérogénéité ethnique et les menaces de rétorsion du pouvoir central. L’instinct de conservation des populations semble les en dissuader.

Alors que tous les présidents des républiques du Caucase du Nord doivent leur poste à l’aval de Moscou, c’est en éliminant toute menace séparatiste que les élites locales parviennent à asseoir leur réputation auprès des autorités centrales. Tous savent parfaitement, à commencer par le président tchétchène Ramzan Kadyrov, qu’étant donné les tensions aux frontières méridionales de la Russie, leur capacité à assurer la stabilité a un prix. C’est pourquoi R. Kadyrov continue à marchander de nouvelles concessions avec le pouvoir fédéral et tout en reconnaissant que « la Tchétchénie fait partie intégrante de la Russie », il ne renonce pas à un statut particulier au sein de la Fédération, bien qu’il ne s’exprime pas publiquement sur ce point. En réalité, « la pacification de la Tchétchénie sous « Kadyrov le jeune » n’a été possible qu’au prix de la reconnaissance informelle d’un statut d’exception pour cette république ». Pour une partie de la population tchétchène, en particulier pour les jeunes, R. Kadyrov apparaît effectivement comme le garant d’une « semi-souveraineté » et donc d’un statut particulier. Enfin, les séparatistes dont le nombre est inconnu, sont bel et bien présents en Tchétchénie, et leur activité a tendance à augmenter. Malgré les réels succès obtenus par le pouvoir, on trouve un réservoir de combattants potentiels très jeunes (âgés en moyenne de 16 à 20 ans) mécontents de leur situation, qui continuent à rallier le maquis, tant individuellement qu’en groupe. Les journalistes qui se rendent en Tchétchénie racontent que, d’après les habitants, ce sont des dizaines voire des centaines de jeunes qui rejoignent la montagne. Par ailleurs, certains combattants auparavant officiellement amnistiés par les kadryrovtsy y retournent également. D’ordinaire, ces informations sont étouffées, mais on sait que ce fut par exemple le cas d’un groupe de vingt hommes en 2007, un nombre aussi important n’ayant pu passer inaperçu, contraignant le mufti Soultan Mirzaev en personne à condamner publiquement ces transfuges. Ramzan Kadyrov a dit à plusieurs reprises qu’il ne restait en tout et pour tout que deux cents « chaïtanes » (satan), nom qu’il donne aux wahhabites. Cependant, pour la seule période de janvier à octobre 2008, deux cents combattants ont été tués ou faits prisonniers, selon la

---

12 Voir à ce sujet les textes de A. Merlin et de M. Basnoukaev dans cet ouvrage.
14 A. Makarytsev, « Modernizatsionnye strategii rossiiskoï vlasti » (Stratégie de modernisation du pouvoir russe), in Rossiskaja modernizatsia : razmychliaia o samobytnosti (La modernisation de la Russie : réflexions sur un cas particulier), Moscou, 2008, p. 351.
15 Voir infra le texte de M. Vatchagaev.
Le général Arkadi Edelev, chef d’état major au Nord-Caucase, a parlé de bandes totalisant un nombre de 450 hommes. En 2007, le procureur général adjoint Ivan Sydorouk déclarait que « la situation en Tchétchénie ne pouvait que se dégrader sur le plan militaire ».

Selon le chercheur tchétchène Moussa Basnoukaev, « le scénario actuel poursuivi par Moscou pour maintenir la Tchétchénie au sein de la Fédération de Russie rappelle la théorie de l’intégration volontaire de la Tchétchénie dans le giron russe. Il paraît donc utopique de vouloir accorder un maximum de liberté et d’indépendance à la Tchétchénie, tout en la maintenant au sein de la Fédération ».

Les réactions nord-caucasiennes ont été unanimement critiques face aux déclarations de John McCain, alors candidat à la présidentielle américaine, selon lesquelles « l’Occident devait réagir aux accusations du « deux poids deux mesures en reposant la question de l’indépendance de la Tchétchénie »

Juste après l’assassinat de Magomed Evloev, l’opposition ingouche s’est tournée vers la Grande-Bretagne, les Pays-Bas, les États-Unis pour demander l’obtention de passeports étrangers et a menacé de déclarer la sécession de l’Ingouchie, au cas où Moscou ne démettrait pas le président Mourat Ziazikov.

---

16 Nezavisimaia Gazeta, 29 octobre 2008.
18 O. Allenov, « Zavari potikhon’kou kalitkou » (Ferme peu à peu la barrière), Vlast, 16 juillet 2007.
21 Voir infra le texte de M. Vatchagaev.
22 Condamné par la Cour suprême de Moscou, le site d’opposition ingushetiya.ru a été fermé à l’automne 2008 après l’assassinat de M. Evloev et le départ de sa rédactrice en chef Roza Malsagova.
une ère nouvelle, n’a pas pour autant résolu la question, l’attentat contre ce dernier en juin 2009 n’ayant fait que rappeler la fragilité de la situation.

Il convient néanmoins de ne pas exagérer l’importance des séparatismes au Caucase du Nord. Même si d’éventuelles revendications émergeaient, elles ne constituaient pas une menace pour l’intégrité territoriale russe, mais elles auraient des effets déstabilisateurs en interne : elles pourraient en effet ébranler l’une des régions clefs de la Fédération de Russie, et c’est à ce titre qu’elles continuent à représenter un danger.

3. Des frontières instables

Le rattachement d’un même peuple à différentes entités constitue une autre spécificité du Caucase. Les premiers concernés sont bien sûr les Ossètes, qui ont vu augmenter leur chance d’être réunis à la suite des événements d’août 2008. La volonté de réunification a toujours été à l’agenda, même si la frontière entre l’Ossétie du Sud et l’Ossétie du Nord était seulement conventionnelle, et même si les Ossètes du Sud (ou Koudartsy) étaient munis de passeports russes depuis plusieurs années. Les Koudartsy sont déjà impliqués de facto dans la vie politique et sociale de la république d’Ossétie du Nord. Les Ossètes, du Nord comme du Sud, ont un passé commun, une culture commune, et sont unis par un « Congrès international des Alains ». Un néologisme a même vu le jour, l’« alanomanie ». De nombreux Ossètes du Nord ont pris part à la guerre d’août 2008 23. La réunification des deux Ossètes pourrait alimenter un nationalisme local et conduire à des frictions entre les Ossètes et leurs voisins.

En outre, cela poserait un problème géopolitique : la Russie serait accusée d’annexer une partie du territoire géorgien, ce qui créerait un précédent qui pourrait avoir des conséquences au Haut-Karabakh, et également en Asie centrale, du fait des contentieux existant à la frontière entre l’Ouzbékistan et le Tadjikistan, entre l’Ouzbékistan et le Kirghizistan, et entre le Kirghizstan et le Tadjikistan. Pour l’heure, Moscou temporise. Lors de la rencontre du 11 septembre 2008 entre le président Medvedev et les membres du « club Valdaï » rassemblant des spécialistes de la Russie de tous horizons, le président d’Ossétie du Sud Edouard Kokoïty a présenté la réunification des deux Ossètes comme une affaire entendue. Deux heures plus tard, il devait pourtant se dédier, prétexant qu’on l’avait mal compris 24 ! De son côté, le président d’Ossétie du Nord Téimouraz Mamsourov déclara, très diplomatiquement (et discrètement), que « les Ossètes aspiraient depuis longtemps à la réunification des deux Ossètes » 25.

Les Lezguines sont, quant à eux, le groupe le plus important à vivre à cheval sur deux entités différentes au Caucase. 250 000 Lezguines vivent au Caucase du Nord, essentiellement au Daghestan et à peu près autant en Azerbaïdjan. Cependant, le projet de constituer une entité lezguine unifiée n’a jamais « pris », ni en Russie ni en Azerbaïdjan. La revendication centrale portait sur la possibilité pour les familles vivant de part et d’autre de la frontière de la franchir librement, même s’il y eut un

---

23 Témoignages recueillis par l’auteur.
24 E. Kokoïty a réitéré ses propos le 31 juillet 2009 (note des éditeurs).
25 A. KOLESNIKOV, « Nachal’stvennaïa voennaïa podgotovka » (Quand le commandement militaire est sur le pied de guerre), Kommersant, 8 septembre 2008, p. 3.
temps une revendication de création d’un Lezguistan, formulé en particulier par le général Kakhrimanov, et également par N. Khatchilaev, l’un des chefs de file du mouvement national lak, mais qui en avait fait une idée fixe. Ce projet séduisit bien quelques Lezguines du Daghestan, mais les autorités russes mirent rapidement un terme à ces velléités. Si aucun conflit n’a éclaté, le réveil de la « question lezguine » et, par conséquent, de l’éventuelle réunification des Lezguines, ne peut plus être ignoré par les autorités azerbaïdjanaises, a fortiori si le conflit du Haut-Karabagh connaissait une nouvelle phase de tensions. En effet, une partie de la population lezguine pense que, lors du conflit au Karabagh, ce sont justement des Lezguines que Bakou envoya au front, là où se déroulaient les combats les plus durs. Certaines théories circulent d’ailleurs selon lesquelles les Lezguines auraient été dans un premier temps chrétiens, avant d’être islamisés de force. La question lezguine existe donc toujours comme problème potentiel.

La question des frontières reste à régler. Au Caucase du Nord, elles ont été modifiées à de nombreuses reprises, leur tracé ayant évolué au gré des contextes. Les limites entre les Républiques ou les districts ont été relativement stables lorsqu’elles recoupaient les frontières ethniques. Dans le cas contraire, elles ont donné lieu à des différends ethnopolitiques, politiques, économiques ou tout simplement administratifs.


Tout au long du XXᵉ siècle – et ce processus se prolonge au début du XXIᵉ –, les frontières du Caucase ont été modifiées. Il suffit simplement de rappeler les frontières artificielles de l’Abkhazie, de l’Ossétie du Sud. Il ressort des évolutions passées qu’on ne peut exclure que, nolens volens, celles-ci soient de nouveau « corrigées » en fonction des aléas politiques. La première frontière susceptible de changement est celle

---

qui sépare l’Ossétie du Nord de l’Ingouchie, au cœur du conflit du Prigorodny 27 de 1992, qui a fait plusieurs centaines de morts, entre 500 et 900 blessés et 200 disparus. Selon les différentes sources, il y eut entre 30 et 64 000 réfugiés 28. Le différend n’est toujours pas réglé, or le conflit de 1992 n’avait pas impliqué la seule Ossétie du Nord, mais également des Ossètes du Sud, cette « grande Ossétie » étant en outre soutenue par le pouvoir fédéral russe. Comme le remarque Artour Tsoutsiev, spécialiste du Caucase, « c’est là une attitude classique chez les Ossètes que de rechercher la protection russe » 29. La sympathie des autorités fédérales et, dans une certaine mesure, de la société russe envers les Ossètes suscite chez les Ingouches, qu’on le veuille ou non, un sentiment de vulnérabilité et d’humiliation plus grande, qui a pu se cristalliser dans un sentiment d’irritation collective vis-à-vis de la nomination « d’en haut », en 2002, du président ingouche Mourat Ziazikov jusqu’à son renvoi en octobre 2008.


Des problèmes de frontières existent en Ingouchie, non seulement sur sa façade Ouest, mais aussi à l’Est. La frontière entre la Tchétchénie et l’Ingouchie reste indéterminée depuis 1992, et les deux districts de la Sounja et de Malgobek font toujours l’objet d’un contentieux. Deux administrations, – l’une ingouche, l’autre tchétchène –, se partagent le premier, de facto divisé en deux. De même, il y a toujours un différend à propos du district de Khassav-Iourt (historiquement district Aoukh), à la frontière entre le Daghestan et la Tchétchénie. Le projet de rétablir la Tchétchéno-Ingouchie a parfois été évoqué, en particulier en 2005-2006 31 et, plus récemment, en novembre 2008. De nombreux points de vue ont été exprimés à ce sujet, certains considérant que cela garantirait plus de stabilité dans la région, tandis que d’autres y voient un risque de déstabilisation accrue. Contrairement aux Ingouches, les représentants

27 A la suite de la déportation des Ingouches et des Tchétchènes par Staline en 1944, la RSSA de Tchétchéno-Ingouchie fut supprimée et ses terres furent redistribuées entre l’Ossétie du Nord, le Daghestan, la Géorgie. Sous Khrouchtchev, malgré la réhabilitation des peuples déportés, le district de Prigorodny resta en Ossétie du Nord, ainsi que les habitations ayant appartenu aux Ingouches.


30 Kavkazskii Ouzel, Novosti, 16 août 2008.

politiques tchétchènes sont partisans de cette réunification, comme le président du parlement tchétchène Doukvakha Abdourakhmanov, qui estime que la partition de la Tchétchénou-Ingouchie fut une erreur. Certains considèrent en outre que seule une Tchétchénou-Ingouchie réunifiée pourrait résoudre le contentieux du district de la Sounja. Cependant, la réunification en une Tchétchénou-Ingouchie reste impossible à ce jour. En octobre 2008, Ramzan Kadyrov déclarait : « Je ne soutiens pas l’idée de la fusion des deux républiques, comme je l’ai mentionné à de nombreuses reprises dans les médias. La République de Tchétchénie se trouve actuellement dans une période de reconstruction économique intensive, c’est pourquoi toute nouvelle charge politique ou économique et sociale à ce stade serait particulièrement malvenue » 32.

Le statut de la république des Adyghés, enclavée dans le territoire de Krasnodar, pose aussi problème. Les Adyghés représentent à peine 25 % de la population de la république, tandis que les Russes représentent la majorité absolue sur le plan démographique 33. L’Union des Slaves de la république des Adyghés, organisation russe la plus influente dans cette république pousse au changement de statut de la république pour en supprimer l’entité nationale. Une lettre ouverte adressée en 2005 au président de la Fédération de Russie demandant l’organisation d’un référendum sur le statut de l’entité adyghée a recueilli près de 20 000 signatures. Si une suite lui était donnée, cela risquerait d’entraîner la dissolution des Adyghés au sein du territoire de Krasnodar. Le Congrès tcherkesse s’y est opposé. Au plus fort de la crise, en 2005, selon des enquêtes sociologiques, seule la moitié des Adyghés de la république étaient pour une fusion dans le territoire de Krasnodar, alors que 80 % de la population de la république, toutes appartenances ethniques confondues, soutenaient cette idée. Pour Khazret Sovmen, alors président de la république des Adyghés, tout discours sur la fusion des Adyghés dans le territoire de Krasnodar relevait de la « provocation » 34. En 2006, le Congrès du peuple de la république des Adyghés, se référant à la Constitution de la Fédération de Russie, s’exprima catégoriquement contre la fusion, et l’un des membres du Congrès ne manqua pas de souligner que Vladimir Poutine en personne était contre 35.

Autres sources de tensions, les découpages administratifs internes aux républiques, comme c’est le cas par exemple en Tchétchénie des districts de Chali, Kourtchaloï et Grozny, ou encore de la limite entre la ville d’Argoun et le district de Chali. Ces problèmes de découpages sont parfois accentués par des clivages ethniques, comme

33 Adygskaïa (tcherkesskaia) Enciklopediïa (Encyclopédie adyghée (tchérkess)), Naltchik, 2006, p. 35.
34 « Konfliktnyi potentsial i protsessy transformatssii v Kavkazskom regione » (Risques de conflits dans un contexte de transformations au Caucase), Analititcheskie zapisiki (Notes d’analyse), MGIMO (U) MAE de la Fédération de Russie, 4/16, mai 2006 p. 32.
en Kabardino-Balkarie où la population balkare de Belaïa Retchka, Khassanya et d’autres villages proches de Naltchik revendique le droit à une « autodétermination » administrative sur une base ethnique. En Karatchaiévo-Tcherkessie, des débats se sont développés autour des limites du district d’Oust-Djegout et de l’opportunité de former des arrondissements abazes et nogaïs.

On peut poser la question des frontières dans les termes suivants : à partir du moment où celles-ci peuvent être modifiées, où l’intégrité territoriale d’un État peut être mise à mal, pourquoi ne serait-il pas possible de modifier les tracés à un niveau inférieur pour d’autres entités, républiques ou régions ? Le Kremlin a bien compris qu’il y avait là un danger et, en son temps, le représentant plénipotentiaire du président dans le district fédéral du Sud, Dmitri Kozak, s’était opposé à toute modification des tracés.


4. Une politique fédérale dans la continuité

Le chercheur V. N. Davydov considérait qu’au Caucase, « c’est la solidité de l’État russe qui était à l’épreuve » 36. C’est là une affirmation bien tranchée, influencée par la guerre en Tchétchénie, guerre déclenchée, on le sait, par les autorités russes de l’époque. Toutefois, les guerres de Tchétchénie constituent plutôt des exceptions à une règle qui voudrait au contraire que les sociétés nord-caucasiennes aient intérêt au maintien de l’État russe, perçu comme une garantie les préservant de conflits possibles. Seule cette interprétation permet de comprendre les règles du jeu politique dans la région. Il s’agit pour les élites locales d’essayer d’obtenir concessions et privilèges de la part des autorités centrales, en agitant, le cas échéant, la menace séparatiste. Les hommes politiques locaux cherchent en effet à faire peur au Kremlin, sans toutefois être prêts à ébranler l’État russe. Il s’agit là d’un jeu bien rodé entre les autorités locales et le pouvoir central, mais qui reste en réalité au niveau du discours, même si les hiérarchies de Moscou, conscients des règles du jeu, redoutent cette mécanique certes bien huilée mais au caractère parfois imprévisible.

Tôt ou tard, Moscou sera confrontée à un choix, qui dépendra largement du profil qu’elle souhaite pour le Caucase du Nord : modernisé par des réformes en profondeur, ou au contraire congestionné dans un retard économique et englué dans une sorte de « transition » perpétuelle, où les élites sont entièrement dépendantes du pouvoir central. La situation n’est cependant pas si simple. Si Ramzan Kadyrov, le président le plus influent de la région, contrôle sa république et ne craint pas d’exprimer des revendications vis-à-vis de Moscou, un Mourat Ziazikov, lorsqu’il dirigeait encore l’Ingouchie, manquait d’autorité dans sa propre république, et n’envisageait pas de défier Moscou par de quelconques revendications. Les autorités fédérales, manifestement, louvoient et privilégient une solution intermédiaire : un président de république fédérée idéal doit à la fois être suffisamment fort pour garantir la sécurité et la stabilité dans sa république, mais ne doit pas être trop exigeant vis-à-vis du pouvoir central. Tel est le paysage politique actuel au Caucase du Nord.

Par ailleurs, le pouvoir central est contraint de prendre en compte l’attitude de chacun des présidents dans les situations critiques. Il garde à l’esprit que certains ont fait preuve d’indécision, d’autres d’une grande détermination, par exemple lors de la tragédie de Beslan, et que ce sont par exemple les erreurs d’un Valeri Kokov, alors président de Kabardino-Balkarie, qui ont entraîné le raid armé de Naltchik en octobre 2005, – celui-ci avait en effet refusé d’entrer en contact avec les jeunes musulmans non wahhabites, mais qui avaient protesté contre les pressions exercées sur eux par les autorités, ainsi que contre l’interdiction absurde d’observer certains des rites musulmans.

Il n’est assurément plus question de rétablir l’élection des gouverneurs. Selon un sondage effectué en 2005-2006, 33 % des habitants de Kabardino-Balkarie, 27 % des Adyghés, 49 % du Daghestan, 20 % d’Ingouchie et 65 % de Karatchaïévo-Tcherkessie estimaient que la nomination des gouverneurs par le Kremlin était source de stabilité dans leur république, tandis que 40 % de la population de Kabardino-Balkarie, 44 % de celle des Adyghés, 30 % du Daghestan, 60 % de l’Ingouchie et 29 % de Karatchaïévo-Tcherkessie pensaient que celle-ci aggravait les problèmes existants et créait de nouvelles difficultés 37.

Cette nouvelle donne entrave les réformes économiques et la modernisation de la région, dans la mesure où tout effort à long terme et en profondeur dans ce sens ne peut que s’accompagner de transformations sociales substantielles, et donc de risques de déstabilisation. Certains hommes politiques présentent même la modernisation comme une menace, la décrivant comme « un couloir étroit soumis à un contrôle strict » 38, un passage à « un régime sec ». Telle est la perception qu’ont les administrations nord-caucasiennes de la modernisation, les élites locales se satisfaisant du statu quo, prêtes seulement à quelques mesures cosmétiques. En somme, autorités locales et pouvoir central redoutent de part et d’autre le moindre changement. Le statu quo


revient à favoriser la stagnation, à encourager la corruption et à développer un marché de dupes sur les questions financières. Si, individuellement, les hommes politiques à tous les niveaux en retirent des revenus privés, cela va en réalité à l’encontre des intérêts collectifs de la région et des entités nationales. Les efforts de Dmitri Kozak pour instaurer un certain ordre et donner ne serait-ce qu’un peu de transparence aux relations entre Moscou et ces régions se sont heurtés à une totale surdité des deux côtés.

Le conflit en Géorgie, – qui n’en est qu’à son début, dans la mesure où la Géorgie, refusant de perdre une partie de son territoire, se réarme –, engendre de l’instabilité dans le Caucase du Nord. Les frontières nord et ouest de la Géorgie avec l’Abkhazie, l’Ossétie du Sud et les républiques nord-caucasiennes en Russie sont autant de sources de tension. Tout cela pousse Moscou à envisager la construction d’un modèle d’action publique au Caucase du Nord, dont de nombreux prémices existent déjà. Une grande partie des hommes politiques russes « isolationnistes » insistent d’ailleurs sur l’opportunité, à l’échelle de la Fédération, d’un tel modèle russe pour faire face à l’Occident dans un contexte de confrontation.

Cette politique suppose la répression de toute opposition, ce qui a toujours été le cas au Nord-Caucase, en dépit de quelques répits. Si l’offensive sur la Géorgie a été jugée acceptable, un recours à la force à l’intérieur du territoire de la Fédération sera a fortiori considéré par le monde entier comme inévitable, voire même nécessaire. Pourtant, à l’avenir, toute pression estimée excessive sur l’Ingouchie, le Daghestan et les autres républiques, et toute violence injustifiée des forces de l’ordre risquent de susciter une réaction plus violente encore de la part de la société. Le modèle d’action de l’Etat risque donc d’obérer encore plus les perspectives d’apaisement.

Toute déstabilisation risquerait de renforcer l’activisme des forces se réclamant de l’islam radical, les soi-disant wahhabites, contre lesquels la lutte est devenue chronique, attirant ainsi sur la région l’attention d’extrémistes d’autres pays musulmans et des organisations musulmanes internationales. Ainsi risque-t-on de voir l’histoire se répéter, et les problèmes caucasiens s’internationaliser à nouveau.

Ethnologues et sociologues identifieront les répercussions des événements d’août-septembre 2008 sur les relations interethniques en Russie même. On peut cependant noter l’absence d’attaque contre les Géorgiens dans la propagande officielle russe : le président Dmitri Medvedev a même souligné à plusieurs reprises que Russes et Géorgiens étaient des « peuples frères ». A la différence de ce qui s’était produit lors des tensions russo-géorgiennes de 2006 39, il n’y eut cette fois sur le territoire russe pratiquement aucune poursuite discriminatoire contre des Géorgiens selon des critères ethniques : selon certaines informations, le ministère de l’Intérieur aurait donné des instructions allant dans ce sens. Toutefois, Moscou a les moyens de « mettre des bâtons dans les roues » des Géorgiens, immigrés ou citoyens russes. C’est ce que suggère un long article publié dans les Izvestia sous le titre ambivalent « La Géorgie a-t-elle combattu avec de l’argent envoyé depuis la Russie ? », qui finit par le récit

d’un policier qui raconte que pendant la guerre en Ossétie du Sud, les Géorgiens trinquaient à la gloire de Saakachvili 40.

Il y a peu de chances que le conflit russo-géorgien réduise la « caucasophobie » qui prospère en premier lieu sur des problèmes économiques et sociaux. De même qu’en Europe on admet que la « question géorgienne » ne transformera pas les relations avec la Russie, il est peu probable que la société russe change fondamentalement son regard sur les ressortissants du Caucase du Nord, à l’exception peut-être de celui porté sur les Ossètes, dont les médias ont martelé qu’« ils ont la même religion que nous ».

Reste le problème principal : la nécessité d’élaborer un système de valeurs civiques partagées. Y parvenir complètement est peut-être impossible, mais il est absolument indispensable de s’y efforcer. L’archevêque Théophane de Stavropol et de Vladikavkaz souligne l’apparition inquiétante d’une « tendance au repli sur soi » 41 au Caucase du Nord. Cette tentation est également sensible dans la société russe travaillée par un certain « ethnonationalisme ». Ces tendances croisées sont un danger, tant pour le Caucase du Nord que pour la Russie dans son ensemble. Les tensions au Caucase renforcent incidemment la méfiance et l’animosité de la société russe vis-à-vis de la région.

5. Le Caucase du Nord dans la politique étrangère russe

Enfin, le conflit a posé en des termes nouveaux la question de la place qu’occupe le Caucase du Nord dans la politique étrangère russe. Dès le début de la guerre de Tchétchénie, la région a d’ailleurs joué un rôle dans la politique étrangère russe. Cette guerre interne à la Russie avait déjà d’ailleurs une dimension internationale, du fait de la participation d’islamistes internationaux, et elle a eu des répercussions au Caucase du Sud. Mais la Tchétchénie a aussi influencé la politique étrangère russe en influant sur le regard porté sur la Russie.

Aujourd’hui, le poids du Caucase du Nord dans la politique étrangère russe est moindre que dans les années 1990. Mais les Caucase du Nord et du Sud sont « liés » comme jamais ils ne l’ont été auparavant, à tel point que l’on ne peut exclure que les problèmes auxquels est confronté le Caucase du Nord soient utilisés pour faire pression sur la Russie. Moscou pourrait alors jouer des menaces étrangères de déstabilisation du Caucase du Nord dans sa politique extérieure. Ce risque est d’autant plus grand que cette région est l’une des plus vulnérables de par sa composition socio-ethnique.

Sur place, la population et certains hommes politiques nourrissent de la défiance, voire même de l’hostilité, vis-à-vis de l’Occident. Les musulmans du Caucase sont en effet convaincus que l’Occident méprise l’islam et le monde musulman. Le Caucase du Nord se positionne en faveur de la cause palestinienne, et les talibans afghans y jouissent d’une certaine sympathie 42. La politique américaine en Irak a non seulement suscité

40 Izvestia, 19 septembre 2008, p. 5.
41 Théophane, archevêque de Stavropol et de Vladikavkaz, « Dialog koul’tour kak sredstvo preodolenia razryva mejdu vozmojnym i deistvitel’nym na iouge Rossii » (Le Dialogue des cultures comme moyen de dépasser le fossé entre le possible et le réel dans le sud de la Russie), in V. A. Tichkov (dir.) Severnyj Kavkaz v natsional’noi strategii Rossii (Le Nord-Caucase dans la stratégie nationale de la Russie), Moscou, 2008, p. 17.
42 Observations de terrain.
un fort mécontentement, mais il a même été question d’y envoyer des régiments de volontaires : selon différentes sources, au seul Daghestan, 6 000 hommes étaient prêts à partir se battre en Irak. Beaucoup pensent que les extrémistes religieux du Caucase du Nord sont en relation avec les services secrets occidentaux.

Les différends russo-américains et, de manière plus générale, l’état des relations russo-occidentales ajoutent à cette animosité. En témoigne par exemple la déclaration de M. Zalikhanov, député de Kabardino-Balkarie à la Douma d’Etat, qui reflète une opinion largement répandue au Caucase du Nord : selon lui, les autorités européennes et américaines « seraient ravies de déstabiliser le Caucase pour affaiblir la Russie ». De tels points de vue sont monnaie courante : l’Occident suscite doublement le rejet au Caucase du Nord.

Il ne faut toutefois pas s’attendre à un activisme accru de la part des Américains et des Européens au Caucase du Nord. Les Américains concentrent leurs efforts sur le Caucase du Sud, et les Européens poursuivront leurs projets humanitaires si la situation s’exacerbe dans la région et nécessite l’intervention d’organisations internationales de défense des droits de l’Homme.

Un facteur (relativement) nouveau dans la politique régionale est le rôle potentiel de la Turquie qui profite de la situation pour chercher à renforcer ses positions au Caucase. Tout en restant solidaire de l’OTAN, Ankara prend ses distances par rapport à la politique américaine pour mener une politique plus indépendante. En outre, cette indépendance s’explique aussi par le sentiment qu’ont les Turcs, constamment écartés par les « Grands » d’Europe, Allemands et Français en premier lieu, d’une d’« européanité inaboutie », qui encourage Ankara à se créer une niche géopolitique, par exemple au Caucase.

La Turquie souhaiterait endosser le rôle, sinon de leader, du moins de médiateur dans la région. Le Premier ministre turc Erdogan s’est rendu à Moscou au lendemain des opérations militaires russes contre la Géorgie pour proposer une « plateforme pour la paix et la stabilité au Caucase » et la création d’une « Alliance caucasienne ». La diplomatie turque est principalement dirigée vers le Caucase du Sud. La question du transit des hydrocarbures compte. Rappelons que 29 % du pétrole et 63 % du gaz importés en Turquie proviennent de Russie (à ce titre, la visite du président turc Abdul Gül à Erevan, pour assister à un match éliminatoire de football pour la coupe du monde entre l’Arménie et la Turquie, est très symbolique). Cependant, les Turcs préfèrent percevoir le Caucase comme un système régional et reconnaissent que la
Russie en fait pleinement partie. Ankara mise sur la bienveillance de Moscou vis-à-vis de l’action économique et culturelle turque au Caucase du Nord.

Les liens que l’Abkhazie indépendante entretient depuis longtemps avec la Turquie (échanges commerciaux, en particulier dans le domaine du bois et du métal, tentatives de coopération dans le domaine religieux) ajoutent à la spécificité de sa présence dans la région. L’attitude de la Turquie vis-à-vis de l’Abkhazie aura des conséquences sur les relations russo-turques, sur l’ensemble de la région, et donc sur la situation en Abkhazie même, où l’espoir de mener une politique autonome subsiste, dans les limites de ce que l’influence russe permet.


Certains, en Russie, expriment des critiques virulentes, et parfois grossières, vis-à-vis de la politique russe au Caucase, tel l’essayiste Alexandre Minkine, qui considère que la Russie « mène depuis plus de vingt ans une politique irrationnelle qui rend les peuples de là-bas moins civilisés et plus agressifs » 49. Plus mesurée, A. H. Borov, de Nalchik, parle de la nécessité « de rechercher des formes originales d’organisation politique du Caucase du Nord, qui refléteraient ses spécificités ethnoterritoriales et ethnoculturelles, tout en permettant aux sociétés locales d’être réellement intégrées dans les processus politiques et sociaux russes » 50. On peut adhérer à cela tout en se demandant pourquoi ces questions restent en suspens, alors que leur résolution aurait permis depuis longtemps d’apaiser les tensions au Caucase du Nord.


49 A. MINKIN, « Tsena pobedy » (Le prix de la victoire), Moskovskii komsomolets, 16 septembre 2008, p. 5.
51 S. KANEV, « Ia ne kryssiatnik, i chto noujno – delal » (« Je ne suis pas un rat de laboratoire, mais j’ai accompli ce que je devais faire »), Novaja Gazeta, 15-17 septembre 2008, p. 6.
guerre russo-géorgienne et ses conséquences pour résoudre ses problèmes politiques intérieurs.

6. Conclusion

Une fois retombée l’euphorie des indépendances de l’Abkhazie et de l’Ossétie du Sud, ces deux républiques devront tôt ou tard prendre conscience que les liens qui les rattachent désormais à la Russie les rendront solidaire des problèmes intérieurs de cette dernière. Elles risquent alors de déchanter. Ces bouleversements politiques au Caucase se sont produits à la veille de la crise économique qui a exacerbé tous les problèmes de la région. Dans un contexte de probables tensions sociales du fait de la crise, la question de savoir quelles seront les républiques prioritaires aux yeux de Moscou en termes de soutien financier est aujourd’hui cruciale. La promesse faite par D. Medvedev au président ingouche Iounous-Bek Evkourov d’un versement de 29 milliards de roubles alloués au développement de cette République n’est pas passée inaperçue. Dans les années à venir, Moscou aura fort à faire pour assurer la stabilité dans la région, quitte à y modifier sa politique.

Traduit du russe par Sophie TOURNON
DEUXIÈME PARTIE

Mobilisations et transformation de la violence au Caucase du Nord
Les *djamaats*, nouvelle forme de résistance
au Caucase du Nord ?

Maïrbek VATCHAGAEV

Ces dernières années, de nombreuses opérations ont été menées par des combattants en Tchétchénie, en Ingouchie, au Daghestan, en Kabardino-Balkarie. Un conflit est bien toujours en cours au sud de la Russie. Les chiffres disponibles par exemple sur le site du mouvement anti-guerre basé à Moscou, [www.voinenet.ru](http://www.voinenet.ru) (« Non à la guerre »), montrent que, d’année en année, le nombre de morts et de blessés reste dans les mêmes proportions, et avait même augmenté en 2007 pour la première fois depuis 2004 ¹. Ceci dément donc la version officielle russe selon laquelle la guerre serait terminée.

Ces données concernent les pertes militaires – dans l’armée, la police, le FSB ² – et les civils tués par des militaires russes. Si l’on parvient globalement à chiffrer les pertes militaires (soldats russes tués dans le cadre du conflit), c’est plus difficile pour les pertes civiles dans leur globalité, en particulier lorsque celles-ci sont liées à des enlèvements, arrestations, actes de tortures : là, la statistique vacille. En effet, nombreuses sont les victimes et leurs familles qui tentent de dissimuler ces informations aux médias et préfèrent tenter de trouver une issue par elles-mêmes. Beaucoup ont peur et préfèrent se taire, craignant la vengeance des auteurs de ces crimes, liés la plupart du temps au pouvoir en place. Une autre raison, non sans importance, de la difficulté à obtenir des chiffres précis, tient au refus de la Prokuratura et de la police

² Service fédéral de sécurité.
russes de recenser de tels actes criminels, pour éviter que ces affaires soient connues du grand public. Ces statistiques ne rendent compte que d’une partie de la réalité, d’autant que les autorités russes tentent de limiter les fuites en provenance de cette région si sensible.

Dans le seul district de Vedeno (qui est loin d’être le district le plus densément peuplé de la république), ces dernières reconnaissent pourtant la présence de soixante-dix à quatre-vingt combattants. Comme il y a vingt districts en Tchétchénie, on peut conclure à un effectif stable d’environ mille hommes en armes dans les montagnes. Cela correspond aux chiffres donnés les années précédentes par le commandement russe qui parle de quelques centaines de combattants (fin 2006, ce chiffre était de mille hommes) 1.

Dans un contexte où autorités fédérales et localestentent d’empêcher l’expression d’une opposition politique et chantent les louanges d’une « normalisation » – fondée sur la terreur – en Tchétchénie, comment expliquer le maintien d’opérations armées de résistance, en dépit également d’un net déséquilibre des forces en présence ? Ceci amène à s’interroger sur les modalités, les instruments et les objectifs de la partie combattante dans une guerre asymétrique contre un Etat, son armée, et l’ensemble de ses structures de force (siloviki). Depuis le début de la première guerre en 1994, la direction tchétchène indépendantiste a vu évoluer ses objectifs politiques et militaires, ainsi que la stratégie et le mode d’organisation mis en œuvre, en fonction du contexte et des opportunités (1), les djamaats constituant la forme d’organisation privilégiée de la résistance actuelle (2). C’est par le biais des djamaats que l’on passe d’un mouvement de résistance circonscrit à la Tchétchénie, à un mouvement présent dans tout le Caucase du Nord (3). Il convient de s’intéresser aux motivations de ceux qui rejoignent les djamaats et à leur profil sociologique (4).

1. Une tactique évolutive de guerre asymétrique


En 1994, les autorités tchétchènes (sous la houlette du président Djokhar Doudaev, ancien général de l’Armée soviétique) tentèrent d’organiser la défense de la République en s’inspirant du modèle de l’armée soviétique. Toutefois, dès les premiers combats, ce choix montra son inefficacité, face à l’une des armées numériquement


Lorsqu’apparurent en 1995 les djamaats militarisés, le président Maskhadov s’opposa à l’utilisation de ce lexique et tenta de maintenir la terminologie en vigueur, dans les unités de la résistance sous son contrôle : il insistait pour que l’organisation de la résistance soit régie par des fronts, secteurs, unités.

Dès le début de la deuxième guerre à l’automne 1999, Aslan Maskhadov qui, comme son prédécesseur D. Doudaev (1991-1996), était avant tout un officier soviétique, tenta à nouveau de mettre en place une armée telle qu’elle lui semblait nécessaire, c’est-à-dire organisée sur le modèle de l’armée soviétique. Il mit alors en place un ministère de la Défense dirigé par Magomed Khanbiev, et l’armée prit le nom de Garde nationale. Maskhadov souhaitait éviter le terme de djamaat et, à chacune de ses interventions orales, s’efforçait de démontrer qu’il y avait bien une « armée » et non des « djamaats ».

Les autorités fédérales russes ont aujourd’hui bien du mal à agir contre les organisateurs des nombreuses attaques lancées contre les structures fédérales du Caucase du Nord, les membres de la résistance étant dispersés dans toute la région, à l’exception des Adyghés. Les résistants sont à la fois « partout et nulle part », ce qui rend leurs frappes plus violentes, et leur permet d’échapper aux opérations des forces de l’ordre russes. Le problème est que la majorité d’entre eux ne vit pas dans le maquis, mais parmi la population civile. Il ne s’agit en effet pas d’un ennemi précis et déterminé que l’on pourrait combattre sur un front bien délimité.

La tactique de guerre utilisée contre les séparatistes a changé en 2000, après le départ des combattants de Grozny en février, puis après la bataille de Komsomolskoe en mars : depuis, les groupes de combattants ne participent plus à des combats en terrain découvert, très lourds en pertes civiles. De plus, les rebelles tchétchènes ont

compris qu’il était absurde et stupide de s’opposer, une simple arme automatique à la main, à une armée équipée de tanks et d’avions.

La guerre de partisans telle qu’elle est pratiquée depuis des siècles en de nombreuses régions du monde, est vue comme un moyen de se maintenir sur la scène politique en attendant que la situation change et permette aux résistants de sortir de l’ombre. En effet, les tactiques de combat ont été régulièrement modifiées, en fonction des changements survenus depuis le début de la deuxième guerre, puis de la prise de contrôle par l’armée russe du territoire tchétchène. Durant les deux premières années de la guerre, on est passé de la reprise de villages par les combattants à des attaques contre les forces fédérales, d’opérations militaires circonscrites à la Tchétchénie, à des actions dans les républiques voisines (Ingouchie et Daghestan en particulier).


La résistance est en effet loin d’être homogène et on trouve, à ses débuts, outre, un Aslan Maskhadov libéral, des forces issues de son opposition, comme Chamil Bassaev, enclin à exporter des opérations de guerre à l’extérieur du territoire tchétchène et, de fait, à impliquer les régions voisines dans le conflit en lui donnant une dimension plus interethnique. Ces forces font pression pour un changement de tactique. Il ne faut pas oublier non plus que les islamistes radicaux exigeaient de combattre sous la bannière de l’Islam, tandis qu’Aslan Maskhadov, président de l’Itchkérie, prônait une application des principes constitutionnels démocratiques proclamés en 1991. Il n’est donc pas surprenant que la direction tchétchène ait dû faire face, à plusieurs reprises, à des actions de chefs militaires allant à l’encontre de la politique de Maskhadov. Ce dernier condamna fermement chaque action menée par Chamil Bassaev, et considérait que ses agissements pouvaient porter un coup fatal à la résistance.

L’assassinat de Maskhadov le 8 mars 2005, puis celui de son successeur Abdoul-Khalim Sadoulaev le 17 juin 2006, ainsi que la mort de Chamil Bassaev le 11 juillet de la même année ont mis la résistance face au dilemme suivant. Comment poursuivre la lutte ? En suivant les traces d’Aslan Maskhadov, ou celles de Chamil Bassaev ? Le choix du nouveau chef, Dokka Oumarov ⁶, fut de rompre avec la politique de ses prédécesseurs en concluant des accords avec les radicaux – Soupian Abdoullaev ⁷,

---

⁶ Membre de la résistance depuis 1995, Dokka Oumarov conduisit l’un des groupes de combattants les plus importants lors de la première guerre, ce qui contribua à sa carrière politique après la guerre. Il fut pendant un temps secrétaire du Conseil de sécurité mais s’éloigna de Maskhadov avant la reprise de la guerre, suite à des désaccords politiques liés aux modalités de construction de l’État tchétchène ; il avait un passé criminel, était connu pour avoir été impliqué dans des prises d’otages dans l’entre-deux-guerres.

⁷ Plus connu en Tchétchénie comme l’un des fondateurs du parti de la renaissance islamique, ayant pour projet celui de mettre en place un État islamique dans l’ensemble du Nord-Caucase, Soupian a par la suite été nommé vice-président par D. Oumarov. Issa Oumarov, était l’un des principaux idéologues du parti de la renaissance islamique (PRI), et frère aîné de M. Oudougov qui lui, outre qu’il fut également un des fondateurs du PRI, fut ministre de la Presse, ministre des Affaires étrangères d’Itchkérie et est actuellement responsable du site
Issa Oumarov, Movladi Oudougov et Islam Khalimov –, lesquels ne cachaient pas leur volonté de transformer le conflit de libération nationale en une guerre de religion étendue à tout le Caucase.


2. Renaissance islamique et émergence des premiers *djamaats*

L’importance de l’islam dans la résistance explique la persistance du terme. Il revêt un double sens dans la région. Au Daghestan et en Karatchaïévo-Tcherkessie, il désigne, historiquement, un groupement de population, une agglomération. En Tchéchénie, en Ingouchie, en Ossétie du Nord et dans certaines parties de Kabardino-Balkarie, il désigne les adeptes du salafisme, ces derniers ayant introduit le mot au début des années 1990 alors qu’il n’était pas usité dans la région jusque-là. Il n’a donc jamais eu la signification qu’il a en arabe, à savoir « communauté ».

Ce n’est qu’à partir de 1995 que les mouvements de résistance dans le Caucase du Nord se sont réunis en *djamaats*. Auparavant, les *djamaats* n’étaient que des fractions non militarisées du parti de la renaissance islamique. Ce n’est toutefois que lors de la deuxième guerre de Tchéchénie, à partir de 1999, que ce terme attire vraiment l’attention. Le premier *djamaat* créé au sens de cellule salafiste apparut en 1991 en Karatchaïévo-Tcherkessie et devint l’une des fractions les plus actives du parti de la renaissance islamique. Le leader du premier *djamaat* de Karatchaïévo-Tcherkessie, Moukhoumed Bidjiev, fut membre de la première *troïka* du parti, mais quelques années après, en 1993, il s’éloigna tant du parti que du *djamaat* et en tant que soufi, il fit carrière au Centre spirituel musulman de Moscou, auprès de Talgat Tadjautdine.


9 Créé à Astrakhan en 1991, il avait pour objectif de modifier le rapport du pouvoir à l’islam dans les régions soviétiques peuplées de musulmans.
10 Egalement connu sous le nom de Bidji-Oulou ou Moukhhammad Karatchaï.
Pendant la seconde guerre, des groupes qui ne se considéraient pas comme soufis, mais qui pouvaient être méfiants vis-à-vis des positions salafistes, étaient également désignés par le terme *djamaat*.


---


Le *djamaat* est alors devenu une forme d’unité militaire rapprochant ceux qui tendaient au radicalisme. Mais cela ne signifie pas que radicalisme ait toujours été synonyme de salafisme. Les *djamaats* n’étaient pas exclusivement constitués par ceux qui idéologiquement, se considéraient comme des salafistes, mais en majorité par tous les déçus de l’incapacité des leaders soufis (héritiers des cheikhs, chefs de confréries) à opposer des arguments aux salafistes et à renoncer aux écarts évidents tolérés à l’époque de l’« athéisme militant » (culte des saints en particulier). Cette catégorie de croyants à la recherche de la vérité, se rendait dans les mosquées qui véhiculaient l’idéologie salafiste, apparues partout en Tchétchénie et dans l’ensemble du Caucase du Nord. Les jeunes qui ne trouvaient pas de réponse aux questions qu’ils se posaient se tournèrent vers les radicaux, qui attiraient les nouvelles recrues non seulement par les propos qu’ils répandaient, mais aussi par les avantages matériels dont ils disposaient. Ainsi en 1998 en Tchétchénie, si une personne parvenait à recruter quatre nouveaux membres et à les faire entrer dans un *djamaat*, le groupe se voyait alors récompensé d’un véhicule, d’un équipement militaire, et chacun se voyait octroyer un salaire mensuel de 100 $, somme considérable pour la Tchétchénie d’alors, frappée par la guerre et ravagée par le chômage.

Dans un premier temps, le *djamaat* le plus important était celui fondé à la création du parti de la renaissance islamique. C’est lui qui, en 1995, sert de base à la création du premier *djamaat* militaire, alors dirigé par le cheikh Fatkhi en personne. Après sa mort en 1997, ce *djamaat* s’est scindé en deux groupes : d’une part, celui d’Ourous-Martan, dirigé par Ramzan Akhmadov ; d’autre part, celui d’Alkhan-Kala, dirigé par Arbi Baraev. Dans un premier temps, il ne s’agissait que d’une division géographique, mais ces *djamaats* ont par la suite adopté des positions différentes sur certaines questions liées à la construction de l’Etat tchétchène. Par exemple, pour le *djamaat* d’Ourous-Martan, l’instauration de la charia était conciliable avec les principes de la République tchétchène d’Itchkérie, tandis que pour Baraev, favorable à la proclamation d’un nouveau type d’Etat chariatique dans le Nord-Caucase, l’existence même de l’Itchkérie laïque était inacceptable. Aujourd’hui, les *djamaats* ne sont plus que de petits détachements éparpillés sur tout le territoire de la République, sans leader spirituel unique.

Des structures se sont développées dans toute la région, les *djamaats* de Tchétchénie sont donc aujourd’hui intégrés dans un réseau de *djamaats* agissant dans tout le Caucase du Nord.


Depuis la première guerre de Tchétchénie, beaucoup de Nord-Caucasiens – Ingouches, Daghestanais, Nogaïs, Kabardes, Balkars – se sont battus dans la résistance tchétchène. Ce sont eux qui devaient porter le conflit dans les territoires avoisinants.

Chamil Bassaev ne pouvait prétendre au rôle de leader militaire qu’en créant des unités différentes de celles proposées par Aslan Maskhadov. C’est lui qui a créé les

---

17 Chamil Bassaev en est un exemple frappant. Il a été le fondateur des *djamaats* nationaux dans la région mais il est toujours resté un adepte du soufisme.
18 Observations personnelles.

La guerre de Tchétchénie peut ainsi être considérée comme le prologue à une résistance dans tout le Caucase du Nord car c’est sur le front tchétchène que se sont formés ceux qui plus tard, au Daghestan, en Ingouchie, en Kabardino-Balkarie et en Karatchaïevo-Tcherkessie, forts de leur expérience acquise durant la première guerre, allaient lutter contre la présence russe dans la région. Avant même que l’extension du conflit aux régions avoisinières n’ait été la tactique délibérée de certains pans de la résistance, la participation aux combats de Nord-Caucasiens a facilité cette évolution.


Aucune donnée claire ne permet d’établir le nombre exact de Nord-Caucasiens ayant suivi un entraînement militaire dans les camps de Khattab à Avtoury. Les médias russes soutiennent, par exemple, que près de trois cents Ouzbeks seraient passés par ce centre, mais selon toute probabilité, il devait y en avoir tout

En fonction de la tâche à exécuter, l’entraînement était différent. La préparation militaire à la pose d’explosifs était, généralement, la plus courte et la plus simple. A l’inverse, l’entraînement était plus long pour ceux qui non seulement souhaitaient se préparer au combat mais devaient occuper une fonction de chef. Dans ce cas, la durée en était de sept à neuf mois et la personne se voyait confier un rôle de leader idéologique. Il suivait donc en parallèle des cours intensifs sur l’histoire de l’Islam et la charia, ainsi que des cours théoriques. On formait des contingents de deux ou trois personnes, représentant les différents peuples de la région. Ceux qui avaient suivi cet enseignement devaient savoir défendre le salafisme, mener des débats avec ceux qu’ils considéraient comme égarés, et être attentifs aux faiblesses de ceux qui s’écartaient de la ligne salafiste. Tcherkesses, Kabardes, Balkars et Karatchaïs furent parmi les premiers à être formés dans ces centres. Il se trouve que cela s’inscrivait dans la logique de leur action au cours de la première guerre, de 1994 à 1996. Même s’ils étaient peu nombreux, ce sont précisément eux qui allaient constituer la base de la résistance dans les régions d’où ils venaient.

Tout en étant surpris de l’apparition de djamaats dont ils ne soupçonnaient même pas l’existence dans différents lieux du Caucase du Nord, les dirigeants russes ont longtemps nié jusqu’à leur existence : la reconnaître serait alors revenu à admettre que non seulement le conflit n’était pas terminé, mais qu’il débordait hors des frontières tchétchènes.

Dès 2001 se posait la question de la formation de djamaats nationaux composés d’individus ayant déjà combattu en Tchétchénie. La création de tels détachements avait, pour Chamil Bassaev, pour objectif d’éloigner les troupes russes du territoire tchétchène. De son côté, Maskhadov constatait que même sans son accord, ces mouvements progressaient. Les autorités russes ont ignoré les nombreux avertissements de ce dernier. Si le conflit débordait au-delà du territoire tchétchène, la Russie, bien en peine de contrôler la totalité du territoire de la mer Noire à la mer Caspienne, serait confrontée à des difficultés, même dans le cas d’une « pacification relative » du conflit tchétchène.

---

24 Observations personnelles.

On peut dire que la période de réorganisation s’est terminée en 2001. Jusqu’alors, les noyaux durs incarnés dans les républiques autonomes par quelques meneurs idéologiques n’avaient pas de rapport avec les *djamaats* combattant en Tchétchénie. Il fallut un moment pour prendre conscience que pour le pouvoir russe, peu importait la participation aux combats ; tous ceux qui avaient des sympathies salafistes étaient considérés par le commandement russe comme des ennemis à éliminer. Beaucoup au sein des *djamaats* des différentes républiques nord-caucaziennes pensaient que les cadres non tchétchènes n’avaient pas vocation à servir la stratégie globale de la résistance tchétchène. Ces questions ont été réglées en 2001, lorsque lesdits *djamaats* ont reconnu faire partie de la résistance dans son ensemble. Bassaev, qui avait organisé les ramifications de la résistance, était alors à leur tête, tentant d’organiser des opérations à l’extérieur, tandis que Maskhadov se concentrait sur la Tchétchénie.

4. Motivations et profils

La propagation des *djamaats* à l’ensemble du Caucase du Nord est liée à la politique répressive des autorités centrales. Afin d’empêcher la diffusion du salafisme au-delà des frontières de la Tchétchénie et du Daghestan, elles ont fermé les mosquées considérées comme salafistes, conduisant les *djamaats* à passer dans la clandestinité, où elles ont essayé de les poursuivre. Cette politique n’a fait que nourrir l’islam clandestin et donc la lutte contre les autorités russes.

Le cas de Seïfoullakh, alias Anzor Astemirov, en est une illustration. Le chef du *djamaat* Iarmouk en Kabardino-Balkarie, alors qu’il était étudiant à Naltchik, fréquentait la mosquée de Tyrnyaouz, considérée comme wahhabite parce que les sermons qui y étaient prononcés différaient de ceux, plus officiels, de la Direction spirituelle des musulmans de Kabardino-Balkarie. Avec ses compagnons, il mit

---


30 Ce dirigeant de trente-trois ans est diplômé de l’université de Riyad.

31 En réalité, la Direction spirituelle des musulmans renoue avec la tradition politique soviétique : l’islam officiel était allié des autorités et représentait leurs intérêts, souvent contraires à ceux des musulmans, ce qui a eu pour conséquence de discréditer cet organe auprès de la population.
sur pied un Centre islamique qui devait servir de contrepoids au muftiyat. Les autorités ont refusé son réenregistrement en 1998. En 2002, suite aux prises de positions antisalafistes du muftiyat, les mosquées de Nart-Kala, Tymyaouz et Aloud ont été fermées. La rigidité du mufti, qui ne supportait pas qu’une mosquée ne soit pas sous son autorité, a conduit les autorités à la confrontation avec les fidèles des mosquées précitées, qui ont du coup été poussés à la clandestinité, leur mouvement étant présenté comme une résistance militaire au pouvoir local. Intégrés au djamaat Iarmouk, ils sont devenus les ennemis d’un pouvoir qui les poursuivait, au lieu d’établir un contact avec eux et d’essayer de comprendre ce qu’ils représentaient. Les autorités n’ont pas apprécié le zèle d’Anzor Astemirov, jeune prédicateur salafiste très impliqué dans de multiples conférences et discussions sur l’islam, et devenu persona non grata pour les autorités religieuses officielles de Kabardino-Balkarie. En décembre 2004, pour pouvoir l’arrêter malgré sa grande popularité auprès des jeunes, les autorités l’ont accusé d’attaque à main armée contre les pouvoirs publics, et ont lancé un avis de recherche. Il vivait dans la clandestinité et s’opposait l’arme à la main aux autorités qu’il accusait de s’arroger le droit de lui dicter son interprétation de l’islam. Après que son élimination a été annoncée à plusieurs reprises, il a effectivement été assassiné le 24 mars 2010. Lui succède un Balkar, Asker Djappouev.

Aujourd’hui, comme dans les années 1990, les radicaux qui rejoignent les djamaats sont jeunes. Ainsi les politiques et religieux en appellent-ils, dans leurs interventions à la télévision nationale tchétchène contrôlée par Kadyrov, à la vigilance des parents, appelant ces derniers à empêcher leurs enfants de rejoindre les combattants dans les montagnes. La population ne peut ignorer que ce ne sont pas les parents qui poussent leurs enfants dans les bras des combattants, mais bien les actions menées par les autorités. Les parents n’ont pas la capacité de faire changer leurs enfants d’avis, et le fait de les utiliser comme moyens de pression ne fait qu’accroître le ressentiment de la population à l’égard du pouvoir. Les parents sont soumis à des interrogatoires constants menés par diverses instances (FSB, ministère de l’Intérieur, groupe d’intervention spéciale Ioug, structures du gouvernement pro-russe), ce qui les pousse à faire ce que les autorités exigent d’eux. Des pressions sont utilisées : par exemple, la télévision tchétchène a diffusé au cours d’un bulletin d’information

34 Ainsi, pour le seul mois de mai 2008, cinq jeunes (un écolier et quatre étudiants) de Vedeno auraient quitté le village pour les montagnes, d’après les habitants du village. Lors d’une réunion du préfet du district de Vedeno avec les parents de jeunes partis rejoindre les combattants, plusieurs dizaines de cas ont été mentionnées. Dans un programme de la chaîne de télévision locale « Grozny », lors du bulletin d’information du 22 mai 2008 au soir, des mères de Vedeno ont appelé leurs enfants à rentrer chez eux, sous peine d’être maudits pour le restant de leur vie. L’information provient du site www.vedeno.net/forum, organisé par les habitants de ce district et auquel participent toutes les personnes vivant dans le district ou ayant quitté la Tchétchénie. C’est devenu le lieu de rendez-vous des habitants de cette région montagneuse de Tchétchénie.
à la mi-août 2008 un reportage, dans lequel le maire d’Argoun, Ibraguim Temirbaev, menaçait de chasser de sa ville les parents des enfants partis dans les montagnes 36.

La politique répressive explique également l’afflux dans les djamaats. Les offenses et humiliations perpétrées par le gouvernement pro-russe de Kadyrov et les services spéciaux russes, ne concernent pas forcément des jeunes, ni exclusivement des adeptes du salafisme. Le désir de vengeance est une motivation parfois plus grande que la foi et la recherche du salut.

Les militaires russes reconnaissent enfin l’attitude de la population de la république envers les combattants. D’après le général-major Nikolaï Sivak, commandant du Groupement des forces conjointes fédérales au Nord-Caucase, « la population locale soutient les bandes de combattants ou du moins les tolère. Elle ne s’oppose pas à eux et ne les livre pas aux forces fédérales » 37. C’est un aveu difficile à faire en Russie car il vient contredire la version officielle du « soutien total des Tchétchènes à la politique de Vladimir Poutine ». Dans une république où règne en outre un chômage massif 38, la terreur et l’absence de perspectives économiques se combinent pour pousser des milliers de personnes à sympathiser avec la résistance, voire même à y prendre une part active. Sans cela, les combattants, isolés, passeraient pour des smertniki (combattants-suicide) prêts à tomber à tout moment. Le soutien de la population leur permet non seulement de tenir depuis de longues années, mais également de se réorganiser plus efficacement.

Les opérations menées par les djamaats sont très populaires auprès des jeunes, qui y voient une sorte d’idéal. Les forums de discussion nord-caucasiens sur Internet (kavkazchat.com, amina.com, djigit.com, teptar.com, etc.) montrent que nombre d’entre eux, tout particulièrement ceux qui font leurs études dans les universités nord-caucasiennes, ou ailleurs en Russie, s’identifient aux membres des djamaats et, en « chattant » sur ces forums, ne voient que le combat comme issue. Les jeunes se radicalisent, sont de moins en moins tolérants vis-à-vis de représentants d’autres religions. Internet donne donc à voir une certaine schizophrénie : l’hostilité envers la Russie qui s’y exprime tranche avec les positions prises publiquement. La toile devient le lieu où ils peuvent déverser leur énergie. La deuxième guerre de Tchétchénie a bouleversé la conscience des jeunes, qui se sont détournés de Moscou et sont aujourd’hui plus nationalistes, radicaux et islamistes qu’auparavant. C’est là une des conséquences de la guerre.

En dépit de la « normalisation » à l’œuvre, le niveau de violence reste élevé dans l’ensemble du Caucase du Nord, mais les évolutions témoignent d’une transformation du conflit, tant dans le périmètre d’action, les modes opératoires que dans l’idéologie. A mesure que la résistance tchétchène a été contrainte de recourir à des tactiques de guérilla, elle s’est étendue géographiquement, absorbant et réunissant des groupes

37 BBC, 20 mai 2008, news.bbc.co.uk/hi/russian/russia/newsid_7410000.
nationaux poussés à la violence par les répressions dont ils sont victimes en raison de leurs croyances et pratiques religieuses.

Annexe. Les djamaats nationaux


Le djamaat nogaï est issu du « bataillon Nogaï » qui, avant 2001, faisait partie des détachements de Chamil Bassaev. Créé pour agir dans une région traditionnellement perçue par Moscou comme étant sous contrôle, c’est l’un des djamaats les plus récents. Sa création a d’ailleurs été perçue de manière ambivalente par ses habitants qui craignaient des représailles. Le départ de la population russe de cette région cosaque n’est pas un hasard : il signe l’apparition d’une nouvelle zone de crise potentielle 42. Néanmoins, les autorités sont forcées de reconnaître qu’il est inutile d’envisager des actions contre les membres de ce djamaat car dans cette région, la population locale couvre et protège les siens des structures fédérales. Les Nogaïs ne sont pas très nombreux, se connaissent. Ils sont actifs sur un territoire très vaste qui s’étend de l’est du Nord-Caucase, à Kizliar, à la Karatchaïev-Tcherkessie à l’Ouest, englobant le nord du kraï de Stavropol et, au sud, les parties Nord de la Tchétchénie et du Daghestan. La majorité de ce djamaat est très jeune : la moyenne d’âge ne dépasse pas la trentaine. Le djamaat Nogaï et le djamaat Karatchaï, constituent les deux djamaats turcophones ; alors que le djamaat Karatchaï

connaît des changements de grande envergure, le djamaat Nogaï est le seul djamaat mono-ethnique turcophone au Nord-Caucase.

Le djamaat Iarmouk, composé de Kabardes et de Balkars, a été dirigé par Mouslim Ataev (tué en janvier 2005), qui avait reçu une formation militaire avec Chamil Bassaev et est passé par l’école de diversion de Khattab. Il devait avoir un ancrage régional et être capable d’influencer les autres peuples à l’Ouest de la Kabardino-Balkarie, avant tout les Tcherkesses et les Adyghés. La création de ce djamaat a engendré de vives discussions car ses opposants ne voulaient pas voir les radicaux s’installer dans la République, si bien que seuls des Balkars y auraient participé. En raison de leur passé commun en déportation en Asie centrale entre 1944 et 1957, ceux-ci se sentent proches des Tchétchènes. Pourtant, le raid de Naltchik des 13 et 14 octobre 2005, au cours desquels tous les bâtiments des structures de force de Kabardino-Balkarie ont été simultanément pris d’assaut, a été organisé et mené par des Balkars, mais aussi des Kabardes. Cela a montré que ce djamaat n’était pas ethniquement homogène. Un Kabarde, Anzor Astemirov, dirigeait ce djamaat avant d’être assassiné en mars 2010 ; un Balkar lui succède. Le 4 septembre 2007, Astemirov avait été nommé par Dokka Oumarov président du Tribunal chariatique suprême, l’une des quatre fonctions les plus élevées dans la résistance. L’opération de Naltchik, que la lecture officielle russe a voulu faire passer pour une défaite de la guérilla, a fait basculer l’opinion publique en faveur des opposants à la politique russe menée dans le Caucase du Nord, alors que la Kabardino-Balkarie apparaissait jusque-là comme un bastion russe dans la région. Anzor Astemirov (amir Seïfoullakh) occupait la troisième place dans la hiérarchie de la guérilla (le premier étant occupé par le chef de la guérilla, Dokka Oumarov, le commandant en second est l’émir Magas (Akhmed Evloev), arrêté par les forces de l’ordre le 9 juin 2010).


Les djamaats Djennet et Charia du Daghestan fonctionnent selon une structure pyramidale répartie géographiquement en différents groupes, voire groupuscules. Ces groupes sont formés en fonction de critères territoriaux et non ethniques, bien qu’au niveau des villages, ils rassemblent des hommes de même appartenance ethnique. Ainsi trouve-t-on plusieurs djamaats à Makhatchkala et dans ses environs, qui coordonnent leurs actions contre les représentants des structures fédérales. Les antennes des djamaats sont en particulier présentes à Bouïnaksk, Goubden, Makhatchkala, Kizliar, Khassav-Iourt, Botlikh, etc. Les commandants de ces groupes sont membres du conseil militaire de la résistance auprès de Dokka Oumarov. Il existe de petits

groupes dans les villages, tandis que les villes comme Makhatchkala, Kaspïïsk, Bouïnaksk peuvent compter plusieurs cellules, affectées à l’un ou l’autre quartier. Certains des groupes les plus actifs se donnent des noms différents au sein d’un même djamaat. Par exemple on trouve « Djoundoullakh » (« Les guerres d’Allah ») à Khassav-Iourt, Seïfoullakh (« L’épée d’Allah ») à Bouïnaksk et « lassine » à Makhatchka. A l’heure actuelle, le djamaat est parvenu à créer des cellules sur tout le territoire de la république. D’un point de vue militaire, il s’agit des unités les plus efficaces de tout le Nord-Caucase. Le djamaat du Daghestan compte des effectifs plus importants que le djamaat ingouche, et il est présent sur un territoire douze fois plus important.

Il constitue donc une force importante du Front caucasien de Dokka Oumarov. Le djamaat Kataïb al Khoul, en Ossétie du Nord, est le dernier en date à avoir été formé, c’est celui sur lequel on dispose de moins d’informations : il est apparu en 2004 sous l’influence du djamaat ingouche, ce qui, au début, a conduit de nombreux observateurs à penser qu’il s’agissait d’un détachement du djamaat ingouche sur le territoire de l’Ossétie du Nord, composé d’Ingouches vivant dans cette République. Mais ce n’était pas le cas. Il s’agit d’un détachement créé selon des principes régionaux, et non selon une ligne d’appartenance ethnique. Ce djamaat est donc composé d’Ossètes-Digors (la minorité ossète musulmane, qui vit à la frontière avec l’Ingouchie), d’Ingouches et de Russes d’Ossétie du Nord convertis à l’islam. La création de ce djamaat a constitué une surprise pour les autorités d’Ossétie du Nord, bien que les statistiques montrent que le nombre d’Ossètes musulmans pratiquants augmente d’année en année 46. Le djamaat ne perd pas de vue ce facteur 47. Après les événements de Tchétchénie et la tragédie de Beslan 48, la voix de la population musulmane se fait davantage entendre 49.

Les Adyghés n’ont pas de djamaat fondé sur l’appartenance ethnique. En 2004 et 2005, le bruit a couru que Bassaev y préparait l’ouverture d’une unité, ce qui devait parachever symboliquement la formation d’une ligne allant de la mer Caspienne à la mer Noire 50. On comprend en effet que la petite république des Adyghés, enclavée dans le kraï de Krasnodar, revête une importance stratégique, politique et militaire, et que la création d’un djamaat dans les Adyghés aurait été


48 Le 1er septembre 2004, un groupe armé d’insurgés radicaux envoyé par Chamil Bassaev a pris une école en otage dans la ville de Beslan en Ossétie du Nord. Au cours de l’opération lancée par les forces russes, 331 personnes ont perdu la vie, dont 186 enfants.

49 Le grand-père de l’actuel président d’Ossétie du Nord Taimouraz Mamsourov, Moukhtar-Mollah Mamsourov fut le dernier imam de la mosquée de Beslan en 1920.

50 Le territoire des Adyghés n’a pas de côte sur la mer Noire, mais le littoral était historiquement peuplé de Circassiens, avant de leur être confisqué pendant la guerre du Caucase au XIXe siècle et transmis aux Cosakes.
une grande surprise pour la Russie, d’autant que les Adyghés ne représentent qu’une minorité démographique (24,2 %, pour 64 % de Russes 51) sur le territoire de la République.  

En dehors du Caucase du Nord, en Russie, on trouve des djamaats à Moscou, Astrakhan, Naberejnye Tchelny au Tatarstan, en particulier. Le pouvoir comme la société russe qui ont tendance à voir la Russie comme un Etat chrétien orthodoxe, regardent avec inquiétude l’apparition d’organisations souvent gagnées aux idées salafistes. Ces organisations clandestines sont essentiellement composées de jeunes. Les forces de maintien de l’ordre les considèrent exclusivement comme des bases de combattants et tentent de les détruire. Pourtant, l’action de ces groupes relève plus de l’activité missionnaire que d’un soutien à la résistance. Certes, Dokka Oumarov a cherché à s’appuyer sur ces djamaats pour créer deux nouveaux fronts dans l’Oural et le long de la Volga 52, désignant respectivement à leur tête Assadoullou et Djoundallakh, impossibles cependant à identifier à cause de leurs pseudonymes.

Traduit du russe par Marjolaine MENDOLA et Benoît VAN GAVER

---

Repenser l’islam au Daghestan postsoviétique

Anna ZELKINA

Toute étude sur le Caucase du Nord, qu’elle porte sur l’histoire ou sur la période contemporaine, qu’elle aborde des questions sociales, politiques ou économiques, mène inévitablement à s’interroger sur le rôle de l’islam. La nature hautement politique du sujet donne lieu à de nombreuses spéculations et à des généralisations infondées tendant à véhiculer moult clichés sur la nature des mouvements ou institutions islamiques existant dans la région. Le travail des quelques chercheurs qui ont mené des recherches de terrain méticuleuses 1 est souvent peu reconnu 2. Notre propos est de rassembler et de systématiser les données dont on dispose sur l’islam dans le Caucase du Nord-Est – au Daghestan et, dans une moindre mesure, en Tchétchénie – et à remettre en question certaines idées reçues.


2 Le meilleur exemple d’étude peu scrupuleuse prétendant aborder l’islam en Russie postsoviétique, sans véritable connaissance du terrain, est le tristement célèbre livre de G. HAHN, Russia’s Islamic Threat, Yale University Press, 2007.
1. Islam traditionnel versus salafisme ?

La vision qui prévaut repose sur l'idée que l’islam existe sous deux formes principales : une institution intégrée à l’Etat et affichant une loyauté infaillible à l’ordre établi, et une mouvance antéstatique galvanisant toutes les formes de mécontentement et incarnant une opposition militante. Le premier type d’islam est associé à l’islam dit « traditionnel » ou « soufi », tandis que le second est assimilé à l’islam « wahhabite » ou « salafiste », souvent présentée comme la matrice idéologique sous-tendant la nébuleuse islamiste internationale dont une incarnation locale, soutenue par des puissances étrangères hostiles à l’Etat russe, serait présente dans la région.

Lorsqu’on aborde le rôle de l’islam et des institutions religieuses dans le contexte de la lutte pour le pouvoir local, on a tendance à présenter l’islam traditionnel comme facteur d’intégration et de médiation dans de nombreux conflits politiques et sociaux, tandis que l’islam dit fondamentaliste ou wahhabite est vu comme une force essentiellement politique divisant la société et s’opposant à l’ordre établi.


Cette approche des nouveaux mouvements perpétue le mythe selon lequel au moins depuis le XIXe siècle, l’islam dans le Caucase du Nord aurait existé sous deux formes distinctes et hostiles l’une à l’autre : l’islam « officiel » d’une part, et l’islam non officiel, dit « parallèle », d’autre part. Pourtant, une étude plus approfondie de la diversité des pratiques de l’islam dans l’empire russe et en Union soviétique, non seulement dans le Caucase mais aussi en Asie centrale et au Tatarstan, montre que les frontières entre ces deux islams ne sont pas aussi nettes qu’on pouvait le penser. Ainsi certaines mosquées étaient-elles tantôt tolérées comme institutions officielles, tantôt fermées par les autorités, passant alors dans la semi-clandestinité. Les autorités religieuses célébraient aussi bien des rites reconnus par l’Etat que des rites interdits.

---

3 Voir l’étude de A. R. Chikhсаïdov sur les leaders soufis de la fin du XIXe et le début du XXe siècle, par exemple, avec N. A. Tagирова et D. Kh. Гаджиева, Arabic manuscript in Daghestan, Makhatchkala, 2001, ainsi que les recherches de M. Kemper.
et beaucoup de chefs religieux n’avaient cure de renverser l’ordre établi, ne cherchant en aucune manière à se structurer en force politique indépendante 4.

2. La question de la loyauté à l’État

Lors de l’effondrement de l’Union soviétique, force est de constater que ni l’islam, ni les chefs religieux n’étaient prêts à jouer un rôle politique autonome et que, contre toutes les prévisions élaborées par différents chercheurs, leur programme religieux s’alignait sur celui des mouvements nationaux.

Contrairement aux élites religieuses du Moyen-Orient qui, lors de la chute des empires ont développé un discours en opposition au personnel politique laïc, lui reprochant son programme sécularisé – ils adressèrent la même critique aux anciens dirigeants coloniaux –, la plupart des chefs religieux des républiques musulmanes de l’ex-URSS ont eux développé des alliances avec les élites politiques et économiques qui fondaient leurs programmes sur l’identité nationale et régionale.

Ainsi lorsque des théologiens daghestanais, comme par exemple Akhmet Qadi Akhtaev ou Abdoulrachid Saïdov, qui n’appartaient pas à la sphère islamique officielle, tentèrent de créer des partis religieux en tant que tels 5, ils furent immédiatement étiquetés comme opposants politiques et présentés comme une menace islamique. On fit donc peu de cas de leur doctrine et de leurs orientations politiques qui, en dépit de l’accent mis sur la présence d’une composante religieuse dans leur programme, considérée comme incompatible avec la démocratie moderne, différaient en réalité peu de celles du mouvement démocratique russe. Partageant la même méfiance vis-à-vis de ces nouveaux partis islamiques, les autorités de la Fédération de Russie tout comme celles des républiques musulmanes nouvellement indépendantes du Caucase et d’Asie centrale s’efforcèrent, avec plus ou moins de virulence, d’entraver leurs activités. Le fait que les dirigeants de ces partis n’étaient pas issus des institutions religieuses officielles et prônaient une doctrine et des pratiques éloignées de la tradition soufie – forme prédominante de l’héritage islamique dans le Caucase du Nord-Est – leur valut d’être catalogués comme fondamentalistes, voire combattants islamistes. Ainsi le vieux clivage opposant un islam « officiel » et un islam « parallèle » qui voyait dans les institutions soufies la source d’une opposition contre l’État fit-il place à un nouveau clivage, selon lequel l’islam traditionnel d’orientation soufie était considéré comme loyal envers l’État, tandis que toute tendance religieuse indépendante des institutions traditionnelles était jugée « fondamentaliste » et subversive. Ces généralisations à l’emporte-pièce ont donc entraîné la vision d’une sphère religieuse divisée en deux entités antagonistes : d’une part, l’islam traditionnel d’inspiration soufie ; d’autre part, la mouvance combattante islamiste.

La perception par la population et les intellectuels russes de l’islam au Caucase postsoviétique et les recherches menées en Occident sur ce thème constituent un sujet d’étude à part entière, ce qui n’est pas ici notre propos : nous souhaiterions plutôt battre en brèche ces simplifications qui ont acquis force de loi dans l’opinion publique.

4 Voir les travaux sur l’islam soviétique menés par V. Bobrovnikov, S. Abachine, B. Babadjianov.

5 Tels que Islamskaïa Partia Vozrojdenia (parti de la renaissance islamique), Islamskaïa Demokratitcheskaïa Partia (parti démocratique islamique).
3. Un islam soufi pluriel

Prenons pour commencer l’idée selon laquelle l’islam traditionnel, dans sa forme soufie, serait une entité homogène et apolitique. Depuis plus d’un siècle, la vie religieuse dans le Caucase du Nord-Est est dominée par trois confréries soufies : la Naqshbandiya, la Qadyriya et la Chaziliya. La plupart des musulmans de cette région s’identifient à l’une des trois, ou plutôt à leurs branches (vird). Pourtant, la majorité d’entre eux avaient une connaissance limitée de la tradition soufie et n’étaient que peu ou pas initiés à sa doctrine et à ses pratiques mystiques. Seul leur rattachement à un cheikh ou un turgh (chef d’un groupe religieux local, dans un village ou quartier, dépositaire ou non de la doctrine soufie) les liait au soufisme.

A. Des clivages brouillés

De nombreux cheikhs ayant péri au cours des campagnes de persécutions menées par l’empire tsariste puis l’État soviétique, chaque cheikh pouvait alors être dépositaire de la tradition de plusieurs confréries à la fois, et, par conséquent, être autorisé à initier les fidèles à diverses confréries (tariqats). Au Daghestan, certains cheikhs transmettent en effet à la fois la Naqshbandiya et la Chaziliya, ou la Naqshbandiya et la Qadyriya. Parallèlement, une seule et même confrérie pouvait être morcelée en plusieurs branches dirigées par des cheikhs concurrents. Peu de recherches ont été menées à ce jour sur les rapports existant entre les différents cheikhs soufis durant la période soviétique. En revanche, on aura bientôt accès à la documentation concernant les rapports existant entre les différentes confréries soufies et leurs branches depuis l’effondrement de l’Union soviétique.

Au seul Daghestan, on dénombre, à l’heure actuelle, près de quarante virds (branches) distinctes et huit cheikhs naqshbandis 6 qui ont chacun des orientations sociales et religieuses différentes. Parmi eux, le plus influent, y compris sur le plan politique, est Saïd-Effendi de Tchirkeï, qui appartient à la branche naqshbandie-mouhammadiya 7, et est également habilité à initier les fidèles à la chaziliya. Bien que, selon la doctrine naqshbandie, seuls ceux qui appliquent strictement la charia soient acceptés dans la tariqa, Saïd-Effendi invite le plus possible de musulmans à s’y affilier, quelles que soient leurs dispositions religieuses. Par conséquent, ses fidèles se divisent en deux catégories : d’une part, les simples adeptes, qui se placent

---


7 Fondée à la fin du XIXe siècle par Mahmoud al-Almali (1810-1877).
sous la protection d’un cheikh afin d’obtenir leur salut dans l’au-delâ et dépendent du réseau que la confrérie représente dans le monde des vivants, et, d’autre part, le « petit groupe » de disciples assidus, qui reçoivent un enseignement soufi. La différence entre les deux niveaux d’initiation se manifeste, entre autres, par la pratique du zikr ( invocation de Dieu). Saïd-Effendi estimant que seuls ceux qui progressent sur le chemin du soufisme peuvent effectuer le zikr silencieux prôné par la doctrine naqshbandie, il apprend aux novices et aux « profanes » à exécuter le zikr vocal, public (le dhahir), tel qu’il est pratiqué dans la confrérie chaziliya.

D’autres cheikhs soufis ( principalement de la branche Naqshbandiya Khalidiya) reprochent à Saïd-Effendi de s’éloigner de la doctrine et des pratiques naqshbandies, et de « discréditer la tradition soufie en attirant de nouveaux adeptes pour étendre son influence ».

Comme l’ont montré les travaux de Chamil Chikhaliev, les cheikhs de la Naqshbandiya-Khalidiya, bien qu’opposés à Saïd-Effendi sur le plan doctrinal, imposent une pratique du zikr, mais de façon diamétralement opposée : ils enseignent le zikr silencieux à tous les fidèles, avant de les autoriser à pratiquer le zikr vocal. Il n’est pas surprenant que les rites soient très proches au sein d’une seule et même confrérie ; la rhétorique qui les sous-tend témoigne simplement de la bataille d’influence que se livrent les cheikhs. Cette concurrence se manifeste à l’échelon du village, des « divisions » pouvant même exister au sein d’une même famille.

Au niveau de la république, c’est Saïd-Effendi, représentant de la tendance majoritaire à la Direction spirituelle des musulmans du Daghestan (DSMD) 9, qui gagna la bataille pour le pouvoir. Cependant, bien que la DSMD tente de réglementer la vie religieuse au niveau local en influençant les élections des chefs religieux sur le terrain et en gardant une mainmise sur leurs activités juridiques et sociales, la religion

---

8 La profanation de la tradition soufie dans la confrérie mahmoudiya est héritée de l’époque soviétique, durant laquelle de nombreuses loges perdirent leurs chefs et la pratique du zikr et certains autres rites devinrent simplement « une manière traditionnelle de pratiquer l’islam » perpétrée par des musulmans sans éducation ni formation soufie. Plus qu’une recherche de la « connaissance », ces usages devinrent une façon de pratiquer l’islam et un vecteur de socialisation au sein des sociétés traditionnelles du Caucase du Nord-Est. Voir les travaux de BoBrovnikov dans la région de Tsoumada.


Après l’assassinat d’Aboubakarov en 1998, le nouveau mufti, Akhmad-Hadji Abdoullaev, fut amené à adopter une position plus prudente envers l’administration laïque de la République.
continue néanmoins à échapper au contrôle direct de la Direction dans de nombreux districts du Daghestan. Le seul domaine qui soit réellement contrôlé par la DSMD est le haji, qu’il s’agisse de son financement ou de sa logistique.

B. La diversité religieuse dans les structures d’enseignement

On retrouve également la nature plurielle de l’islam dans les instituts d’enseignement religieux au Daghestan. Malgré la fermeture, en 1999, de toutes les écoles islamiques et mekteb qui travaillaient avec des institutions et des professeurs étrangers, il reste au seul Daghestan quatorze universités et instituts islamiques, chacun étant associé à un cheikh soufi ou sous son contrôle direct. Les principales institutions sont les suivantes :

− l’Université islamique Imam al-Chafii (anciennement Institut Mouhammad al-Yaraghi) est gérée par des cheikhs naqshbandis (Magomed Gadjievich Gadjiev et Mourtouzali Karatchaev) et compte vingt et une antennes dans tout le Daghestan. D’après Navrouzov 10, les étudiants de l’université n’appartiennent pas à une unique vird, mais sont des disciples de différents cheikhs naqshbandis ;

− l’Institut islamique Ash’ari de Khassav-Iourt est géré par une branche de la Naqshbandiya-Mouhmmadiya qui adhère aux enseignements du cheikh Tadjouddine Achali (mort en septembre 2001) et échappe au contrôle de la DSMD. Les étudiants ont tendance à appartenir à plusieurs virds ; les professeurs ne font pas de prosélytisme pour leur propre tariqa, et n’initient pas les étudiants à leur vird ;

− une des institutions les plus importantes est l’Université du Nord-Caucase Imam Arif, du nom du cheikh Mouhammad Arif Effendi al-Kahi (fils du cheikh Hasan Hilli al-Kahi), figure importante de la silsila (« chaîne de cheikhs ») de Saïd Effendi de Tchirkeï. L’université est présidée par le mufti et président de la DSMD, Ahmed Magomedovitch Abdoullaev. L’université applique les préceptes de Saïd-Effendi et, à un niveau ou à un autre, tous les étudiants sont initiés à sa vird, devenant ainsi ses murides « officiels » 11.

En examinant, même succinctement, les politiques de ces établissements, on constate que les branches soufies éloignées de la structure officielle de la DSMD ont tendance à être plus tolérantes les unes envers les autres, alors que Saïd de Tchirkeï vise lui à établir un contrôle unilatéral sur la vie religieuse des musulmans du Daghestan. Dans le même esprit, la DSMD tente de mettre la main sur l’éducation islamique,


11 Parmi les autres institutions, notons l’Institut islamique Sainoulla Dadi, mis en place par les murides de Badroudine de Botlikh et Saïd Effendi de Tchirkeï ; l’Université islamique de Bouïnäkks est également partagée entre les cheikhs Arslan Gamzatov et Saïd Effendi (70 % versus 30 %) ; à l’Institut islamique de Nizhnii Botlikh, les enseignants, ainsi que les étudiants, sont des murides des cheikhs chazilis. Pour plus d’informations, se reporter à l’article de A.R. NAVROZOV, op. cit.

Le débat ne porte pas tant sur la position des différents cheikhs soufis vis-à-vis des autorités locales et de l’État russe, que sur les luttes d’influence et leurs implications économiques et sociales.

4. **La diversité des mouvances salafites**

De même que l’islam traditionnel d’inspiration soufie est loin de constituer une entité unifiée, l’islam dit « nouveau » ou « wahhabite » présente de multiples facettes.

**A. L’émergence des djamaats** 14

Selon V. Bobrovnikov, la montée du mouvement dit « wahhabite » s’explique au moins partiellement par les luttes d’influence qui divisent les autorités religieuses au niveau local. La situation fut particulièrement explosive parmi les communautés des plaines qui, suite aux déplacements de populations durant la période soviétique, se retrouvèrent divisées entre population indigène et population déplacée en provenance des montagnes. C’est dans l’une de ces communautés (dans le village de Pervomaïskoe, dans la région de Khassav-Iourt) qu’un *djamaat* wahhabite fut fondé sous les auspices de Bagaudidine Kebedov 15.

L’émergence de *djamaats* prêchant des idéologies religieuses nettement divergentes divisa profondément les communautés daghestanaises, générant de nombreux conflits, plus ou moins virulents selon les positions adoptées par les différents groupes (parmi les wahhabites, les sympathisants d’Akhtaev étaient plus modérés et ceux de Bagaudidine et de son disciple Ayoub, plus radicaux). Les partisans de Saïd Effendi aspirant ouvertement à une mainmise sur les affaires religieuses du pays étaient les plus hostiles aux « wahhabites ». Toutefois, Dmitri Markov observa dans les années 1990 un exemple de coexistence pacifique entre les deux « groupes »...
à Kirov-aoul : les adeptes soufis et wahhabites y partageaient la même *medersa* ; les jeunes étudiaient ensemble, organisaient des groupes de défense contre la drogue, l’alcoolisme, la prostitution ou autres délits et étaient représentés paritaire par six juges élus chargés des affaires de droit commun dans le village 16.

Remarquons qu’à l’époque où les communautés wahhabites pouvaient agir ouvertement, elles partageaient de nombreux points communs avec les communautés musulmanes traditionnelles d’inspiration soufie : les unes comme les autres gravitaient autour d’une mosquée ou d’une maison de prière, et avaient à leur tête un imam élu (appelé *amir* chez les wahhabites et *dibir* chez les traditionalistes). Ces communautés très unies étaient en mesure d’offrir à leurs membres solidarité économique et sécurité sociale, et d’assurer leur protection.


### B. La politisation de l’islam depuis 1990

Depuis le début des années 1990, différents acteurs de la scène politique et économique du pays ont cherché à développer des alliances avec les groupes armés qui

---


17 La *salafiyya* est une tentative de modernisation de l’islam par un retour aux sources. L’initiateur de ce mouvement est Jamal al-Din al Afghani, un tribun, journaliste qui utilise l’islam comme levier de mobilisation dans le combat anticolonial contre les Britanniques. Mohammad Abdou (1849-1905) est son disciple direct et a consacré ses efforts à réformer l’enseignement en Égypte. Tout en étant influencé par cet héritage, Rachid Rida (1865-1935) le lie au wahhabisme, mouvement rigoriste et puritain qui remonte au XVIIIe siècle (note des éditrices).

se constituaient dans la plupart des communautés locales, usant de cette collaboration pour servir leurs propres desseins politiques ou commerciaux. Ces alliances reposaient généralement sur des critères ethniques. Les djamaats wahhabites ayant tendance à outrepasser ces critères, certains responsables politiques (les frères Katchilaev, par exemple) tentèrent de s’allier avec eux, espérant ainsi toucher le plus grand nombre. Intéressée avant tout par les connotations politiques du message islamique, et non par sa doctrine religieuse et sociale, la classe politique cherchait à légitimer son programme en invoquant à la fois la rhétorique islamique « wahhabite » et la tradition religieuse locale.

Cette tendance ressort tout particulièrement lorsqu’on examine le phénomène des chefs militaires tchétchènes dits « wahhabites ». Certains d’entre eux, comme Arbi Baraev et Abdoul-Malik Medjidov n’étaient en réalité que des criminels et des preneurs d’otages. D’autres (tels C. Bassaev, Z. Iandarbiev, M. Oudougov, S. Radouev) s’assuraient une alliance avec les maîtres wahhabites du Daghestan, non par affinités religieuses mais par volonté politique de créer un tremplin idéologique contre le gouvernement de A. Maskhadov. Cependant, ils continuèrent à tenir un discours nébuleux brassant pêle-mêle idées islamistes et croyances populaires (en invoquant par exemple l’héritage des premiers imams du Caucase du Nord, le port des amulettes, etc.).

Plutôt que de définir l’islam dans la région à travers la dichotomie entre « traditionnel d’inspiration soufie » et wahhabite, il serait préférable de faire la distinction entre un islam rhétorique – ou idéologique – et un islam pratique (centré sur un système de croyances et de pratiques), les deux étant, certes, intimement liés. Dans les années quatre-vingt-dix, beaucoup de groupes dits « wahhabites » et de djamaats n’étaient ni des opposants aux Russes ni des combattants disposés à prendre les armes pour se battre contre l’Etat. En revanche, certains individus ou groupes utilisaient le discours islamiste comme tremplin idéologique de la contestation et de la résistance anti-russe. De la même façon, certains chefs religieux du soufisme traditionnel conservèrent leurs propres orientations économiques et politiques.

5. La DSMD et les autorités politiques

Les relations entre la DSMD et les institutions séculières du Daghestan n’ont jamais été simples. Bien que les membres de la DSMD aient choisi d’« agir en tant que groupe de pression servant des intérêts communs en (…) développant des alliances avec certains éléments de la classe dirigeante, ils n’en gardent pas moins leurs propres desseins, loin d’être instrumentalisés par le gouvernement comme ce fut le cas pendant l’ére soviétique » 21. S’ils n’affichent ni programme politique ni volonté d’accession au pouvoir, ils ont en revanche leurs propres orientations sociales et économiques. Au niveau local, ils aspirent – avec plus ou moins de succès – à une

19 Dans le Caucase, les wahhabites de la classe politique mêlaient souvent idées traditionnelles et fondamentalistes : Nadirchah Katchilaev se réclamait de la tradition naqshbandie, Chamil Bassaev préchait la tradition soufie et le port des amulettes tout en adoptant l’idéologie politique wahhabite.
20 Voir supra, le texte de M. Vatchagaev (note des éditrices).
mainmise sur certains aspects de la vie religieuse du pays (y compris la nomination des imams et des mollahs, dans le but de contrôler leurs activités, autant sur le plan économique que religieux). Au niveau de l’État, la DSMD bénéficie d’une position bien définie vis-à-vis du gouvernement, ce qui lui permet de préconiser l’application des lois et normes islamiques. A ce jour, les exigences exprimées par la DSMD en la matière sont les suivantes : introduction de la charia dans les fondements juridiques de la République, choix du vendredi comme jour de congé officiel, respect des règles islamiques concernant la production de viande afin de garantir que les produits commercialisés soient halal, application d’un code vestimentaire pour les femmes en accord avec les normes islamiques, prohibition de l’alcool et contrôle accru de l’usage des drogues, interdiction des concerts publics, fermeture des saunas mixtes, etc. Certes, la plupart de ces exigences sont restées lettre morte, l’influence de la DSMD sur les dirigeants laïcs étant extrêmement limitée. Cependant, l’alliance constituée par la Direction spirituelle et la confrérie Naqshbandiya-Mouhammadiyya a tout de même réussi à donner à son conflit avec les groupes wahhabites une dimension plus large, le portant au niveau de la république, puis de la Fédération. Mais au bout du compte, ce ne sont pas les cadres religieux qui ont défini la position du gouvernement daghestanais envers les wahhabites, mais plutôt le pouvoir fédéral. De plus, avec la centralisation accrue de l’espace politique russe sous l’ère Poutine, la tendance des gouvernements des républiques à rechercher l’appui des forces locales, y compris religieuses et notamment en période électorale, s’amenuisa.

Parallèlement au déclin du rôle de l’islam à l’échelon de la république, on assiste, au niveau local, à une montée très nette des personnalités et institutions religieuses. Dans beaucoup de villages montagnards, les mollahs et les imams ont acquis un statut d’autorité suprême au niveau administratif, le « kolkhoze-djamaat » devenant une institution de plus en plus religieuse, demeurant de facto indépendante des autorités des républiques aussi bien laïques que religieuses 22. Même dans le sud du Daghestan, où l’administration locale est toujours dominée par les autorités laïques, on assiste à une montée des chefs religieux et de la morale islamique. La pratique de l’islam est également en pleine mutation. Les mosquées sont de plus en plus nombreuses, remplaçant les lieux saints (ziyarats) dans leur fonction de centres religieux 23. Renonçant aux pèlerinages vers les lieux saints locaux, de nombreux fidèles préfèrent

---


faire le *hadj* à la Mecque ou à Médine, ce qui les rapproche des musulmans extérieurs à l’ex-URSS. Parallèlement, ces dernières années, l’observance des rites religieux s’est considérablement renforcée.

6. Conclusion

La situation religieuse au Daghestan est définie par une pluralité complexe et une concurrence permanente entre différents groupes : entre les groupes d’inspiration traditionnelle soufie (qui ne sont pas nécessairement des confréries à proprement parler), d’une part, et les musulmans dits salafites ou « wahhabites », d’autre part ; au sein même des virds soufies (souvent dans la même tariqa) ; entre les autorités locales et celles de la Direction spirituelle (conflits qui ne s’inscrivent pas nécessairement dans le discours rhétorique soufi) ; entre différents cadres religieux locaux se disputant le pouvoir à l’échelon local ou de la République. On ne peut en outre se contenter d’exposer un simple clivage entre wahhabites et traditionnalistes. Les regroupements religieux correspondent souvent aux frontières ethniques au niveau de la république, et à celles du *djamaat* au niveau local, la religion apportant une légitimité non négligeable à tout individu en quête de pouvoir. La population étant plus religieuse dans les régions montagneuses, au sud de la république, que dans les populations des plaines du nord, le rôle de la religion au Daghestan diffère considérablement d’une région (voire d’un village) à l’autre.

Traduit de l’anglais par Catherine Librini
La guerre est-elle finie en Tchétchénie ? A cette question, les habitants de la République se surprennent la plupart du temps à répondre oui\(^1\). Ce n’est que dans un deuxième temps que le doute survient, signe d’une inquiétude. Le 16 avril 2009, ce que les autorités russes ont toujours qualifié d’« opération anti-terroriste » a officiellement pris fin, lorsque le comité national anti-terroriste (NAK) a décidé de lever le régime spécial (KTO) introduct en Tchétchénie à l’automne 1999 lors de la reprise de ce qui, selon tous les critères du droit humanitaire, ne pouvait être nommé autrement que guerre\(^2\). Le retour en septembre 1999 des troupes russes sur le territoire d’une République, qui depuis les accords de Khassav-Iourt d’août 1996 se considérait comme indépendante\(^3\), a été rapidement suivi de déclarations

\(^1\) Observation de terrain, Grozny, 2007.


\(^3\) La première guerre (1994-1996) s’était soldée par un cessez-le-feu conclu à Khassav-Iourt le 31 août 1996, suivi du retrait des troupes russes et d’un accord de paix signé entre
officielles sur la « normalisation » de la situation. Ce n’est toutefois qu’à partir de 2003 et l’organisation de scrutins censés consacrer le retour de la Tchétchénie au sein de la Russie, que la politique de « tchétchénisation », déjà amorcée par la nomination d’Akhmat-Khadji Kadyrov, ancien mufti de la République à la tête de l’administration provisoire en 2000, a connu une accélération avec le transfert des prérogatives de maintien de l’ordre aux autorités tchétchènes dites « pro-russes ». Alors que la première guerre de Tchétchénie (1994-1996) se menait officiellement au nom du « rétablissement de l’ordre constitutionnel », la deuxième était une « opération anti-terroriste » : le mot « guerre », même s’il était abondamment utilisé dans la presse et dans la société concernant la Tchétchénie, n’était pas reconnu officiellement. Le terme de combattant (boevik) a été remplacé par ceux d’islamiste et de terroriste et, au final, la production d’un discours officiel concurrençant des analyses de fond va de pair avec la difficulté à identifier les véritables ressorts de la guerre, voire à émettre l’hypothèse de l’existence de « plusieurs guerres » en une. Face à des projections d’enjeux plus ou moins construits sur un conflit en grande partie colonial et


5 L’adjectif « pro-russes » doit être utilisé néanmoins avec prudence, comme en témoigne la façon dont un certain jeu politique peut exister entre autorités tchétchènes et pouvoir à Moscou. Voir ci-après.

6 Les sondages réalisés par l’Institut Levada à intervalles réguliers auprès d’échantillons représentatifs de la société russe ont montré la lucidité de cette dernière sur la réalité des événements à l’œuvre, qualifiés en majorité de guerre par la population malgré l’appellation officielle (voir les archives en ligne sur le site www.levada.ru).

7 Il est intéressant de noter que le terme de guerre est revenu dans le langage officiel russe lors du conflit russo-géorgien d’août 2008, alors qu’il n’avait plus été officiellement employé par les autorités soviétiques puis russes depuis la seconde guerre mondiale, qualifiée officiellement de Grande Guerre patriotique. L’intervention soviétique en Afghanistan était pudiquement appelée « opérations ». Tout ceci n’est pas sans rappeler la façon dont l’expression « événements d’Algérie » a longtemps prévalu pour désigner la guerre d’indépendance de 1954-1962.


9 Sur l’histoire des relations russo-tchétchènes au XIXe siècle et sur le passif colonial qui pèse sur elles encore aujourd’hui, voir M. VATCHAGAEV, L’aigle et le loup, La Tchétchénie dans
marqué par des spécificités de l’ère postsoviétique, la nécessité d’identifier la nature des mutations à l’œuvre en Tchétchénie se heurte à la question de la définition des termes. Dans ce contexte, la porosité existant entre situation de guerre et situation de paix, de plus en plus manifeste dans ce qu’on appelle les « guerres nouvelles » 10, est au cœur du défi que pose au chercheur la situation dans cette Tchétchénie qui semble être de « ni guerre, ni paix ».


---


13 Sur la période de l’entre-deux-guerres, voir « No War, no Peace », in M. Evangelista, The Chechen Wars, Will Russia Go the Way of the Soviet Union ?, Brookings Institution Press,
Dans le cas du deuxième conflit, c’est le choix de ce que l’on pourrait appeler une « paix nommée Kadyrov » qui a prévalu, paix qui, du fait qu’elle est obtenue par et à la faveur de la mise en place d’une dictature, masque en réalité la persistance d’un conflit de fond non réglé, dont l’expression locale est celle d’une guerre civile, larvée ou manifeste.

1. Une paix nommée « Kadyrov »

« Merci à Ramzan d’avoir ressuscité notre République qui n’était que ruines et cendres » : cette banderole était omniprésente en Tchétchénie durant toute l’année 2007, année où toutes les traces de la guerre devaient être effacées. « Merci à Ramzan pour notre enfance heureuse » : cette formule, rappelant la formule similaire très répandue dans l’Union soviétique de Staline, se rencontre très fréquemment dans le hall des écoles ou encore sur les dessins d’enfants, où maisons, arbres, soleils et drapeaux tchétchènes de la « nouvelle » Tchétchénie ont remplacé ruines, corps gisant dans le sang ou avions en feu figurant sur les dessins du début des années 2000.

R. Kadyrov, devenu président de Tchétchénie à l’âge de trente ans, se présente comme l’artisan tant de la reconstruction que de la fin de la guerre même si dans les faits, le pilotage de Moscou est essentiel. Si on ne peut résumer ni mesurer une fin de guerre à une reconstruction, on voit bien que dans le cas tchétchène cette dernière est fortement invoquée pour légitimer R. Kadyrov et asseoir son pouvoir. Le slogan de 2007 de la « disparition de toute trace de la guerre » est d’ailleurs à cet égard saisissant : faire disparaître les traces, les effacer, signifie-t-il que la guerre est finie ? La rhétorique à l’œuvre, symbolique et politique, vise en tout état de cause à imposer à l’observateur extérieur l’image d’une Tchétchénie en paix et « rentrée dans le rang ».

A. Une Tchétchénie « rentrée dans le rang »...

« La Russie est notre maison commune » : pour aller de l’avenue V. Poutine – ancienne avenue de la victoire – à la place Minoutka à Grozny, on passe sous ce grand calicot qui orne le tunnel. Dans le hall de l’université, le texte du nouvel hymne tchétchène accueille les étudiants, accompagné du nouveau drapeau blanc, rouge et vert, celui de la Tchétchénie qui a réintégré la Russie. Le symbole du loup, qui figurait dans l’hymne indépendantiste, a disparu, tandis que certaines de ses paroles-clés – « jamais nous ne nous soumettrons, ce sera la mort ou la liberté » –, sont remplacées dans le nouvel hymne par des phrases d’unité, de concorde, et de paix :

« La vie de demain réside dans la paix », « En choisissant d’être gardienne de la paix,

I. La réécriture de l’histoire


18 Voir supra la contribution de M. BASNOUKAEV.

19 Cela fait bien sûr écho au fait qu’après la première guerre, une Armée « Djokhar Doudaev » avait vu le jour, dirigée par son neveu S. Radouev.

20 La pièce Nikhat (L’honneur, en tchétchène) de Iakhiaev, est centrée sur le héros Akhmat Kadyrov, présenté comme celui qui a mis un terme à la guerre. Entretien avec une ancienne comédienne du théâtre de Grozny, Bruxelles, 12 mai 2009.

La symbolique des dates est également l’objet de cette réécriture de l’histoire. Dans la Tchétchénie nouvelle, le 16 avril, date de la fin de l’opération anti-terroriste, devient fête officielle. Le 1\(^{er}\) novembre – date de proclamation de l’indépendance par Doudaev en 1991 –, et le 6 septembre – jour de la fête nationale de la Tchétchénie indépendantiste –, ne font plus partie du calendrier des fêtes. L’Itchkérie est rayée de l’histoire, ses figures discréditées, et le processus de normalisation vaut processus de paix. Aux négociations entre Etat russe et indépendantistes qui avaient été menées durant le premier conflit, succède la sélection par Moscou d’élites tchétchènes mandatées pour construire l’après-guerre sur le discrédit des figures de l’Itchkérie et sur le mythe d’une société soudée autour de son président.

2. **Discrédit des figures de l’Itchkérie et mythe d’une société unie**

Le passage par pertes et profits de la période allant de Doudaev à Maskhadov et l’occultation de ce pan de l’histoire créent donc une sorte d’hémiplegie mémorielle et politique dans le discours officiel. Tout symbole lié à l’Itchkérie est proscrit, et la stigmatisation des différentes figures qui en constituèrent les élites est de règle. Si le terme de liberté a disparu de l’hymne, la mémoire de ceux qui s’en firent porte-parole est également niée. Quand elle est cependant évoquée, c’est de façon péjorative, comme le montre la façon dont le président R. Kadyrov passe en revue, lors d’un long débat \(^2\) télévisé en février 2009, les Itchkériens : Maskhadov est présenté comme un faible, dépressif, qui aurait été de toute façon prêt à se rendre au pouvoir russe et à envisager une Tchétchénie au sein de la Fédération de Russie \(^3\) ; Dokka Oumarov, devenu chef de la résistance après l’assassinat d’Abdoul-Khalim

---


\(^3\) Parallèlement, il est présenté comme un mécréant peu enclin à la prière et consommateur d’alcool, dans un contexte où la reprise en main par Kadyrov s’étend également à la question de l’islam. Sur l’islam dans la Tchétchénie de R. Kadyrov, voir A. Merlin, « Les usages politiques
Sadoulaev, successeur de Maskhadov, est épinglé comme lâche et vénal preneur d’otages ; Movladi Oudougov, l’homme de la propagande islamo-indépendantiste, y est décrit comme un menteur invétéré, tandis que Bassaev est présenté comme un psychopathe assoiffé d’argent uniquement.

En contrepoint, la construction d’un discours sur l’unité retrouvée du peuple tchétchène grâce à la paix est omniprésente. Le simple fait que R. Kadyrov soit le leader en Tchétchénie du parti du pouvoir « Russie unie » 24 et qu’il en dirige la liste aux élections locales 25 est révélateur de la mission qui lui est donnée, comme de la rhétorique qu’il utilise : son discours tourne continuellement autour du fantasme de l’unité du peuple tchétchène qui serait en osmose avec son président lui-même, en alerte contre tous les ennemis supposés. La Tchétchénie y est en effet souvent présentée comme le « talon d’Achille » de la Russie, exposé à des déstabilisations de toutes sortes 26. A ce titre, Ramzan Kadyrov, en tant que président d’une entité fédérée de Russie, aurait alors une mission de premier ordre, celle de garantir in situ l’intégrité territoriale de la Russie et de prévenir toute déstabilisation, qu’elle vienne de l’intérieur ou de l’extérieur. « Homme de V. Poutine » comme il aime à le rappeler en toute circonstance 27, il est donc à la fois l’envoyé de Moscou, se vivant comme aux avant-postes du danger, et celui qui en retour bénéficie d’un traitement particulier.


26 Dans la longue interview accordée au journal nationaliste russe Zavtra le 25 septembre 2009, Ramzan Kadyrov attribue clairement aux Etats-Unis la responsabilité des éléments de déstabilisation en Tchétchénie.
27 Voir par exemple les films de V. PRAĐO, Le clan des Kadyrov (2006) ou Tchétchénie, le jouet macabre de Poutine (2008), dans lequel R. Kadyrov déclare : « Je dois tout à Vladimir Vladimirovitch. S’il veut que je sois serrurier, je serai serrurier ; s’il veut que je sois vacher, je serai vacher ».
contraints à l’exil, soit forcés à prêter allégeance à R. Kadyrov, et que l’extermination partielle du peuple tchétchène facilite l’accueil par la population d’un ordre quelconque, fût-il kadyrovien et construit sur la violence et la dictature.

Un des enjeux importants de la mise en place de cette « paix nommée Kadyrov » est la réduction visant – mais sans succès – l’éradication totale de la résistance. Outre la liquidation des opposants dans le maquis, l’invitation au retour en Tchétchénie d’opposants politiques partis s’exiler est au cœur d’une campagne intensive. Le retour d’Oumar Khanbiev, qui fut ministre de la Santé de Maskhadov puis représentant de ce dernier en exil lorsqu’il tentait de populariser le plan de paix Akhmadov 29 fait partie des « trophées » remportés par le président tchétchène. Les spéculations de l’été 2009 concernant l’éventuel retour en Tchétchénie d’Akhmed Zakaev, Premier ministre d’Itchkérie en exil 30, à la suite de sa rencontre à Oslo avec Doukouvakha Abdourakhmanov, président du Parlement tchétchène envoyé par Kadyrov ont montré que le « retour des refoulés », pour reprendre l’expression de Jonathan Littell 31, reste une priorité du président Kadyrov, moyen de montrer une situation normalisée. L’absorption méthodique et systématique des opposants dans les organes de cet « État dans l’État » qu’est la Tchétchénie d’aujourd’hui est donc une des feuilles de route de la politique de « pacification ».

Néanmoins, ce discours sur une Tchétchénie entrée dans le rang et une paix retrouvée après des années de guerre ouverte, présente une situation ambiguë. Si toutefois fin de guerre il y a, peut-on identifier un vainqueur ? « Qui, réellement, a « gagné » ici ? La victoire est aussi un concept flou, sujet à de nombreuses interprétations ». Cette question formulée ainsi par J. Littell 32 rejoint celle posée par L. March et Roland Dannreuther « Chechnya : Has Moscow Won ? » 33.

Le propos politique officiel d’une Tchétchénie ayant tourné le dos à l’aspiration séparatiste et les gages verbaux renouvelés par R. Kadyrov de son allégeance à Moscou valent victoire russe aux yeux du pouvoir fédéral. Le changement de nom de l’« avenue de la victoire » (Prospekt Pobedy) en « avenue Poutine » à Grozny ne fait que corroborer ce discours. Dans la bouche des autorités russes et tchétchènes, la victoire a donc été officiellement remportée par l’État et le peuple contre l’ennemi terroriste. Cependant, la situation obtenue est le produit de tractations entre Moscou et Grozny, en matière économique et financière, mais également de sécurité.

29 Aux heures de la guerre ouverte en Tchétchénie, le plan Akhmadov, du nom du ministre des Affaires étrangères de Maskhadov, proposait l’établissement d’une administration provisoire de l’ONU pour désarmer, démilitariser et préparer la démocratie et la paix par le truchement d’élections supervisées. On en trouve le texte par exemple sur www.wajnakh.com, un des sites tchétchènes d’orientation indépendantiste.


32 Ibid., p. 110.

La visibilité bien moindre de l’Armée russe et les annonces de réduction des effectifs fédéraux – après la suppression du régime de KTO, le retrait d’un contingent de 20 000 hommes du ministère de l’Intérieur de la Fédération de Russie, ainsi que des forces du ministère de la Défense stationnées sur le territoire, était également annoncé 34, ainsi que la réduction de moitié du Groupe unifié des forces armées du Nord-Caucase, officiellement transformé en un nouveau corps de sécurité provisoirement nommé « Comité de maintien de la sécurité dans la région » – accompagnent le transfert des prérogatives d’ordre et de sécurité au ministère de l’Intérieur tchétchène.

Si Ramzan Kadyrov s’est donc fait le porte-parole et le relais en Tchétchénie de la position officielle russe présentant cette guerre comme une opération non seulement légitime mais nécessaire contre l’ennemi « terroriste », « séparatiste » ou « wahhabite », on ne saurait néanmoins occulter la disjonction éventuelle des agendas politiques du président tchétchène d’une part, et des autorités russes d’autre part. La consolidation de la figure de R. Kadyrov dans le cadre de la tchétchénisation 35 du conflit est certes un produit de la stratégie russe 36, mais n’est pas forcément antinomique avec une émancipation de la créature vis-à-vis de son démiurge. A cet égard, la fin du régime spécial marque pour le président tchétchène la consécration de son pouvoir, dans la mesure où elle incarne l’accélération du transfert des prérogatives de maintien de l’ordre aux forces tchétchènes.

**B. La kadyrovisation, stade suprême de la normalisation et de la tchétchénisation**


34 « Federal Forces in Chechnya Will Reportedly be Reduced and Restructured », *North Caucasus Weekly*, Jamestown Foundation, X/18, 8 mai 2009.

35 Pour une description détaillée et une analyse circonstanciée de la politique de tchétchénisation, voir par exemple T. LOKSHINA, « Chechenization of the conflict, or the « Political Process » in the Chechen Republic », *Chechnya Inside Out*, Demos, 2007, p. 82-97.


37 On sait que cette victoire militaire s’est rapidement commuée en défaite politique, mais le caractère spectaculaire de la prise de la ville a marqué les esprits et suscité une euphorie importante parmi les indépendantistes en même temps qu’elle signifiait une humiliation pour l’Armée russe.

de la défaite militaire subie. Si le statut de la République n’était pas pour autant finalisé et faisait l’objet d’une analyse diamétralement opposée entre autorités russes et autorités tchétchènes indépendantistes, le retrait de l’Armée russe avait néanmoins eu lieu.

Dans le cadre du processus de tchétchénisation caractéristique du deuxième conflit, la question d’un retrait total des forces fédérales stationnées en Tchétchénie ne s’est en revanche jamais posée. Peut-on pour autant émettre l’hypothèse avec Luke March et Roland Dannreuther d’une victoire de Moscou 39 ? La mise au second plan des forces fédérales dans les opérations spéciales, déjà très nette, a été concomitante de la montée en puissance des forces de Kadyrov 40, occupé à recruter et « légaliser » les anciens combattants, avec l’assentiment des forces fédérales russes face à la monopolisation de la coercition physique par les forces tchétchènes dites « pro-russes ».

Une monopolisation de la coercition physique fondée sur la violence : absorption et recrutement des anciens combattants

Juridiquement, la fin de l’opération anti-terroriste dépossède les forces fédérales de la conduite des opérations sur le territoire et en paracheve le transfert aux forces tchétchènes 41. D’après les différentes estimations, le ministère de l’Intérieur (MVD) de la République de Tchétchénie est composé de 15 à 17 000 hommes 42, incluant deux régiments de patrouille, l’OMON (détachement pour opérations spéciales) et un régiment de surveillance des infrastructures pétrolières, dit régiment pétrolier ou « Neftelpolk », composé de deux mille hommes et commandé à partir de 2006 par


Les modalités d’intégration via les procédés d’amnisties et de « légalisation » des anciens combattants indépendantistes au sein des forces de R. Kadyrov sont un des maillons cruciaux de cette transformation du conflit. L’absorption des anciens combattants dans les forces officielles constitue pour ces derniers la seule alternative à la mort au combat ou à l’exil 45. Officiellement, il s’agit de les conduire à déposer les armes et de les réintégrer dans la vie civile, mais sous le terme d’amnistie ont pu se produire des événements tout autres, comme le montrèrent les événements de Komsomolskoe en mars 2000 : après avoir été parqués dans un champ, encerclés par les forces russes, puis déclarés amnistiés à l’issue d’une négociation entre chefs de guerre tchétchènes et militaires russes, ils ont été purement et simplement exécutés 46. Les autres vagues d’amnisties déclarées n’ont pas suscité moins de scepticisme, les conditions d’une véritable amnistie étant d’emblée exclues du panel de critères. Par exemple, peu après la mort du chef de guerre extrémiste Bassaev, le chef du FSB Nikolaï Patrouchev a proposé, le 20 juillet 2006, aux « membres des groupes illégaux » de prendre part à des négociations avec des représentants des forces de l’ordre fédérales et tchétchènes, pour déposer les armes et « passer du côté du peuple » 47. Alors que le texte sur l’« amnistie pour les individus ayant commis des crimes durant l’opération anti-terroriste dans le District fédéral du Sud » n’était adopté par la Douma fédérale qu’en septembre 2006, le gouvernement avait en réalité déjà commencé à enregistrer des amnisties sur la base de l’annonce de N. Patrouchev de juillet, et les médias faisaient alors état de centaines de combattants ayant rendu les armes. Mais, comme pour les vagues précédentes (une amnistie avait été déclarée en 2003, entre le « référendum » de mars et l’« élection » présidentielle d’octobre), l’amnistie de 2006 excluait non seulement les crimes, tortures et prises d’otages, mais également les actions mettant en danger la vie d’agents de maintien de l’ordre, de


44 Voir ci-après.


46 Voir M. SAULOY, Quand le soldat Volodia filme la guerre, La caméra qui accuse, Canal +, 2003.

soldats ou de personnalités publiques : il ne pouvait donc être question d’amnistie de combattants, le texte les excluant de lui-même… Et ce n’est alors qu’avec l’assurance personnelle d’une autorité tchétchène très élevée, très souvent de Ramzan Kadyrov lui-même, qu’un combattant pouvait espérer quitter le maquis sans risquer sa vie . Du coup, plus que de réelles amnisties, c’est à des « légalisations » qu’on a assisté à a posteriori.

Déclarations formelles légalisant a posteriori d’anciens combattants qui avaient déjà rejoint les forces de Kadyrov, de « gré » ou de force , ces légalisations ont pris parfois le nom d’« amnisties grises » opérées sous contrôle personnel du président tchétchène. La légalisation (legalizatsia) a concerné des pans entiers de la résistance armée. En effet, on évaluait en 2009 à environ 7 000 le nombre d’anciens combattants présents dans les forces de R Kadyrov . Le Régiment numéro 2 du service de patrouille de la police du nom d’Akhat Kadyrov (PPSM 2) est dirigé par un ancien chef de guerre indépendantiste, Aslambek Iassaev, qui a emmené avec lui les hommes qu’il dirigeait dans le maquis, tandis que le centre anti-terroriste, structure créée en 2005 pour remplacer le Service de sécurité de Kadyrov, était dirigé lors de sa création par l’ancien chef de guerre « retourné », Mairbek Echiev. La création des bataillons Ioug – Sud – et Sever – Nord, les bataillons 248 et 249 rattachés au ministère de l’Intérieur fédéral , a également été un « moyen » de recruter des dizaines d’anciens combattants indépendantistes. Quant aux kadyrovtsy eux-mêmes, provenant à l’origine du Service de sécurité d’Akhat Kadyrov dirigé par son fils Ramzan et constitué d’un tout petit nombre de personnes (quelques dizaines) au tout début des années 2000, leur nombre s’est peu à peu étoffé via le recrutement de centaines de combattants indépendantistes, atteignant le nombre de 1 500 membres en 2004, date à partir de laquelle ils ont généralisé la pratique des prises d’otages de proches de combattants afin de recruter, comme ce fut le cas par exemple de Magomed Khanbiev, ministre de la Défense sous Maskhadov et chef de guerre pendant les deux conflits .

---

48 Article 317 du Code civil russe.
49 Il n’est cependant pas rare, comme on l’a vu dans le cas de Komsomolskoe, que des combattants amnistiés aient été ensuite justement torturés et/ou exécutés, malgré l’amnistie… Des combattants proclamés amnistiés ont été enlevés et exécutés à leur retour chez eux. Entretien avec la veuve d’un combattant, France, août 2009.
50 T. Lokchina explique que les chefs d’administrations des districts sont entrés dans une sorte de compétition, à celui qui aurait dans son district le plus grand nombre de combattants déposant les armes, cette logique conduisant à multiplier le nombre de personnes interrogées, le moindre villageois ayant aidé la résistance pouvant alors subir des pressions de tous ordres pour livrer des informations. T. LOKCHINA, op. cit., 2007.
52 Mémorial, op. cit., printemps 2009.
53 Leur appellation exacte est celle de « bataillons spéciaux motorisés des forces armées de la région du Caucase du Nord du ministère de la Fédération de Russie ».
54 Magomed Khanbiev, après la prise en otage de plusieurs dizaines de membres de sa famille, s’est en effet rendu et est devenu député de l’« Union des forces de droite » au
La sous-traitance de la violence par les forces russes aux forces tchétchènes de Kadyrov a eu des effets très importants dès 2003-2004, période à partir de laquelle l’essentiel des exactions et opérations spéciales sont perpétrées par des Tchétchènes contre d’autres Tchétchènes.


côtés des forces fédérales russes pendant la guerre russo-géorgienne d’août 2008. Il est déclaré assassiné à Dubaï en mars 2009. Cette lutte obstinée du pouvoir tchétchène contre les Iamadaev semble aussi traduire des rivalités au niveau fédéral : comme le mentionnent de nombreuses sources, les acointances des Iamadaev avec le GRU (services de renseignement de l’Armée fédérale) constituent un porte-à-faux pour les forces à Moscou qui soutiennent R. Kadyrov, forces davantage liées au FSB.

La violence est donc restée un moyen de traitement des conflits politiques toujours présents en Tchétchénie. Il nous semble donc qu’il faille rester prudent vis-à-vis de l’expression de « paix négative » définie par John Galtung comme une « situation où il a été mis fin aux violences (souvent armées) directes, violences organisées entre communautés ou entre nations » Au lieu de la disparition effective de la rébellion armée par la concertation et la réintégration des anciens combattants dans la vie civile, les méthodes de terreur et de recrutement par la force alimentent la persistance d’éléments de guerre civile que la dictature a peine à masquer.

L’expression de cette violence intra-tchétchène pose alors la question de la transformation d’une guerre coloniale de grande ampleur en guerre civile intratchéchène. A minima, l’ampleur des violences commises depuis la reprise de la guerre en 1999 et non prises en charge par la justice, l’absence de véritable processus de paix assorti de la mise en place d’instruments garantissant le non-recours à la violence aboutissent à une situation particulière qui, si elle peut être qualifiée de paix, ne peut l’être qu’avec la précision qu’elle est obtenue au prix d’une dictature. C’est par une logique de répression « jusqu’au dernier », menée par les forces tchèches dites « pro-russes » et non plus par les forces fédérales, que cette paix est proclamée gagnée. Dans ce contexte, la prédilection des pratiques violentes comme « moyens » de résolution des contentieux politiques ne peut en tout état de cause permettre de conclure à l’existence d’une paix stable. Sous la dictature, les éléments de guerre civile persistante sont toujours saillants et traduisent la transposition d’un conflit non réglé à un autre niveau.

2. La guerre est-elle soluble dans la dictature ?

« Kadyrov n’est pas un caprice de Poutine ; c’est la seule solution que ce dernier ait trouvée pour maintenir sous le boisseau toute cette violence impunie, tout ce sang versé »


62 Ces violences sont abondamment documentées dans les rapports des ONG dont nous avons parlé en introduction.

A. La guerre civile comme incarnation du conflit colonial non réglé

Méfiance poussée à l’extrême, climat de dénonciation, rafles ciblées, enlèvements et disparitions, usage de la torture pour obtenir la reddition des « frères de la forêt », incendies de maisons de familles de combattants supposés, intimidations et assassinats dans un contexte d’impunité : la dictature Kadyrov fondée sur le couple « reconstruction matérielle / terreur politique et militaire » écarte d’emblée la question du consensus social. Après élimination de ses rivaux principaux, R. Kadyrov se trouve seul à seul avec la société tchétchène, nous dit A. Malachenko. Dans un cycle qui se poursuit, explosions et actes de harcèlement militaires menés par les formations clandestines de combattants alternent avec les répressions perpétrées suite à ces actes. Sur fond de société atomisée et de logiques de vengeance attisées, il serait sans doute hasardeux de chercher à identifier clairement deux camps réellement structurés se faisant face. On peut néanmoins, par-delà la façon dont les logiques de violence se développent, identifier la persistance d’un clivage structurant issu de la guerre ouverte très asymétrique qui sévit pendant des années et dont une partie des violences intestines intra-tchétchènes sont une traduction locale. La rébellion armée, transformée tant dans ses fondements idéologiques que dans ses modi operandi, n’a pas disparu et agit contre un ennemi qu’elle identifie clairement, à savoir le pouvoir tchétchène soutenu par le pouvoir russe, et d’autant plus considéré comme traitre qu’il a prêté allégeance au pouvoir fédéral en échange de prébendes économiques et politiques. Les qualificatifs utilisés par les islamistes du maquis pour désigner les Tchétchènes au pouvoir sont à cet égard éclairants : il s’agit d’occupants, « chiens de garde » de Moscou, « nationaux-traîtres », perçus comme étant à la solde du pouvoir fédéral et exécutant les besognes dont ce dernier les mandaterait.


65 Le 15 juillet 2009, l’assassinat de Natalia Estemirova, membre de l’ONG de défense des droits humains Mémorial, qui avait été directement menacée par le président tchétchène, témoigne de ce climat d’impunité.
66 A. Malachenko, op. cit., 2009, p. 78.
67 Le site www.kavkazcenter.com du maquis islamiste regorge de ces appellations.
Celuici-cest’d’ailleursutilisépardesfigurespolitiquesitchkériennes,par
exempleparlePremierministred’Itchkérieenexil,A.Zakaev,dansson appel
auxcombattantsislamisteslancédurantl’été2009,lorsqu’illesinciteàcesserles
assassinsatdepoliciers.Evoquantlesstratégiesdel’arméetaristequivisait,durant
lagrandeGuerreduCaucaseauXIXesiècleà«tchétchériser»leconflitafinque
lesTchéchènes s’entretuent69,iparl dé «confrontationintra-tchéchène»etde
«guerrefratricide»70.Indiscutablement,lesrépressionsactuellesmettentenœuvre
ces«ressortsintrinsèques»doptar Jean Hannoyer,«ceus’d’uneviolencedirigéepar
etcontrelepéroche,l’ennemiintérieur,c’est-à-dired’uneviolencedeuxfoisôle»71. Les
conditionsdeperpétrationdesbouesoulesmenacesquicirculent sousforme de
photos envoyées sur les téléphones portables, renvoient à la dimension intestin e
intime du conflit.72

Le regainimportantdeviolencesobservéen2009 conduit de leur côtélesautorités
tchéchènesàreconnaîtrequelescombattantsn’ontpasétetotalementéradiqués,
comeledéclaraitencoreRKadyrovàlaKomsomolskaïaPravdalet16septembre
2009:«Nousenauronsbientôtfiniaveclescombattants»73.R.Kadyrov désign e
le maquis sous le terme de «chaïtany»74(les«Satan»), invoque abondamment
le«Tout-puissant»dans ses prises de parole, pour justifier le recours à la force, qui
serait autorisé par le Coran. Cette rhétorique s’inscrit en écho à celle maniée par les
groupes de combattants islamistes en «lutte contre les mécréants». La surenchère
dans l’invocation de l’islam pour justifier la guerre que se livrent les deux camps
participe d’une polarisation «tchétchénotchéchène». La transformation du conflit,
plus que sa résolution à la racine, est à l’œuvre. Lui correspond une transformation
des logiques de la lutte armée.

B. Une lutte armée transformée, mais non éradiquée

Face à la tchétchérisation et au recrutement denombre de combattantsitchkériens,
lemaquisacoundesmutationsimportantes:onestpassé,s’il’onpeutdire,del’«idéal-
typeducombattanttchéchènetel’qu’animé,enparticulierdurantlapremièreguerre,
par un projet de libération nationale de type classique, à celui du combattant islamiste,
membre d’un *djamaat* 75, mettant ses forces au service d’une libération plus globale du Caucase du Nord dans une logique de lutte contre des autorités locales « mécréantes » (*kafir*) et corrompues soutenues par l’État russe. Ce « combattant type » est donc, à des degrés divers, impliqué dans un projet d’une autre nature : celui de l’émirat nord-caucasien fondé par D. Oumarov à l’automne 2007 lorsqu’il décrète que la République de Tchétchénie-Itchkérie n’existe plus en tant que telle et que, par conséquent, il n’en est plus « président ». Selon la rhétorique de cet émirat nord-caucasien, relayée par le site Internet www.kavkazcenter.com en particulier, il s’agirait d’inscrire la violence armée dans une logique de *djihad*, avec comme objectif la mise à mort du maximum de représentants politiques locaux, allant du simple policier au ministre. Alors qu’il ne s’agit plus de guerre ouverte opposant l’Armée russe et les combattants tchétchènes, l’heure est donc aux actes de harcèlement armé menés par des groupes de combattants contre des postes de police, mais également à la réactivation de certains réseaux et modes d’action utilisés auparavant : la déclaration lancée par D. Oumarov en avril 2009 sur la restauration d’un détachement de combattants-suicides qui existaient du temps de Bassaev, le bataillon « *Riyadus Sala’hin* » 76, avait pu passer inaperçue, jusqu’à ce qu’il revendique des attentats suicidés de l’été 2009 77. L’attentat très meurtrier de mars 2010 dans le métro à Moscou, revendiqué par D. Oumarov, semble s’inscrire dans cette logique.

Réduite en termes d’effectifs par l’exil, par l’élimination de nombre de chefs de guerre, et par l’hypercontrôle social et politique, la rébellion armée, dans sa transformation si l’on peut dire « horizontale » à travers la diffusion des *djamaats* dans l’ensemble du Nord-Caucase et la transnationalisation des enjeux de mobilisation, participe de ce que l’on pourrait appeler aujourd’hui une extension de la violence. La « guerre des rues », particulièrement vivace au Daghestan et en Ingouchie, mêle tant des logiques de conflit endogènes propres à ces deux Républiques et à leur situation interne, que des logiques de guerre sainte transnationale contre les « mécréants » au pouvoir. Cependant, et cela reste très saillant à travers toute la phraséologie utilisée par les *djamaats*, la composante anti-coloniale n’a pas disparu. Elle s’exprime seulement sous des formes différentes.

3. **Conclusion**

Que peut bien alors désigner cette « paix nommée Kadyrov » ? Elle pointe une situation de conflit non réglé, nié et masqué par les effets vertigineux de la

---

75 Sur les *djamaats* au Caucase du Nord, leur composition, leur histoire, et l’exportation de la violence à l’extérieur des frontières de la Tchétchénie, voir *supra* la contribution de M. Vatchagaev.


77 Une vague d’attentats-suicides et d’explosions a en effet endeuillé la Tchétchénie. Comme le précise M. Vatchagaev, entre le 1er et le 3 septembre 2009, nombreuses sont les familles qui n’ont pas envoyé leur enfant à l’école lors de la rentrée des classes, de peur de se retrouver sur le chemin de chakhids. *Ibid.*
reconstruction et le partage des bénéfices liés à la négociation de gros budgets alloués par Moscou.

On sait que les transitions de la guerre à la paix dépendent en grande partie de la façon dont les personnes ayant porté les armes sont réintégrées – ou non – dans la société. Dans le cas tchétchène, l’absence de « civilisation » des modes d’expression des différends et l’absence d’élaboration collective de la paix empêchent la gestion pacifique des conflits, inhérents à toute société, a fortiori vivaces après une guerre d’une telle violence.

L’absence de débat politique et de parole libre, de réparation judiciaire, morale et symbolique pour les crimes commis par les forces russes, par les hommes de R. Kadyrov ou par les combattants indépendantistes et/ou islamistes, crée une situation où face à la dictature, la contestation quand elle s’exprime, n’a précisément que la clandestinité et la forêt. La guerre n’en est donc pas moins présente, mais sa forme et sa visibilité ont évolué. La démobilisation n’a pas eu lieu.

Le simple fait qu’une partie importante des hommes entourant Kadyrov soient issus des groupes de combattants indépendantistes incite à se poser la question des évolutions à moyen terme. Les paroles du Premier ministre d’Itchkérie en exil Akhmet Zakaev, prononcées à Londres en mai 2008, avaient surpris un public médusé : il affirmait alors que le processus de décolonisation avait été achevé par Ramzan Kadyrov et que, par conséquent, les Tchétchènes étaient victorieux.


81 « The decolonization of Chechnya is now a fact », said Zakayev, adding for good measure, « The Chechen people have won this war », « Mysterious Shifts in Chechnya », The
On le voit : le pari fédéral de la tchétchénisation dans sa version personnalisée comprend des risques et ne saurait s’analyser que comme une sous-traitance depuis Moscou. Tandis que le président tchétchène est prompt à dénoncer vigoureusement les crimes commis par les fédéraux, à glorifier la langue et la culture tchétchènes, son retournement éventuel contre Moscou et celui des anciens Itchkériens qui l’entourent ne peut être exclu. « Si l’opération anti-terroriste est finie, la guerre, elle, continue en Tchétchénie »

Reconstruction économique et « normalisation » en Tchétchénie

Moussa BASNOUKAEV

« On pourrait filmer un blockbuster ici sans décor ». Telle fut la phrase prononcée par G. Gref, ministre fédéral de l’Économie de V. Poutine, immédiatement après le passage du président russe à Grozny au printemps 2004, saisi lui-même d’effroi par l’étendue des destructions provoquées par deux guerres successives. Cinq ans après cette déclaration imagée, d’autant plus saisissante qu’elle venait d’un officiel de haut rang, la République est reconstruite, les traces visibles de la guerre ont pour l’essentiel disparu, comme pour répondre au slogan officiel de « l’année 2007, année sans trace de la guerre ». Avenues et routes refaites à neuf, magasins, cirque, salle de concert, hôpitaux, grande mosquée, écoles, université, instituts : ce n’est plus un blockbuster sur la guerre que l’on pourrait tourner à Grozny sans décor, mais un feuilleton sur la vie ordinaire d’une ville de province dans la Russie méridionale, n’étaient les problèmes d’approvisionnement en eau – toujours absent de certains quartiers – ou les générateurs de fortune placés à l’intérieur de certains immeubles.

Comment est financée la reconstruction de la Tchétchénie ? Quelle est la part des ressources locales et fédérales, comment s’articulent-elles ? Comment expliquer que, des années durant, aucune reconstruction n’ait vu le jour dans la République, malgré les déclarations officielles, l’adoption de programmes et de budgets, les nominations nombreuses de responsables et que, tout à coup, la frénésie de la reconstruction ait métamorphosé la situation de façon si spectaculaire ? La réponse est à chercher dans la nature des relations entre élites locales et élites fédérales, dont la question économique traduit la spécificité. Il s’agit là de questions qui se posent pour toutes les régions et républiques de la Fédération de Russie, mais avec une acuité particulière dans le cas présent en raison du montant des sommes allouées, des opportunités d’enrichissement personnel offertes par la reconstruction, et des spécificités du contexte post-conflit et des relations entre les autorités fédérales et les autorités tchétchènes.
1. Le pétrole, avatar d’une relation de type colonial ?

Fantasme ou réalité, le pétrole occupe une place importante dans les travaux consacrés à l’économie tchétchène. Si les spéculations ont été nombreuses sur la place du pétrole dans les deux conflits tchétchènes postsoviétiques, la surévaluant parfois au détriment d’autres dimensions du conflit (coloniale, politique, symbolique) 1, le pétrole et ses usages dérivés (raffinage, export) constituent indiscutablement une ressource pour l’économie tchétchène. L’extraction artisanale de pétrole léger (le kondensat, une sorte de diesel directement utilisable dans les moteurs sans être raffiné) a permis à de nombreuses familles de subsister durant les pires années de guerre.

Il est très difficile d’obtenir des informations fiables sur les flux économiques qui lui sont liés et sur les montants tant extraits que raffinés, c’est donc par approximation que l’on peut travailler. Cependant, un aperçu historique donne à voir la nature du lien existant entre Moscou et les élites économiques locales sur cette question. L’enjeu pétrolier a joué un rôle lors de la première guerre de Tchétchénie de 1994-1996. Ainsi, en plein « grand jeu » pétrolier et au moment de la signature du « contrat du siècle » entre compagnies azerbaïdjanaises et consortia occidentaux, dans un contexte où le pouvoir fédéral se souciait de maintenir le contrôle de l’évacuation des hydrocarbures de la Caspienne par le tube Bakou-Novorossiïsk, les bombardements russes ont par exemple épargné les infrastructures pétrolières à Grozny. Le facteur pétrolier a été cependant surévalué, a fortiori durant la deuxième guerre où il joua essentiellement un rôle local.

Cependant, les modalités de la relance des activités de production pétrolière en Tchétchénie ces dernières années est révélatrice du rôle joué par les hydrocarbures dans les relations avec le pouvoir central et de la persistance d’un lien de type colonial, où le fruit de la production économique échappe en partie à la colonie au profit de la métropole. A l’époque soviétique, la Tchétchéno-Ingouchie constituait en effet un des pôles majeurs de raffinage du pétrole pour toute l’URSS. La façon dont le consortium fédéral russe du pétrole, Rosneft, prend en main depuis 2001 la production pétrolière est emblématique de la résurgence de ce lien. Akhmat Kadyrov, le défunt président de Tchétchénie, qui avait des visées sur le complexe pétrolier et son exploitation, a tenté d’obtenir que le produit de la remise en fonctionnement des puits d’extraction revienne à la République, mais le pouvoir fédéral n’a pas cédé.

Au début de la deuxième guerre, la licence d’extraction du pétrole en Tchétchénie a été en effet directement transmise à Rosneft, dont 100 % du capital appartient à l’État fédéral. En 2001, Rosneft a créé une filiale, Grozneftegaz, compagnie dont l’acronyme désigne « Pétrole et gaz de Grozny ». Elle appartient à Rosneft à hauteur de 51 %, tandis que 49 % du capital appartiennent au gouvernement tchétchène. Les parts de Rosneft sont donc décisives, cette compagnie disposant de tous les droits d’extraction du pétrole. En 2008, le montant des dividendes de Grozneftegaz correspondant à l’exercice pour 2006-2007 s’élevait à 260 millions de roubles. Concernant l’extraction, on compte alors 2,5 millions de tonnes de pétrole par an extraits en Tchétchénie, avec une tendance à la hausse. Il existe également un projet

---

1 Voir par exemple Comité Tchétchénie, Tchétchénie, dix clés pour comprendre, Paris, La Découverte, 2005, 3e éd., chapitre « Fait-on la guerre pour le pétrole ? » (note des éditrices).
de reconstruction d’infrastructures d’une capacité d’extraction de 4 millions de tonnes de pétrole par an.

Parallèlement, durant la première moitié des années 2000, s’est développée une économie souterraine de l’extraction et de l’évacuation du pétrole, à laquelle participaient des Tchétchènes et des Russes. Des habitants par centaines étaient occupés à l’extraction du pétrole, qui était ensuite évacué par camions entiers vers l’extérieur de la Tchétchénie par des militaires russes ou des membres du FSB qui touchaient au passage une rétribution certaine. Une large économie informelle, faite de vols et de pillages, s’est ainsi structurée autour de cette activité. En dépit des déclarations du président de Rosneft, Sergueï Bogdantchikov, assurant que tout le pétrole officiellement exploité de la République passait par l’oléoduc, celui-ci reconnaissait que tout ce qui était évacué par camions et par train constituait en réalité du pétrole volé.

Les efforts menés par les autorités tchétchènes pour contrôler les ressources locales et l’économie de la République se heurtent donc à la persistance de pratiques issues de la période soviétique.

2. Le premier programme de reconstruction de 2001 : de la difficulté de reconstruire dans le conflit

Une part importante du financement de la reconstruction vient de programmes spécifiques. Le premier d’entre eux, le programme ciblé de « reconstruction de l’économie et de la sphère sociale de la République de Tchétchénie » est adopté en 2001 par le gouvernement fédéral, alors même que les affrontements se poursuivent quasi quotidiennement. Dans le cadre de ce programme, le gouvernement tchétchène élaborait les projets et montait les budgets, identifiant les priorités, puis envoyait la liste des priorités au ministère fédéral de l’Economie qui sollicitait à son tour le ministère des Finances. C’est ensuite le ministère de l’Economie qui décidait des tranches budgétaires.

Les pratiques de corruption se déclinaient à tout niveau, chacun tentant de « tirer son épingle du jeu ». L’échelle des montants alloués induisait en effet une corruption plus importante que pour d’autres Républiques de la Fédération de Russie et du Caucase du Nord en particulier, dans la mesure où les fonds étaient plus importants et les capacités de contrôle limitées.

Quelques ravalements furent alors effectués, quelques façades furent restaurées à la hâte, comme celle par exemple en 2002, du bâtiment de Grozenergo, le consortium énergétique situé à l’entrée de la Staropromyslovskoe chosse. Mais la République était toujours en ruines et les opérations militaires se poursuivaient. Le programme de reconstruction entraîne surtout une valse de ministres et de responsables, et tant l’administration tchétchène nommée par Moscou que les administrateurs à Moscou chargés de la Tchétchénie font alors l’objet de rotations rapides. Ainsi Vladimir

2 C’est là une spécificité des programmes de reconstruction en tant de guerre : les fonds peuvent être dilapidés sans contrôle, il suffit de dire que les bâtiments reconstruits ont de nouveau été détruits. Ce n’est d’ailleurs pas un hasard si le marché de la reconstruction de l’Ossétie du Sud après la guerre d’août 2008 a été remporté par une compagnie tchétchène, devenue experte dans ce domaine.
Elaguine, nommé ministre fédéral en charge de la Tchéchénie, laisse-t-il la place à Stanislav Iliassov, promu à ce poste après avoir été Premier ministre de la République de janvier 2001 à novembre 2002. Il figure alors sur la liste des personnalités les plus riches de Russie. Mikhail Babitch lui succède comme Premier ministre de la république, jusqu’à ce qu’éclate, en février 2003, un conflit entre A. Kadyrov et lui au sujet de la nomination du ministre des Finances, ce qui lui vaut un départ anticipé. Cet incident témoigne de la place cruciale du ministère des Finances et de la pomme de discorde que l’attribution de ce ministère peut représenter. Après le départ de M. Babitch, d’autres Premiers ministres se succèdent comme Anatoli Popov, ou encore Sergueï Abramov. Jusqu’en 2006, aucun d’entre eux n’est tchéchène. La nomination à ce poste de Ramzan Kadyrov constitue donc une évolution importante. De manière significative, alors que sous le président Alou Alkhanov, qui avait succédé à Akhmat Kadyrov et était totalement contrôlé par Moscou, les nominations de ministres tchéchènes relevaient du pouvoir fédéral, Ramzan Kadyrov parvient à imposer le ministre des Finances de son choix, Eli Issaev, contre la volonté de Moscou, ce qui est interprété comme un signe de l’évolution générale des relations entre Moscou et Grozny et témoigne d’une autonomisation croissante du pouvoir tchéchène.

Pendant plusieurs années, une part importante des fonds officiellement alloués par Moscou à la reconstruction de la Tchéchénie « n’avait jamais dépassé les limites du périphérique de Moscou », pour reprendre l’expression d’Akhmat Kadyrov, défunt père de l’actuel président tchéchène, chef de l’administration provisoire de Tchéchénie de 2000 à 2003, puis officiellement président de cette République d’octobre 2003 à mai 2004, date de son assassinat. L’« évaporation » des fonds se produisait donc au fil d’une chaîne de transmission allant de Moscou à Grozny, une

---


4 S. Abramov avait été ministre des Finances de la Tchéchénie, puis un conflit l’a opposé à Akhmat Kadyrov, mécontent que celui-ci passe plus de temps à Moscou qu’en Tchéchénie. Abramov a été renvoyé, pour revenir quelque temps plus tard comme Premier ministre de Tchéchénie, après un audit de la Cour des comptes fédérale.

5 La rotation des élites politiques russes envoyées en Tchéchénie témoigne de pratiques prégnantes : la Tchéchénie apparaît alors comme un lot de consolation pour des personnalités publiques en disgrâce. Par exemple, Elaguine, vice-gouverneur de la région d’Orenbourg, n’avait pas été élu gouverneur et fut nommé ministre fédéral pour la Tchéchénie. Iliassov avait perdu les élections dans le kraï de Stavropol. Son envoi en Tchéchénie lui permit de poursuivre sa carrière.

6 Eli Issaev est le frère de Khousseïn Issaev, qui fut président du « Conseil d’État » tchéchène, le Gossovet, et qui est mort le 9 mai 2004 dans l’attentat perpétré contre Akhmat Kadyrov.
partie restant « coincée » à Moscou dans les poches de fonctionnaires fédéraux. Seule une partie des fonds arrivait à bon port, et jamais dans les délais impartis, si bien que les projets de reconstruction étaient régulièrement ajournés.

Le décalage entre les sommes allouées sur le papier et l’absence de reconstruction dans la réalité créait une situation de tension entre les élites, et a finalement conduit au remplacement du premier projet fédéral de reconstruction de la Tchétchénie par un nouveau plan. En 2007, jugé peu efficace, le programme de 2001 est donc abandonné ; le Premier ministre fédéral Fradkov signe un arrêté transférant la tutelle du projet de reconstruction de la Tchétchénie du ministère fédéral du Développement économique au ministère de l’Economie régionale. Dans le même temps, la rhétorique utilisée passe de la reconstruction au développement, comme l’indique l’appellation du programme de 2008.

3. Le programme fédéral ciblé de 2008-2011 : de la « reconstruction » au « développement »

Le nouveau programme pour la période 2008-2011 a pour vocation non plus de « reconstruire », mais de « développer » la Tchétchénie. En novembre 2008, un plan stratégique de développement socio-économique de la République devant courir jusqu’en 2020 est même temporairement envisagé, ce qui n’est pas sans rappeler le plan 2020 adopté pour la Russie. Signé par V. Poutine, devenu entretemps Premier ministre de la Fédération de Russie, le programme 2008-2011 prévoit une allocation de 111 milliards de roubles du budget fédéral – à l’origine, les autorités tchétchènes avaient demandé la somme de 164 milliards –, ce qui tranche avec les 30 milliards de roubles dévolus par Moscou dans le cadre du programme antérieur.

Centré sur certains secteurs-clés, il prévoit notamment l’attribution de

- 17,8 milliards pour le logement social et les bâtiments administratifs ;
- 16 milliards pour les hôpitaux et autres structures de santé ;
- 14 milliards pour les écoles et jardins d’enfants ;
- 7 milliards pour l'agriculture.

Par ailleurs, indépendamment des fonds alloués au projet fédéral, le budget de la République est réévalué. Pour 2009, il est de 38,5 milliards de roubles, contre 28 milliards pour 2008. Des investissements sont prévus par ailleurs à hauteur de 2,5-3 milliards de roubles dans les déclarations.

---


8 Les mandats présidentiels sont de quatre ans en Russie, et selon la Constitution russe, un même président ne peut faire plus de deux mandats successifs. En revanche, il peut revenir à nouveau pour deux mandats après une interruption de quatre ans.
4. Autonomisation ou transformation des modalités du contrôle ?

On s’aperçoit que la reconstruction est concomitante d’un contrôle croissant des élites économiques par le président R. Kadyrov. Derrière la reconstruction des villes et villages en Tchétchénie à un rythme soutenu depuis 2005-2006 se profile tout un système de relations entre Moscou et Grozny. Le soutien inconditionnel apporté par V. Poutine à R. Kadyrov, nommé Premier ministre de Tchétchénie en 2006, puis président de cette République à partir de 2007, n’est pas étranger à cette reconstruction et traduit la dimension très personnelle de la transaction à l’œuvre entre Moscou et Grozny.

Le processus de « tchétchénisation » dans sa globalité a en effet impliqué le transfert progressif de la direction politique et économique de la République à des élites tchétchènes. Les hésitations et désaccords au sein du Kremlin ont conduit à des louvoiements dans la politique menée, et on peut supposer qu’une part d’improvisation a pu se manifester dans les choix opérés. Toujours est-il que depuis plusieurs années, la tchétchénisation du conflit comme de l’économie et de la reconstruction est une réalité. L’ambivalence du processus réside entre autres, bien entendu, dans le fait qu’il s’agit d’une stratégie fédérale russe et que l’on peut se demander dans certains cas jusqu’à quel point c’est Moscou qui contrôle Grozny sur le cours des affaires tchétchènes en particulier économiques, et à partir de quel point les évolutions dépendent de Grozny. En tout cas, force est de constater que la montée en puissance de Ramzan Kadyrov a largement modifié la donne. C’est à lui qu’est attribuée la reconstruction.

La reconstruction économique de la Tchétchénie après une destruction quasi totale tient dans une large mesure à la relation existant entre V. Poutine et R. Kadyrov et à la capacité de ce dernier d’obtenir des fonds. Nombreux sont les observateurs qui considèrent que la Tchétchénie jouit paradoxalement d’une plus grande autonomie économique et de ressources plus importantes sous R. Kadyrov que précédemment.

L’importance des financements provenant du Fonds Kadyrov dans les reconstructions témoigne également de l’augmentation fulgurante des ressources financières dont disposent les autorités locales. Les informations à son sujet sont parcellaires. Créé en mai 2004, consécutivement à l’assassinat d’Akhmat Kadyrov, le Fonds est présidé par la veuve du défunt président, Aïmani. Il est impossible d’avoir accès au montant de son budget, mais les estimations montrent qu’il est au moins équivalent au budget de

9 Depuis 2004, les chefs des exécutifs des gouverneurs ne sont plus élus au suffrage universel en Fédération de Russie.


11 Voir la contribution de A. MERLIN dans cet ouvrage.

la République. On sait qu’une partie des fonds provient de donations privées, versées par des membres de la diaspora tchétchène à Moscou (les frères Djabraïlov ou les frères Arsamakow, par exemple), de façon générale d’entrepreneurs privés tchétchènes vivant hors de Tchétchénie, ou encore d’organisations humanitaires étrangères (Syrie). Au cours des trois dernières années, c’est grâce à ce Fonds que la reconstruction de nombreux hôpitaux, écoles, a eu lieu. Le site du Fonds (officiellement « Fonds de bienfaisance du nom d’Akhmat Kadyrov », www.fondkadyrova.com) mentionne une liste des domaines de reconstruction les plus importants : électricification, aqueducs et tuyaux de gaz, logement, orphelinats et internats, routes et ponts, équipements sportifs, mosquées, medrese, lieux saints, écoles, hôpitaux, industrie et l’agriculture. Une autre rubrique concerne l’aide aux invalides et aux personnes les plus fragiles. Une des spécificités est qu’à la différence du budget de la République, les financements du Fonds Kadyrov peuvent être engagés sans que cela passe par le Parlement, ce qui accélère les procédures et permet d’engager des travaux en début d’année.

Ce Fonds Kadyrov semble donc pourvoir d’une large autonomie les élites tchétchènes dans la gestion de la reconstruction.

5. Conclusion

Le processus de « normalisation » de la Tchétchénie, lancé par le pouvoir fédéral officiellement dès la fin 2000, est indissociable de celui de tchétchénisation des élites et du conflit. La reconstruction spectaculaire à l’œuvre depuis quelques années doit en effet beaucoup à la politique menée par le président actuel de la République et à sa capacité à négocier et obtenir de la part de Moscou un budget considérable. Si la reconstruction proprement dite reste déficiente dans l’industrie et l’agriculture, le processus plus global participe clairement de la « normalisation » et produit des effets en termes tant de redistribution des richesses, de sélection des élites, que de relations de pouvoir entre Grozny et Moscou. Le soutien inconditionnel de V. Poutine à R. Kadyrov a jusqu’à présent primé, en dépit de certaines opinions dissidentes à Moscou, exprimant la crainte que R. Kadyrov ne s’émancipe de la tutelle russe.
TROISIÈME PARTIE

Conflits, négociations et construction de l’État
Haut-Karabagh : de nouveaux paradigmes pour la paix et le développement

Tabib HUSEYNOV

Les peuples arménien et azerbaïdjanais sont entrés dans le XXIᵉ siècle avec le lourd héritage d’un conflit ethnique et territorial non résolu, celui du Haut-Karabagh ¹. En plus de dix ans, ils ne sont pas parvenus à rapprocher leurs positions respectives, sur lesquelles ils campent toujours. Véritable cercle vicieux, le conflit entrave le développement de l’Arménie et de l’Azerbaïdjan et présente des risques d’escalade qui en font une menace potentielle pour la paix et la sécurité internationales.

Notre objectif est d’analyser le processus de résolution du conflit et de suggérer quelques approches qui pourraient œuvrer en ce sens. Une résolution stable et durable suppose un changement radical des stratégies poursuivies non seulement par les parties en conflit, mais également par les médiateurs, qui doivent prendre en compte les incertitudes intrinsèquement liées aux propositions qu’ils avancent. Après un exposé de l’état des négociations et des questions qu’elles soulèvent, nous présenterons les mesures politiques qui selon nous pourraient faire progresser le processus de paix.

¹ Le Haut-Karabagh est une région d’Azerbaïdjan s’étendant sur une superficie d’environ 4 400 km². D’après le recensement de 1989, le dernier avant la guerre, il comptait 189 085 habitants, dont 145 500 Arméniens (76,9 %) et 40 700 Azéris (21,5 %). Les affrontements intercommunautaires entre Arméniens et Azéris se sont transformés en une véritable guerre en 1992-1994, qui s’est conclue par l’occupation du Haut-Karabagh et d’une partie importante des territoires azerbaïdjanais adjacents par les forces arméniennes. D’après les autorités arméniennes du Haut-Karabagh, la population s’élèverait aujourd’hui à 145 000 habitants, tous arméniens, la population azérie ayant fui durant la guerre. Pour plus de détails, voir INTERNATIONAL CRISIS GROUP, Nagorno-Karabagh : Viewing Conflict from the Ground, Bruxelles, septembre 2005.
1. L'état des négociations

Conflit ethno-territorial le plus ancien de l’aire postsoviétique, le cas du Haut-Karabagh présente un intérêt pour la réflexion sur les conflits et leur résolution en raison de sa complexité – rôle des héritages historiques, des identités ethniques et du nationalisme –, mais également parce qu’il touche à des questionnements plus généraux : controverses entre auto-détermination et souveraineté, sécession et intégrité territoriale, partition ou coexistence, méthodes démocratiques de résolution de conflit et gestion reposant sur le respect des droits individuels et collectifs, modalités de l’engagement international, par exemple.

Après un rappel historique sur le conflit et les négociations, nous analyserons le processus de paix en nous interrogeant sur la pertinence d’une grille fondée sur les intérêts des acteurs.

A. Les origines du conflit


C’est en 1994 que la phase active du conflit prend fin avec la signature d’un accord de cessez-le-feu qui entérine de facto les gains militaires arméniens.

Les parties ont globalement su maintenir le cessez-le-feu en vigueur en dépit de violences occasionnelles qui ont donné lieu à des affrontements de faible intensité causant des victimes ; elles ne sont en revanche parvenues à aucun accord.

On estime à 30 000 morts et 50 000 blessés le nombre de victimes totales du conflit. Entre son déclenchement début 1988 et le cessez-le-feu de 1994 qui reste en vigueur aujourd’hui, on estime que 300 000 Arméniens ont fui l’Azerbaïdjan, 185 000 Azéris ont fui l’Arménie, et 620 000 Azéris ont fui le Haut-Karabagh et les territoires occupés adjacents 4. En outre, 30 000 déplacés arméniens d’autres régions d’Azerbaïdjan se sont installés au Haut-Karabagh, après avoir vécu un temps en Arménie ou dans d’autres États 5. Enfin, selon des sources arméniennes, 70 000 des Arméniens qui vivaient avant la guerre en Azerbaïdjan se seraient installés dans des pays tiers 6. Si l’on ajoute à cela les Azéris chassés de la région, cela signifie qu’environ les deux tiers de la population vivant au Haut-Karabagh avant la guerre – Arméniens et Azéris confondus – n’y résident plus aujourd’hui 7.


---

5 Nagorno-Karabakh : Viewing the Conflict from the Ground, ibid., p. 6.
6 Ibid., note 2, p. 4.
7 Ibid.
8 Ibid., p. 9 et p. 12.

**B. Des négociations épineuses**


En mai et septembre 1997, l’OSCE a été à l’initiative de deux propositions, nommées respectivement « résolution globale » et « méthode par étapes ». Selon l’approche globale, les parties devaient parvenir à un accord global sur l’ensemble des différends, y compris sur le statut du Haut-Karabagh, appelé à rester formellement au sein de l’Azerbaïdjan tout en conservant sa souveraineté. Cette proposition a été refusée par les autorités arméniennes du Haut-Karabagh, et acceptée, avec des réserves importantes, par l’Arménie et l’Azerbaïdjan en tant que base de négociation. La méthode par étapes présentée peu après par les médiateurs différait en ce sens qu’elle préconisait d’abord le retrait arménien des territoires occupés azéris hors du Haut-Karabagh (à l’exception de la province de Latchine, qui fait la jonction entre l’Arménie et le Haut-Karabagh), le retour chez eux des populations déplacées, la levée des embargos économiques, les négociations finales sur le statut du Haut-Karabagh ne devant commencer qu’une fois ces mesures mises en œuvre. L’Azerbaïdjan puis, après quelques hésitations, l’Arménie, acceptèrent tous deux ce plan à titre conditionnel, mais les autorités arméniennes du Haut-Karabagh le rejetèrent, exigeant la reconnaissance de leur indépendance comme préalable à toute discussion. En outre, l’opposition contraindit le président arménien Levon Ter Petrossian à la démission, permettant à l’ancien président de facto du Haut-Karabagh, Robert Kotcharian, appartenant à la frange politique plus dure, d’accéder au pouvoir.

En 1998, le groupe de Minsk avance une proposition d’« État commun » : il n’y aurait pas de relations de hiérarchie entre l’Azerbaïdjan et les autorités arméniennes du Haut-Karabagh, et celui-ci jouirait d’une indépendance de facto, mais non de jure, car il n’aurait pas le droit de faire sécession. Ce plan a été accepté sous condition par l’Arménie et les autorités arméniennes du Haut-Karabagh, mais rejeté par l’Azerbaïdjan, qui y a vu une capitulation. Pour le président azerbaïdjanais de l’époque, Heydar Aliev, le projet d’un État commun était inacceptable pour la partie azerbaïdjanaise dans la mesure où « cela impliquait que le [Haut]-Karabagh était un

---

Les discussions bilatérales entre les présidents Heydar Aliyev et Robert Kotcharian qui s’ensuivirent étaient, semble-t-il, sur le point d’aboutir à un accord sur la base d’une version reformulée et modifiée des propositions de 1998, quand les assassinats au sein du Parlement arménien en octobre 1999 mirent un terme aux discussions 11.

Des discussions entre les présidents arménien et azerbaïdjanais eurent ensuite lieu en mars-avril 2001 à Paris et à Key West, en Floride. Le détail en a été tenu secret, et les deux parties en ont présenté ensuite des versions contradictoires, mais on sait qu’elles portaient sur un échange de territoire entre la bande reliant le Haut-Karabagh à l’Arménie – le « corridor de Latchine » –, et la bande située entre l’Azerbaïdjan et l’exclave du Nakhichevan (le « corridor de Meghri »)12. Les deux présidents, en butte à de très fortes critiques intérieures, ont tous les deux nié s’être accordés sur un échange de territoire. Après l’échec des accords de Key West, les négociations connurent un temps d’arrêt prolongé par la relève du pouvoir en Azerbaïdjan. Un échange de territoires était une option irréaliste, inacceptable pour les Azerbaïdjanais comme pour les Arméniens.


après le retour des déplacés azéris, et statut temporaire, avec une aide et des garanties internationales substantielles jusqu’à l’organisation du scrutin 13.


Les « principes de base » qui deviendront les « propositions de Madrid » après la rencontre de Madrid, présentaient l’avantage, par rapport aux propositions antérieures, d’éviter un faux dilemme entre la méthode par étapes privilégiée par l’Azerbaïdjan et l’approche globale qui avait les faveurs de l’Arménie. L’Azerbaïdjan et l’Arménie, en discutant des propositions de Madrid, s’accordèrent sur la nécessité de repousser la définition du statut à la fin, lorsque toutes les autres mesures d’instauration de la confiance auraient été mises en œuvre (reprenant là un élément de la méthode par étapes), tout en reconnaissant que ces mesures elles-mêmes ne pourraient être réalisées qu’après que les parties se soient mises d’accord sur le mécanisme visant à définir le statut final (reprenant là un élément de l’approche globale). Selon les termes de l’ancien ministre des Affaires étrangères arménien Vardan Oschanian, « ce n’est qu’après être parvenues à un accord complet sur tous ces principes de base que les parties commenceraient à travailler sur un projet d’accord sur le règlement du conflit » 15.

Elles ne purent toutefois rapprocher leurs vues sur les modalités concrètes d’application de ces principes et ne parvinrent pas à surmonter leurs différends quant au fait de savoir qui devait participer au scrutin, sur quelle question celui-ci devrait porter, la date et les modalités de son organisation, chacun étant persuadé que ces points étaient déterminants dans l’issue des pourparlers de paix. Les Arméniens demandent que le plébiscite se tienne exclusivement à l’intérieur du Haut-Karabagh et au scrutin majoritaire. L’Arménie veut également que le statut soit déterminé avant le retour des Azéris au Haut-Karabagh à proprement parler, considérant le retour comme l’une des questions à discuter. En revanche, l’Azerbaïdjan considère que le référendum doit avoir lieu sur l’ensemble de son territoire, la constitution ne permettant pas qu’un référendum se tienne dans une seule région. Il considère également que les Azéris du Karabagh devraient pouvoir rentrer chez eux et décider du statut futur du Haut-Karabagh au même titre que les Arméniens du Karabagh.


2. L’absence d’espace de négociation, un défi majeur

Cet aperçu de l’état des négociations montre que les parties en conflit sont enfermées dans des comportements à somme nulle fondés sur des rapports de force. La structure des négociations se caractérise par l’absence de prise en compte des besoins et des intérêts de la partie opposée.


Les Arméniens et Azerbaïdjanais ne sont donc pas parvenus à établir un « espace de négociation », cadre dans lequel ils pourraient parvenir à un accord pacifique. Au contraire, ils agissent dans des cadres de négociation qui s’excluent mutuellement : les Arméniens demandent l’indépendance ou le rattachement du Haut-Karabagh à l’Arménie, tandis que l’Azerbaïdjan rejette tout compromis sur son intégrité territoriale. L’Arménie insiste pour que tous les différendes soient réglés en même temps, car cela optimise ses leviers de négociations, lui permettant d’utiliser les territoires occupés adjacents au Haut-Karabagh comme une monnaie d’échange pour arracher plus de concessions de la part de l’Azerbaïdjan sur le statut du Haut-Karabagh ; la volonté de l’Azerbaïdjan d’obtenir d’abord un retrait pour remettre à plus tard la question du statut est difficile à accepter par l’Arménie qui craint de perdre son avantage stratégique et de se voir imposer par la suite une solution contraire à sa volonté.

Arméniens et Azerbaïdjanais se sont retrouvés dans l’impasse en raison de leur incapacité à créer un espace de négociation. Alors que les discussions piétinent, les autorités arméniennes et azerbaïdjanaises en viennent à adopter face au conflit des comportements mêlant stratégie d’évitement et poursuite des rivalités, tout en jouant la montre 16. Les parties évitent tout conflit majeur, préservant le statu quo, mais elles cherchent à profiter « du temps gagné » afin de s’assurer un avantage sur l’adversaire en termes de rapport de force ou de légitimité.

Ainsi, au fur et à mesure qu’augmentent ses revenus du pétrole, l’Azerbaïdjan se sent plus assuré de sa supériorité et de sa capacité à dicter à terme ses conditions à l’Arménie. Grâce à des revenus pétroliers en forte hausse et un budget décuplé ces quatre ou cinq dernières années, ses dépenses militaires ont été multipliées par 15 entre 2003 et 2008, passant de 135 millions de dollars à 2 milliards 17. L’Arménie et les autorités arméniennes du Karabagh cherchent, elles, à gagner du temps, observant le précédent du Kosovo et espérant que l’Azerbaïdjan et la communauté internationale

16 Nagorno-Karabakh : Risking War, op. cit.
17 En termes absolus, cela représente 4,5 fois plus que les dépenses militaires arméniennes, bien que les dépenses militaires de l’Azerbaïdjan ne représentent que 2,6% de son PIB, contre 6,5% pour l’Arménie. Pour plus de détails, voir INTERNATIONAL CRISIS GROUP, Azerbaijan : Defence Sector Management and Reform, Bruxelles, octobre 2008.
seront à terme contraints de reconnaître *de jure* leur avantage *de facto* (cédant là à l’injonction du « fait accompli »).

Les deux parties utilisent ainsi le *statu quo* pour obtenir ce qui leur manque le plus : l’Azerbaïdjan cherche de son côté à faire trainé les choses pour augmenter sa puissance militaire et pouvoir ensuite revenir sur le fait accompli arménien, tandis que l’Arménie cherche à doter ses exigences d’une plus grande légitimité. Aucune des parties n’envisage sérieusement la paix, ce qui accroît naturellement le scepticisme des sociétés arménienne et azerbaïdjanaise sur les chances d’une solution pacifique, et l’insatisfaction par rapport à un processus de paix de plus en plus perçu comme un trompe-l’œil. Le maintien du *statu quo*, dans ces conditions, enracine dans les sociétés une approche « vainqueur contre vaincu » qui fragilise le processus de paix et accroît la probabilité d’une reprise des hostilités.

3. **Les « principes de base » : une prise en compte des incertitudes**

Les « principes de base » proposés par le groupe de Minsk de l’OSCE à l’Arménie et à l’Azerbaïdjan dans le cadre du processus de Prague constituent probablement la tentative la plus prometteuse de créer les paramètres concrets d’une résolution future, autrement dit, d’établir un espace de négociation au sein duquel les parties pourraient parvenir à un arrangement. Aucune des propositions antérieures n’avait suscité un tel intérêt et de telles discussions de la part des deux parties. Comme cela a été dit plus haut, l’avantage de ces principes est qu’ils combinent les méthodes par étapes et globale qui ont la préférence respectivement de l’Arménie et de l’Azerbaïdjan, et qu’ils tentent de dessiner, non un accord global détaillé, mais un cadre de répartition des droits et des pouvoirs. En ce sens, ils constituent une tentative des médiateurs d’élaborer les paramètres acceptables d’une solution, qui clarifieraient les procédures et les relations basées sur les rapports de force ou la légitimité.

Cependant, les principes de base présentent un défaut important qui leur interdit de servir de cadre à une solution future : ils ne prennent pas en compte les incertitudes auxquelles sont confrontées les parties en conflit, ni leur insécurité.

Sur la question la plus centrale et la plus litigieuse, celle du statut du Haut-Karabagh, les « principes de base » envisagent un processus à l’issue ouverte qui donne à chacune des parties une large marge de manœuvre. Cette formule a certainement des mérites, dans la mesure où il est très peu probable qu’Azerbaïdjanais et Arméniens s’accordent à l’avance sur le statut définitif du Haut-Karabagh. Mais s’ils proposent un processus à l’issue ouverte, les principes de base ne donnent pas aux parties des garanties suffisantes sur le fait qu’elles ne seront pas contraintes, à des stades ultérieurs du règlement, d’accepter des décisions contre leur gré.

Les médiateurs du groupe de Minsk ont eu tendance, dans leur approche et leurs propositions, à se focaliser sur le fait que toute procédure qui prédéterminerait le statut final du Haut-Karabagh était par définition incompatible pour les parties au conflit. Ainsi, un référendum au scrutin majoritaire organisé exclusivement au Haut-Karabagh est par définition incompatible pour l’Azerbaïdjan, car cela reviendrait à légitimer la sécession du Haut-Karabagh contre la volonté azérie. L’argument selon lequel, dans le cadre du processus, l’Azerbaïdjan aura la possibilité d’attirer les Arméniens du Haut-Karabagh dans son giron n’est pas convaincant pour les Azerbaïdjanais, car il
ne tient pas compte de leur crainte d’être contraints d’accepter une décision contraire à leur volonté. Celle-ci s’en est trouvée renforcée par la déclaration unilatérale de l’indépendance du Kosovo et sa reconnaissance par un certain nombre d’États en dépit de l’opposition de la Serbie. Un référendum au scrutin majoritaire à l’échelle de l’Azerbaïdjan est tout aussi inacceptable pour les Arméniens parce que l’issue en serait connue d’avance. Ainsi, tout accord est impossible tant que les propositions faites envisagent que le statut final du Haut-Karabagh soit défini sur la base d’un vote majoritaire.

Cette option n’est pas réaliste, elle entrave également le processus de paix dans la mesure où elle pousse les deux parties à instrumentaliser la question du retour des réfugiés et des déplacés. Elle incite les Arméniens à empêcher le retour des Azéris au Haut-Karabagh, ou du moins à le limiter et le décourager, et incite Bakou à y reloger le plus d’Azéris possible, qu’il s’agisse de ceux qui ont été déplacés durant la guerre ou de leurs descendants. Cela ne manquera pas d’attiser les tensions et désaccords sur l’identité de ceux qui sont habilités à retourner et à prendre part au scrutin sur le statut de la région.

Ainsi, la crainte de se voir imposer une décision contre sa volonté et l’impossibilité de donner des garanties suffisantes pour assurer la sécurité et la dignité des Azéris qui reviendront au Haut-Karabagh constituent les deux apories majeures des négociations en cours dans le cadre des « propositions de Madrid ». Elles sont une source intrinsèque de conflit car même si les parties signent un accord de paix formel, celui-ci autorisera (et en réalité, encouragera) chacune des parties à instrumentaliser le processus afin d’en obtenir l’issue qui lui paraît la plus souhaitable. Ainsi, à mesure qu’approchera l’échéance du plébiscite/référendum, les parties seront moins soucieuses de réconciliation, et plus enclines à créer des conditions qui leurs soient favorables, notamment en jouant sur la composition démographique de la région, en y installant plus de représentants d’un groupe ethnique (de la part de l’Azerbaïdjan ou de l’Arménie) ou en entravant le retour des déplacés (dans le cas de l’Arménie et de l’administration arménienne du Haut-Karabagh).

Dans les « propositions de Madrid », « le diable est dans les détails », comme l’ont abondamment fait remarquer les diplomates azerbaïdjanais et arméniens, car en l’absence d’un accord sur son issue, les procédures techniques *a priori* secondaires pourraient amener à un règlement suscitant l’opposition d’une des parties. Du coup, tant les Arméniens que les Azerbaïdjanais, craignant d’être déçus ou piégés, campent sur leurs positions respectives, comme en témoigne l’idée avancée par les négociateurs arméniens et azerbaïdjanais que « tant qu’on ne se met d’accord sur tout, on n’est d’accord sur rien ».
Afin de dépasser la défiance et l’insécurité qui entravent les négociations, il faut convaincre les parties qu’aucun accord ne leur sera imposé contre leur volonté. Si elles étaient plus en confiance, elles seraient moins inflexibles, et plus enclines à prendre en considération d’autres options. Tout accord paraît peu probable tant que l’une des parties, voire les deux, n’a pas confiance dans le processus de paix.

Il est clair que les parties ne parviendront pas à un accord sur les principes de base tant qu’elles les voient comme impliquant un vote majoritaire.

Il faut que les discussions publiques arrêtent de présenter les « principes de base » comme envisageant un suffrage dans lequel la majorité – quelle qu’elle soit, et quelle que soit la décision prise – décidera du statut final. C’est une condition indispensable pour que les propositions de Madrid soient comprises correctement et puissent amener à des progrès tangibles. Les parties devraient commencer à envisager des scénarios alternatifs permettant aux Arméniens et aux Azerbaïdjanais d’endosser le règlement politique négocié par leurs dirigeants en votant séparément, la décision finale dépendant d’un consensus entre les communautés. Des élections pourraient être organisées à destination des électeurs arméniens et azéris du Haut-Karabagh, puis après des Arméniens et des Azéris en général.

Il est fort possible que le résultat des votes soit diamétralement opposé dans le cas des Arméniens et des Azéris. Dans ce cas, le statut intérimaire en vigueur avant le scrutin devra être maintenu. D’après les propositions du groupe de Minsk, celui-ci devrait fournir à la population du Haut-Karabagh un cadre juridique provisoire lui permettant « de protéger et contrôler sa viabilité politique et économique et sa sécurité, (...) d’avoir un statut d’observateur à l’OSCE, (...) de recevoir l’aide de pays tiers et des bailleurs de fonds internationaux, (...) des investissements étrangers directs et d’avoir accès aux marchés internationaux » 20.

Ce statut intérimaire constituerait ainsi une semi-légitimation de l’administration arménienne de facto du Haut-Karabagh, tout en garantissant le retour des déplacés azéris et le déploiement d’une force de maintien de la paix internationale pour protéger leur sécurité. Les communautés arménienne et azérie du Haut-Karabagh ainsi que les sociétés arménienne et azerbaïdjanaise seraient autorisées à tenir des élections autant de fois qu’elles le veulent (par exemple tous les cinq ans après le premier suffrage). A terme, même si l’issue des élections diffère, l’environnement non violent dans lequel Arméniens et Azéris auront réappris à coexister pacifiquement pourra peut-être adoucir les positions et conduire à une paix équitable et durable dans la région.

4. Prise de conscience et dialogue : des clefs pour aller de l’avant

L’analyse qui vient d’être faite montre que les parties, mais aussi les médiateurs, doivent changer d’approches et de politiques. Les Arméniens et les Azéris doivent comprendre qu’ils ne peuvent garantir leur sécurité par l’insécurité de l’autre. La communauté internationale, et particulièrement les médiateurs, doivent dépasser les concepts traditionnels de « compromis » et adopter une démarche créative pour identifier les intérêts et les besoins communs.

20 Ibid., p. 5.
Plusieurs mesures doivent être prises par les dirigeants politiques, les sociétés civiles des parties en conflit ainsi que les médiateurs, et au-delà, par la communauté internationale.

A. **Impliquer les sociétés dans le débat, notamment sur les options existantes sur la table des négociations et leurs implications, encourager les contacts par le bas entre Arméniens et Azéris**

Dans la déclaration commune de juin 2006 qui rendait pour la première fois publics les principes de base, les présidents du groupe de Minsk disaient qu’un vote sur le statut n’était envisageable que « dans un environnement non coercitif dans lequel des citoyens bien informés auraient eu la possibilité de se forger une opinion après un vrai débat public » 21. Cette déclaration reconnaissait ce qui tombe sous le sens : la coercition ne peut produire de paix durable, et même si les autorités arméniennes et azerbaïdjanaises signaient un accord de paix formel, celui-ci serait voué à l’échec s’il n’était pas compris et endossé par les peuples. Une paix durable n’est possible que si les peuples donnent leur assentiment, par le biais d’une décision consciente et informée, à un accord de paix signé par leurs dirigeants.

Si le public était mieux informé des enjeux, des différentes options et de leurs implications, l’insécurité liée à la crainte d’être déçu ou piégé, expliquant que chaque partie campe sur ses positions, pourrait diminuer. Cependant, un débat confiné au cadre intérieur ne pourrait que produire des résultats limités, car il serait concentré sur les arguments et les positions de l’une des parties en conflit. Les contacts et les discussions entre Arméniens et Azéris, y compris sur les sujets les plus sensibles, constituent le meilleur moyen d’apprendre l’un de l’autre. C’est la voie la plus efficace pour se confronter à différents cadres d’interprétation et d’analyse du conflit, et pour apprendre à connaître les revendications, les besoins et les intérêts de chacun.

Impliquer un plus large public dans le processus de paix, mener des discussions publiques sur les sujets sensibles, encourager les contacts à la base entre Arméniens et Azéris alors que ceux-ci interprètent le conflit en des termes radicalement différents : tout cela peut à première vue paraître contre-productif. Le risque est en effet que la confrontation avec des discours et cadres de pensée différents et l’impossibilité de les réconcilier entraîne une plus grande insatisfaction chez les interlocuteurs et qu’ils perdent foi en leur utilité. Les élites politiques et les médiateurs pourraient alors être tentés de poursuivre les négociations en secret. Cependant, il s’agit là d’une stratégie vouée à l’échec, car en évitant le débat sur les sujets les plus sensibles, entre eux ou au sein de leur société respective, les parties adopteraient une stratégie d’évitement qui, comme cela a été montré plus haut, non seulement ne peut résoudre le conflit mais ne peut produire qu’une issue perdant-perdant.

Il est donc crucial que les dirigeants politiques et les médiateurs informent, éduquent les sociétés civiles arménienne et azérie, discutent avec elles des solutions possibles. Il est tout aussi important qu’Arméniens et Azéris se rencontrent sans crainte de s’engager dans un débat sincère et ouvert portant sur leurs revendications.

---

leurs besoins et leurs intérêts. Ces discussions ne peuvent, à terme, que produire des citoyens mieux informés, aptes à mieux comprendre le conflit, moins prompts à être l’objet de manipulations populistes, in fine plus aptes à prendre de meilleures décisions.

B. **Impliquer les représentants des Arméniens du Karabagh et des Azéris du Karabagh dans les pourparlers de paix**

L’une des spécificités du conflit du Karabagh tient aux divergences sur la définition même des parties en conflit. Les cadres et les interprétations contraires développés par les Arméniens et les Azéris durant le conflit ont créé de la confusion dans la communauté internationale et c’est la raison principale pour laquelle aucune institution internationale ne s’est risquée à en donner une évaluation politique et juridique claire.

L’Arménie cherche à prendre des distances par rapport aux négociations en présentant le conflit comme opposant essentiellement le gouvernement azerbaïdjanais et les Arméniens du Karabagh, c’est-à-dire comme un conflit intra-étatique. L’Azerbaïdjan, qui de son côté se montre réticent à négocier simultanément avec deux parties arméniennes, le voit comme un conflit interétatique avec l’Arménie, et craint que des pourparlers bilatéraux avec les Arméniens du Karabagh n’amènent l’Arménie à se retirer des négociations, tout en continuant à soutenir les autorités séparatistes. Le gouvernement azerbaïdjanais minimise donc le rôle qu’ont joué les Arméniens du Karabagh dans la phase militaire du conflit, rejette toute idée de discussions bilatérales avec les autorités arméniennes du Karabagh, et cherche à ne négocier directement avec l’Arménie.

La partie arménienne, de la même manière, refuse de voir les Azéris du Karabagh comme l’une des parties prenantes du processus de paix. Les Arméniens ont peur d’avoir à partager le pouvoir avec eux dans la future entité autogouvernée et de n’y être qu’une « cinquième colonne » de l’Azerbaïdjan. Les négociateurs arméniens ont donc essayé de mettre en parallèle le sort des Azéris du Karabagh avec celui des réfugiés arméniens d’Azerbaïdjan, ce qui a nécessairement amené Bakou à exiger que la question des réfugiés arméniens d’Azerbaïdjan soit examinée en parallèle à celle des réfugiés azéris d’Arménie. Les deux parties en viennent ainsi à instrumentaliser les réfugiés et les déplacés afin d’obtenir des dividendes politiques dans un jeu à somme nulle.

Cette double politique de « non-reconnaissance » de l’une des parties a longtemps encouragé les parties à polémiquer sur des points secondaires, comme les questions terminologiques ou procédurales, entravant ainsi le dialogue sur les questions de fond.

Si l’on définit les « parties en conflit » comme des parties qui peuvent avoir recours à la violence de manière (semi-)indépendante pour poursuivre leurs objectifs, alors, trois parties sont aujourd’hui impliquées dans le conflit du Karabagh : l’Arménie, l’Azerbaïdjan et les Arméniens du Karabagh. Cette approche fondée sur la force laisse sur la touche les Azéris du Karabagh car, contrairement aux Arméniens du Karabagh, ceux-ci ne disposent pas d’institutions propres, ils sont marginalisés et complètement dépendants du gouvernement azerbaïdjanais. Cependant, même s’ils ne constituent
pas aujourd’hui une force organisée, ils sont un facteur potentiel de déstabilisation en Azerbaïdjan.

Si on les définit en revanche comme les principales parties prenantes du conflit, dont l’implication est nécessaire pour parvenir à une paix durable, on doit alors considérer le conflit selon une triple dimension : 1) une dimension interétatique, entre l’Arménie et l’Azerbaïdjan, 2) une dimension intra-étatique, entre l’Azerbaïdjan et les Arméniens du Karabagh, 3) une dimension intercommunautaire, entre les Arméniens du Karabagh et les Azéris du Karabagh. Seule une prise en compte de ces trois dimensions dans les pourparlers permettra au processus de paix de progresser.

Pour parvenir à une solution négociée, il est indispensable d’impliquer plus activement les Arméniens et les Azéris du Karabagh dans les négociations, et particulièrement dans les discussions sur des préoccupations communes telles que le statut, le retour des déplacés, la coexistence pacifique au Haut-Karabagh. L’arrivée de ces nouveaux acteurs à la table des négociations, tout comme l’implication d’un large public dans le processus de paix, peut être jugée contre-productive et de nature à compliquer les négociations. Cependant, si des représentants des Arméniens et des Azéris du Karabagh y sont associés, ceux-ci auront moins à craindre qu’une décision ne leur soit imposée contre leur volonté, et de se retrouver exclus du processus. Il sera ainsi plus facile d’obtenir leur assentiment à un accord de paix final.

Mais pour qu’une telle recommandation soit applicable, la plus grande attention doit être accordée aux institutions de la société civile parmi les Arméniens du Karabagh, et plus encore parmi les Azéris du Karabagh, en tant qu’ils constituent le groupe le plus faible et le plus marginalisé du conflit. Cette vulnérabilité hypothèque l’ensemble des négociations, elle renforce le sentiment d’insécurité, et l’imperméabilité aux idées et propositions nouvelles, affaiblissant de ce fait le processus de paix. Une résolution du conflit fondée sur les intérêts, et visant des bénéfices mutuels, nécessite des parties fortes, en confiance, des négociations qui associent toutes les parties, et un dialogue sincère et sans tabou.

**C. Elaborer une vision commune fondée sur des valeurs et aspirations partagées**

Les discours et cadres mentaux utilisés pour décrire et analyser le conflit et les positions en présence sont partie intégrante du conflit lui-même. Quand un discours particulier est intériorisé par un groupe, il modèle les attitudes et les perceptions (y compris fausses) de celui-ci. Or, comme on l’a vu, les discours sur le conflit en vigueur chez les Arméniens et chez les Azéris s’articulent tous deux autour de catégories « gagnant contre perdant », dans une logique d’opposition.

Il n’est possible de progresser vers une solution pacifique qu’en transformant les cadres d’interprétation du conflit et les discours antagonistes et s’excluant mutuellement. Arméniens et Azéris ont besoin d’une vision commune reposant sur des valeurs et aspirations partagées, favorisant l’émergence d’un discours commun, et ont besoin de croire sincèrement qu’une solution acceptable par tous

---

et mutuellement avantageuse est possible. Cela suppose qu’un nouveau regard soit porté sur les perceptions traditionnelles qui sous-tendent le conflit, telles que la souveraineté, l’auto-détermination ethnique, les relations majorité-minorité, les territoires nationaux et ethniques, et que de nouvelles formes de gouvernance soient envisagées dans la région. De ce point de vue, l’expérience de l’Union européenne, qui a su concilier en son sein des revendications ethniques antagonistes grâce à des systèmes de gouvernance multi-niveaux et à une intégration politique et économique, peut servir de modèle intéressant.

5. Conclusion

Même les meilleures idées prenant en compte les besoins et intérêts sous-jacents des parties au conflit feront long feu si les parties en conflit ne parviennent pas à trouver un espace de négociation, faute d’accord sur qui a raison et qui est en position de force. Malheureusement, Arméniens et Azéris sont aujourd’hui dans une impasse dont ils pourront difficilement s’extraire sans que la communauté internationale les aide à définir des limites claires dans lesquelles parvenir à une solution négociée.

La communauté internationale ne peut pourtant imposer une décision à l’une ou l’autre partie, et cela ne permettrait pas, de toute manière, une paix durable. Les négociations en cours autour des « principes de base » constituent pour l’heure la meilleure chance de parvenir à un règlement, à condition toutefois qu’Arméniens et Azéris sachent qu’ils ne se verront pas imposer, à la fin du processus, une décision contraire à leur volonté, en particulier sur la question du scrutin qui déterminera le statut final du Haut-Karabagh. Celui-ci doit être déterminé dans un « environnement non coercitif » et par « des citoyens bien informés », comme le déclarent les médiateurs.

Seul un changement d’approche et de politique permettra de débloquer le processus de paix. Il est indispensable de rompre les schémas « perdant-gagnant » qui dominent dans la région et d’élaborer une vision commune, qui débouche sur un discours commun fondé sur des valeurs, besoins et aspirations communs.

Les parties en conflit et les médiateurs doivent comprendre que le statu quo en vigueur ne peut durer, et que s’il était amené à se prolonger, cela ne pourrait que compliquer la situation et diminuer les chances d’une résolution pacifique. La crise d’août 2008 en Géorgie a démontré la fragilité des statu quo dans les conflits ethno-territoriaux non stabilisés. Une reprise des hostilités à propos du Haut-Karabagh représenterait une menace pour la sécurité régionale et européenne plus grande encore que la guerre d’août 2008 en Géorgie.

Afin d’enclencher ce processus, il est urgent, tant en Arménie qu’en Azerbaïdjan, d’associer les élites et les sociétés civiles à un véritable et large débat sur certaines des questions les plus sensibles, y compris sur la nécessité de mener des réformes de fond dans la gouvernance de deux États. Seules des décisions réfléchies et bien informées des peuples peuvent mener à la paix et au développement. Les sociétés civiles – y compris les experts et les élites politiques – doivent assumer un rôle de leader pour que les peuples soient à même de prendre de meilleures décisions pour eux-mêmes.

Traduit de l’anglais par Silvia SERRANO
Nœud gordien ou rocher de Sisyphe ?
Le conflit du Haut-Karabagh dans les stratégies des chefs d’État de l’Arménie postsoviétique

Taline Papazian


---


2 Le Haut-Karabagh a été rattaché à la RSS d’Azerbaïdjan par une décision du Bureau caucasion aux nationalités, dirigé par Staline, en juillet 1921.


Sur le plan externe, – qui n’est pas notre propos – le conflit est source de contrainte, tandis que sur le plan interne, il est à la fois ressource et contrainte, en raison des attentes de l’opinion publique et des nécessités de légitimation politique. Les chefs d’État arméniens sont donc confrontés à un dilemme : institutionnellement et en pratique, le président – entouré de quelques individus, ministres ou conseillers – est responsable de la politique étrangère, et donc du processus de négociations autour d’une question difficile à résoudre mais dont l’évolution, sur le plan interne, peut conforter ou, au contraire, déstabiliser son pouvoir. Autrement dit, il n’est pas évident de savoir si les chefs d’État arméniens ont intérêt à régler la question du Haut-Karabagh, pour autant qu’ils le puissent. D’un côté, ils peuvent considérer la situation de fait comme appelée à durer, par manque d’emprise ou en raison des ressources qu’elle fournit sur la scène interne ; de l’autre, la résolution du conflit

---

3 Institutions héritées de la période soviétique, les ministères de force désignent les ministères en charge de la sécurité intérieure et extérieure. Bien que leur composition soit variable, ils regroupent traditionnellement la Défense, la Sécurité (ex-KGB) et l’Intérieur.

peut être vue comme une urgence dont dépend leur liberté de mouvement. En suivant les étapes de la transformation de la question du Haut-Karabagh depuis 1988, puis en analysant les oppositions publiques autour des possibilités de règlement et sa place dans les stratégies politiques, nous montrerons les oscillations entre ces deux positionnements. Responsables d’un règlement du conflit, les élites arméniennes construisent un discours qui reflète en partie leur positionnement, mais qui vise aussi à neutraliser les effets potentiellement négatifs de la question dans les jeux politiques, sans toutefois pouvoir – ou vouloir – s’en dégager.

1. Les transformations de la question du Haut-Karabagh depuis 1988


A. La question du Haut-Karabagh, moteur du mouvement national démocratique en Arménie


6 Les 26, 27 et 28 février 1988, des pogroms anti-arméniens ont lieu à Soumgaït, cité industrielle à 25 km au nord-ouest de Bakou. Ces pogroms font trente-deux morts selon l’agence de presse TASS – un chiffre contesté – et provoquent la fuite des 6 000 survivants arméniens vers l’Arménie ou la Russie. La presse occidentale donne entre 100 et 300 morts. Les doutes sur le rôle de Moscou avant et pendant le déclenchement de ce pogrom, et ses conséquences sur les relations arméno-azéries en font un tournant pour le mouvement national en Arménie.

Les revendications des Arméniens pour le rattachement du Haut-Karabagh à la RSS d’Arménie ont connu peu de répit durant la période soviétique. Face aux arguments économiques avancés par le pouvoir central dès 1921-1922 pour justifier l’intégration du Haut-Karabagh à l’Azerbaïdjan, les Arméniens répondaient par l’histoire passée et présente de la région et le droit à l’autodétermination défendu par Lénine.


Sous-ensemble de la question d’Orient au XIXe siècle, la question arménienne, consistant d’abord à faire valoir les droits civiques et culturels des Arméniens dans l’Empire ottoman, s’est étendue, dans le dernier quart du siècle, aux droits politiques. Le génocide arménien de 1915, faisant disparaître la population arménienne de l’Anatolie orientale, a bouleversé le contenu de la question arménienne.

En mai 1988, un Comité Karabagh en partie renouvelé remplace les intellectuels en vue proches du pouvoir qui n’avaient pu résoudre le problème du Haut-Karabagh. Ce Comité, composé d’intellectuels audacieux et déterminés, compte parmi ses onze membres Vazguen Manoukian, professeur de mathématiques et Levon Ter Petrossian, philologue et historien.
de rupture. Les dirigeants du Comité Karabagh choisissent de ne pas absolutiser l’engagement aux côtés des Karabaghtsis pour des raisons de solidarité nationale, mais de mettre au cœur de leurs préoccupations les moyens de le soutenir. Selon le Comité Karabagh, la sécurité nationale ne peut être véritablement assurée que par les « propres forces » du peuple arménien, forces dont le support doit être un État, entendu comme une organisation autonome bénéficiant du soutien populaire et capable de défendre la population arménienne dispersée. Par cette lecture, qui constitue à bien des égards une rupture dans la pensée nationale arménienne, le Comité Karabagh fait de la question du Haut-Karabagh une étape dans l’histoire de l’avènement d’un État souverain et indépendant.

B. La militarisation du conflit


11 L’État de référence est non seulement éloigné dans le temps mais également dans l’espace, hors du berceau territorial des Arméniens : il s’agit du Royaume arménien de Cilicie (1045-1375, au sud-est du territoire de l’actuelle Turquie), dont le dernier roi a cherché refuge en France au XIVe siècle. État refuge et transfuge, il ne constitue qu’un trait d’union imaginaire, mais néanmoins convoqué par les intellectuels, avec les Républiques d’Arménie de 1918-1920 et celle d’après 1991.


14 Le 4 août 1990, Levon Ter Petrossian, dirigeant du Mouvement national arménien (MNA), est élu président du Soviet suprême, qui adopte une déclaration sur l’indépendance le 23 août 1990. Le processus de sortie de l’Union de l’Arménie se veut conforme à la Constitution
Moscou qui, de l’avis du nouveau Soviet suprême, punit l’Arménie de sa défection à l’URSS, est interprétée comme une guerre non déclarée, mais nécessitant en retour une mobilisation diplomatique et militaire.


soviétique, amendée par la loi sur la sécession d’avril 1990. L. Ter Petrossian est élu président de la République le 16 octobre 1991, avec 84 % des voix.

15 L’Arménie organise le 21 septembre 1991 un référendum sur l’indépendance, qui obtient 94,5 % de « oui ». Le 23 septembre, l’indépendance est officiellement proclamée.


17 Parmi les dirigeants du Comité Karabagh, Levon Ter Petrossian occupe une place particulière : philologue et historien, il entre au Comité en mai, pressenti par Vazguen Manoukian en tant qu’intellectuel pragmatique, capable de porter le mouvement du Karabagh sur le long terme. Ter Petrossian contribue à élargir les objectifs politiques du mouvement, et nourrit son idéologie par une réflexion historique sur l’État et la nation arménienne, qu’il adapte aux nécessités politiques du moment.

18 Des tentatives du groupe de Minsk – chargé de la médiation au nom de la CSCE qui deviendra OSCE en 1994, voir note suivante – de la Russie et même de l’Iran, ont échoué entre 1991 et 1994, pour diverses raisons tenant aussi bien aux belligérants qu’aux médiateurs et tierces parties. Sur le plan de la médiation, la raison principale de ces échecs a été le manque de coordination, voire la rivalité entre médiateurs occidentaux et russes. Le protocole de Bichkek, établi le 12 mai 1994, est formalisé par la signature du cessez-le-feu le 6 juin. Les signataires
C. *Le cessez-le-feu de juin 1994, un nouveau statu quo ?*


Depuis cette crise, qui a dévoilé la question du Haut-Karabagh comme nœud gordien du pouvoir, aucune avancée décisive n’a été inscrite dans les négociations. Ce quasi statu quo a été interprété différemment. On a pu y voir la preuve de la

---


22 Il est possible que des propositions réaménagées aient été approuvées par l’une ou l’autre des parties, bien que la confidentialité des discussions ainsi que les déments des parties adverses empêchent toute certitude sur ce point. Cependant, aucun accord, même préalable, n’a encore obtenu l’adhésion formelle de toutes les parties au conflit.
La crise politique qui s’ouvre en octobre 1997 en Arménie oppose le président Ter Petrossian à son Premier ministre, Robert Kotcharian, soutenu par deux ministres de force, Serge Sarkissian (ministre de la Sécurité nationale), rejoint, après bien des hésitations, par le ministre de la Défense, Vazguen Sarkissian. L’objet de cette opposition est un plan de règlement « par étapes » proposé par le groupe de Minsk en septembre 1997.23

A. Méthode « globale » versus méthode « par étapes »

La différence entre les deux méthodes tient au moment où les discussions sont supposées aborder le problème le plus sensible du conflit, à savoir la question du statut du Haut-Karabagh, la difficulté étant que celle-ci ne peut être réglée sans la résorption des conséquences de la guerre, regroupées dans un volet militaire et technique. La conquête par les forces arméniennes de territoires extérieurs aux frontières de l’ancienne région autonome en 1992-1993,24 le problème des personnes déplacées qui concerne majoritairement des Azéris des territoires occupés mais également des Arméniens ayant fui des régions contiguës au Karabagh en 1991, sont les principaux éléments de ce volet militaro-technique.25 Le problème du statut est d’autant plus compliqué qu’il


24 En 1992, le district de Latchine, première jonction entre l’Arménie et le Haut-Karabagh, puis en 1993 celui de Kelbadjar, suivi d’Aghdam, de Fizouli, de Djebraïl, de Zanguelan et de Koubatli.

est lié au second aspect, mais qu’il n’a pas la même valeur pour les parties au conflit, chacune tentant de faire, qui du statut, qui des territoires, une monnaie d’échange pour obtenir un maximum de concessions de la partie adverse : pour l’Azerbaïdjan, les problèmes des personnes déplacées et de la violation de son intégrité territoriale, dans la mesure où ils mettent en cause la capacité de l’État à affirmer sa souveraineté sur son territoire et à assurer la sécurité de sa population, demandent un règlement plus urgent que la question du statut du Haut-Karabagh. A l’inverse, pour les autorités élues du Haut-Karabagh qui lient la sécurité du territoire à la fois au statut et au futur tracé des frontières, ces questions sont d’importance égale, mais les territoires occupés ne sont pas tous négociables au même degré : le district de Latchine qui relie le Haut-Karabagh à l’Arménie, ainsi que celui de Kelbadjar qui en est l’extension nord, sont considérés comme essentiels à la sécurité du Karabagh et de l’Arménie, et donc difficilement restituables (voir carte). Quant aux représentants de l’Arménie, le désaccord de 1997 a montré que leur position pouvait osciller entre tous ces scénarios, soit par conviction, soit par stratégie, traçant une ligne de fracture déterminante dans l’élite politique arménienne. Celle-ci tient davantage, nous le verrons, à une différence d’appréciation de l’urgence et des conditions de la résolution, qu’à un attachement inaltérable pour l’une ou l’autre des méthodes.

B. Partisans et détracteurs de la proposition de 1997


26 Sur le statut trouble des autorités élues, l’imbroglio juridique reflète le flou plus général entourant les républiques non reconnues. Le groupe de Minsk avait admis lors de sa constitution en 1992 que le Haut-Karabagh participerait aux discussions par ses représentants. Depuis le cessez-le-feu, des élections générales et locales ont donc eu lieu régulièrement, mais leur tenue a toujours été condamnée par l’OSCE et l’Azerbaïdjan.
négociations, arguant qu’elle ne présente pas de garantie de sécurité suffisante pour le Haut-Karabagh. En effet, la première concession viendrait de la partie arménienne, qui, en cédant une partie de sa « ceinture de sécurité » sans garantie que le processus aille jusqu’à son terme, romprait ses lignes de défense, donnant à son adversaire une occasion de renverser le statu quo par la force.


27 La conférence de presse, un événement peu habituel pour le président, a eu lieu le 26 septembre 1997. L’article (Badérazm té khaghaghoutiun ? Lrdjanalou bahe) a été publié le 1er novembre 1997 dans Hayastani Hanrabédoutiun (République d’Arménie), l’organe officiel du gouvernement, ainsi que dans la plupart des journaux de la république, et en Turquie dans Marmara (publication arménienne). Une version en russe est parue dans Respublika Armenia, le 4 novembre, et une version anglaise dans Yerevan Times, le 13 novembre.

28 Le détail des interactions et des tractations entre les protagonistes durant ces quelques mois dépasserait le cadre de ce texte. Les tergiversations de Vazguen Sarkissian sont le pivot de cette crise politique.

29 Bien entendu, cette vision idéalisée – mais néanmoins loin d’être complètement fausse – fait abstraction des facteurs matériels dans le conflit, de l’aide officielle et non officielle de la Russie, notamment.
C. L. Ter Petrossian versus R. Kotcharian : deux pragmatismes opposés

Au-delà de l’affrontement verbal accentué par le climat délétère de la fin de l’année 1997, l’opposition entre le président et son Premier ministre traduit une différence de perception de la nécessité d’un règlement politique et de son urgence. La ligne de fracture majeure concerne le développement économique de l’Arménie, que L. Ter Petrossian n’envisage pas dans l’environnement régional et international d’un pays sous blocus, avec deux frontières fermées sur quatre (Azerbaïdjan et Turquie) 30, sans accès à la mer, pauvre en ressources naturelles, et isolé des projets de développement régionaux. Le processus de privatisation et d’adaptation du système économique et financier aux standards recommandés par les organismes financiers internationaux avait pris de l’élancement à la fin de l’année 1997 31. Le cessez-le-feu, stable, avait également permis aux investisseurs américains, russes et européens d’accélérer des négociations avec le gouvernement azerbaïdjanais pour l’exploitation des réserves pétrolières, aboutissant aux premiers accords de grande envergure en 1994 32. Des négociations sur les routes de passage des oléoducs s’ensuivirent, qui au final exclurent l’Arménie du transit 33, renforçant L. Ter Petrossian dans sa conviction que l’Arménie devait profiter d’un rapport de forces point trop défavorable pour conclure la paix rapidement, faute de quoi elle serait mise au ban de la coopération régionale. Afin de rendre la paix irréversible, L. Ter Petrossian, s’inspirant de l’histoire de la construction européenne, aurait souhaité la garantir par l’insertion de son pays dans les projets régionaux et par une coopération bilatérale avec l’Azerbaïdjan 34.

---


31 Le FMI et la Banque mondiale ont lancé un programme de restructuration du secteur bancaire dès 1994, puis en 1995, les facilités pour la transition systémique et le programme d’aide à la réduction de la pauvreté.


Si tous deux se veulent des pragmatiques, leurs approches diffèrent. L. Ter Petrossian déduit de l’interprétation de l’histoire politique des Arméniens une stratégie de la construction de l’État en rupture avec le passé, tandis que R. Kotcharian est un tacticien du pouvoir. Encore président par intérim (entre février et avril 1998), ce dernier affirme qu’il soutient le respect du cessez-le-feu, et qu’il reste fidèle au


principe d’un règlement négocié pour le conflit. Celui-là même qui a fondé toute sa légitimité sur une approche différente du processus de négociations, reprend les principes généraux défendus par le gouvernement précédent. Au lendemain de son élection à la fonction de président en avril 1998, il expédie en deux phrases la ligne de conduite de l’Arménie sur cette question :

« La question du Haut-Karabagh est une question concernant la nation tout entière, et nous devons la régler avec dignité. A partir des principes d’une résolution pacifique, nous devrions aboutir à la reconnaissance internationale du droit du peuple du Haut-Karabagh à l’autodétermination, garantir son développement à l’intérieur de frontières sûres et une connexion géographique permanente avec l’Arménie » 36.

Rien de plus qu’en 1997, sinon que le président ménage, dans ses formulations, les sensibilités d’une partie de ses alliés dans la question du Haut-Karabagh.


En dépit de quelques propositions de règlement à grand retentissement qui ont marqué la première présidence de R. Kotcharian, à l’issue de son second mandat, en 2008, le conflit du Haut-Karabagh ne semblait pas davantage prêt à se résoudre

37 « Hayastane tarnalou è daradzachrchni amena gazmagerbdaz bédoutiune » (L’Arménie va devenir l’Etat le plus organisé de la région), Hayastani Hanrabédoutiun, 22 janvier 2003.
 selon la manière prononcée par R. Kotcharian en 1997. Nonobstant les facteurs externes pesant lourdement sur le processus de négociations (équilibres régionaux, volonté politique de l’Azerbaïdjan, relations économiques, rôle de la Russie), peut-on repérer des éléments d’explication de cette impasse apparente dans la vie politique intérieure arménienne et le rôle qu’y joue encore le conflit du Haut-Karabagh ?

A. 1998-2003 : activisme ou excès de zèle ?

Elu en 1998 sur la promesse de régler le conflit du Haut-Karabagh sans courir les risques de la méthode « par étapes », R. Kotcharian reprend activement les négociations. Son premier mandat est marqué par des discussions, de 1998 à 2001, autour de la proposition de l’« Etat global ». Il semble que cette innovation juridique incertaine devait permettre au Haut-Karabagh de se doter de quasiment toutes les structures propres à un Etat, hormis la représentation diplomatique, mais l’aurait laissé intégré à l’ensemble azerbaïdjanais, qui aurait alors compté deux Etats. Les principes de ces souverainetés superposées n’avaient pas encore reçu d’explications certaines quand, le 21 février 2001, le président de l’Azerbaïdjan Heïdar Aliev a dévoilé les trois propositions confidentielles de règlement à la presse azerbaïdjanaise, compromettant par là-même celui-ci. Selon les principes de Key West, discutés au printemps 2001, le corridor de Latchine aurait dû être échangé contre un corridor passant à Meghri (au sud de l’Arménie), assurant ainsi à l’Azerbaïdjan un lien direct avec le Nakhitchevan, une république autonome coupée de son territoire (voir carte). Que l’un ou l’autre des chefs d’État ait ou non accepté tout ou partie de ces propositions, toujours est-il qu’elles sont devenues lettre morte à leur retour à Bakou et à Erevan. R. Kotcharian a été vivement critiqué pour cette possibilité, qu’il nie avoir jamais acceptée, tout en revendiquant les rencontres de Key West comme un quasi-succès. Agassi Ienokian, universitaire d’Erevan proche de l’opposition, résume de manière lapidaire le dilemme que pose le conflit du Haut-Karabagh au gouvernement Kotcharian :

« Les dirigeants sont légitimes tant que le problème n’est pas réglé, mais leur refus de s’y attaquer fragilise la légitimité déjà vacillante des dirigeants actuels. Ils doivent chercher une solution pour renforcer leur position aux yeux du public, et répondre aux attentes des Arméniens. Mais une fois réglée, la question aura détruit la légitimité des dirigeants. Les autorités devront alors répondre à de nombreuses questions, allant de la situation économique et sociale dans la république aux assassinats mystérieux qui ont commencé en 1998. Ce qui explique pourquoi un règlement final est retardé » 39.

Sisyphe pousserait-il lui-même le rocher vers le bas, pour avoir l’air de le remonter après ?

38 Voir supra, la contribution de T. HUSEYNOV.

B. L’attentat d’octobre 1999 et la mise en retrait de la question du Haut-Karabagh


Avec la mort de V. Sarkissian, c’est également la cheville idéologique de la question du Haut-Karabagh qui a disparu. Sa décision d’assumer un rôle politique de premier plan en 1999 avait été motivée par des désaccords croissants avec le président Kotcharian et avec Serge Sarkissian, sur des questions économiques, mais aussi sur le règlement du conflit. Ces rivalités politiques et personnelles expliquent qu’il ait cherché à diviser le pouvoir de S. Sarkissian, en réduisant les attributions de son ministère de l’Intérieur et de la Sécurité nationale à cette dernière uniquement. Sur la résolution du conflit, les dissensions sont demeurées confidentielles ; cependant, elles n’étaient sans doute pas sans rapport avec les prises de position du Premier ministre incitant à prendre davantage en compte les intérêts américains dans la résolution

40 L’alliance Unité regroupant le parti républicain, avec à sa tête Vazguen Sarkissian, et le parti populaire d’Arménie, mené par Karen Demirdjian, a remporté le plus grand nombre de voix et de sièges aux élections de mai 1999, avec 41,6 % des voix, et 61 sièges, ce qui ne constitue pas une majorité absolue. Cependant, le jeu des alliances après l’élection et le ralliement de députés indépendants (non affiliés à un parti) permettaient d’atteindre aisément la majorité.


Alors que l’autorité de R. Kotcharian se trouve gravement compromise par la disparition d’une partie essentielle de la classe politique, et que les circonstances non éclairées des attentats jetten la suspicion sur son entourage, il installe Serge Sarkissian à la tête de l’administration présidentielle puis au secrétariat du Conseil de sécurité, avant de lui confier le ministère de la Défense en mai 2000. Familiar des appareils de sécurité depuis 1993, S. Sarkissian est le bras droit nécessaire à un président arrivé récemment dans le milieu politique d’Erevan. La disparition du seul contrepoids sérieux au pouvoir du président permet à ce dernier de faire oublier la raison de son mandat, c’est-à-dire la résolution du conflit du Haut-Karabagh, mais aussi l’origine de son pouvoir dans cette même question.

Cette évolution est facilitée par l’exclusion de fait des autorités karabaghtsies du processus de négociations. Celles-ci n’ont certes jamais été admises à négocier directement avec l’Azerbaïdjan – ce dernier ne voulant pas donner la moindre preuve à la reconnaissance de leur légitimité ni à leur rôle indépendamment d’Erevan dans le conflit. Mais après les attentats, faisant valoir auprès d’Arkadi Gougassian, président du Haut-Karabagh, qu’un accord de paix serait plus acceptable pour l’Azerbaïdjan dans des négociations directes avec l’Arménie, R. Kotcharian se pose en porte-parole temporaire des intérêts des deux parties arméniennes et multiplie, entre 2000 et 2002, les rencontres bilatérales avec le président Aliév. Par impuissance ou stratégie volontaire, R. Kotcharian réaffirme souvent son attachement à une solution négociée et reposant sur des compromis mutuels, dont il se garde néanmoins de préciser le contenu. Cependant, l’échec de la rencontre de Key West ainsi que la méfiance quant à l’existence de l’option Meghri (échange de territoires) renforce le mécontentement des autorités du Karabagh par rapport à un format de négociations appelé à durer et dans lesquelles elles n’interviendraient que dans les phases finales. D’un point de vue de politique étrangère, le Haut-Karabagh est une question parmi d’autres qui témoigne de la faible marge de manœuvre de l’Arménie : elle ne veut pas d’une subordination du Haut-Karabagh au gouvernement de Bakou, mais elle ne peut guère avancer au-delà de cette position sans risquer de compromettre le processus de négociations. Par conséquent, chaque gouvernement successif se trouve dans la nécessité paradoxale de poursuivre des négociations dont l’objectif premier, faute de certitude quant

42 Nous nous contentons de mentionner les hypothèses les plus généralement envisagées à Erevan. Immédiatement après l’attentat, les États-Unis étaient le plus souvent suspectés, mais les circonstances de l’arrivée au pouvoir du président V. Poutine en Russie, le rapprochement entre R. Kotcharian et V. Poutine, ainsi que les accusations de l’ancien officier du FSB A. Litvinenko, impliquant le GRU, dans le but d’empêcher la signature d’un accord sur le Haut-Karabagh, ont contribué à un changement, l’opinion penchant en 2008 vers une implication de la Russie.
à la bonne volonté de toutes les parties impliquées, est de préserver les acquis. Avec le renforcement de son pouvoir et la prise en main personnelle du processus de négociations, R. Kotcharian pense s’être donné plus de temps pour redresser la situation économique du pays, s’assurer le contrôle des ressources administratives, tout en poursuivant les discussions sur les principes d’un règlement.

C. La campagne de 2003 et la rélegation de la question du Haut-Karabagh au second plan

La campagne présidentielle s’ouvre en 2002, et confirme le recul de la question du Haut-Karabagh dans les priorités du candidat. Les deux tiers du programme de R. Kotcharian, au slogan révélateur de « Travaillons ensemble », concernent différents domaines du développement économique et social, suivis de la mention obligatoire de l’État de droit et de la démocratisation. L’armée, l’« Artsakh » (c’est le nom arménien du Karabagh qu’il emploie) et la politique étrangère, comprenant la politique de sécurité et les relations internationales, font l’objet d’un traitement séparé. Sur le Haut-Karabagh, R. Kotcharian propose la poursuite des négociations de paix, le droit à l’autodétermination, la sécurité des populations et des frontières, le lien avec l’Arménie. Sans plus de précision par rapport au statut envisagé, le droit à l’autodétermination peut viser aussi bien la reconnaissance de l’indépendance que toute autre forme d’autonomie acceptée par les autorités du Karabagh. La mise en retrait du Haut-Karabagh en 2003 pourrait apparaître comme un aveu du manque d’avancée des négociations pendant le premier mandat de R. Kotcharian. Mais cette discrétion n’est pas qu’une stratégie électoraliste : la rhétorique de la victoire de fait, – supposée acquise par le statu quo – de plus en plus prégnante dans la deuxième moitié du mandat, a fait son chemin dans l’opinion publique. Si la position de l’Arménie s’est durcie, cela transparaît dans le manque d’empressement en faveur d’un règlement politique, plutôt que dans la conviction qu’un compromis serait impossible. Les propos tapageurs de R. Kotcharian en janvier 2003 sur « l’incompatibilité ethnique » entre les deux peuples laissent croire à un attachement de R. Kotcharian à une idéologie ultranationaliste. Elle est cependant dictée par les circonstances de la campagne présidentielle, mais aussi par le lieu où le discours est prononcé, la Russie, où de nombreux réfugiés arméniens d’Azerbaïdjan ont choisi de s’installer. De même,

43 Programme publié dans Hayastani Hanrabédoutiun (République d’Arménie), l’organe officiel du gouvernement, le 22 janvier 2003.


son insistance à rappeler que le problème du Haut-Karabagh est « un problème pan-national », qui doit rassembler l’Arménie, le Karabagh et la diaspora ressemble plutôt à une grand-messe patriotique camouflant l’échec diplomatique de l’Arménie qu’à un plan d’action. Sous-entendre que l’Arménie consulterait la diaspora au moment d’un règlement possible, sans en préciser ni les modalités ni la portée, est une précaution oratoire qui s’explique par la levée de boucliers à laquelle a été confronté L. Ter Petrossian depuis le milieu des années 1990.

R. Kotcharian a dû sa réélection (avec 67,5 % des voix) en mars 2003 au contrôle des « ressources administratives » et des appareils de sécurité, ainsi qu’à la résignation de citoyens soucieux de stabilité. Le rôle que joue le Haut-Karabagh est, pour la première fois depuis 1988, passif, les élites parvenues au pouvoir grâce à cette question, par les mécanismes de vampirisation du centre par la périphérie, continuent à se reproduire en utilisant la force d’inertie du conflit non réglé. L’entourage de R. Kotcharian rappelle que son origine est une garantie pour la sécurité de l’Arménie et du Haut-Karabagh, justifiant son maintien au pouvoir dans une situation géopolitique régionale toujours aussi incertaine. L’année suivant sa réélection, Garnik Issagoulian, conseiller à la sécurité nationale du président, déclare que le successeur de R. Kotcharian devra être « un autre dirigeant originaire du Karabagh ». Outre le pessimisme que cette déclaration pouvait susciter quant à l’issue des négociations – en effet, quel besoin d’un dirigeant issu du Karabagh si un accord de paix garantit la sécurité des deux territoires ? –, celle-ci a levé les doutes sur le successeur implicitement désigné.

D. Echec diplomatique ou simulacre de négociations ?

Les échéances électorales en Azerbaïdjan intervenant huit mois après les élections arméniennes, les négociations se trouvent bloquées pendant plus d’une année. En outre, suite à la maladie puis à la disparition de Heïdar Aliev, c’est son fils, Ilham

\[46\] Robert Kotcharian a remporté l’élection présidentielle en mars 2003, au second tour, contre Stepan Demirdjian, (fils de Karen Demirdjian), avec 67,5 % des voix contre 32,5 %. Plus encore que les fraudes, constatées à chaque élection, c’est le score de Kotcharian qui a entretenu le mécontentement dans les mois qui ont suivi l’élection.


\[48\] Quelques éléments biographiques sur ce personnage exemplaire du brassage idéologique que le pragmatique Kotcharian a su faire sien : il a travaillé au KGB, a été proche de la Fédération révolutionnaire arménienne (FRA), bastion traditionnel de la cause arménienne, puis a soutenu Kotcharian. Il crée, avec quatre anciens membres de la FRA, le parti Sécurité nationale, qui défend une position dure sur le Haut-Karabagh. En novembre 1998, il voit dans son parti un « garde-fou » à la politique « non claire » de Kotcharian sur le Haut-Karabagh.

Aliiev, qui est élu président en octobre 2003. Celui-ci reprend les discussions, en adoptant toute fois une rhétorique plus agressive envers l’Arménie et souvent négative sur le travail des médiateurs. En février 2004, R. Kotcharian revient sur l’état des discussions depuis l’élection qui, selon lui, indique que la paix n’est pas la priorité de son homologue azerbaïdjanais : celui-ci misérerait sur le développement économique et social rapide de son pays pour asseoir sa popularité et pouvoir par la suite exercer davantage de pressions sur l’Arménie dans la négociation. Une interprétation qui ne doit pas manquer de rappeler quelques souvenirs à R. Kotcharian, qui avait lui aussi fait le pari, bien plus audacieux qu’en Azerbaïdjan, du développement économique avant tout. L’Azerbaïdjan, pas plus que l’Arménie, ne peut se permettre de rompre les discussions sans être sûr qu’une reprise éventuelle des hostilités ne tourne à son avant.

En avril 2004, les diplomatie azerbaïdjanaise et arménienne renouent à Prague, par le biais de leurs ministres des Affaires étrangères respectifs, Elmar Mamediarov et Vartan Oskanian. Les chefs d’État acceptent de se rencontrer en marge de sommets internationaux, mais semblent laisser à leur diplomatie le soin de faire montrer de leur bonne volonté. Pourtant, la répartition des compétences rend les deux présidents responsables d’un éventuel accord de paix. Rien n’indique que ceux-ci en prennent le chemin, à tel point qu’en mai 2004, V. Oskanian revoit à la baisse la qualification des discussions : pas encore des « négociations », précise-t-il, mais de simples « consultations ». Ces consultations, connues sous le nom de « processus de Prague », font appel à une combinaison des deux méthodologies de règlement, la méthode « globale » et celle « par étapes ». Le contenu de ces consultations, qui prévoirait une résolution graduelle de tous les problèmes puis un référendum au Haut-Karabagh dans dix ou quinze ans pour décider de son statut, devait recevoir une première formalisation lors du sommet de Rambouillet, le 10 février 2006. Celui-ci n’a pas abouti mais sans remettre en cause le contenu des consultations. Le rocher aurait peut-être recommencé sa lente ascension. Mais l’opinion publique, elle, est gagnée par la lassitude et l’incertitude sur la politique menée à l’égard du conflit. Une enquête d’ACNIS menée en juin 2005 auprès de 1 950 citoyens montre que 67,7 % d’entre eux pensent que la question du Haut-Karabagh est la priorité du pays, seuls 35,5 % estiment qu’elle est effectivement traitée comme telle par le gouvernement.

tandis qu’un pourcentage équivalent considère que ce n’est pas le cas. 29 % des personnes interrogées ne se prononcent pas, 61 % se disent insatisfaits du processus de négociations, les autorités arméniennes étant jugées les premières responsables. Un autre sondage, publié à la fin de l’année 2004 sur Radio Liberty, indique que l’écart de confiance entre le premier et le second président est faible, avec 26 % des sondés faisant confiance à R. Koccharian, et 21 % à L. Ter Petrossian. Il montre également la faible diffusion des arguments avancés par ce dernier en 1997 : 20 % seulement des habitants de la capitale auraient connaissance de l’article « Guerre ou paix ». L’opposition n’a pas désarmé, et la publication de ce sondage est suivie d’une série de réimpressions de l’article en question dans les journaux d’opposition entre 2004 et 2007. L. Ter Petrossian observe les lents progrès de ses arguments, l’œil rivé sur l’échéance électorale suivante de 2008.

4. La question du Haut-Karabagh comme enjeu électoral de l’élection présidentielle de 2008

L’élection présidentielle de 2008 témoigne des effets structurels du conflit sur les reconfigurations politiques arméniennes.

A. L. Ter Petrossian versus S. Sarkissian ou comment la question du Haut-Karabagh continue de travailler la scène politique arménienne

A bien des égards, l’élection présidentielle de 2008 semblerait n’être qu’une répétition plus violente des élections précédentes : le candidat désigné par R. Kotcharian comme son successeur probable, S. Sarkissian, remporte les élections avec une facilité déconvenue dès le premier tour avec 52,8 % des voix contre Levon Ter Petrossian, puis l’administration du président sortant cherche à étouffer les remous post électoraux par l’emploi de méthodes violentes, affaiblissant encore plus la légitimité du nouvel élu. Comme pour la campagne présidentielle de 2003, les principaux candidats ont confronté leurs programmes en priorité sur des questions économiques et sociales, auxquelles s’ajoutent les passages obligés.

57 Serge Sarkissian a remporté l’élection au premier tour, avec 52,8 % des suffrages exprimés, Levon Ter Petrossian arrivant second avec 21,5 %. Ce dernier, ainsi que les partis d’opposition ralliés à lui depuis le début de la campagne, n’ont eu de cesse de dénoncer ces résultats, qu’ils jugent frauduleux.
58 Des manifestations importantes ont eu lieu dès le lendemain des élections, jusqu’à leur dispersion par les forces de l’ordre le 1er mars, qui a fait dix morts. Les manifestations ont repris quelques semaines plus tard, continuant à mobiliser des milliers de personnes. Le mouvement s’est institutionnalisé en un parti d’opposition, le Congrès national arménien (Hay Azygyn Congres), sans représentation parlementaire, voulant aboutir à un changement de pouvoir par les urnes.
59 Outre S. Sarkissian et L. Ter Petrossian, Artur Baghdassarian, chef du parti Pays des lois, et Vahan Hovhannissian, de la Fédération révolutionnaire arménienne. Ces deux hommes, qui ont oscillé entre les autorités et l’opposition, n’ont pas réussi à fédérer d’alliance autour d’eux en vue des élections, mais ont pesé dans la dispersion des voix. Ils ont signé un accord de coalition avec le nouveau président peu après la proclamation des résultats.


Sa critique concerne le processus de négociations et, plus largement, le traitement de la question du Haut-Karabagh pendant les présidences de R. Kotcharian, – ces dix années passées à ne rien faire, dit-il en substance, sont leur « plus grand crime » 62 – mais cette critique n’est plus le fait d’un homme isolé : le soutien que lui apportent les figures les plus en vue des Yerkrapahs ainsi qu’Aram Sarkissian – frère du défunt

---

60 A l’occasion du 16e anniversaire de l’indépendance de la République d’Arménie, le 21 septembre 2007, l’ancien président s’est exprimé devant une assemblée fermée d’invités à l’hôtel Armenia, suscitant une forte attente pour l’élection présidentielle. Il déplore que le problème du Haut-Karabagh ait perdu de son acuité dans l’opinion, tout en reconnaissant une part de responsabilité dans cette évolution.

61 Traduction de l’auteur : « Aysor hay joghovrti, Hayastani, mér bédoutian artchev ganknadz kérakouyn khntir, vorits gakhvadz è yév’ Hayastani abakan, yév mér joghovrti paroroutiune, yév’ mér ndésoutian parkavadjoume, LGH hartsi garkavoroumn è : ». 

62 Loc. cît.

En revanche, les programmes électoraux de L. Ter Petrossian et de S. Sarkissian se rejoignent sur la place modeste accordée au conflit du Haut-Karabagh : un paragraphe ressassé, mais nécessaire pour les électeurs inquiets à l’idée de tout bouleversement, expose une ligne générale minimale, à savoir la poursuite des négociations. S. Sarkissian, qui place son programme sous le principe de l’« unité du peuple » 64, aborde la question du Haut-Karabagh immédiatement par un point appelant une politique étrangère plus active et plus attractive sur le plan international et régional. Il rappelle brièvement les trois principes de règlement – le droit à l’autodétermination, la sécurité de la population civile et des frontières, et une « frontière globale » 65 avec l’Arménie, qui, sans davantage de précision, ne constituent qu’une reprise de la position diplomatique officielle de l’Arménie telle qu’elle a été défendue par tous les dirigeants. L. Ter Petrossian n’en dit pas plus sur ses propres intentions : il fait intervenir le problème du Haut-Karabagh dans un paragraphe consacré à la politique étrangère, un domaine parmi d’autres où il expose « la vraie photographie de l’Arménie de l’ère Kotcharian-Serge » 66. Une simple critique de l’échec à résoudre le problème, dû selon lui, à l’absence de volonté politique du précédent dirigeant 67.

Les maigres bénéfices électoraux que les candidats en attendent et non un quelconque désintérêt de la population pour cette question, expliquent sa place modeste dans les programmes. Les enquêtes de l’IRI menées de 2006 à 2008 montrent qu’elle se situe au second rang des préoccupations quotidiennes des sondés,


64 « La garantie fondamentale du développement de notre pays est l’unité spirituelle de notre peuple » (« Mér yërgri zargatsman himnagan yérachkhike mér joghovrti hokévor miasnoutium è : »).

65 « La République d’Arménie et la République du Haut-Karabagh doivent avoir une frontière globale » (« HH-n yév LGH-n bèdk è ouênan enthahour sahman : »).

66 Une dénonciation qui suit un développement sur la situation économique et sociale des villages et des provinces de la périphérie : « aha sa è kotchariana-serjagan chrdjani Hayasdani iragan badkère » (« voilà la vraie photographie de l’Arménie de l’ère Kotcharian-Serge »).

67 Les électeurs seraient, quant à eux, sans doute plus réservés sur ce jugement. Le même sondage ACNIS d’avril 2005 montre que s’ils sont incertains de la volonté politique de leurs dirigeants, ils voient dans les faibles capacités diplomatiques et de propagande de l’Arménie le premier obstacle à une résolution du conflit (37,2 %), en deuxième position la complexité du problème (25,5 %) et en troisième rang seulement l’absence de compromis de la part de l’Azerbaïdjan (23,8 %).

derrière les questions économiques et sociales. Mais elle arrive au premier rang lorsque ceux-ci sont interrogés sur ce qu’ils craignent le plus : l’incertitude du lendemain, le problème du Haut-Karabagh, et/ou la guerre et la sécurité, occupent nettement les premières places, catégories qui se rapportent peu ou prou au conflit non résolu.

B. Les silences des programmes, révélateurs des positions des protagonistes

Le quasi-silence qui entoure cette question paraît néanmoins suspect alors que le conflit continue de déterminer la politique étrangère et les relations économiques du pays, et que son champ politique interne lui-même est en partie structuré par ce paramètre. Depuis 1991, et malgré la volonté des dirigeants arméniens de revoir complètement les relations de leur pays avec ses voisins, le conflit du Haut-Karabagh a surdéterminé les choix de l’Arménie, réduisant sa marge de manœuvre, déjà peu importante. Le besoin de sécurité a dicté un nouveau rapprochement avec la Russie, et une intégration poussée à la CEI, tandis que la perspective de relations avec la Turquie a été compromise par son soutien diplomatique sans faille à l’Azerbaïdjan dans le conflit du Haut-Karabagh, allant jusqu’à manifester sa solidarité dans le blocus de l’Arménie. L’impossibilité de régler le conflit a renforcé ce système d’alliances régionales (Turquie-Azerbaïdjan d’un côté, Arménie-Russie de l’autre) et isolé l’Arménie aussi bien sur le plan diplomatique qu’économique, la Russie s’imposant dans les années 2000 comme un investisseur massif, et souvent exclusif, dans le pays. Dans le programme de S. Sarkissian, le premier souci qui vient de l’absence du terme de compromis, assortie d’une insistance sur l’impossibilité d’un règlement rapide, ce qui laisse penser que le nouveau président ne sera pas prêt à s’engager plus que son prédécesseur. La deuxième étrangeté est l’association entre le principe de « règlement global » (« meg patéti metch »), qui avait été le point de litige avec L. Ter Petrossian, et la description des négociations comme une chaîne de points de contentieux à discuter entre les parties qui, « pas à pas », produirait un règlement. On ne saurait mieux dire qu’en dépit de la discussion enragée sur la méthode, le choix de l’une ou de l’autre ne détermine finalement pas la possibilité d’un règlement, et que le candidat S. Sarkissian n’a pas d’opinion arrêtée sur les modalités d’un règlement possible. On ne saurait d’ailleurs lui en faire grief : quatorze années de négociations ont certainement permis de passer en revue, dans tous les ordres possibles, les points de litige du conflit. Troisième absence remarquable, celle de l’état des discussions : S. Sarkissian n’assume pas officiellement une continuité par rapport à son prédécesseur, qu’il n’ait pas de proposition concrète à discuter ou juge possible de faire du neuf avec de l’ancien. Enfin, il n’est pas non plus anodin que S. Sarkissian passe sous silence son origine karabaghtsie, ainsi que sa longue expérience dans les coulisses de la négociation comme ministre de la Défense d’Arménie, conscient de l’aigreur profonde de la société arménienne envers ces Karabaghtsis qui ont profité de l’accès au pouvoir politique à Erevan pour engranger des bénéfices économiques considérables. Passant aux priorités de son futur gouvernement en politique

69 Le règlement « est la totalité d’opérations qui s’effectuent pas à pas. » (« (...) mi kani kaylov iraganatsvogh kordzoghoutiumneri ampoghtchoutiun è : »).

70 Comme dans de nombreux autres Etats postsoviétiques, le pouvoir en place s’est entouré d’hommes d’affaires qui contribuent au financement des partis politiques et des campagnes
étrangère, S. Sarkissian met au premier rang l’amélioration des relations avec tous les pays voisins et particulièrement la Turquie, tout en souhaitant que la résolution du conflit et les autres questions de politique étrangère de l’Arménie soient indépendantes l’une de l’autre.

Le programme de L. Ter Petrossian est une série de réflexions qui s’opposent au cours politique suivi depuis 1998, plutôt que l’exposition de mesures concrètes. Pas plus que son concurrent, il ne mentionne la phase en cours des discussions : prudemment, il réserve sa position pour le cas où il aurait un mandat qui lui permettrait de négocier. Il ne faut pas non plus exclure l’hypothèse que L. Ter-Petrossian n’ait tout simplement pas d’idée arrêtée sur ce que l’Arménie serait capable d’obtenir à l’avenir dans des négociations avec l’Azerbaïdjan, et qu’il n’ait alors qu’à offrir « la démonstration d’une volonté politique de règlement »

71 Si la question du Haut-Karabagh semble être en retrait dans le discours public, on voit bien comment elle continue à peser, y compris par sa force d’inertie, sur la situation hic et nunc de l’Arménie.

5. Conclusion

Catalyseur des mouvements nationaux des deux pays, conflit international, question en attente de règlement politique, facteur de légitimation des hommes politiques nationaux, le conflit du Haut-Karabagh a subi des transformations mais reste un élément central des politiques externes et internes de l’Arménie. Le Haut-Karabagh a longtemps été le facteur de légitimation principal, ses acteurs politiques et militaires ont ensuite investi la scène politique à Erevan. Parfois en dépit d’un discours public qui se veut rassurant sur les retombées du conflit, celui-ci a un impact sur tous les choix de politique étrangère et les relations internationales de l’Arménie.

Le discours des autorités arméniennes a toutefois conforté l’illusion d’une stabilité acquise, parfois contre leur gré. Ce mouvement d’effacement progressif de la question du Haut-Karabagh de la vie politique ordinaire de l’Arménie a commencé avec L. Ter Petrossian pour s’accentuer ensuite sous R. Kotcharian. Malgré cette érosion publique, une généalogie des élites politiques met en lumière le rôle essentiel du conflit dans la construction de l’Arménie postsoviétique. La crise de 1997-1998 avait révélé le nœud gordien qui permet l’accès au pouvoir. Dans sa tentative de le dénouer, celui-ci a échappé à L. Ter Petrossian. Une leçon qui n’a pas été perdue pour tout le monde : bien que tirant sa légitimité de son origine, R. Kotcharian, pour conforter son
electorales, tout en bénéficiant de l’immunité parlementaire que leur assure un siège de député. Ce mouvement a commencé aux élections législatives de 1995, mais a pris de l’ampleur avec les vagues de privatisation successives des grandes entreprises à la fin des années 1990 et dans les années 2000, l’essor de la construction immobilière et des activités de service (Erevan ayant sans doute le ratio de cafés par habitant le plus élevé de la région). Ce phénomène, accompagné d’une augmentation régulière de la corruption, a nourri le mécontentement de la population envers la classe politique dans son ensemble, dont la partie la plus en vue se trouve être originaire du Haut-Karabagh (bien qu’il n’y ait évidemment aucune source fiable – à notre connaissance – sur la corruption supposée des plus hautes autorités du pays, mais seulement des bruits plus ou moins bien informés).

La mise en retrait progressive de la question du Haut-Karabagh n’empêche pas l’opposition de points de vue sur la place du conflit dans la construction de l’État arménien de continuer à travailler la scène politique nationale.

Le chef d’État qui parviendra à porter le rocher au sommet de la montagne et à l’y maintenir, autrement dit à conclure un accord de paix acceptable pour toutes les parties au conflit, tranchera en même temps le nœud gordien. D’un côté, L. Ter Petrossian a tenté de le faire en capitalisant sur le coup de théâtre de son retour pour l’élection de 2008, réaffirmant la nécessité d’un règlement. De l’autre, on ne peut exclure d’emblée que Serge Sarkissian, ayant brandi le slogan symptomatique d’« En avant vers une Arménie victorieuse », ne veuille mettre au compte de ses victoires politiques la résolution du conflit du Haut-Karabagh. La faible légitimité dont il dispose aussi bien à l’intérieur qu’à l’extérieur (la Russie est un des rares pays à ne pas avoir mis en doute la validité de l’élection de février 2008), rendait un règlement du conflit improbables au début de son mandat. En revanche, un rapprochement avec la Turquie pouvait faire office de démonstration de bonne volonté nécessaire à S. Sarkissian pour atténuer la pression des partenaires occidentaux consécutive à la répression du 1er mars 2008 74.


73 Le discours de Serge Sarkissian au 11e congrès du parti républicain est disponible en arménien sur www.hhk.am/content/arm/11rd_hamagumar.pdf (consulté en juin 2008).

74 Le campement devant l’Opéra mis en place par l’opposition depuis l’annonce des résultats a été dispersé sur ordre de R. Kotcharian, et L. Ter Petrossian conduit à son domicile et surveillé. Pour disperser un nouveau rassemblement, commencé dans l’après-midi aux environs
comme l’indiquait une déclaration du président turc Erdogan dès le lendemain de la signature : en butte à l’opposition de certains partis nationalistes au Parlement, ce dernier a rappelé, une fois de plus, que la mise en œuvre de l’ouverture de la frontière serait possible « seulement si l’Arménie se retirait des territoires azerbaïdjanais occupés », entendus par son ministre des Affaires étrangères comme « non seulement le Karabagh mais aussi les sept districts adjacents » 77. Au cours des mois suivant la signature du protocole, la diplomatie turque a refusé de soumettre le protocole aux débats parlementaires tant que le conflit du Karabagh ne serait pas réglé. L’Arménie a, de son côté, refusé de lier les deux questions, soutenant que le conflit du Karabagh ne concernait en aucun cas les relations entre l’Arménie et la Turquie, et que la Turquie tentait de poser des pré-conditions à l’avancée du processus de normalisation, ce qui a conduit le président Sarkissian à suspendre le processus, le 22 avril 2010, sans toutefois renoncer au protocole. Dans une telle configuration régionale, le conflit du Karabagh était et demeure un des verrous principaux de la stabilisation du Caucase du Sud. Mais que les chances d’aboutir à un règlement équitable pour toutes les parties concernées (au premier plan desquelles le Haut-Karabagh, grand absent des négociations) se soient trouvées renforcées depuis le début du mandat de Serge Sarkissian paraît douteux.

77 http://www.armenialiberty.org/content/article/1849079.html (consulté le 12 octobre 2009).
La reconnaissance de l’indépendance du Kosovo, de l’Abkhazie et de l’Ossétie du Sud : une analyse normative

Bruno Coppieters

Dès lors que l’option d’une indépendance du Kosovo sous supervision internationale s’est répandue à Washington et dans les milieux européens comme la meilleure option statutaire possible, cette reconnaissance a été présentée comme un fait unique. Les gouvernements des pays en proie à des conflits sécessionnistes devaient être convaincus que l’engagement en faveur d’un Kosovo indépendant ne se retournait pas contre eux. Des pays tels que la Géorgie et la République de Chypre avaient, de fait, de bonnes raisons d’être inquiets. Cependant, l’insistance sur le caractère unique du cas kosovar ne voulait laisser aucune ambiguïté. La reconnaissance du Kosovo en qualité d’Etat souverain ne devait pas être considérée comme un précédent juridique ou politique face à toute autre décision que l’UE ou les États-Unis auraient pu être amenés à prendre ultérieurement. Cette insistance visait en outre à contrer l’argument russe selon lequel la reconnaissance occidentale du Kosovo pouvait servir de précédent pour l’Abkhazie, l’Ossétie du Sud et la Transnistrie.

La qualification de la reconnaissance du Kosovo comme cas « unique » n’est pas sans intérêt. Chercher à comprendre pourquoi les pays en faveur de son indépendance se sont acharnés à invoquer l’unicité plutôt que l’exception est en soi important. La réponse la plus simple serait d’avancer que l’unicité, à la différence de l’exception, ne se réfère à aucun principe général. L’exception, elle, est liée aux règles auxquelles elle

s’oppose et donc à des principes. Pour une part, il existe des règles et des principes de valeur générale, et pour une autre, des principes qui peuvent justifier des exceptions à ces mêmes règles. En revanche, un cas est unique lorsqu’il échappe à toute règle générale et qu’aucun principe défini n’indique pourquoi on sort de ce cadre normatif : soit parce qu’on ignore les principes mêmes qui peuvent justifier cette sortie, soit qu’on a échoué à s’entendre sur leur sens ou leur application, soit enfin que l’on n’a aucun intérêt à les expliciter. Sous toutes ces conditions, nous pouvons trouver avantage à dire que le cas s’exclut du cadre général parce qu’il est unique.

Cette question est cruciale pour l’UE. La reconnaissance des États par l’UE est l’affaire des États membres de l’Union et non de l’Union même. Mais l’UE ne peut se permettre d’apparaître comme divisée lorsqu’elle doit affronter des crises sécessionnistes dans son voisinage. Ceci pourrait mettre en cause sa politique d’élargissement dans les Balkans. Mais ceci ne signifie pas que l’UE sache de quelle manière expliquer comment et avec quels principes il est possible, dans une situation donnée, de dissoudre l’intégrité territoriale d’un État. Dans le cas du Kosovo, ses États membres ont échoué à arrêter ensemble de tels principes ou à s’entendre sur leur mise en application.

Une raison cruciale explique que l’UE ou ses États membres ne justifient pas une telle décision exceptionnelle en recourant à un ensemble de principes clairs et généraux. L’UE – et c’est aussi vrai pour les États-Unis – n’a aucun intérêt à assouplir la définition du principe d’intégrité territoriale, ce qui découle inévitablement d’une discussion sur les conditions dans lesquelles le principe d’intégrité territoriale pourrait légitimement être mis en cause. L’UE ne veut pas entendre parler d’une quelconque doctrine sur la reconnaissance de nouveaux États, doctrine qui reviendrait à limiter sa liberté d’action dans des situations de crise. Toute intervention dans un conflit de souveraineté doit se faire en fonction de conditions particulières et requiert une grande flexibilité. En l’absence de tout ensemble de critères déterminés qui lui permettrait d’avaleriser une déclaration sécessionniste unilatérale, on peut comprendre à présent pourquoi l’Europe se réfère à un événement unique.

Moscou a adopté un autre raisonnement en justifiant sa décision de reconnaître, en août 2008, l’Abkhazie et l’Ossétie du Sud comme États souverains. Le président russe Dmitri Medvedev déclarait alors que la révision de sa position antérieure – le respect des frontières internationalement reconnues de la Géorgie – avait été faite en fonction de circonstances particulières, et surtout du conflit armé d’août 2008 qui venait de prendre fin. Mais il tenait également à souligner le fait que les règles appliquées à un cas doivent également l’être à d’autres. Dans son esprit, « dans les relations internationales, on ne peut avoir une règle pour certains cas et une autre pour d’autres »². Ceci ne veut pas dire pour autant que la Russie défendrait une quelconque doctrine en ce qui concerne la reconnaissance de nouveaux États.

Le fait de caractériser comme « unique » la reconnaissance unilatérale d’indépendance du Kosovo et la déclaration par la Russie visant à justifier

---
sa décision comme « dictée par la situation du terrain » furent donc motivés par des considérations diverses. Mais malgré la rhétorique sur le caractère unique du cas kosovar, ou l’absence de doctrine politique sur la reconnaissance, les politiques russe et occidentale de reconnaissance ont été justifiées par des arguments moraux, politiques et légaux. Ces arguments ne furent, cependant, pas clairement ni explicitement liés à un ensemble de principes.

Dans cet exposé, j’entends analyser ces différents arguments en les reliant systématiquement à un ensemble de principes normatifs. Dans un premier temps, je compte décrire les arguments présents dans le débat sur la reconnaissance du Kosovo. Des principes normatifs que j’ai tirés de la tradition de la guerre juste me serviront d’instruments d’analyse pour savoir si une telle démarche à l’égard du Kosovo peut s’inscrire ou non comme une exception légitime. A la lumière de ces mêmes principes, j’aimerais examiner dans un deuxième temps la question du statut de l’Ossétie du Sud et de l’Abkhazie, en m’attachant aux points de vue des différentes parties présentes dans ces conflits.

1. La reconnaissance internationale du Kosovo

La philosophie politique dispose de différentes approches morales pour traiter de la sécession. A mon sens, celle qui est traditionnellement employée pour décider de l’usage de la force est la mieux indiquée pour cerner une question comme celle de la légitimité de la déclaration unilatérale d’indépendance du Kosovo. Ces principes


sont ceux de la tradition de la guerre juste, plus particulièrement ceux qui relèvent du
\textit{jus ad bellum} et qui autorisent ou non l’intervention militaire. Ils sont employés en
général pour traiter des exceptions à la règle commune selon laquelle les États doivent
nouer des liens pacifiques les uns avec les autres et s’abstenir de recourir à la force.
Le cas de la sécession peut s’inscrire dans le même ordre d’idées. Si l’on accepte le
principe selon lequel la souveraineté et l’intégrité territoriale d’un État doivent être
préservées, si l’on suppose que le choix de formes unilatérales de sécession ne peut
être concédé qu’en des circonstances exceptionnelles et par l’adoption systématique
de principes moraux, alors les six principes de la tradition de la guerre juste peuvent
s’avérer tout à fait pertinents. Mais nous devons évidemment leur donner une définition
spécifique dans le contexte de la sécession\(^7\).

Le fait de considérer la reconnaissance d’une déclaration unilatérale d’indépendance
comme exceptionnelle est partagé par les gouvernements qui ont reconnu le Kosovo,
l’Abkhazie ou l’Ossétie du Sud. Les politiques qu’ils ont adoptées en l’occurrence
sont exceptionnelles si on les compare à leur pratique diplomatique habituelle dans
d’autres crises sécessionnistes, dans lesquelles ils défendent les principes classiques
d’intégrité territoriale et de non-intervention. Certains de leurs arguments avaient
trait aux problèmes exceptionnels qui devaient être résolus précisément par la
reconnaissance. Ces arguments peuvent être reliés au principe de la juste cause, même
s’il n’est pas explicitement invoqué par les gouvernements eux-mêmes. D’autres
arguments utilisés par ces gouvernements ont trait au droit qu’ils ont de prendre une
telle décision en tant qu’États souverains. Ceci peut être relié au principe de l’autorité
légitime. Tous ces gouvernements font aussi référence au caractère droit de leurs
intentions, avec les conséquences que leur décision exceptionnelle peut avoir sur
d’autres crises sécessionnistes, la probabilité que d’autres États les suivent, ainsi que
le manque de perspectives sur des négociations futures visant à trouver un compromis
avec le gouvernement central. Ces arguments peuvent être systématiquement liés,
respectivement, aux principes des intentions droites, de la proportionnalité, de la
chance raisonnable de succès, et de l’ultime recours. Ces principes peuvent s’utiliser
autant de manière descriptive – en examinant comment les divers arguments dans les
débats sur la reconnaissance et la sécession sont liés à un principe ou un autre – que de
manière normative – afin de parvenir à une évaluation personnelle de la justification
de la sécession.

________

stanford.edu/entries/war.

\(^7\) Une déclaration d’indépendance unilatérale peut très bien apparaître aux autorités de
l’État central comme une déclaration de guerre, et ceci explique essentiellement pourquoi elle
débouche très souvent sur un conflit armé.
Les principes de la sécession juste en vue de la reconnaissance d’une déclaration unilatérale d’indépendance

1. La sécession doit avoir une cause juste. Autrement dit, l’injustice que l’on veut empêcher ou réparer doit être suffisamment caractérisée pour qu’une déclaration unilatérale devienne acceptable.

2. La décision de reconnaître un État ayant fait sécession de manière unilatérale doit être gouvernée par des intentions droites. Les motivations réelles d’une reconnaissance de la souveraineté d’un État doivent être en adéquation avec la justification donnée en termes de cause juste.

3. La reconnaissance d’une déclaration unilatérale d’indépendance ne peut être qu’une solution d’ultime recours. Tous les efforts pour parvenir à un accord entre l’entité sécessionniste et le gouvernement central doivent avoir été tentés, sans succès.

4. Une déclaration unilatérale d’indépendance doit être reconnue par une autorité légitime. Une reconnaissance partielle peut être accordée par un nombre limité d’États. Une reconnaissance par l’ensemble des États qui composent la communauté internationale est symbolisée par l’octroi d’un siège aux Nations unies.

5. La reconnaissance d’une déclaration unilatérale d’indépendance doit parvenir à ses fins en ayant une chance raisonnable de succès. Il doit exister une chance raisonnable de voir le nouvel État reconnu à long terme au moins par une partie substantielle de la communauté internationale, voire par sa totalité.

6. Le souci de la proportionnalité doit être respecté. Les coûts et bénéfices de l’opération doivent être évalués au préalable, à un niveau à la fois national et international.

Le premier principe est celui de la cause juste. Il suppose en l’occurrence qu’une déclaration d’indépendance, lorsqu’elle intervient contre la volonté du gouvernement central et entame l’intégrité territoriale d’un pays, peut être reconnue si elle a une raison valable. Autrement dit, l’injustice que l’on veut empêcher ou réparer doit être assez caractérisée pour qu’au final une déclaration unilatérale soit approuvée. La défense d’une « cause juste » est précisément mise en exergue par les gouvernements en faveur d’une reconnaissance du Kosovo, avec l’expulsion forcée de près de 700 000 Kosovars albanais de leurs habitations et 5 000 à 8 000 civils tués entre 1998 et 1999. Le risque d’une nouvelle guerre civile entre Serbes et Kosovars albanais fut également avancé comme une raison juste pour reconnaître la souveraineté du Kosovo.

Mais il faut noter que d’un autre côté, Belgrade se place aussi dans la perspective d’une « cause juste ». La reconnaissance d’un Kosovo indépendant porterait atteinte à la souveraineté et à l’intégrité territoriale de la Serbie et partant, menacerait sur place les
droits de la minorité serbe de ce territoire qui constitue environ 5 % de la population du Kosovo.

Le deuxième principe à prendre en considération est celui de « l’intention droite » : les véritables motivations qui animent la décision de reconnaître un Kosovo indépendant doivent être compatibles avec la justification donnée en termes de « cause juste » et n’avoir aucune autre visée dominante. La volonté de convaincre la Serbie et les autres États impliqués dans la gestion du dossier kosovar que les États décidant d’établir des relations diplomatiques avec le Kosovo étaient animés d’« intentions droites » a coûté à leurs diplomates beaucoup de temps et d’efforts. Selon ces États, la reconnaissance du Kosovo correspond à une volonté de la population de ce territoire et sert la stabilité régionale voire, à long terme, les intérêts réels de la Serbie.

Quant aux opposants à cette reconnaissance, ils recourent au même principe, mais de façon critique. À leurs yeux, les États qui soutiennent la volonté d’indépendance du Kosovo défendent avant tout des intérêts géopolitiques particuliers dans la région, qui vont à l’encontre de ceux de la Serbie. Moscou est convaincue que l’intervention de l’Otan au Kosovo en 1999 et la reconnaissance de son indépendance en 2008 ont pour but principal de marginaliser la Russie dans l’architecture de sécurité européenne. Mon point de vue est qu’aucun des critiques n’a, cependant, été capable de démontrer de façon convaincante que les politiques de reconnaissance envers le Kosovo allèrent à l’encontre du principe des intentions droites. Les pays occidentaux considèrent la préservation de leurs intérêts régionaux en matière de sécurité – au tout premier plan la stabilité – comme constitutive d’une cause juste. Ils considèrent aussi que l’Union européenne devrait avoir un rôle de leader dans ce sens. Ceci ne permet pas de dissocier les motifs réels de la stratégie occidentale dans les Balkans – y compris dans sa dimension militaire – de sa justification en tant que cause juste. Les motivations réelles de la reconnaissance de l’indépendance encadrée du Kosovo sont donc en adéquation avec la justification donnée en termes de cause juste.

Le troisième principe applicable à la situation kosovare est l’option de l’« ultime recours ». Martti Ahtisaari, l’envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies, indiquait en mars 2007, après une année de médiations infructueuses entre Serbes et Kosovars albaniens, qu’il avait abandonné tout espoir de trouver un accord entre les parties. Il avait plaidé auprès du Conseil de sécurité en faveur d’une indépendance sous supervision internationale. Il est difficile, bien sûr, de juger le seuil critique à partir duquel toute nouvelle négociation est désormais perçue comme vaine. La définition de ce seuil a précisément divisé la communauté internationale. Le gouvernement russe avait demandé plus de temps pour assurer aux négociations une issue positive.


En outre, en ce qui concerne l’application du principe d’ultime recours, la diplomatie occidentale espérait convaincre la Russie d’accepter ou de tolérer le projet d’une indépendance encadrée de la même manière que Moscou, sous Eltsine, avait endossé en 1999 la création d’une administration internationale du Kosovo par le Conseil de sécurité. Il n’en a rien été. Aux Nations unies, la Russie a menacé de brandir son droit de véto. Les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France n’ont pas apprécié quant à eux d’être confrontés à un « véto déraisonnable », pour reprendre les termes employés par Tony Blair en 2003 lors des discussions sur l’Irak. Mieux valait, semble-t-il, balayer toute opposition par une décision unilatérale plutôt que s’engager dans des négociations pénibles avec la Russie.

Le quatrième principe a trait à l’existence d’une autorité légitime. L’institution de la souveraineté a une dimension interne et externe. Les États puisent leur origine dans la volonté populaire mais ils doivent également, à l’échelle internationale, bénéficier de la reconnaissance d’autres États. La reconnaissance est un acte politique mais elle ne doit pas être contraire aux fondements du droit international. Et qui, au bout du compte, détient le droit de morceler des États ? Le Conseil de sécurité ? Ou tout État de la communauté internationale peut-il y prétendre, vu que la reconnaissance de nouveaux États reste la prérogative des États souverains ? Si la reconnaissance d’un État est un acte politique, quel rôle l’UE devrait-elle jouer dans la coordination de chacun des actes de ses États membres ? Les capitales européennes ne sont pas parvenues à s’entendre sur ce dernier point, mais une large majorité – vingt-deux États sur vingt-sept en juillet 2010 – s’est dégagée pour établir des liens diplomatiques avec Pristina.

Les gouvernements occidentaux en faveur d’une indépendance supervisée pour le Kosovo avaient espéré que leur geste clarifierait toutes les questions juridiques liées au statut de ce territoire. Cela devait faciliter les activités des institutions européennes et des organisations internationales dans la région, ainsi qu’un investissement économique à grande échelle. Mais seule une reconnaissance partielle du Kosovo a eu lieu, et beaucoup de questions juridiques sont demeurées sujettes à interprétation. La division des tâches entre les Nations unies et l’Union européenne est demeurée peu claire pendant les mois qui ont suivi la déclaration d’indépendance du Kosovo en février 2008. Les dissensions entre États membres de l’UE ont créé, qui plus est, de sérieux obstacles juridiques pour la mise en œuvre de la politique et des programmes d’intégration de l’UE.

Le déploiement de la Mission sur l’État de droit de l’Union européenne (EULEX) a dû être reporté de nombreuses fois, avant qu’une formule de compromis, acceptée par différentes parties, y compris la Serbie, puisse être trouvée. EULEX devait fournir une assistance technique au gouvernement du Kosovo dans le domaine de l’État de droit. 1 900 employés internationaux devaient conseiller et contrôler les douanes, la

12 La recommandation d’Ahtisaari aux Nations unies d’octroyer à ce territoire une indépendance sous supervision internationale présupposait un accord avec la Russie. Un tel accord fut également l’objectif de nombreux efforts diplomatiques.


Le sixième – et dernier – principe qui peut nous renseigner sur le degré de légitimité à reconnaître la déclaration unilatérale d’indépendance d’un État est celui de la proportionnalité. Cette reconnaissance a des coûts et bénéfices moraux qu’il convient d’évaluer au plan national comme international. Où se situent les États qui ont reconnu le Kosovo par rapport à cela ? Ils estiment que l’indépendance du Kosovo permettra de stabiliser le nouveau pays. Cette reconnaissance pourrait aider à empêcher des émeutes comme celles qui avaient éclaté en 2004, lorsque des Albanais kosovars avaient utilisé la violence contre la minorité serbe et les forces de maintien de la paix. Le statut d’État souverain lui assurera une égalité de droit avec la Serbie, qui devrait faciliter l’intégration européenne de l’un et de l’autre et ouvrir la voie, à long terme, à une résolution du conflit. Une transformation positive inclurait un changement de perception des intérêts et identités, préparant la voie pour la coopération et une intégration commune au sein du cadre européen. Un tel objectif exclut d’emblée toute autre option statutaire telle qu’une éventuelle autonomie kosovare à l’intérieur de la Serbie ou le possible maintien d’un statu quo.

Ces vues sont réfutées par les adversaires de la reconnaissance formelle. Ceux-ci posent que la minorité serbe du Kosovo ne pourra jamais être intégrée dans un État indépendant et que l’opposition de Belgrade aux initiatives de Bruxelles empêchera toute réconciliation des parties ou même tout règlement du conflit dans un cadre européen.

Le fait que les retombées positives d’une reconnaissance formelle sur la réforme des structures établies du Kosovo aient été plus aisées à prévoir que ses effets négatifs sur la scène mondiale explique essentiellement pourquoi une majorité des États membres de l’UE s’est engagée dans cette décision. Or, cette reconnaissance a eu sans tarder au moins une répercussion défavorable à l’échelle internationale : l’ouverture de nouvelles lignes de faille au sein de l’UE sur la question d’une sécurité commune. Les relations diplomatiques entre l’Occident et la Russie en sortent également détériorées. Enfin, les démarches européennes en faveur d’un respect des résolutions des Nations unies sur d’autres conflits sont décrédibilisées par le fait même que l’UE a outrepassé la résolution 1244 de 1999 du Conseil de sécurité sur l’administration internationale du Kosovo et a dû se rétracter quelques mois plus tard, à la fin 2008, en reconnaissant que l’EULEX serait déployée dans le cadre général de cette résolution 18.

Cette reconnaissance a rendu par ailleurs plus difficile la gestion internationale d’autres conflits sécessionnistes situés en Europe – Ossétie du Sud, Abkhazie, Transnistrie, Haut-Karabagh –, dans lesquels la Russie joue un rôle de premier plan. En dépit de toutes les garanties sur le fait qu’il s’agit d’un cas unique, le Kosovo restera au centre de la moindre négociation attachée au règlement de tout autre conflit indépendantiste.

Elle affaiblit l’option du fédéralisme. On peut se demander pourquoi les gouvernements occidentaux préfèrent en général l’application de modèles fédéraux dans les conflits sécessionnistes, si par ailleurs ils considèrent ces modèles comme inadaptés pour le Kosovo.

La reconnaissance du Kosovo renforce par ailleurs la vision selon laquelle la politique de reconnaissance d’un État ne doit pas nécessairement s’attacher à des principes du droit international, comme celui par exemple de l’intégrité territoriale. Cette conception est déjà très répandue parmi les entités séparatistes comme l’Abkhazie ou l’Ossétie du Sud. Dans ces deux entités comme dans beaucoup d’autres circule par ailleurs l’idée que toutes ces questions liées à la création de nouveaux États peuvent se régler à l’échelle mondiale par la violence et les rapports de force. Selon cette perspective, le Kosovo démontre qu’il n’est pas toujours nécessaire ni même utile pour la partie sécessionniste d’arriver à un accord avec l’État central mais que l’on peut finir par imposer sa volonté d’indépendance.

A mon sens, la position européenne marque des points s’agissant des deux principes de la cause juste et des intentions droites, mais elle est plus faible en terme de chances raisonnables de succès. Elle accuse de très larges faiblesses au niveau des principes de l’ultime recours, de l’autorité légitime et de la proportionnalité. Du point de vue de l’ultime recours et de l’autorité légitime, une reconnaissance partielle n’est

18 Tel que mentionné sur le site officiel d’EULEX. Voir http://www.eulex-kosovo.eu/?id=2 (consulté le 7 janvier 2009).
pas satisfaisante pour le Kosovo. Une intégration internationale partielle ne garantit pas son intégration et son développement. Au-delà de la querelle autour du « fait accompli » imposé par la reconnaissance du Kosovo, de nouvelles négociations seront à mon avis nécessaires en vue d’un accord définitif au sein du Conseil de sécurité. Seul un accord de ce type, susceptible de déboucher sur une reconnaissance internationale à part entière, peut répondre entièrement au principe de la « chance raisonnable de succès » tout en étant en adéquation avec le principe d’« autorité légitime » et en faisant pencher du bon côté la balance de la « proportionnalité ».

2. La reconnaissance internationale de l’Abkhazie et de l’Ossétie du Sud

Selon le président russe Dmitri Medvedev, la reconnaissance de l’Abkhazie et de l’Ossétie du Sud comme États indépendants en août 2008 ne fut pas un pas facile à franchir. Pendant des années, les autorités d’Abkhazie et d’Ossétie du Sud avaient en effet fait pression sur Moscou pour obtenir la reconnaissance de leur revendication d’indépendance ou, dans le cas de l’Ossétie du Sud, pour être rattachée à la Fédération de Russie. Avant la guerre d’août, le gouvernement russe ne considérait pas de telles revendications comme en accord avec ses vues et ses intérêts. Du point de vue de Moscou, la question du statut international des entités séparatistes en Géorgie ne devait pas être résolue sur décision unilatérale de quelque partie que ce soit, y compris des acteurs externes. Moscou défendait en principe le maintien de l’intégrité territoriale de la Géorgie et revendiquait un rôle impartial dans ces conflits. Mais, en s’opposant aux politiques européennes sur la reconnaissance du Kosovo, Moscou a modifié sa position. La Russie a menacé d’appliquer les mêmes standards dans son propre voisinage, tout particulièrement en Géorgie. Les plans de Tbilissi de rejoindre l’OTAN ont intensifié les tensions, ce qui a ouvert une fenêtre d’opportunité pour les entités séparatistes d’Abkhazie et d’Ossétie du Sud.

Pour prétendre à une indépendance souveraine, l’Abkhazie et l’Ossétie du Sud font valoir, tout d’abord, que leur cause n’est sûrement pas moins juste que celle du Kosovo. De leur point de vue, le cas du Kosovo témoigne de la force du principe d’autodétermination des peuples, c’est ce principe qui doit guider le processus de reconnaissance des nouveaux États, même lorsqu’il va à l’encontre du principe...
d’intégrité territoriale. Plutôt que de faire figure d’exception, la reconnaissance de nouveaux Etats sur la base du principe de l’autodétermination des peuples devrait incarner une règle, pleinement acceptée par la pratique internationale. De leur point de vue, cette règle resterait même valable dans les cas où elle va à l’encontre du principe de l’intégrité territoriale. Ceci est particulièrement vrai pour l’Ossétie du Sud, qui aspire à long terme à une unification avec l’Ossétie du Nord, république fédérée de la Fédération de Russie.

Cette définition particulière du droit à la sécession ne se trouve pas dans le discours russe sur la reconnaissance. Les autorités russes voient plutôt la reconnaissance d’une déclaration unilatérale d’indépendance comme une exception au respect de l’unité territoriale, comme c’est aussi le cas pour la décision occidentale de reconnaître le Kosovo. C’est une des raisons pour lesquelles les autorités abkhazes et ossètes avancent des justifications morales et légales supplémentaires pour l’indépendance, en lien avec la vision d’une sécession se justifiant dans des circonstances exceptionnelles. Il y a donc deux discours différents en faveur de l’indépendance : un premier discours qui se base sur la volonté exprimée par les peuples abkhaze et ossète et un second discours qui se fonde sur de profondes injustices que ces peuples auraient subies et qui ne pourraient être corrigées que par l’indépendance. Dans ce qui suit, nous analyserons comment la direction de ces deux entités, le gouvernement central géorgien, et les gouvernements occidentaux ont appliqué ces principes, et comment le gouvernement russe a en réponse justifié sa décision de reconnaître finalement l’Abkhazie et l’Ossétie du Sud.

Du point de vue abkhaze et ossète, l’indépendance s’avère inéluctable si l’on veut corriger ou prévenir les injustices subies par les Abkhazes et les Ossètes. Leurs langues, leurs cultures ont été bafouées. La forte présence géorgienne en Abkhazie, – les Géorgiens représentaient 45 % des habitants d’Abkhazie avant la guerre de


Tout comme les Ossètes et les Abkhazes, la partie géorgienne considère que l’histoire du XXe siècle est jalonnée d’injustices. Du point de vue géorgien, le futur statut de l’Ossétie du Sud et de l’Abkhazie au sein de la Géorgie doit prévenir tout risque possible de répétition. Ces injustices seraient dues d’abord à l’occupation russe puis soviétique du pays. En imposant le fédéralisme à la nation géorgienne, le pouvoir soviétique aurait cherché à diviser le territoire et ses populations. L’établissement de deux Républiques autonomes (l’Abkhazie et l’Adjarie) et d’une Région autonome (l’Ossétie du Sud) était, vu de Tbilissi, destiné à renforcer l’influence de Moscou. Dans les deux cas, les institutions fédérales ont renforcé la mobilisation des nationalistes abkhazes et ossètes et augmenté les tensions avec la population géorgienne locale et les autorités centrales.


Dans le cas de l’Ossétie du Sud, le gouvernement géorgien revendique avoir été dans l’impossibilité d’établir une bonne gouvernance tant qu’il a eu à faire avec des frontières non surveillées et un impossible contrôle sur le transfert de biens entre la Géorgie et la Russie à travers le territoire sud-ossète. Les coûts économiques de cet état des choses constituent à ses yeux une autre cause juste pour le rétablissement de la souveraineté géorgienne sur l’ensemble du territoire.


Après la défaite géorgienne, les gouvernements occidentaux se sont contentés de défendre le principe d’intégrité territoriale et de condamner – sans rencontrer l’opposition du président russe Boris Eltsine – la politique abkhaze de nettoyage
ethnique dans plusieurs déclarations de l’OSCE. Ils ont aussi accueilli positivement les propositions fédérales successives des présidents géorgiens Chevardnadze et Saakachvili en faveur de la réunification. A leurs yeux, les droits des minorités et l’autonomie dans un contexte fédéral constituaient des mécanismes suffisamment efficaces pour la protection des communautés abkhaze et sud-ossète. Les gouvernements occidentaux étaient réceptifs à l’argument géorgien selon lequel le manque de contrôle sur le territoire créait de sévères problèmes de gouvernance. Contrastant avec les différentes déclarations de Chevardnadze et Saakachvili qui menaçaient de réintégrer par la force les territoires séparatistes au cas où les négociations piétinhaient, ils ont défendu le point de vue selon lequel un compromis devait être trouvé entre les parties, excluant le recours à la force. Une option militaire ne pouvait manquer, en effet, de créer de nouveaux drames humanitaires, indépendamment des conséquences que pourraient avoir des conflits ethniques sur les relations entre l’Occident et la Russie.

Tout comme les pays occidentaux, la Russie s’est réservé le droit de soutenir une des parties dans le conflit de souveraineté divisant les communautés ethniques sur le territoire géorgien. Comme dans le cas du soutien occidental au Kosovo, une telle politique était présentée comme étant in fine dans l’intérêt du gouvernement central. Moscou a justifié sa présence militaire dans les zones de conflit et son soutien à la partie sécessionniste par le désir de corriger et de prévenir tout risque d’injustice – comme l’a fait l’Occident dans le cas du Kosovo. Moscou a en outre rappelé la longue suite de conflits ethniques qui ont opposé les communautés abkhaze et ossète aux Géorgiens et l’impossibilité d’une réconciliation à moyen terme. La Russie a, depuis le début, présenté la mission de maintien de paix qu’elle remplit dans la région comme la meilleure garantie possible d’éviter toute nouvelle injustice. Jusqu’en août 2008, et dans le droit fil de ces revendications, elle fournissait un soutien économique et militaire aux territoires sécessionnistes et prétendait en même temps respecter, en principe, la volonté géorgienne de résoudre la question des statuts sur la base du principe de l’intégrité territoriale.

La guerre d’août 2008 a progressivement réorienté l’argumentation de la Russie sur la juste cause en faveur de la reconnaissance de l’indépendance de l’Abkhazie et de l’Ossétie du Sud. Les activités militaires géorgiennes ont été qualifiées par les autorités russes au début de la guerre « d’actes de génocide ». Celles-ci pointèrent que le nombre de victimes était peut-être faible en valeur absolue (1 600 civils tués et 30 000 réfugiés selon le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov le 13 août 2008) 24, mais substantielle si la petite taille de la population d’Ossétie du Sud était prise en compte – 72 000 personnes selon les autorités ossètes, dont 80 % d’Ossètes 25. Qui plus est, Moscou avait distribué des passeports russes à la grande majorité des citoyens vivant en Abkhazie et en Ossétie du Sud et considérait donc


en conséquence qu’elle avait le droit, même le devoir, de protéger ces populations, constituées de ce fait en grande majorité de citoyens russes.

Malgré le fait qu’elle avait nettement revu à la baisse le nombre de morts civiles en Ossétie du Sud à la suite de la guerre d’août (les chiffres sont tombés de 1 600 à 133) 26, la Russie a considéré que l’argument de la menace pour la survie des peuples d’Abkhazie et d’Ossétie du Sud était suffisamment fort pour justifier une reconnaissance de ces entités séparatistes. La Russie a par ailleurs justifié sa décision d’intervenir d’abord, puis de reconnaître, dans un second temps, les entités séparatistes, par l’argument selon lequel les politiques géorgiennes créaient des « poudrières aux portes de la Russie » 27. Dans cette optique, la reconnaissance par la Russie des entités séparatistes permettrait à la Géorgie de signer des traités militaires avec Soukhoum(i) et Tskhinval(i) et permettrait ainsi aux Russes de déployer des troupes sur leurs territoires. Ceci donnerait toutes les garanties de sécurité à la population locale et à la Russie elle-même. La question de la juste cause du conflit opposant la communauté géorgienne aux communautés abkhaze et ossète est sans doute la première question à se poser lorsque l’on s’engage dans une analyse des solutions institutionnelles qui pourraient être apportées aux conflits ethniques de Géorgie. Les injustices subies par toutes les communautés engagées dans ces conflits nécessitent une solution à même de prévenir toute nouvelle injustice, et surtout tout recours à la force contre la population civile. Selon la Russie, cet objectif ne peut être atteint que par l’indépendance de l’Abkhazie et de l’Ossétie du Sud. Mais le choix final entre différents types de solutions institutionnelles dépend non seulement du principe de la juste cause, mais aussi d’autres principes normatifs.

Tout d’abord, en ce qui concerne le principe de l’ultime recours, qui est le second principe à analyser dans le contexte des conflits de souveraineté en Géorgie, la Russie a dû démontrer que les options alternatives, discutées pendant des années – allant de variantes spécifiques du fédéralisme à des accords sur les garanties de sécurité pour toutes les parties au conflit – avaient échoué. Par ailleurs, les autres parties impliquées dans ces conflits durent justifier leur position dans le droit fil de ce principe.

Dans un premier temps, lors de sa lutte pour l’indépendance, le mouvement nationaliste géorgien a vu dans le fédéralisme soviétique un système contraire aux notions de justice et d’unité nationale 28. Puis, peu à peu, en fait après la déroute de l’armée géorgienne à l’automne 1993 dans le conflit abkhaze et durant la discussion sur une nouvelle Constitution en 1995, l’idée d’un fédéralisme permettant de résoudre les conflits par la voie institutionnelle s’est imposée comme une solution acceptable, mue par la volonté de réunifier le pays.


27 D. MEDVEDEV, op. cit.

Cette approche fédérale n’impliquait pas l’égalité entre les diverses communautés de Géorgie. Dans l’esprit des présidents Édouard Chevardnadze et Mikheil Saakachvili, la division des pouvoirs entre le gouvernement central et les autorités locales d’Ossétie du Sud et d’Abkhazie devait tenir compte autant de l’histoire et de la situation démographique des deux minorités que du fait que les Ossètes disposaient d’un territoire propre en Russie. Dans un fédéralisme asymétrique, les Géorgiens, Abkhazes et Ossètes devaient avoir différents degrés de compétence. Ainsi, les possibilités de définir une autonomie abkhaze étaient plus fortes que dans le cas ossète. Le gouvernement central devait être dominé par des représentants géorgiens, mais avec un certain partage du pouvoir avec les communautés abkhazes et ossètes. Le poste de vice-président de l’État géorgien pouvait par exemple être occupé par un représentant d’une de ces deux communautés. Abkhazes et Ossètes auraient eu en outre à partager le pouvoir avec la population géorgienne vivant sur leur territoire. Une telle solution fédérale sous-entendait que l’Abkhazie aurait dû s’accommoder du retour de toute la population géorgienne ayant fui son territoire.


Depuis le refus abkhaze de négocier le plan Boden, en 2001, et une confrontation violente en 2004 entre les parties géorgienne et ossète, au lendemain de la Révolution des roses de 2003, aucun dialogue approfondi n’a pu s’emparer de la question du statut 29 de Hong-Kong et le gouvernement géorgien celui du Tyrol du Sud comme modèles de règlement de conflit. Les deux modèles s’appuient sur la subordination de l’entité autonome à l’État central.

29 Le gouvernement serbe a avancé le modèle de Hong-Kong et le gouvernement géorgien celui du Tyrol du Sud comme modèles de règlement de conflit. Les deux modèles s’appuient sur la subordination de l’entité autonome à l’État central.
légal de ces entités. Toutes les négociations en vue d’une solution fédérale aux conflits ossètes et abkhazes se sont trouvées depuis lors dans une impasse. Le déploiement de troupes dans les gorges de Kodori en Abkhazie en 2006 et la guerre d’août 2008 sont vus à Soukhoum(i) et Tskhinval(i) comme de nouvelles preuves que seule l’indépendance peut fournir des garanties de sécurité adéquates.

L’UE et certains de ses membres, comme la Grande-Bretagne et l’Allemagne, se sont attachées à poursuivre une politique de rapprochement des parties adverses, de manière à transformer le conflit. Cela passe par une assistance à des projets d’infrastructures, en Ossétie du Sud et en Abkhazie, qui profiteraient aux diverses communautés, par un soutien à des projets de paix initiés par des organisations de la société civile et par le recours à une diplomatie parallèle ou citoyenne. Malheureusement, de tels projets n’ont pas reçu le plein soutien du gouvernement géorgien. Tbilissi n’était pas toujours prête à accepter des programmes à destination de la population placés sous le contrôle des autorités de facto sans concessions en contrepartie, et ne considèrait pas comme propices à la réintégration et donc dignes de soutien les positions des ONG locales. Le refus des parties d’aller au compromis et la politique géorgienne d’isolement et de confrontation a mis à mal la politique de l’UE de transformation de conflit.

Du point de vue géorgien, c’est non l’indépendance mais l’usage de la force qui doit être considéré comme un ultime recours, à l’image de l’intervention en 1995 des forces de l’OTAN en Bosnie puis au Kosovo en 1999. Le président géorgien Edouard Chevardnadze avait indiqué alors chaque fois que, pour son pays, la voie des négociations était en principe préférable, mais qu’une solution militaire – avec le soutien du Conseil de sécurité des Nations unies – ne devait pas être exclue. Dans tous les cas, qu’il s’agisse de la Bosnie ou de l’Abkhazie, il n’a jamais manqué de mettre en avant la profonde injustice des nettoyages ethniques. Son successeur, Mikheil Saakachvili, a continué de promouvoir des solutions négociées mais cela ne s’est jamais fait sans la forte pression des diplomatie occidentales. Les pays membres de l’OTAN jugeaient tout recours à la force comme relevant du pur aventurisme. Un tel recours hypothéquerait pour longtemps les chances d’adhésion de la Géorgie à l’OTAN.

Dans sa justification pour reconnaître l’indépendance de l’Abkhazie et de l’Ossétie du Sud, le président Medvedev a utilisé le principe de l’ultime recours en rappelant que la Russie avait insisté pendant des mois pour que la Géorgie signe un accord de non-utilisation de la force avec l’Abkhazie et l’Ossétie du Sud, mais en vain.

Le troisième principe à prendre en considération dans une analyse de la reconnaissance de l’Abkhazie et de l’Ossétie du sud est celui de la proportionnalité.

30 Les orthographes en français des noms des capitales ossètes et abkhazes sont sujettes à caution. Ossètes et Abkhazes ne mettent pas de i à la fin du nom de leur capitale respective, contrairement à l’appellation géorgienne.


32 D. MEDVEDEV, op. cit.
L’évaluation des coûts et bénéfices pour chacune des parties est bien entendu présente dans les discussions sur le statut de l’Ossétie du Sud et de l’Abkhazie. Les acteurs impliqués dans ces deux conflits sont convaincus que le statut qu’ils défendent respectivement sera le gage d’une plus grande justice et bénéficiera à toutes les parties concernées pour un coût somme toute acceptable.

La question de la proportionnalité s’est posée de façon toute particulière à la Russie dans la suite qu’elle devait donner à la requête de reconnaissance par l’Abkhazie et l’Ossétie du Sud. Jusqu’à la guerre d’août, ses intérêts, y compris ses intérêts moraux à défendre ce qu’elle considérait comme une juste cause, dictaient une préférence pour la préservation du statu quo. La reconnaissance de ces entités aurait réduit à terme les marges de manœuvre diplomatiques de Moscou et pouvait avoir des conséquences négatives sur la stabilité du Caucase du Nord. Des discussions sur la légitimité d’une sécession, si elles ne menacent pas, dans l’immédiat, l’intégrité territoriale du pays, ne renforcent pas l’autorité centrale et ne valent pas d’être encouragées sans une bonne raison. Enfin, une reconnaissance par Moscou était perçue comme n’améliorant pas nécessairement la position des deux entités sécessionnistes dans les négociations pour la simple raison que la Russie pouvait user dans tous les cas d’un droit de véto factuel. Enfin, Moscou n’avait raisonnablement aucune chance d’entrainer dans son choix une part substantielle de la communauté internationale.

Les calculs russes ont changé du fait de la guerre. Les accords de cessez-le-feu que la Russie a signés avec la Géorgie en août 2008 n’excluaient pas complètement que ses troupes stationnées en Abkhazie et en Ossétie du Sud soient, à long terme, remplacées par des forces internationales de maintien de la paix. Dans ce cas, elle aurait été incapable de contrôler ces territoires, de stabiliser ses propres frontières et de fournir des garanties de sécurité aux populations abkhaze et ossète. Les désaccords sur la nécessité de changer le format des négociations et d’internationaliser les troupes de maintien de la paix constituerait par ailleurs une source permanente d’irritations dans ses relations avec les pays occidentaux. Mais le coût moral d’une telle reconnaissance ne peut pas non plus être négligé : elle rend les négociations sur la résolution bien plus difficiles et ceci constitue une menace de long terme pour la stabilité régionale. Qui plus est, un tel mouvement constitue un modèle négatif pour les autres conflits sécessionnistes qui ne peuvent être résolus que par des solutions de compromis. Il est peu probable que la Russie, qui a tant mis l’accent sur de tels risques dans le cas du Kosovo, n’ait pas été consciente des mêmes types de risques dans ce cas particulier.

La quatrième question est celle des motivations et des intentions des diverses parties, analysées par le biais du principe de l’intention droite. Selon ce principe, une décision exceptionnelle, comme la reconnaissance d’une déclaration unilatérale d’indépendance, doit être motivée avant tout par des considérations compatibles avec la manière dont on présente la juste cause. Il va sans dire que toutes les parties prétendent que leur cause est juste. Mais il est toujours possible de faire une distinction entre les motifs que les parties elles-mêmes considèrent comme étant dans le droit fil du principe de la juste cause, et d’autres motifs qu’elles ne présentent pas de cette façon. Le principe des intentions droites ne peut être appliqué qu’en fonction de ce que les parties elles-mêmes avancent comme motivations moralement droites.
Les parties sont en outre persuadées que leurs adversaires agissent selon des motivations qui diffèrent largement de la cause morale qu’elles prétendent servir. Les Abkhazes et les Ossètes sont ainsi certains que la Géorgie est animée par un dessein nationaliste et impérial.

La revendication géorgienne d’un retour de tous les réfugiés aurait d’après Soukhoum(i) pour conséquence de déstabiliser l’Etat abkhaze et d’entrainer sa prise de contrôle par Tbilissi. Ce serait d’ailleurs là l’intention principale qui présiderait à cette revendication.

Du point de vue géorgien, les autorités de facto d’Abkhazie et de l’Ossétie du Sud ne représenteraient pas les intérêts de leur population et viseraient surtout à défendre leurs privilèges ainsi que les intérêts géostratégiques de la Russie. La dimension identitaire de ces conflits ethniques est ici niée. Ils sont réduits à de simples enjeux économiques et géopolitiques.

La Russie et les États occidentaux impliqués dans ces deux conflits ont également une forte méfiance les uns à l’égard des autres. Du point de vue occidental, la Russie tente surtout de préserver ses intérêts géopolitiques dans la région, tandis que l’intégration progressive de la Géorgie dans l’Alliance atlantique démontre, selon Moscou, que les gouvernements occidentaux s’emploient avant tout à isoler la Russie et à renforcer leur sécurité à ses dépens.

La Russie prétend que sa reconnaissance de l’Abkhazie et de l’Ossétie du Sud avait pour première motivation son désir de protéger les populations abkhaze et sud-ossète et d’assurer la stabilité sur ses propres frontières. Elle revendique aussi le fait que cette démarche ait été entreprise après avoir essayé en vain, pendant des années, de servir de médiateur dans les conflits ethniques en Géorgie. Mais elle ne prit que peu d’initiatives pour la réconciliation entre les populations géorgienne, abkhaze et ossète. Sa reconnaissance des deux entités séparatistes fut suivie de plans visant à construire une base navale dans le port abkhaze d’Ochamchira, qui pourrait constituer une alternative au port de Sébastopol sur la mer Noire, en Crimée, dont le bail doit expirer en 2017 33. Le manque d’initiatives en vue d’une réconciliation entre les parties et les projets de construction militaire dont l’importance va bien au delà de la protection de la population locale sont à prendre en considération dans une analyse de la sincérité de cette revendication en termes de « cause juste ». Mais ces faits ne constituent pas pour autant la preuve selon laquelle ce seraient d’abord des motifs non moraux qui seraient à la base de ces reconnaissances d’indépendance.

Il est de même nécessaire d’analyser comment les parties en présence abordent la question de l’autorité légitime. C’est le cinquième principe à prendre en compte dans une étude du statut futur des territoires ossète et abkhaze. Cette question ne se pose pas seulement pour les diverses communautés qui se trouvent sur le territoire géorgien, mais aussi pour les acteurs extérieurs, la Russie en particulier. Depuis que les conflits sécessionnistes se sont envenimés en Géorgie à partir de la fin des années 1980, les Abkhazes ont toujours clamé haut et fort que leur peuple avait déjà décidé de façon irrévocable de ce que serait leur souveraineté. Et les Ossètes

revendiquent la même chose pour ce qui est de la réunification avec l’Ossétie du Nord. Les deux communautés ont progressivement radicalisé leurs positions. Toutes deux ont organisé des référendums sur l’indépendance. A leurs yeux, leurs histoires nationales témoigneraient d’une lutte continue contre l’oppression géorgienne. Les gouvernements occidentaux s’opposant à la reconnaissance de leur État défendraient en fait les politiques staliennes des nationalités et leur héritage constitutionnel 34.

Selon le point de vue géorgien, les directions ossète et abkhaze n’ont qu’un pouvoir de facto et ne bénéficierait d’aucune légitimité démocratique ou juridique. L’indépendance ne peut se décider de manière unilatérale. En ce qui concerne l’Abkhazie, on estime qu’une grande partie voire la majorité de la population a fui le pays, ce qui exclut toute participation démocratique. En ce qui concerne l’Ossétie du Sud, le gouvernement géorgien avance que la population géorgienne et une partie de la population ossète s’opposeraient à l’autorité de facto et soutiendraient en revanche le dirigeant ossète Dmitri Sanakoev, connu pour avoir fait défaut du gouvernement séparatiste. Il est depuis mai 2007 le représentant officiel des autorités géorgiennes en Ossétie du Sud. Jusqu’à la guerre d’août 2008, il opérait sur une partie du territoire d’Ossétie du Sud resté sous le contrôle du gouvernement central. Ainsi, selon le gouvernement géorgien, toute négociation sur l’avenir de cette entité doit accepter sa présence.


En ce qui concerne le principe d’une chance raisonnable de succès, la décision de Moscou de reconnaître l’Abkhazie et l’Ossétie du Sud avait beaucoup moins de chances d’être suivie par d’autres États que la décision des principaux pays occidentaux de reconnaître le Kosovo. Seuls le Nicaragua, le Venezuela et Nauru se sont montrés

35 « Statement by President of Russia Dmitry Medvedev, 26 August 2008 », op. cit.
36 Avant la guerre d’août, Moscou avait défendu la position selon laquelle ces référendums n’avaient aucune valeur juridique en droit international mais devaient être pris en considération comme expression de la volonté populaire des populations locales quand le temps viendrait de négocier une solution pour ces deux territoires.
37 Le Conseil de la Fédération a voté en faveur de la reconnaissance par 130 voix pour (zéro contre), et la Douma par 447 pour, zéro contre. Voir T. HALPIN et Ch. BREMMER, « President Medvedev Gets Final Say on Recognition for the Regions », Timesonline, 26 août 2008, http://www.timesonline.co.uk/tol/news/world/europe/article4608421.ece (consulté le 9 février 2009).
prêts à établir des relations diplomatiques avec Soukhoum(i) et Tskhinval(i). Mais du point de vue ossète ou abkhaze, cette décision aidera sur le long terme à préserver leur sécurité et leur lien avec la Russie, dans l’attente de jours meilleurs.

Mon opinion personnelle est qu’il est possible de conclure que la reconnaissance de l’Abkhazie et l’Ossétie du Sud par la Russie est relativement forte en termes de juste cause, particulièrement en regard des tentatives successives de la Géorgie de résoudre ces conflits sécessionnistes par la force. La position russe est plus difficile à évaluer du point de vue du principe des intentions droites. La Russie a sans aucun doute des intérêts géostratégiques dans la région, et il faut les distinguer des intérêts des populations locales, mais elle a elle-même défendu que sa juste cause inclue la préservation de la stabilité régionale et la sécurité à ses propres frontières. Ses motivations réelles dans la reconnaissance de la souveraineté de l’Abkhazie et de l’Ossétie du Sud semblent donc être en adéquation avec la justification donnée en termes de cause juste.

Pour ce qui est du principe de l’autorité légitime, la Russie revendique le droit de reconnaître ces deux entités, et ce en accord avec la volonté des populations locales, exprimée librement. Mais elle omet le fait que l’application du principe de l’autorité légitime devrait aussi prendre en compte les intérêts et positions du gouvernement central et des populations locales qui durent fuir ces territoires. La position russe est également faible en termes d’ultime recours, étant donné que la Russie elle-même et pas seulement l’Abkhazie et l’Ossétie du Sud partagent une responsabilité directe avec la Géorgie en ce qui concerne l’échec de la transformation du conflit et le blocage des négociations sur le statut. Les coûts moraux de la décision unilatérale russe semblent aussi plus élevés que ses bénéfices, en premier lieu parce qu’elle rend les possibilités de transformation et de résolution du conflit plus difficiles dans un futur proche. Pour ce qui est du principe de la possibilité de succès, l’Abkhazie et l’Ossétie du Sud demeurent isolées sur la scène internationale.

3. **Comparaison des politiques de reconnaissance**

La reconnaissance par l’Occident du Kosovo et la reconnaissance russe de l’Abkhazie et de l’Ossétie du sud sont fondées sur des arguments invoquant la justice des causes défendues. Les populations désirant faire sécession ont été victimes du gouvernement central. Ceci requiert l’établissement de fortes garanties de sécurité, telles qu’elles sont traditionnellement fournies par la reconnaissance de leur souveraineté. Aux yeux des Etats qui reconnaissent ces entités comme indépendantes, les menaces pour la sécurité régionale sont invoquées comme faisant partie des arguments de la juste cause.

Dans ces deux cas, les acteurs externes ne font pas simplement un usage instrumental de l’argument moral de la juste cause. Tous ces conflits sécessionnistes sont alimentés par des discours nationalistes et sont fondés sur la conviction sincère de chacune des parties qu’elles ont une cause morale forte, à l’inverse de leurs adversaires. En reconnaissant les revendications d’une des parties comme légitime, les acteurs externes intègrent bien des arguments nationalistes dans leur propre justification. Les pays occidentaux, tout comme la Russie, s’accusent réciproquement de chercher en premier lieu à servir leurs intérêts géostratégiques, mais dans un cas
comme dans l’autre il est impossible de prouver que ceci met en cause la justice de leurs intentions. Les arguments de la cause juste en faveur de la reconnaissance du Kosovo, de l’Abkhazie et de l’Ossétie du Sud se réfèrent en effet à la nécessité de contribuer à la stabilité régionale. Les Américains ont une base militaire importante au Kosovo (Camp Bondsteel) et les Russes projettent de construire une base navale en Abkhazie, mais ceci ne signifie pas que ces objectifs et leurs politiques de reconnaissance soient à leurs yeux en contradiction avec la réalisation d’une cause juste.

Dans ces deux cas, le processus de transformation du conflit précédant la reconnaissance partielle a été négatif et les négociations sur le statut verrouillées. Toutes les parties partagent une responsabilité dans l’échec d’un compromis, y compris ces parties extérieures qui reconnaissent de telles entités en justifiant une telle position comme ultime recours.

Dans ces deux cas, les politiques de reconnaissance appliquent le principe de l’autorité légitime au droit de chaque État souverain de reconnaître un autre État comme souverain. L’argumentaire repose sur l’auto-détermination, la démocratie et les droits de l’Homme. En revanche, il exclut le gouvernement central du règlement du conflit. La question de l’indépendance est en outre source de clivage pour les populations locales dans les territoires sécessionnistes. Les conflits ont créé de nouvelles minorités, dont les droits ne sont pas (ou ne sont que partiellement) reconnus par les autorités du nouvel État. Ils échouent en particulier à corriger les conséquences des nettoyages ethniques.

Pour ce qui est du principe de proportionnalité, les gouvernements qui ont soutenu une déclaration unilatérale d’indépendance sont désireux de mettre en avant les bénéfices qui découleraient de l’acceptation de leur position, mais restent silencieux sur la question des coûts. Ceux-ci incluent un manque de perspective pour la résolution du conflit avec le gouvernement central et l’intégration des nouvelles minorités. La reconnaissance de ces entités renforce les processus de transformation négative du conflit. Il faut aussi évaluer les conséquences négatives sur d’autres conflits sécessionnistes. Dans ces trois cas, la reconnaissance se fait en dépit des conséquences négatives.

Ces gouvernements ont aussi les plus grandes difficultés à justifier leur position en termes de chance raisonnable de succès. Les pays occidentaux reconnaissent que le Kosovo s’attendait à ce que sa décision unilatérale soit suivie par la grande majorité de la communauté internationale et ouvre la porte des institutions internationales au Kosovo, y compris les Nations unies. Plus d’un an plus tard, le Kosovo a obtenu une reconnaissance partielle, par à peu près un tiers de la communauté mondiale des États, mais n’a que peu de chances de devenir membre des Nations unies dans un futur proche. Les perspectives sont pires pour l’Abkhazie et l’Ossétie du Sud. Mais dans tous ces cas, la partie sécessionniste a réussi à étoffer son statut international.

Il est donc possible de conclure que ces cas ne remplissent que partiellement et de manière inégale les principes de juste sécession. Les politiques de reconnaissance font d’abord partie d’une politique de transformation négative, en conflit avec la politique proclamée de justice et de réconciliation.
Caucase : repères chronologiques

<table>
<thead>
<tr>
<th>Année</th>
<th>Événement</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Début XVIe siècle</td>
<td>Premières expéditions cosaques et début de la colonisation russe du Caucase du Nord.</td>
</tr>
<tr>
<td>1774</td>
<td>Traité de Kutchuk-Kaïnardji : annexation par l’Empire tsariste du khanat de Crimée, de la Kabarda et de l’Ossétie.</td>
</tr>
<tr>
<td>1783</td>
<td>Traité de Gueorguievsk : protectorat russe sur la Kartlie et la Kakhétie (Géorgie orientale).</td>
</tr>
<tr>
<td>1785-1791</td>
<td>Résistance armée nord-caucasienne à la colonisation russe sous la direction du cheikh tchétchène Mansour.</td>
</tr>
<tr>
<td>1801</td>
<td>Annexation russe de la Kartlie-Kakhétie.</td>
</tr>
<tr>
<td>1818</td>
<td>Le général russe Ermolov relance la conquête du Caucase du Nord depuis la Tchétchénie, où il construit la forteresse de Grozny.</td>
</tr>
<tr>
<td>1828</td>
<td>Traité de Turkmentchaï : l’empire perse perd de nombreux territoires septentrionaux au profit de la Russie impériale après sa défaite à la fin de la guerre russo-perse de 1826-1828.</td>
</tr>
<tr>
<td>1829</td>
<td>Traité d’Andrinople : la Russie gagne des territoires au Caucase méridional sur l’Empire ottoman.</td>
</tr>
<tr>
<td>1859</td>
<td>reddition de Chamil qui avait uni Daghestanais et Tchétchènes dans la lutte contre la colonisation russe et créé un imamat en 1840, annexion de la Tchétchénie à la Russie impériale.</td>
</tr>
</tbody>
</table>
1864-1865 Exil forcé de Nord-Caucasiens dans l’Empire ottoman, en particulier des Circassiens.

1877 Nouvelle vague d’exil forcé, des Abkhazes en particulier, dans l’Empire ottoman.

1917 Révolution bolchevique.

1918 La République des Montagnes au Caucase du Nord et l’Arménie, l’Azerbaïdjan, la Géorgie au Sud proclament leur indépendance.

Avril 1920 Annexion de l’Azerbaïdjan par la Russie soviétique.

Décembre 1920 Annexion de l’Arménie par la Russie soviétique.

Février 1921 Annexion de la Géorgie par la Russie soviétique.

1921 Annexion de la République des Montagnes par la Russie soviétique. L’Abkhazie est dotée du statut de République de l’Union. En décembre, elle signe un traité d’union avec la Géorgie.

1922 Création de l’URSS. La Géorgie, l’Azerbaïdjan, l’Arménie, y sont intégrés.

Création de la région autonome d’Ossétie du Sud au sein de la Géorgie.

Juillet 1923 Création de la Région autonome du Haut-Karabagh rattachée à l’Azerbaïdjan.

1924 Dissolution de la République autonome des Montagnes.

1931 L’Abkhazie change de statut et devient République autonome au sein de la Géorgie.

1936 Plusieurs régions autonomes du Caucase du Nord sont hissées au rang de Républiques soviétiques autonomes.

1943-1944 Vagues de déportation de peuples nord-caucasiens. Les territoires des entités abolies sont redistribués, en partie à la Géorgie au Sud, et aux autres entités nord-caucasiennes.

1957 Un décret de Khrouchtchev autorise le retour des « peuples punis ».

1962 Une pétition signée par des Arméniens du Haut-Karabagh est adressée à Khrouchtchev en protestation contre la politique anti-arménienne de Bakou.

1978 Forte mobilisation abkhaze en faveur de droits culturels et linguistiques, en écho à des revendications géorgiennes en faveur de la langue géorgienne.

1985 Arrivée de M. Gorbatchev au pouvoir, qui amorcera la politique de perestroïka.

Février 1988 Vote par le Soviet suprême du Haut-Karabagh du rattachement de ce territoire à l’Arménie ; manifestations massives de
soutien à Érevan ; pogroms anti-arméniens à Soumgaït en particulier.

9 avril 1989 Dispersion sanglante d’une manifestation à Tbilissi.
1989-1990 « Parade des souverainetés » dans toute l’URSS.
Janvier 1990 Pogroms anti-arméniens à Bakou suivis d’une répression très forte contre le Front populaire d’Azerbaïdjan.
La République d’Arménie adopte une déclaration sur l’indépendance.

Septembre 1990 Le Soviet suprême d’Ossétie du Sud proclame la création d’une « République démocratique d’Ossétie du Sud ».
Décembre 1990 Le Soviet suprême de Géorgie abolit le statut d’« autonomie » de l’Ossétie du Sud.


9 avril 1991 Déclaration d’indépendance de la Géorgie.
1er novembre 1991 Déclaration d’indépendance tchétchène. Moscou juge cette autoproclamation illégale et impose l’état d’urgence le 8 novembre.

Décembre 1991 L’Ingouchie se sépare par référendum de la Tchétchénie.
Un référendum au Haut-Karabagh donne 90 % des voix en faveur de l’indépendance.

31 décembre 1991 Dissolution de l’Union soviétique.
Janvier 1992 Référendum en Ossétie du Sud sur l’indépendance et le rattachement à la Russie (plus de 99 % de oui).
Mars 1992 Formation du groupe de Minsk sous l’égide de la CSCE.
<table>
<thead>
<tr>
<th>Mois</th>
<th>Événement</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Mai 1992</td>
<td>Prise de Chouchi (Choucha) puis de Latchine par les Arméniens.</td>
</tr>
<tr>
<td>Avril 1993</td>
<td>Prise de Kelbadjar par les forces du Haut-Karabagh. La Turquie ferme sa frontière avec l’Arménie par solidarité avec l’Azerbaïdjan.</td>
</tr>
<tr>
<td>Octobre 1993</td>
<td>Adhésion de la Géorgie et de l’Azerbaïdjan à la CEI.</td>
</tr>
<tr>
<td>Mai 1994</td>
<td>Cessez-le-feu au Karabagh.</td>
</tr>
<tr>
<td>Septembre 1994</td>
<td>Accord de cessez-le-feu sur l’Abkhazie prévoyant des forces de « maintien de la paix » de la CEI.</td>
</tr>
<tr>
<td>Avril 1995</td>
<td>Exactions massives des troupes russes dans le village de Samachki.</td>
</tr>
<tr>
<td>Avril 1996</td>
<td>Elimination de D. Doudaev.</td>
</tr>
<tr>
<td>12 mai 1997</td>
<td>Signature d’un accord sur « la paix et les principes de relations mutuelles entre la Fédération de Russie et la République de Tchétchénie-Itchkérie ».</td>
</tr>
<tr>
<td>Mai 1998</td>
<td>Echauffourées à Gali en Abkhazie.</td>
</tr>
<tr>
<td>Juillet 1998</td>
<td>Violents affrontements à Goudermes entre groupes armés pro-Maskhadov et islamistes.</td>
</tr>
<tr>
<td>Avril 1999</td>
<td>Inauguration de l’oléoduc Bakou-Soupsa par Chevardnadze et Aliev.</td>
</tr>
<tr>
<td>Date</td>
<td>Evenement</td>
</tr>
<tr>
<td>------------------</td>
<td>---------------------------------------------------------------------------</td>
</tr>
<tr>
<td>5 septembre 1999</td>
<td>Reprise de la guerre en Tchétchénie.</td>
</tr>
<tr>
<td>4-16 septembre 1999</td>
<td>Plusieurs explosions d’immeubles à Moscou (les 8 et 13) et dans le sud de la Russie (Bouïnâksk le 4, Volgodonsk le 16) attribuées sans preuve aux Tchétchènes.</td>
</tr>
<tr>
<td>Novembre 1999</td>
<td>Sommet de l’OSCE à Istanbul où la Russie s’engage à retirer ses quatre bases militaires de Géorgie.</td>
</tr>
<tr>
<td>Février 2000</td>
<td>Prise de Grozny par les forces russes.</td>
</tr>
<tr>
<td>Juin 2000</td>
<td>Le mufti de Tchétchénie, Akhmad Kadyrov, est nommé chef de l’administration tchétchène pro-russe.</td>
</tr>
<tr>
<td>Avril 2001</td>
<td>Négociations à Key West (Floride) sur le Haut-Karabagh.</td>
</tr>
<tr>
<td>26 octobre 2002</td>
<td>Prise d’otages du théâtre de la Doubrovka à Moscou, par un commando tchétchène.</td>
</tr>
<tr>
<td>23 mars 2003</td>
<td>Nouvelle constitution qui sanctionne le retour de la Tchétchénie au sein de la Russie.</td>
</tr>
<tr>
<td>Avril 2004</td>
<td>Début du processus dit de Prague pour résoudre le conflit du Karabagh.</td>
</tr>
<tr>
<td>Mai 2004</td>
<td>Assassinat d’Akhmad Kadyrov.</td>
</tr>
<tr>
<td>Août 2004</td>
<td>Heurts en Ossétie du Sud.</td>
</tr>
<tr>
<td>Septembre 2004</td>
<td>Prise d’otages sanglante à l’école de Beslan en Ossétie du Nord par un commando tchétchène.</td>
</tr>
<tr>
<td>Février 2006</td>
<td>Rencontres de Rambouillet sur le Haut-Karabagh, sans résultat.</td>
</tr>
<tr>
<td>Mars 2006</td>
<td>R. Kadyrov devient Premier ministre de Tchétchénie.</td>
</tr>
<tr>
<td>Juillet 2006</td>
<td>Chamil Bassaev est tué dans une embuscade en Ingouchie.</td>
</tr>
<tr>
<td>Octobre 2006</td>
<td>Assassinat de la journaliste russe Anna Politkovskaïa.</td>
</tr>
<tr>
<td>Mars 2007</td>
<td>Ramzan Kadyrov devient président de Tchétchénie.</td>
</tr>
<tr>
<td>Novembre 2007</td>
<td>Proclamation par D. Oumarov d’un émirat nord-caucasien.</td>
</tr>
<tr>
<td>17 février 2008</td>
<td>Proclamation de l’indépendance du Kosovo.</td>
</tr>
<tr>
<td>1er mars 2008</td>
<td>Répression sanglante des manifestations à Erevan suite à l’élection contestée de Serge Sarkissian à la présidence.</td>
</tr>
</tbody>
</table>
7-12 août 2008  Guerre russo-géorgienne.
Regain de violences en particulier au Daghestan et en Ingouchie, série d’assassinats politiques en Tchétchénie.
10 octobre 2009  Signature de protocoles turco-arméniens prévoyant la normalisation des relations entre les deux Etats, désavoués au printemps 2010.
Janvier 2010  Création du district du Caucase du Nord (SKFO).
Mars 2010  Attentat meurtrier dans le métro à Moscou, revendiqué par D. Oumarov.
Moussa Basnoukaev est professeur à l’Université d’Etat de Tchétchénie, Grozny.
Bruno Coppieters est professeur de science politique à la VUB (Vrije Universiteit Brussel), Bruxelles.
Thorniké Gordadzé est chercheur en science politique et directeur de l’Observatoire du Caucase (Institut français d’études anatoliennes), Bakou.
Tabib Huseynov est analyste à l’International Crisis Group, Bakou.
Aleksei Malachenko est chercheur à la Fondation Carnegie, professeur à la Haute Ecole d’Economie de Moscou.
Aude Merlin est chargée de cours en science politique à l’ULB (Université libre de Bruxelles), membre du CEVIPOF (Centre d’étude de la vie politique), Bruxelles.
Taline Papazian est doctorante en science politique à l’Institut d’études politiques, Paris.
Jean Radvanyi est professeur des Universités à l’INALCO (Institut national des langues et civilisations orientales) et directeur du Centre franco-russe de recherches en sciences humaines et sociales, Moscou.
Arsène Saparov est historien post-doctorant au CERCEC (Centre d’étude des mondes russe, caucasien et centre-européen), EHESS/CNRS, Paris.
Silvia Serrano est maître de conférences en science politique, Université d’Auvergne et chercheur au CERCEC (Centre d’étude des mondes russe, caucasien et centre-européen), EHESS/CNRS, Paris.
Maïrbek Vatchagaev est historien, Paris.
Anna Zelkina est historienne, chercheuse associée au Centre of Contemporary Central Asia & the Caucasus, SOAS, Londres.
Table des matières

PRÉFACE. Etats et conflits au Caucase
Aude MERLIN et Silvia SERRANO ................................................................. 7

Analyser le Caucase contemporain. Enjeux géopolitiques, enjeux de recherche
Jean RADVANYI ........................................................................................................ 15

PREMIÈRE PARTIE
Frontières et reconstruction des territoires : le cas sud-ossète

Aux origines de l’autonomie sud-ossète (1918-1922)
Arsène SAPAROV .............................................................................................. 27

L’Empire contre l’Etat-nation. L’Ossétie du Sud au cœur du conflit russo-géorgien (1922-2008)
Thorniké GORDADZÉ .................................................................................. 47

Les répercussions du conflit d’Ossétie du Sud d’aôut 2008 sur le Caucase du Nord
Alexeï MALACHENKO .................................................................................. 77

DEUXIÈME PARTIE
Mobilisations et transformation de la violence au Caucase du Nord

Les djamaats, nouvelle forme de résistance au Caucase du Nord ?
Maïrbek VATCHAGAEV .................................................................................. 97

Repenser l’islam au Daghestan postsoviétique
Anna ZELKINA ................................................................................................. 113
Tchéchénie, un « après-guerre » sans paix
Aude MERLIN ........................................................................................................ 125

Reconstruction économique et « normalisation » en Tchéchénie
Moussa BASNOUKAEV ............................................................................................ 145

TROISIÈME PARTIE
Conflits, négociations et construction de l’État

Haut-Karabagh : de nouveaux paradigmes pour la paix et le développement
Tabib HUSEYNOV .................................................................................................... 155

Nœud gordien ou rocher de Sisyphe ? Le conflit du Haut-Karabagh dans les stratégies des chefs d’État de l’Arménie postsoviétique
Taline PAPAZIAN .................................................................................................... 169

La reconnaissance de l’indépendance du Kosovo, de l’Abkhazie et de l’Ossétie du Sud : une analyse normative
Bruno COPPIETERS ................................................................................................... 197

Caucase : repères chronologiques ............................................................................ 219
Liste des auteurs ....................................................................................................... 225
Table des matières .................................................................................................... 227
Vingt ans après le déclenchement des premiers conflits armés qui ont embrasé la région, la violence ne s’est pas tue au Caucase : elle persiste de façon diffuse au Nord, tandis qu’éclatait en août 2008 sur le territoire géorgien une guerre qui remettait pour la première fois en cause les frontières internationales issues de l’effondrement de l’URSS. Cette instabilité persistante ne doit toutefois pas occulter les transformations profondes qui ont affecté la région. Avec l’accession des États du Caucase du Sud à l’indépendance et leur entrée dans la mondialisation, et la redéfinition des relations entre Moscou et les entités nord-caucasiennes, les conflits ont changé. Loin d’une lecture qui verrait dans ces violences la marque d’une culture locale, cet ouvrage s’attache à analyser les évolutions historiques et politiques qui déterminent les conflits, en mettant l’accent sur les effets des mobilisations identitaires et des tutelles extérieures, mais aussi sur leurs ressorts internes. Le lien entre conflits et trajectoires étatiques est donc au cœur de sa problématique.

En dépit d’évolutions très différentes au Nord et au Sud, le Caucase constitue un système de sécurité tant les interdépendances restent importantes. Le défi consiste donc à appréhender la complexité de la région. Les auteurs – Caucasiens, Russes, Occidentaux, tous fins connaisseurs de leur terrain d’étude –, relèvent le défi avec originalité, en restituant l’hétérogénéité de la région. La diversité des points de vue exprimés dans ce livre constitue à cet égard une richesse indéniable. Il apportera des clés de compréhension aux étudiants, aux chercheurs mais aussi aux praticiens, aux journalistes, aux diplomates ou aux voyageurs désireux d’entrer dans la complexité du Caucase sans céder aux clichés.

Aude Merlin est chargée de cours en science politique à l’Université libre de Bruxelles (ULB), où elle mène ses recherches sur la Russie et les États issus de l’ex-Union soviétique au sein du Centre d’étude de la vie politique – CEVIPOL.

Silvia Serrano est maître de conférences en science politique à l’Université d’Auvergne et chercheure au Centre d’étude des mondes russe, caucasiens et centre-européen auprès de l’EHESS.